



Pétrole : les enjeux de la chute des cours

► A moins de 70 dollars le baril, le prix du brut est au plus bas depuis quatre ans, et la tendance baissière devrait se poursuivre, avec des conséquences majeures

► Au-delà de l'atonie de l'économie mondiale, les pays de l'OPEP se sont lancés dans une guerre des prix en annonçant de fortes hausses de production

► Les Américains aiment les prix bas à la pompe, mais la conjoncture fragilise l'industrie pétrolière des Etats-Unis et la politique de Donald Trump

► Pour la Russie, troisième producteur mondial et deuxième exportateur de brut, le financement de la guerre en Ukraine sera encore plus compliqué

► Cette baisse des cours oblige l'Arabie saoudite à s'endetter pour continuer à financer ses grands projets de développement

PAGES 14-15

GAZA ISRAËL LANCE UNE OFFENSIVE TERRESTRE MASSIVE

► Des chars sont entrés dans l'enclave, prélude à une réoccupation directe du territoire
► Les dernières frappes ont fait des centaines de victimes, dont de nombreux enfants

PAGE 2



Les corps de victimes de l'attaque israélienne, devant l'Hôpital indonésien, dans le nord de Gaza, le 16 mai. KHAMES ALREF/ANADOLU VIA AFP

Dunkerque Mobilisation pour faire reconnaître un « crime raciste »

Le 31 août 2024, dans le Nord, Djamel Bendjaballah était tué par l'ex-conjoint de sa compagne, qui lui a roulé dessus en voiture. L'issue fatale d'un harcèlement raciste, fait d'insultes et de provocations répétées, contre lequel la victime avait déposé plainte deux fois. L'accusé, Jérôme Decofour, possédait de nombreuses armes. Il était proche de groupes identitaires comme la Brigade française patriote. Pourtant, il n'est

mis en examen que pour « meurtre », et non pour « meurtre commis en raison de la race, l'ethnie, la nation ou la religion ». Depuis, la famille de Djamel Bendjaballah, des associations antiracistes et de nombreux politiques se battent pour faire reconnaître le caractère identitaire du meurtre. Un rassemblement était organisé samedi devant le tribunal de Dunkerque.

PAGE 10

Entretien

« Trump poursuit des objectifs économiques contradictoires »

Jason Furman estime que la guerre commerciale engagée par le président américain ne devrait pas précipiter les Etats-Unis dans une récession

PAGE 13

Istanbul L'Ukraine et la Russie échouent à s'accorder sur un cessez-le-feu

Les intenses manœuvres diplomatiques insufflées par les Européens et les Américains avant la réunion organisée en Turquie n'auront pas suffi

PAGE 4 ET ÉDITORIAL PAGE 32

Culture
Dans le Var,
la Villa Noailles en
proie aux dérives
financières

PAGE 23

Rencontre
« Bambi » : « J'ai
passé une robe,
on m'a maquillée,
j'étais enfin moi »

PAGE 27

Services publics
Pourquoi la qualité
se dégrade, alors
que les dépenses
augmentent ?

PAGES 28-29

Géopolitique

En Turquie,
le PKK de l'espoir
à la désillusion

Le Parti des travailleurs du Kurdistan a annoncé sa dissolution. Malgré l'échec de la lutte armée, l'organisation incarne la défense de l'identité kurde

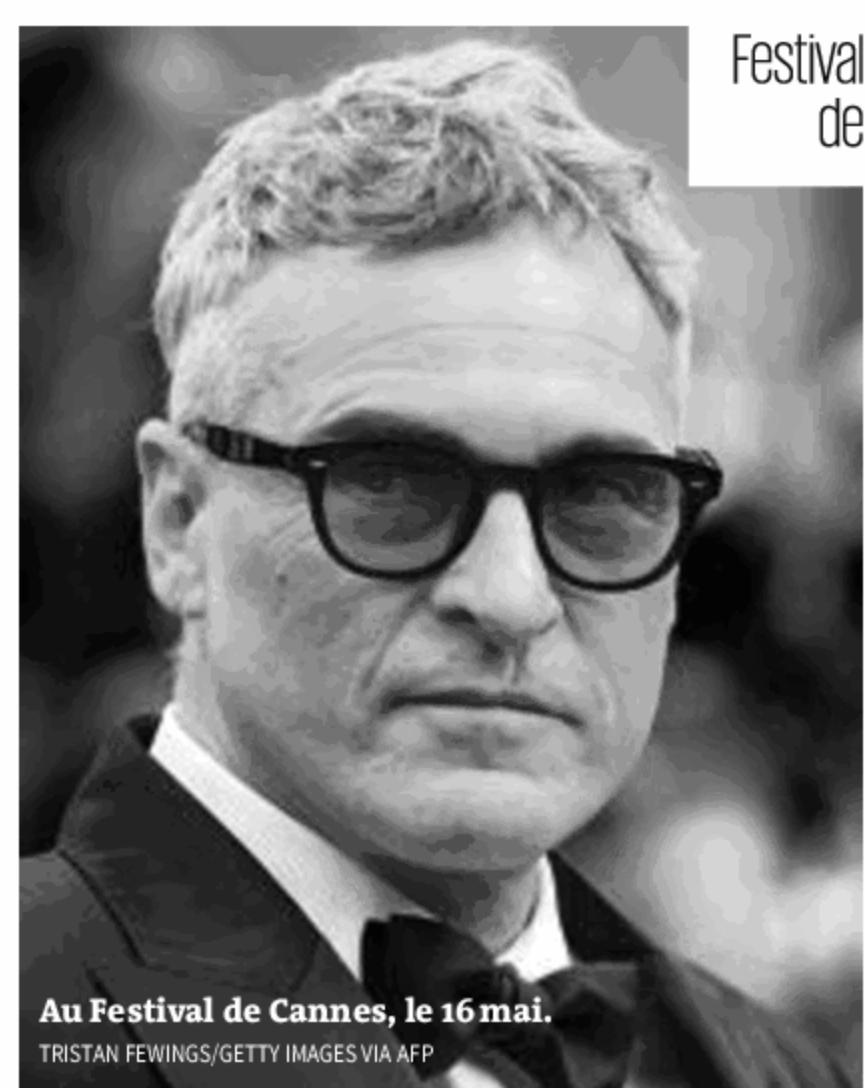
PAGES 16 À 18

Festival de CANNES

JOAQUIN PHOENIX
L'acteur est à l'affiche
d'« Eddington », d'Ari Aster,
western halluciné d'une
Amérique en débâcle

Hafsia Herzi
La cinéaste brosse
le portrait d'une jeune
musulmane lesbienne

PAGES 20 À 22



Au Festival de Cannes, le 16 mai.
TRISTAN FEWINGS/GETTY IMAGES VIA AFP

RADO
SWITZERLAND

MAÎTRE DES MÉTÉRIAUX



RADO ANATOM

RADO.COM

GUERRE DE GAZA



Des corps de Palestiniens tués lors de l'attaque du 16 mai, déposés à l'Hôpital indonésien, dans le nord de Gaza, le 16 mai. ABDALHAKEM ABU RIASH/ANADOLU VIA AFP

Israël engage une nouvelle invasion de la bande de Gaza

Préparant le terrain à des opérations militaires et à une réoccupation du territoire palestinien, les frappes de ces derniers jours ont fait plusieurs centaines de victimes, dont de nombreux enfants

JÉRUSALEM - correspondance

Ce vendredi de mai aurait pu, à une autre époque, être une journée calme, à Gaza. Laisser le matin glisser dans la quiétude du jour de repos. Se rendre à la mosquée pour la prière hebdomadaire. Se rassembler en famille, flâner au bord de la mer avec les enfants. Au lieu de cela, le 16 mai, fut un jour de destruction, d'horreur et de sang comme l'enclave n'en avait pas connus depuis les pires mois de la guerre. Ces mois de l'hiver 2023-2024, quand les bombardements de l'armée israélienne, au plus fort de l'offensive enclenchée après les attaques du Hamas le 7 octobre, tuaient quelque 200 Palestiniens par jour.

Cette fois, 250 Gazaouis ont péri en 36 heures, annonçait samedi, au petit matin, le ministère de la santé à Gaza. Dont au moins 45 enfants, selon l'UNICEF, l'agence onusienne spécialiste de l'enfance. Le résultat du début de l'opération « Chariots de Gédéon », une figure biblique ayant mené les Israélites à la victoire.

Un responsable de l'armée israélienne a déclaré vendredi soir qu'il existe un « plan graduel et structuré », dont la « phase A » est terminée. « Nous nous préparons à passer à la phase suivante ». Soit le début de « l'opération musclée » que promettait le premier ministre Benjamin Nétanyahou, le 5 mai, confirmant le retour d'une offensive terrestre à grande échelle et une réoccupation directe du territoire, pour une durée indéterminée. L'attaque s'est d'abord con-

centrée, dans la nuit de jeudi à vendredi, sur la localité de Beit Lahiya, située tout contre la frontière israélienne au nord de l'enclave, accablée par de puissants bombardements qui ont fait trembler le sol jusqu'à la ville de Gaza, 5 kilomètres plus loin, selon des témoignages rapportés par des journalistes palestiniens présents sur place. Des chars d'assaut ont ensuite progressé dans le tissu urbain ravagé par plus de dix-neuf mois de combat. Le jour même où les Palestiniens commémoreraient les 77 ans de la nakba, « la catastrophe », cet exode forcé de la moitié de la population de la Palestine historique, chassée de son territoire, pendant les guerres entourant la création de l'État d'Israël.

DIZAINES DE CADAVRES

L'hôpital indonésien, l'un des rares établissements opérationnels dans le nord de la bande, a reçu nombre de victimes. Des vidéos visionnées par *Le Monde* montrent civils et ambulanciers les sortir morts et blessés des décombres, pour être amenés à l'hôpital.

Les autorités israéliennes interdisent toujours l'accès de l'enclave palestinienne à la presse internationale. Là, les cadavres sont allongés à l'extérieur, un par un, puis par plusieurs dizaines, sous des draps immaculés, autour desquels les familles rendent un dernier hommage. A l'intérieur de l'établissement, les blessés de tous âges sont amenés. Certains, souvent les plus jeunes, ont la chance d'être posés sur les rares lits encore disponibles. La plupart sont allongés par terre pour recevoir les premiers soins. Comme le racontent les images, le sang ma-

cule le sol de multiples façons. Par petites flaques, sous les blessures ouvertes des victimes. Par longues traînées, menant à une forme allongée qui émet des râles agonisants. Par les traces de pas de soignants, allant d'un patient à l'autre. Par gouttes, par éclats, par taches régulièrement nettoyées par un personnel qui tient l'établissement à bout de bras. Les visages sont fatigués, creusés de rides profondes.

Les nombreux mois de guerre et de privations ont laissé leur empreinte sur les corps, amaigris, aux gestes ralenti. Des regards qui expriment l'inquiétude ou l'angoisse rassurent presque à côté des yeux vides de nombreux visiteurs. Les épreuves des habitants de l'enclave ont été encore aggravées ces dernières semaines par le manque de nourriture, à cause du blocus total d'aide humanitaire qui dure depuis le 2 mars, et de la reprise des frappes israéliennes le 18 mars après la rupture par Israël du cessez-le-feu conclu avec le Hamas le 19 janvier.

Kayed Hamad est l'un d'entre eux. Ce cinquantenaire originaire du camp de réfugiés de Jabaliya, le

« HIER SOIR, PRÈS DE 100 GAZAOUIS ONT ÉTÉ TUÉS. ET (...) ÇA N'INTÉRESSE PERSONNE (...), TOUT LE MONDE S'EN FICHE »

ZVI SUKKOT
député suprémaciste israélien

plus peuplée de l'enclave, ville dans la ville, a été témoin de la destruction du lieu où il a grandi, puis du reste de son environnement. Il fait partie des rares, d'abord 300 000, puis moins de 100 000, qui sont restés dans le nord de l'enclave jusqu'au bout, malgré les multiples ordres d'évacuation émis par l'armée israélienne et les bombardements intenses qui réduisaient les villes en poussière. Il ne sait pas s'il pourra tenir, cette fois-ci : « La situation est pire que jamais. Nous n'avons pas d'eau, pas d'électricité, peu de médicaments, peu de nourriture, et nous vivons tous sous des tentes, alors que nous sommes plus affaiblis que jamais. Et maintenant, les bombardements reprennent comme aux premiers jours de la guerre. Je ne sais pas s'il s'agit d'une forme de vengeance avant de parvenir à un cessez-le-feu ou un aperçu de ce qui va arriver quand Donald Trump rentrera à Washington », témoigne-t-il au téléphone.

Le président américain, au cours de sa tournée dans le Golfe, a tenu des propos ambivalents sur Gaza : « Nous regardons ce qui se passe à Gaza, beaucoup de personnes y souffrent et meurent de faim, nous allons nous en occuper », a-t-il dit vendredi aux États-Unis. De quelle façon Donald Trump compte « s'occuper » de Gaza ? Rien n'annonce une trêve. L'armée israélienne a diffusé, vendredi à 20 heures, des ordres d'évacuation pour toutes les agglomérations du nord de l'enclave : « Vous êtes dans une zone qui n'est pas sûre, évacuez immédiatement vers le sud ! », peut-on lire dans un tract. Et alors que les chars d'assaut pénétraient dans le nord, ils entraient aussi

dans le nord-est, dans les ruines de Jabaliya, et dans le sud-est de l'enclave, au niveau de la localité de Khan Younès.

Trois points d'entrée pour une nouvelle invasion. Et si l'armée persiste à affirmer, communiqué après communiqué, que le but de l'opération est « le retour des otages et de démanteler les capacités du Hamas », le premier ministre Benjamin Nétanyahou a lui fixé les buts de cette offensive renouvelée : « L'objectif supérieur est la victoire sur nos ennemis, et nous l'atteindrons », avait-il déclaré, le 1^{er} mai, faisant passer explicitement au second plan la libération des 58 otages — dont 20 seraient encore vivants — encore aux mains du Hamas.

Malgré la sortie du captif israélo-américain Edan Alexander le 12 mai, opération menée par un dialogue direct entre Washington et le Hamas dans le dos d'Israël, rien ne fait dévier de sa ligne le gouvernement le plus radical de l'histoire de l'Etat hébreu, qui sous prétexte « d'éradiquer » le Hamas, écrase sous les bombes Gaza et sa population. En témoigne la déclaration d'une des figures politiques de la Knesset les plus en vue, Zvi Sukkot, proche des ministres suprémacistes d'extrême droite Itamar Ben Gvir et Bezalel Smotrich, connu pour les nombreuses attaques sur les villages palestiniens de la Cisjordanie occupée. Invité dans un débat sur une télévision israélienne, vendredi, il a rétorqué à des journalistes : « Hier soir, près de 100 Gazaouis ont été tués. Et (...) ça n'intéresse personne. Tout le monde s'est habitué à ce qu'on puisse tuer 100 Gazaouis en une nuit, en temps de guerre, et tout le monde s'en fiche. »

RELOCALISATION EN LIBYE

C'était avant que la chaîne américaine NBC révèle, vendredi, que l'administration Trump travaille sur un plan visant à relocaliser de manière permanente jusqu'à un million de Palestiniens de la bande de Gaza vers la Libye. Le projet aurait été discuté avec des responsables libyens. En échange de l'accueil des Palestiniens, des milliards de dollars d'avoirs, saisis il y a une décennie, alors que le pays s'enfonçait dans une guerre civile après la chute de Mouammar Kadhafi. Une information démentie par un porte-parole du

« LES BOMBARDEMENTS REPRENNENT COMME AUX PREMIERS JOURS DE LA GUERRE »

KAYED HAMAD

Palestinien originaire du camp de réfugiés de Jabaliya

département d'Etat. Ce départ serait facilité si les Palestiniens sont massés dans une portion minuscule du territoire, au sud de Gaza, comme l'a promis Bezalel Smotrich et comme le prévoit le nouveau plan humanitaire concocté par Israël et les États-Unis, via une nouvelle entité aux contours peu connus, la Gaza Humanitarian Foundation. Ce projet prévoit une distribution d'aide humanitaire sous la supervision d'entreprises de sécurité privées dans des zones sous contrôle de l'armée israélienne. Il a été refusé en bloc par les organisations internationales intervenant de longue date dans l'enclave. En plus de bloquer l'entrée de l'aide humanitaire, l'armée complique, plus que jamais, le travail des ONG dans la bande.

« Sur cent demandes de déplacement –secouristes, blessés – pour se mouvoir d'un point A à un point B, nous n'avons que très peu de feux verts de l'armée israélienne. Ces entraves prennent des proportions folles. A l'hôpital Al-Shifa, il nous a fallu des jours pour pouvoir déplacer des bébés d'une pièce à une autre de façon sécurisée », confie le responsable d'une organisation internationale opérant à Gaza, qui souhaite conserver l'anonymat.

Le plan proposé par Israël apparaît contre-productif, laissant des populations entières dans des zones hors de contrôle, à la merci des nervis du mouvement islamiste palestinien. « La militarisation de l'aide vient d'une obsession du contrôle. Les Israéliens posent les pas d'un contrôle total du territoire et des populations en utilisant l'arme de l'aide humanitaire. Ce qui leur permettra de déplacer les habitants à leur guise », reprend le responsable humanitaire. Une source diplomatique confie au *Monde* : « Au lieu d'affaiblir le Hamas, ce projet risque de le renforcer. » ■

SAMUEL FOREY ET
MADJID ZERROUKY (À PARIS)

Le procureur de la CPI, Karim Khan, quitte son poste temporairement

Le magistrat a été accusé de comportement sexuel inapproprié, alors qu'il allait émettre un mandat d'arrêt contre Nétanyahou en 2024

LA HAYE - correspondance

Visé par une enquête pour «faute présumée», le procureur de la Cour pénale internationale (CPI), Karim Khan, a décidé, vendredi 16 mai, de quitter temporairement ses fonctions. Depuis octobre 2024, plusieurs médias l'accusaient de comportement sexuel inapproprié envers une employée. Des allégations qu'il rejette.

L'enquête est conduite par le bureau de contrôle interne de l'Organisation des Nations unies (ONU), qui pourrait rendre ses conclusions dans les prochaines semaines. Dans l'intervalle, les deux procureurs adjoints, la procureure fidjienne Nazhat Khan (sans lien de parenté) et le magistrat sénégalais Mame Mandiaye Niang, qui devront assurer l'intérim.

Cette affaire empoisonne la CPI depuis plus de neuf mois. Elle intervient dans un contexte déjà tendu pour la juridiction, et certains s'interrogent : aurait-elle existé si M. Khan n'avait pas requis, le 20 mai 2024, un mandat d'arrêt contre le premier ministre israélien, Benjamin Nétanyahou, pour crimes contre l'humanité et crimes de guerre ? Les allégations visant le procureur ont émergé au moment même où il s'apprétait à requérir ces mandats contre le premier ministre israélien, son ministre de la défense, Yoav Gallant, et plusieurs dirigeants du Hamas. Il avait pris sa décision quelques mois plus tôt.

Discussion d'urgence

Ces derniers mois, les allégations ont été exploitées par des responsables israéliens et leurs soutiens américains contre la cour. Mais aussi par la Russie, pour défendre Vladimir Poutine, sous mandat d'arrêt depuis 2023. Ainsi, jeudi 15 mai, la veille de sa décision de retrait, Karim Khan présentait un rapport au Conseil de sécurité de l'ONU. Au cours de la séance, la déléguée russe reprenait des accusations du *Wall Street Journal*, qui, dans un article paru le 10 mai, affirmait que Karim Khan avait requis les mandats d'arrêt de façon pré-maturée, pour jeter un écran de fumée sur les allégations contre lui. Une interprétation «profondément malhonnête, voire stupide», estime l'avocat en droit international pénal Johann Soufi. M. Nétanyahou a rapidement fait circuler l'article sur le réseau X.

Les accusations sont apparues en avril 2024. Le 15 avril, M. Nétanyahou organisait une «discussion d'urgence», selon les médias israéliens, pour coordonner une action diplomatique afin de contrer les mandats d'arrêt. Fin avril, il interpellait «les leaders du monde libre», les invitant à utiliser «tous les moyens à leur disposition pour mettre fin à cette action dangereuse». Quelques jours plus tard, l'employée se disant victime du procureur s'était confiée à deux membres du cabinet du procureur, dont l'un de ses conseillers, Tom Lynch. Aujourd'hui, selon l'une de ses proches, elle serait «très angoissée par tous les détails surelle-même» qui ont été publiés.

Autrefois très proches, des tensions ont émergé entre Karim Khan et Tom Lynch en novembre 2023, lorsque le procureur s'est rendu en visite non officielle en Israël et sur le territoire palestinien. Fin mars, une source proche de la CPI expliquait que les deux hom-

CES ALLÉGATIONS ONT ÉTÉ EXPLOITÉES PAR DES RESPONSABLES ISRAÉLIENS ET LEURS SOUTIENS AMÉRICAINS CONTRE LA COUR

mes étaient «en désaccord sur les méthodes et la manière de faire», et que l'Américain ne serait pas favorable aux mandats d'arrêt.

Avec l'imminence des mandats, le sénateur Lindsey Graham, un proche de Benjamin Nétanyahou, s'est activé, avec l'aval du secrétaire d'Etat de l'époque, Antony Blinken. Le but : organiser une visite officielle du procureur en Israël et démontrer que la justice israélienne peut juger elle-même, afin d'obtenir le dessaisissement de la cour en sa faveur. Mais, en réalité, explique une source au bureau du procureur, «ce que les Israéliens nous proposaient montrait clairement qu'ils souhaitaient échapper à la cour, mais pas nécessairement rendre justice chez eux». Au dernier moment, Karim Khan a annulé la mission de Tom Lynch, censé préparer sa venue officielle. Puis il a annoncé, dans une vidéo, avoir requis des mandats d'arrêt.

En septembre 2024, plusieurs médias étaient informés d'allégations visant le procureur, mais n'ont rien publié jusqu'à la création de @ICC_Leaks, créé pour l'occasion sur le réseau X. Le compte a très vite trouvé son public : de l'Amérique pro-Trump aux chrétiens évangéliques, en passant par une poignée de journalistes, quelques juristes et une diplomate.

Dès les premières accusations, des ONG et des diplomates ont évoqué le renvoi ou la suspension du procureur, comme Stephen Rapp, l'ancien ambassadeur crimes de guerre des Etats-Unis sous Obama, qui n'a jamais caché son inimitié pour Karim Khan, ni son opposition aux mandats d'arrêt contre les dirigeants israéliens.

Lorsqu'il prête serment en juin 2021, Karim Khan a déjà quelques ennemis. Son bureau fonctionne mal et le Britannique a été élu pour réformer. En prenant ses fonctions, il renvoie sans ménagement plusieurs employés. Les enquêteurs sont sommés de rester plus longtemps sur le terrain, à Kiev ou ailleurs. Il veut remettre tout le monde au travail.

Et les allégations contre le procureur «ont rendu l'ambiance de travail du bureau très toxique», dit l'un des fonctionnaires. Une autre parle de «représailles». Karim Khan fait, par ailleurs, l'objet de sanctions de la part des Etats-Unis depuis février, et les menaces pesent sur d'autres employés n'ont fait qu'alourdir l'atmosphère. Elles ont déjà conduit deux piliers de la CPI, Brenda Hollis et Andrew Cayley, à la démission. L'Américaine conduisait l'accusation contre Vladimir Poutine et Benjamin Nétanyahou, tandis que le Britannique était chargé du Hamas.

Les conclusions de l'enquête des services de l'ONU sont attendues dans les prochaines semaines. Les textes de la CPI prévoient qu'en cas de «faute lourde» ou d'un «manquement grave» à ses devoirs, le procureur peut être démis par l'Assemblée des 125 Etats parties, par un vote à la majorité absolue. ■

STÉPHANIE MAUPAS



En Syrie, l'ouverture à l'Ouest, le pari gagnant d'Al-Charaa

En dépit de son passé djihadiste, le président syrien s'efforce d'arrimer son pays, pilier de l'axe pro-iranien du temps des Al-Assad, au camp occidental

BEYROUTH - correspondante

Un jeune homme séduisant. Un dur à cuire. Un passé solide. Un combattant. (...) C'est un véritable leader.» Avec son style haut en couleur, le président américain, Donald Trump, a offert à Ahmed Al-Charaa, le nouveau dirigeant de Syrie, la reconnaissance tant attendue depuis sa prise de pouvoir, le 8 décembre 2024. Les efforts que l'ancien djihadiste repenti de 42 ans a déployés pour polir son image et courtiser les dirigeants arabes et occidentaux ont payé. A Riyad, le 14 mai, par l'entremise du prince héritier saoudien, Mohammed Ben Salman, et du président turc, Recep Tayyip Erdogan, Ahmed Al-Charaa a obtenu de M. Trump une entrevue et la promesse d'une levée des sanctions américaines sur la Syrie.

La main tendue du président américain a été aussi soudaine qu'inespérée pour M. Al-Charaa, à l'image déjà de la chute du dictateur syrien Bachar Al-Assad. L'homme n'a néanmoins pas été pris au dépourvu. Lorsqu'il n'était encore que le chef du groupe islamiste Hayat Tahrir Al-Cham, connu sous son nom de guerre d'Abou Mohammed Al-Joulani, il a développé une vision claire de la place qu'il entendait donner à la Syrie dans le concert des nations.

Pragmatique plus qu'idéologue, Ahmed Al-Charaa a, dès sa rupture avec Al-Qaida, en 2016, puis sa prise de pouvoir dans l'enclave rebelle d'Idlib (Nord-Ouest), fait de «l'ouverture à l'Ouest» une ligne directrice pour la Syrie, jadis amarrée à la Russie et l'Iran sous le règne des Al-Assad.

«Sa vision se met en place à Idlib avec l'idée qu'il faut se désenclaver. Il y a un narratif et des intérêts partagés avec les Occidentaux sur la stabilité régionale, les réfugiés, les ennemis communs – l'Iran et le régime Al-Assad –, la guerre contre le terrorisme. Il a toujours cherché l'ouverture mais personne ne lui tendait la main», analyse Patrick Haenni, chercheur à l'Institut universitaire européen de Florence, en Italie. Depuis six mois, il teste cette vision, avec son ministre des affaires étrangères, Assad Hassan

Al-Chibani, un fidèle de la première heure. Sans céder aux pressions des Européens pour rompre avec la Russie, qui dispose de deux bases militaires en Syrie. «Le multi-alignement est le mantra du Sud global et c'est une contrainte structurelle pour tout pouvoir syrien de devoir balancer ses relations pour compenser sa faiblesse. Avec les Al-Assad, il y avait des freins idéologiques. Avec Al-Charaa, il n'y a plus de tabous», estime Michel Duclos, ancien ambassadeur en Syrie et conseiller spécial à l'Institut Montaigne.

Le dirigeant syrien fait aussi un pari qui va s'avérer gagnant. Il priviliege la relation avec l'Arabie saoudite, qui avait œuvré au retour de Bachar Al-Assad dans le giron arabe en 2023, plutôt qu'avec la Turquie et le Qatar, soutiens inconditionnels de l'opposition syrienne. C'est un choix de cœur pour celui qui a grandi à Riyad, et surtout stratégique : Mohammed Ben Salman, leader du monde arabe et musulman, a les clés de sa réintégration dans l'environnement arabe, l'argent, et l'oreille de Donald Trump. M. Al-Charaa soigne néanmoins ses relations avec la Turquie, un soutien précieux et un bouclier contre la menace posée par Israël.

Rôle pivot

Le dirigeant syrien veille ainsi à s'extraire de la rivalité entre l'axe révolutionnaire emmené par Ankara et Doha, proche des Frères musulmans, des djihadistes ou des Palestiniens. Il prône une politique du «zéro problème» avec tous ses voisins, Israël inclus. Il promeut une vision néolibérale de l'économie et fait miroiter des opportunités d'investissements dans le pays ruiné par quatorze ans de guerre. Enfin, il bascule du salafisme djihadiste à un islam conservateur, ouvert sur le monde.

L'argumentaire séduit aussi les partenaires européens, dont la France, prêts à le soutenir en échange du respect d'une feuille de route pour la transition. Les violences confessionnelles qui ont fait plus de 1300 morts parmi la minorité alaouite, début mars, en marge d'affrontements entre des partisans de l'ancien régime et les forces de sécurité, a failli doucher leurs espoirs. Ahmed Al-Charaa a

Le dirigeant syrien prône une politique du «zéro problème» avec tous ses voisins, Israël inclus

qui a pris fait et cause pour le nouveau président. «Le royaume lui a, dès le début, offert le bénéfice du doute car il était tellement important que l'influence iranienne ait été éradiquée de Syrie. Puis, tout ce qu'il a dit et fait par la suite a été très positif», analyse le commentateur politique saoudien, Ali Shihabi. Les Saoudiens sont convaincus de sa transformation et séduits par son programme, compatible avec leur vision d'une stabilité régionale adossée au développement économique. Il faudra des assurances supplémentaires et des contrats – tel que le développement du port de Tartous – pour avoir raison des réticences émiriennes, viscéralement hostiles à l'islam politique.

Ahmed Al-Charaa acte «la fin de la révolution» avec la chute d'Al-Assad et s'attelle à la consolidation d'un pouvoir personnel. Il assure que la Syrie ne sera plus une terre d'exportation des révoltes, que ce soit celle des Frères musulmans, des djihadistes ou des Palestiniens. Il prône une politique du «zéro problème» avec tous ses voisins, Israël inclus. Il promeut une vision néolibérale de l'économie et fait miroiter des opportunités d'investissements dans le pays ruiné par quatorze ans de guerre. Enfin, il bascule du salafisme djihadiste à un islam conservateur, ouvert sur le monde.

L'argumentaire séduit aussi les partenaires européens, dont la France, prêts à le soutenir en échange du respect d'une feuille de route pour la transition. Les violences confessionnelles qui ont fait plus de 1300 morts parmi la minorité alaouite, début mars, en marge d'affrontements entre des partisans de l'ancien régime et les forces de sécurité, a failli doucher leurs espoirs. Ahmed Al-Charaa a

obtenu une seconde chance grâce aux promesses de poursuivre les responsables de ces massacres, et surtout à l'accord historique signé avec le chef des Forces démocratiques syriennes, le général Mazloum Abdi, pour l'intégration des Kurdes dans l'Etat syrien.

La visite du président Al-Charaa, à Paris, le 7 mai, à l'invitation d'Emmanuel Macron, a eu un effet d'entraînement auprès de Donald Trump et des Européens. En lui emboitant le pas, le président américain a court-circuité son administration, qui en était encore à éprouver, sans grande conviction, les intentions du dirigeant syrien, à partir d'une liste d'exigences. M. Al-Charaa a répondu par la positive à l'ensemble de ces demandes – la fin de l'influence iranienne en Syrie, la coopération dans la lutte antiterroriste, la neutralisation des armes chimiques, la mise à l'écart des djihadistes étrangers et des groupes palestiniens, etc.

Donald Trump y a ajouté sa touche en plaçant la normalisation des relations avec Israël en haut de la liste. Sur ce dossier, le président syrien fait montre d'une ouverture surprenante, considérant son passé, ainsi que les incursions et bombardements répétés d'Israël sur le territoire syrien. M. Al-Charaa ne s'est pas engagé à normaliser avec Israël, mais il promet de respecter l'accord de désengagement du Golan signé entre les deux pays en 1974 et dit mener des contacts indirects avec l'Etat hébreu.

«En privé, il va plus loin. Il se réclame d'Anouar El Sadate [le président égyptien, qui a signé la paix avec Israël en 1978]. Les Israéliens n'ont pas saisi la main tendue, estimant que c'est de la posture», commente un diplomate occidental.

Il reste à voir si M. Al-Charaa, souverainiste, sera prêt à des concessions sur le plateau du Golan, qu'Israël occupe, et où se trouve le village natal de son père. «C'est un saut conceptuel, inimaginable dans la Syrie d'avant. Il peut le faire car la population veut la stabilité et la relance économique», souligne Michel Duclos. Son pire ennemi, l'organisation Etat islamique, y voit en revanche une nouvelle trahison et bat le rappel pour engager la bataille contre M. Al-Charaa. ■

HÉLÈNE SALLON

Ukraine : à Istanbul, l'échec des négociations

Les pourparlers entre Kiev et Moscou laissent apparaître des divergences qui semblent insurmontables

ISTANBUL - correspondant et envoyés spéciaux

La réunion a duré à peine deux heures dans l'enceinte du palais de Dolmabahçe, sur la rive européenne du Bosphore. Les premiers pourparlers directs menés entre l'Ukraine et la Russie depuis plus de trois ans de guerre ont vite tourné court, vendredi 16 mai, à Istanbul.

Les dix jours d'intenses manœuvres diplomatiques insufflées par les Européens et les Américains ont échoué à déboucher sur de véritables avancées en Turquie : un cessez-le-feu et un accord de paix semblent plus lointains que jamais, tant les divergences paraissent insurmontables entre les deux belligérants. Malgré les bons offices turcs, il est même difficile de parler de l'amorce d'une véritable négociation.

Jeudi 15 mai, le président russe, Vladimir Poutine, avait refusé de venir à Istanbul pour rencontrer son homologue ukrainien, Volodymyr Zelensky, reçu à Ankara par Recep Tayyip Erdogan, et ce, malgré la pression mise sur les deux hommes par Donald Trump et les principaux dirigeants européens. Après ce rendez-vous manqué, il a encore fallu des heures de médiations américaine et turque pour parvenir à convaincre les délégations russe et ukrainienne de se croiser.

Après un long suspense, la rencontre a finalement eu lieu sous l'égide du ministre turc des affaires étrangères, Hakan Fidan. Aucune poignée de main, ni déclaration commune n'a ponctué l'issue de cette réunion, la première depuis l'échec des tractations menées, déjà à Istanbul, au printemps 2022, quelques semaines après l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie.

Echange de prisonniers

Un accord a certes été conclu en vue d'un échange de 1000 prisonniers de guerre ukrainiens, contre 1000 Russes, mais cette annonce n'est assortie d'aucune échéance. M. Fidan a, bien sûr, essayé d'arrondir les angles et de faire preuve d'optimisme en affirmant que la Russie et l'Ukraine ont conclu «un accord de principe» pour se rencontrer à nouveau. Mais, là aussi, sans fixer le moindre calendrier précis.

Pendant que les deux ennemis se parlaient, Donald Trump était, lui, à bord d'Air Force One, de retour aux Etats-Unis après une tournée dans le Golfe. Avant de monter dans l'avion, il a lâché : «Maintenant, il est temps de



Les délégations russe et ukrainienne, à Istanbul, vendredi 16 mai. ARDA KUCUKKAYA/MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES TURC VIA REUTERS

«La Russie est prête à se battre pour toujours»

VLADIMIR MEDINSKI
négociateur en chef russe

ce qui a été discuté précédemment», a dénoncé la délégation ukrainienne à l'issue des discussions, visiblement sous le choc.

Selon différentes sources, la partie russe aurait martelé que Moscou n'accepterait un cessez-le-feu que si l'Ukraine retirait ses troupes des quatre régions occupées plus ou moins totalement par la Russie (Donetsk, Louhansk, Zaporijia et Kherson). «Nous ne voulons pas la guerre, mais nous sommes prêts à nous battre pendant un, deux, trois ans, aussi longtemps que nécessaire. Nous avons combattu contre la Suède pendant vingt et un ans [entre 1700 et 1721, sous le règne du tsar Pierre I^e le Grand]. Combien de temps êtes-vous prêts à vous battre?», a demandé M. Medinski à ses interlocuteurs en lâchant : «Peut-être que quelqu'un à cette table perdra encore plus d'êtres chers. La Russie est prête à se battre pour toujours.»

L'heure reste donc à l'affrontement, sur le front comme sur le terrain diplomatique, si l'on en croit la violence des propos prononcés au négociateur en chef russe, l'ex-ministre de la culture Vladimir Medinski, qui n'a retenu aucun coup pour repousser les demandes ukrainiennes. Les exigences de Moscou «vont bien au-delà de

Sur le fond, le principal sujet de divergence concerne un éventuel cessez-le-feu, préalable indispensable pour Kiev. Vendredi matin, le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, avait déclaré, avec le soutien des dirigeants européens rencontrés dans la journée à Tirana, en Albanie, en marge du sommet de la Communauté politique européenne, que sa priorité absolue était «un cessez-le-feu complet, inconditionnel et honnête (...) pour mettre fin aux massacres et poser une base solide pour la diplomatie». Dans une déclaration préliminaire à l'ouverture de la discussion, Hakan Fidan a, lui-même, insisté sur l'importance d'un «cessez-le-feu rapide pour un règlement en Ukraine».

En guise de réplique, Vladimir Medinski s'est contenté de suggérer de poursuivre les négociations après que la Russie et l'Ukraine auront présenté «une vision d'un événement futur cessez-le-feu». Loin

de ce que demandait Kiev, pour qui il est impossible de négocier un accord de paix sous les bombes et les attaques de drones. «Ceux qui exigent un cessez-le-feu avant les pourparlers de paix sur la guerre russo-ukrainienne ne connaissent pas l'histoire», a déclaré, un peu plus tard, M. Medinski à la télévision russe Rossia 1 : «Les

actions militaires ont toujours été accompagnées de négociations. En règle générale, toujours, comme le disait Napoléon, la guerre et les négociations sont menées simultanément.»

La Russie veut gagner du temps

Comme c'est le cas depuis des mois, la Russie a continué de mener sa guerre tout en jouant la carte diplomatique, avec toujours le même objectif : gagner du temps pour poursuivre son offensive sur le terrain. Le matin même de ces discussions, le ministère de la défense russe a d'ailleurs tenu un point triomphaliste, loin de la logique d'une négociation de paix. Avec pour principaux succès mis en avant pour ces derniers jours : la «libération» de six villages en une semaine et un bilan de 8390 soldats ukrainiens «tués» ou «perdus».

La délégation ukrainienne a, pour sa part, rejeté les tentatives russes de reprendre les discussions là où elles avaient échoué il y a trois ans. «La seule chose qui relève les négociations d'aujourd'hui à cette époque est la ville d'Istanbul, rien d'autre», a répondu le chef de l'administration présidentielle ukrainienne, Andriy Yermak. A l'époque, un accord de paix avait été impossible, notamment en

La priorité absolue est, pour le président Zelensky, «un cessez-le-feu complet, inconditionnel et honnête»

raison des exigences ultimes de la Russie, équivalentes à une capitulation pure et simple de l'Ukraine.

Entre ces deux délégations qui tout opposent, la différence d'approche saute aux yeux. A la fin des discussions, M. Medinski s'est contenté d'une brève déclaration derrière les hauts murs du palais de Dolmabahçe, devant deux télévisions amies du Kremlin et un photographe, sans aucun journaliste. Puis il est retourné au consulat russe, a donné quelques indications à des journalistes russes et a filé à l'aéroport.

De son côté, le ministre de la défense ukrainien, Rustem Umerov, tout de noir vêtu, est sorti du palais pour parler à toute la presse massée à l'entrée du domaine, puis fait un rapide briefing au Swissôtel, à deux pas du lieu de la réunion. Outre le cessez-le-feu, il a demandé l'organisation d'une rencontre entre Volodymyr Zelensky et Vladimir Poutine, puisque, en Russie, «un seul homme décide de tout». La partie russe s'est contentée de «prendre bonne note» de la demande.

Depuis Moscou, Dmitri Peskov, le porte-parole du Kremlin, a soufflé le chaud et le froid. De facto, il n'y a pas non plus eu de rencontre entre Donald Trump et Vladimir Poutine, évoquée un temps en marge de la tournée du président américain dans le Golfe. Mais «une rencontre entre eux est certainement nécessaire si elle est précédée d'une préparation minutieuse», a déclaré M. Peskov, ajoutant que «les contacts entre les deux présidents sont extrêmement importants dans le contexte du règlement de la crise ukrainienne». Les Européens et les Ukrainiens espèrent, de leur côté, que l'absence de résultats probants à Istanbul montrera à l'administration Trump que le président russe n'a aucune intention de négocier la paix. Et qu'il est temps d'en tirer les conséquences pour durcir les sanctions contre la Russie et aider l'Ukraine à résister. ■

NICOLAS BOURCIER,
BENJAMIN QUÉNELLE
ET PHILIPPE RICARD

Un changement de génération s'amorce dans l'état-major russe

Vladimir Poutine promeut de nouveaux généraux aptes à grignoter du territoire de l'adversaire sans égard pour les pertes humaines

Vladimir Poutine rajeunit le commandement de l'armée de terre russe sur fond de montée en intensité des combats dans l'est de l'Ukraine. Jeudi 15 mai, le chef du Kremlin a démis de ses fonctions le commandant en chef de l'armée de terre, Oleg Salioukov, 70 ans, pour le remplacer par un général plus jeune de vingt ans, Andreï Mordvitchev. Ce dernier sera remplacé à son poste de commandant en chef du groupe des armées du district central, chargé notamment du front de Koursk, par le colonel général Valeri Solodtchouk, âgé de 54 ans.

Réputé proche du chef d'état-major, Valeri Guerassimov, 69 ans, et encore davantage de l'ancien ministre de la défense Sergueï Choigou, Oleg Salioukov rejoint ce dernier au conseil de sé-

curité de la Fédération de Russie. Un transfert considéré comme une mise au placard honorifique pour les plus haut gradés de l'armée et des structures de sécurité. La même perspective attend en principe M. Guerassimov, qui atteindra le seuil fatidique des 70 ans en septembre.

L'Ukraine, «simple tremplin»

Il ne s'agit donc pas d'une purge, mais d'un remplacement logique pour un général qui commandait encore la parade militaire du 9-Mai sur la place Rouge, à Moscou. Moins glorieusement, M. Salioukov avait été épingle dans une enquête de la BBC révélant que sa famille s'est considérablement enrichie en organisant d'innombrables parades et célébrations militaires aux frais du ministère de la défense.

La sphère militariste russe a accueilli avec une satisfaction marquée la nomination de son remplaçant, Andreï Mordvitchev. Tête carrée, large mâchoire et yeux bleus, l'homme au poitrail couvert de médailles s'est distingué en septembre 2024, lorsqu'il a déclaré sur la chaîne de télévision d'Etat Rossia 1 que l'invasion de l'Ukraine n'est qu'un «simple tremplin» vers une future guerre contre l'Europe de l'Est.

S'aventurant à proximité du front, une rareté chez les généraux d'état-major, il a été annoncé pour mort, en 2022, par des médias ukrainiens. Une base de données de tous les militaires russes blessés, à laquelle *Le Monde* a accès, indique qu'il a eu une blessure à la jambe gauche, due à l'explosion d'une mine, et a été hospitalisé à partir du 11 avril 2022. Le

général a très probablement été blessé durant la dernière phase du siège très meurtrier de Marioupol, une bataille dont il était le commandant. Pour cette raison, il est accusé de crimes de guerre par le parquet ukrainien et l'organisation non gouvernementale Human Rights Watch.

Les blogueurs militaires russes lui font crédit de ces faits d'armes, qui sont, hormis la prise de l'usine métallurgique Azovstal, à Marioupol, la prise de la ville d'Avdiivka, en 2024, pour laquelle il a été décoré par Vladimir Poutine du titre de héros de la Fédération de Russie, le plus haut titre honorifique du pays. Cette bataille pour la ville fortresse d'Avdiivka, qui a duré plus de deux ans, a été l'une des plus coûteuses en soldats et en matériel pour l'armée russe. Selon les estimations

des services de renseignement américains, au moins 13 000 militaires russes ont été tués ou blessés. Et 220 véhicules russes ont été détruits, soit un ratio de perte matériel de 13 pour 1 en faveur des forces armées ukrainiennes.

Les blogueurs militaires russes crédent M. Mordvitchev d'avoir été le premier commandant russe à introduire l'utilisation obligatoire de drones dans chaque unité sous sa responsabilité. C'est aussi lui qui, à partir de 2024, a promu l'utilisation de moyens de transport légers pour amener l'infanterie sur le lieu de l'assaut, c'est-à-dire des motos, des quadricycles et toutes sortes de véhicules non blindés mais très mobiles, afin de saturer les défenses ukrainiennes.

Bien que ce type d'assaut soit très coûteux en vies russes, l'expert indépendant Gela Vasadze es-

time, sur sa chaîne Telegram Volyamedia, que la tactique mise en place par M. Mordvitchev a porté ses fruits, car il est quasi impossible pour les blindés de s'approcher des défenses ukrainiennes sans être frappés par les drones. Pour M. Vasadze, la vitesse et la manœuvrabilité des attaquants russes sont ce qui leur permet actuellement de «grignoter» du terrains aux dépens des Ukrainiens.

En Russie, nombreux sont les partisans de Mordvitchev qui interprètent sa nomination comme un tremplin vers le poste de chef de l'état-major en remplacement de Valeri Guerassimov. M. Vasadze préfère ne pas tirer de telles conclusions, mais il estime que le choix de M. Mordvitchev suggère que le Kremlin pense à «une escalade future dans la guerre». ■

EMMANUEL GRYNSZPAN

Recycler son téléphone, ça crée de l'emploi, ça préserve les ressources, et c'est facile. Suivez les pointillés.



Collez l'étiquette découpée sur une enveloppe, glissez jusqu'à deux téléphones, et postezi-la. 25 000 téléphones collectés, c'est un emploi solidaire créé ou maintenu. 100 téléphones collectés, c'est 170 kg de matières premières brutes préservées*.

En partenariat avec **ecosystem**,
éco-organisme agréé par les pouvoirs publics.

L'envoi au moyen d'une étiquette pré-affranchie vaut cession gratuite et définitive de vos téléphones. Il vous appartient d'effacer les données personnelles vous concernant avant leur expédition. Orange et ecosystem veillent à ce que les téléphones recyclés soient nettoyés des données personnelles vous concernant. L'enveloppe peut contenir jusqu'à 2 téléphones sans accessoires (coque de protection, écouteurs, chargeurs...). N'oubliez pas de récupérer votre carte SIM. Pour plus d'informations : <https://www.jedonnemontelephone.fr/legal>

Pour en savoir plus sur les bénéfices du recyclage avec Orange et les Ateliers du Bocage sur l'environnement et l'emploi solidaire, rendez-vous sur orange.fr.

* Source ecosystem : <https://www.jedonnemontelephone.fr/>

re

recyclage
réconditionné
réparation
reprise

orange™
est là

Les Magyars de Roumanie, entre deux feux nationalistes

Le candidat d'extrême droite George Simion peine à convaincre la minorité hongroise de Roumanie en amont du second tour de l'élection présidentielle, dimanche

SANMARTIN (ROUMANIE) - correspondance

C'est un cimetière entouré de pins verts, sur les hauteurs des Carpates orientales de Roumanie. L'entrée est encadrée par un grand portail en bois dont chaque coin est creusé d'un croissant de lune et d'un soleil, symboles des Sicules, la minorité hongroise de Transylvanie. Une piste caillouteuse et cabossée y serpente depuis la commune de Sanmartin (Csíkszentmarton, en hongrois). Un lieu a priori paisible pour se recueillir sur ces quelques centaines de tombes de soldats de l'ancien Empire austro-hongrois, morts pendant la première guerre mondiale. Mais, en 2019, le cimetière de Valea Uzului est devenu l'épicentre de vieilles rancunes nationalistes entre Roumains et Hongrois. A la tête du mouvement, côté roumain, un homme, George Simion, qui pourrait devenir, dimanche 18 mai, président de la République.

«L'événement de Valea Uzului est encore douloureux à évoquer»,

murmure Andras Gergely, ancien maire de Sanmartin. Pendant ses six mandats, de 1992 à 2020, il a supervisé les réparations et l'entretien de ce cimetière, situé sur le territoire de sa commune de 2200 habitants majoritairement magyarophones.

DERRIÈRE LE BUREAU DE SON ASSOCIATION pour le développement local, l'homme de 59 ans à l'allure imposante se souvient de ce printemps 2019 quand la mairie de Darmănești, une municipalité voisine derrière les montagnes, dans le département de Bacău, y a placé des croix roumaines. «Mais sans autorisation et parfois sur des sépultures hongroises», affirme l'ancien édile, qui dénonce une «profanation». Selon lui, aucun soldat de l'armée roumaine n'est enterré dans ce lieu, qui faisait partie de l'Empire austro-hongrois, tandis que la ligne de front avec l'armée du royaume de Roumanie était située quelques kilomètres plus loin. En 1920, après le traité de Trianon et la dislocation de l'Empire austro-hongrois, la Roumanie a récupéré cette région — la

Transylvanie — et sa population magyarophone.

«On aurait pu avoir une discussion cordiale et placer un monument en mémoire de soldats roumains», regrette M. Gergely. Le 6 juin 2019, la situation s'est envenimée. Après avoir découvert que des sacs noirs avaient été placés sur les croix roumaines par des militants hongrois, les nationalistes roumains se sont mobilisés. Ce jour-là, plusieurs dizaines de manifestants,



drapeaux roumains à la main, forcent violemment la chaîne formée par des Magyars, puis brisent le portail. Des journalistes filment la scène et interviewent un des initiateurs du mouvement, alors âgé de 32 ans : George Simion, candidat aux élections européennes. Son parti nationaliste Alliance pour l'unité des Roumains (AUR) sera fondé deux mois après l'épisode du cimetière de Valea Uzului. Un an et demi plus tard, en pleine pandémie de Covid-19, AUR entre au Parlement roumain, où il obtient 47 sièges.

La « bataille » de Valea Uzului

Au premier tour de l'élection présidentielle, le 4 mai, il a recueilli 41 % des voix, loin devant ses adversaires. Sur la carte des résultats, quasiment toute la Roumanie rurale est en jaune, la couleur de Simion, sauf quelques irréductibles départements à la frontière hongroise et au centre du pays, dont celui de Harghita, où se trouve Sanmartin. Des zones habitées en majorité par des Magyars, qui sont un million dans ce pays de 19 millions. Là, la couleur bleue domine, celle du candidat Crin Antonescu, soutenu par la coalition au pouvoir, qui rassemble les sociaux-démocrates, les libéraux et l'Union démocratique des Magyars de Roumanie (UDMR), le parti de la minorité hongroise. Éliminé dès le premier tour, avec 20 % des voix à l'échelle nationale, M. Antonescu a obtenu 74,6 % dans le département d'Harghita. George Simion, lui, n'a recueilli que 9 %.

C'est que la «bataille» de Valea Uzului reste dans les mémoires, tout comme les provocations du candidat envers les députés hongrois. Pourtant, dans l'entre-deux-tours, M. Simion a cour-

George Simion ne cache pas son admiration pour le Hongrois Viktor Orban et l'Italienne Georgia Meloni

tisé les électeurs magyars, qui forment une des 19 minorités nationales du pays. Il ne cache pas non plus son admiration pour le premier ministre hongrois, Viktor Orban, comme pour d'autres leaders populistes, à l'instar de la présidente du conseil italien, Giorgia Meloni, ou du président américain, Donald Trump. Lors d'un débat télévisé, le 8 mai, il a ainsi appelé les Hongrois de Roumanie à «s'unir» avec lui, pour une «Europe des nations et chrétienne».

L'élection présidentielle roumaine provoque des remous dans le pays voisin. Le 9 mai, Viktor Orban a cité George Simion sans pour autant afficher un soutien direct. La déclaration a suffi à provoquer l'ire de ses opposants en Hongrie et des représentants de l'UDMR en Roumanie. Hunor Kelemen, chef de ce parti allié au Fidesz de Viktor Orban, s'est entretenu avec le premier ministre hongrois, qui est ensuite revenu publiquement sur ses déclarations. «Nous sommes tous les deux d'accord : les intérêts de la minorité magyare doivent primer», déclare au Monde le président de l'UDMR, qui a appelé à voter au second tour pour le maire de Bucarest, Nicusor Dan. Le réseau ultraconservateur européen que George Simion voudrait créer autour lui

couche ainsi ses limites avec la Hongrie.

Cette semaine, le chef de l'opposition hongroise Peter Magyar a continué d'accuser Viktor Orban de «trahison», et s'est lancé dans une marche de 300 kilomètres, mercredi, reliant Budapest à Oradea, en Roumanie, afin de soutenir «l'unité nationale».

Des «cousins pauvres»

Silvia Marton, politologue roumaine et magyarophone, rappelle que les binationalités de Roumanie représentent une masse électorale d'environ 350 000 voix pour les élections législatives de 2026. «Les partis hongrois ont instrumentalisé cette minorité à des fins nationalistes et politiques», explique-t-elle, évoquant les investissements du Fidesz dans les communes magyares de Transylvanie. En cas de victoire de George Simion, dimanche, elle craint «une double marginalisation» pour cette minorité, «à la fois par les nationalistes roumains et par les Hongrois de Hongrie, qui, en réalité, les perçoivent parfois comme des «cousins pauvres» et ne les acceptent pas forcément».

Dans une épicerie de Sanmartin, trois femmes, qui préfèrent taire leurs noms, en ont fait l'expérience. «Ici, nous sommes hongroises, alors que, en Hongrie, nous sommes roumaines. Là-bas, on nous dit de rentrer chez nous», soupire une quadragénaire aux cheveux blonds et courts. Une autre, retraitée volubile, reste marquée par l'épisode du cimetière de Valea Uzului. Elle dénonce un «faux conflit», alimenté par les responsables politiques. «Les nationalismes, conclut-elle, ça n'a jamais rien apporté de bon.» ■

ANNA LUCAS

BOLIVIE
Des soutiens d'Evo Morales manifestent
Des centaines de partisans de l'ex-président Evo Morales (2006-2019) ont manifesté, vendredi 16 mai, à La Paz, pour soutenir sa candidature à la présidentielle d'août, malgré son inéligibilité et un mandat d'arrêt à son encontre. — (AFP)

AUSTRALIE
Condamnation d'un Australien en Russie
L'Australie s'est dite «consternée», le 17 mai, par la condamnation à treize ans de prison dans les territoires d'Ukraine occupés par la Russie d'un Australien accusé par Moscou d'être un «mercenaire» au profit de Kiev. — (AFP)

Quand von der Leyen ménage la Pologne

La présidente de la Commission européenne se montre très accommodante à l'égard du premier ministre polonais, Donald Tusk, sur plusieurs dossiers-clés, comme l'immigration

BRUXELLES - bureau européen

Quand une élection nationale se déroule dans l'un des 27 pays de l'Union européenne (UE), la présidente de la Commission, Ursula von der Leyen, veille toujours à ne jamais prendre parti publiquement. Mais, en coulisses, elle sait faire ce qu'il faut pour aider, si nécessaire, le camp pro-européen, dont les adversaires, en ces temps de montée des nationalismes, ont le vent en poupe.

De ce point de vue, Ursula von der Leyen s'est évertuée à faciliter la vie du premier ministre polonais, pour qui l'élection présidentielle des 18 mai et 1^{er} juin est cruciale. Après avoir ravi au parti Droit et justice (PiS) la tête de l'exécutif, fin 2023, Donald Tusk se bat désormais pour le déloger de la tête de l'Etat, où, grâce au droit de veto qui va avec la fonction, la formation nationale-populiste conserve des pouvoirs importants. S'il n'y parvient pas, il n'aura pas les moyens de mener la politique progressiste et pro-Etat de droit qu'il essaie d'impulser.

Une place centrale en Europe
Ursula von der Leyen connaît bien Donald Tusk, qui, comme elle, est issu des rangs du Parti populaire européen (PPE), première force politique du Vieux Continent. Elle peut même le remercier de l'avoir aidée à être reconduite à la présidence de l'exécutif communautaire après les élections européennes de juin 2024. Mais, au-delà de ces accointances, la présidente de la Commission, comme les Européens, tout intérêt à ce que Donald Tusk conforte sa position, alors qu'à la table des chefs d'Etat et de gouvernement, le camp nationaliste, incarné par le Hongrois Viktor Orban, le Slo-

vake Robert Fico et l'Italienne Giorgia Meloni, pourrait s'étoffer dans les prochains mois, notamment si George Simion gagnait l'élection présidentielle roumaine, dimanche 18 mai.

La Pologne occupe une place centrale en Europe, dont la guerre en Ukraine a déplacé le barycentre politique vers l'est. Très engagée auprès de Kiev, farouchement antirusse, Varsovie a, depuis trois ans, considérablement augmenté ses dépenses en matière de défense — le pays est aujourd'hui un pilier de l'OTAN —, et son économie reste dynamique. Dans ce contexte, «Donald Tusk bénéficie de beaucoup de bienveillance de la part de la Commission et des capitales, c'est normal», commente un diplomate européen.

Le premier ministre polonais a pu s'en assurer très vite après son accession au pouvoir. Dès février 2024, la Commission annonçait en effet le déblocage de 137 milliards d'euros de fonds communautaires auxquels la Pologne n'avait plus accès en raison de ses manquements à l'Etat de droit. Sans attendre la mise en œuvre effective du programme de Donald Tusk, elle a donné un sérieux coup de main au nouveau premier ministre.

Lorsqu'elle a nommé les commissaires qui l'accompagneraient pour son deuxième mandat, à

compter du 1^{er} décembre 2024, Ursula von der Leyen a par ailleurs donné une place de choix à la Pologne, en confiant à Piotr Serafin le portefeuille stratégique du budget communautaire.

A l'approche de l'élection présidentielle polonaise, la présidente de la Commission s'est montrée toujours plus compréhensive. Le 7 février, elle n'a ainsi rien trouvé à redire quand Donald Tusk, lors d'une conférence de presse, en sa présence, à Gdansk, a déclaré que son pays ne mettrait pas en œuvre le pacte européen sur la migration et l'asile.

Contre le pacte vert
Cette législation, qui doit entrer en vigueur en 2026, est pourtant contraignante. Mais la présidente de la Commission sait à quel point le sujet de l'immigration est épidermique en Pologne et elle a préféré ne pas relever, espérant qu'une fois le scrutin de ce printemps passé, Donald Tusk aurait plus à cœur de respecter la loi. Malgré son «amitié» pour Ursula von der Leyen, a expliqué le premier ministre polonais, il ne se laissera pas influencer par les «sentiments».

Sur le pacte vert pour l'Europe, conçu pour amener les Vingt-Sept à la neutralité carbone en 2050 et très impopulaire en Pologne, Donald Tusk a aussi mené la charge contre une politique qu'il juge néfaste à la compétitivité européenne et au pouvoir d'achat des ménages.

«On tolère de la part de Donald Tusk certaines prises de position qu'on ne tolérerait pas pour d'autres», admet un diplomate européen. Ursula von der Leyen, en tout cas, ne s'en est pas offusquée. Afin de ne pas embarrasser le premier ministre polonais, elle a même décidé de repousser la publication de l'objectif de réduction

des émissions de CO₂ pour 2040, qui était pourtant prévue au premier trimestre.

Pour ne pas éviter de gêner Varsovie, la Commission a également retardé les décisions qu'elle devait prendre pour réguler, après le 5 juin, les échanges entre l'Ukraine et l'UE, un sujet, là aussi, à hauts risques politiques en Pologne, où les agriculteurs redoutent la concurrence ukrainienne. La Commission a déjà prévu qu'elle ne serait pas dans les temps et que des mesures transitoires s'appliqueraient. Sur la ratification de l'accord commercial avec quatre pays du Mercosur (Argentine, Brésil, Paraguay et Uruguay), qui n'est pas non plus du goût de ses éléveurs, la Pologne peut aussi se féliciter que la Commission prenne son temps.

Donald Tusk reviendra-t-il à un comportement plus constructif? «Cela reste à vérifier», commente un diplomate européen. Sur le fond, personne, à Bruxelles, ne doute des engagements européens de l'ex-président du Conseil (2014-2019). Mais, même si son camp devait remporter l'élection présidentielle, le paysage politique polonais resterait fragmenté, et les «irritants» que sont l'immigration, le pacte vert ou les importations agricoles ne disparaîtraient pas.

Quant à la question américaine, la Pologne est, là aussi, ambiguë, à l'heure où l'UE doit prendre des décisions stratégiques, que ce soit en matière commerciale ou d'achats de matériel militaire. Mais, dans ce pays très transatlantique, Donald Trump est plutôt apprécié et, si les relations entre les Européens et Washington devaient se crisper encore davantage, il n'est pas certain que Donald Tusk jouerait collectif. ■

VIRGINIE MALINGRE

Le Monde PRÉSENTE
LA NUIT DE LA GÉOPOLITIQUE
AVEC ALAIN FRACHON, SYLVIE KAUFFMANN, FRÉDÉRIC LEMAÎTRE, DELPHINE PAPIN ET GILLES PARIS

18 JUIN 2025
AUDITORIUM DE LA BnF
PARIS 13 ET À DISTANCE - DE 19H À 22H

RÉSERVATIONS ET INFORMATIONS
ATELIERS.LEMONDE.FR

UN ÉVÉNEMENT Le Monde | Ateliers

Les Européens ont tout intérêt à ce que Donald Tusk conforte sa position face au camp nationaliste

En un an, le risque de famine a doublé dans le monde

En 2024, près de 300 millions de personnes, dans 53 pays analysés, étaient confrontées à une situation de crise alimentaire

Pour la sixième année d'affilée, le nombre de personnes confrontées aux plus hauts niveaux d'insécurité alimentaire aiguë est en hausse, alors que les budgets pour l'aide alimentaire et le développement sont en chute libre. Le *Rapport mondial sur les crises alimentaires*, qui compile les données de plusieurs agences internationales – Programme alimentaire mondial, Fonds international de développement agricole (FIDA), Organisation pour l'agriculture et l'alimentation des Nations unies (FAO)... –, publié vendredi 16 mai, dresse un panorama inquiétant.

En 2024, près de 300 millions de personnes dans 53 pays analysés étaient confrontées à une situation de crise alimentaire, en progression de 13,7 millions par rapport à 2023. En nombre absolu, comme en prévalence, c'est un niveau jamais atteint, malgré un nombre de pays analysés un peu plus restreint que l'an passé. «La faim et la malnutrition se propagent plus vite que notre capacité à y faire face», s'indigne en préambule du rapport le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres.

Quand d'autres évaluations périodiques documentent l'insécurité alimentaire chronique sur l'ensemble de la planète, le rapport sur les crises alimentaires s'attache à analyser les foyers de faim les plus extrêmes – le plus souvent à la suite d'un conflit armé, d'une crise économique ou d'un événement climatique – nécessitant une réponse d'urgence. Il s'appuie sur une échelle de clas-

sification de l'insécurité alimentaire qui distingue cinq niveaux avant la famine.

En 2024, la famine a été confirmée dans plusieurs régions du Soudan : dans le camp de Zamzam, le Darfour du Nord et quatre autres régions. Il s'agit à ce jour de la plus grave crise humanitaire dans le monde, qui touche des dizaines de millions de Soudanais.

La bande de Gaza, qui compte plus de 2 millions d'habitants, est l'autre foyer de faim extrême le plus alarmant. Si la famine n'y a pas été officiellement déclarée (un tel processus devant répondre à plusieurs critères qui ne sont pas tous confirmés à ce jour), l'ensemble de l'enclave présente, depuis mars 2024, un risque de famine persistant.

Gaza et Soudan

La situation s'est particulièrement dégradée depuis le blocus hermétique du territoire mis en œuvre début mars 2025 par l'armée israélienne, qui empêche toute entrée de nourriture, qu'il s'agisse d'aide humanitaire ou de marchandises. Les infrastructures de production locale (serres, vergers, élevages) étant en grande partie détruites, l'intégralité de la population gazaouie est ainsi confrontée au manque criant de nourriture. Pour un cinquième des habitants, le niveau d'insécurité alimentaire est tel qu'ils font face à un risque mortel.

A elles deux, les populations de Gaza et du Soudan comptent pour 95 % des personnes confrontées dans le monde au niveau le plus élevé d'insécurité alimen-

«La faim et la malnutrition se propagent plus vite que notre capacité à y faire face»

ANTONIO GUTERRES
secrétaire général de l'ONU

tariaire aiguë, le niveau 5, qualifié de catastrophe. Le nombre de personnes touchées par ce niveau a d'ailleurs doublé entre 2023 et 2024, marquant une très nette extension de la faim dans le monde.

Mais d'autres foyers de crise sont très préoccupants. En République démocratique du Congo ou en Haïti, l'insécurité a fait basculer une part croissante des habitants dans la faim. Le dérèglement climatique, qui aggrave les extrêmes météorologiques et menace les ressources naturelles et les capacités de production, est l'autre cause majeure d'insécurité alimentaire.

Ces prochains mois, des prévisions de pluies inférieures aux moyennes habituelles devraient aggraver les conditions de sécheresse en Ethiopie, au Kenya, en Somalie, ainsi que dans plusieurs régions d'Asie, en Afghanistan et au Pakistan, préviennent les agences internationales. Dans ce contexte où les besoins n'ont jamais été aussi élevés, la chute des financements alloués à l'aide humanitaire et au développement menace la capacité de réponse aux crises. En démantelant, dès son ar-

rivée au pouvoir en janvier, l'agence américaine pour le développement international, Usaid, l'une des principales pourvoyeuses d'assistance au monde, l'administration de Donald Trump a secoué l'ensemble de l'écosystème international d'aide. Mais les Etats-Unis sont loin d'être seuls à avoir effectué des coupes : du Royaume-Uni à la France, de nombreux pays ont fortement réduit leur budget de développement.

«Selon les projections, la baisse des financements au niveau global se situerait entre 10 % et 45 %, estime Rein Paulsen, directeur du bureau des urgences et de la résilience de la FAO. En réponse, il nous faut nous adapter. L'une des solutions les plus rentables est l'assistance agricole d'urgence. C'est quatre fois moins coûteux que n'importe quelle autre forme d'aide pour permettre à des populations de produire leur propre alimentation et rétablir leur dignité.» Or, seulement 3 % des financements pour la sécurité alimentaire vont aujourd'hui à une aide agricole d'urgence, déplore M. Paulsen.

Le président du FIDA, Alvaro Lario, rappelle que «dans la plupart des pays avec des crises alimentaires prolongées, l'agriculture est le moyen de subsistance d'environ 70 % de la population rurale». Il est donc crucial d'investir à la fois dans les réponses humanitaires et dans le développement rural, afin de «créer une stabilité de long terme qui dure au-delà des interventions d'urgence», rappelle le responsable. ■

MATHILDE GÉRARD

Les autorités redoutent l'importation de l'épidémie de chikungunya en métropole

Le nombre de cas importés de La Réunion a fortement augmenté depuis janvier

L'épidémie de chikungunya qui sévit à La Réunion pourrait-elle arriver en France métropolitaine ? Alors que le nombre de consultations et de passages aux urgences liés au chikungunya est en baisse pour la troisième semaine d'affilée sur l'île de l'océan Indien, les cas importés en métropole sont très nombreux.

Le début d'année est «marqué par un risque particulièrement accru d'importation et de circulation du virus du chikungunya en métropole en raison des épidémies en cours sur les territoires de La Réunion et de Mayotte», précise le ministère de la santé dans un communiqué publié jeudi 15 mai. Cette situation fait craindre la mise en place d'une circulation autochtone de ces maladies dans les prochaines semaines». Depuis janvier, Santé publique France (SPF) a déjà comptabilisé plus de 900 cas importés de chikungunya, c'est-à-dire des personnes qui ont été contaminées dans ces territoires ultramarins de l'océan Indien et qui ont été diagnostiquées à leur retour dans l'Hexagone – contre seulement 34 cas en 2024. Or, «avec l'arrivée d'une météo propice à l'activité du moustique vecteur, la période actuelle en France hexagonale est considérée comme la période à risque de transmission locale», souligne SPF dans le bulletin hebdomadaire publié mercredi. «Cet été, le nombre de cas risque d'explorer», avertit de son

côté Anna-Bella Failloux, cheffe de l'unité arbovirus et insectes vecteurs de l'Institut Pasteur, à Paris.

À La Réunion, depuis le début de l'année, près de 183 000 personnes ont consulté un médecin pour des symptômes compatibles avec la maladie, qui cause de fortes fièvres et de vives douleurs articulaires – même si seuls 49 400 cas ont été confirmés par un test positif. Douze personnes sont décédées, et trente-cinq autres décès sont en cours d'investigation, dont un nourrisson de moins d'un mois. Une personne contaminée à La Réunion a déclenché une chaîne de contamination dans l'île de Mayotte, distante de 1 400 kilomètres, où 158 personnes ont été déclarées malades depuis mars.

Le chikungunya, comme la dengue ou le zika, est une maladie transmise par certains types de moustiques de la famille *Aedes*. Pour qu'une épidémie se développe, il faut donc deux conditions : qu'une ou plusieurs personnes infectées arrivent dans un territoire et que ce territoire soit peuplé de moustiques vecteurs.

En France hexagonale, les œufs du moustique *Aedes albopictus*, connu sous le nom de moustique-tigre, commencent en général à éclore avec l'arrivée des beaux jours, en mai, après avoir passé toute la période froide de l'hiver en diapause, c'est-à-dire un arrêt temporaire du développement. C'est d'ailleurs cette particularité de l'espèce qui lui a per-

mis de conquérir les territoires tempérés d'Europe.

Les températures presque estivales de début mai, suivies de pluies, ont favorisé l'éclosion des larves, qui peuvent ensuite mettre une à deux semaines, selon les températures, à devenir des adultes capables de piquer – sachant que seules les femelles font des repas de sang, les mâles se contentant de nectar. Par ailleurs, le virus du chikungunya se multiplie très vite dans le corps du moustique, qui peut le retransmettre en moins de sept jours, contre dix à quinze pour la dengue. «Quand on détecte un cas, le moustique est déjà parti piquer quelqu'un d'autre», souligne Anna-Bella Failloux.

Le chikungunya, comme la dengue ou le zika, est une maladie transmise par certains types de moustiques de la famille *Aedes*. Pour qu'une épidémie se développe, il faut donc deux conditions : qu'une ou plusieurs personnes infectées arrivent dans un territoire et que ce territoire soit peuplé de moustiques vecteurs.

En France hexagonale, les œufs du moustique *Aedes albopictus*, connu sous le nom de moustique-tigre, commencent en général à éclore avec l'arrivée des beaux jours, en mai, après avoir passé toute la période froide de l'hiver en diapause, c'est-à-dire un arrêt temporaire du développement. C'est d'ailleurs cette particularité de l'espèce qui lui a per-

mis de conquérir les territoires tempérés d'Europe.

Les températures presque estivales de début mai, suivies de pluies, ont favorisé l'éclosion des larves, qui peuvent ensuite mettre une à deux semaines, selon les températures, à devenir des adultes capables de piquer – sachant que seules les femelles font des repas de sang, les mâles se contentant de nectar. Par ailleurs, le virus du chikungunya se multiplie très vite dans le corps du moustique, qui peut le retransmettre en moins de sept jours, contre dix à quinze pour la dengue. «Quand on détecte un cas, le moustique est déjà parti piquer quelqu'un d'autre», souligne Anna-Bella Failloux.

Pour éviter de tomber malade, avant même de se protéger des piqûres de moustique, la première chose à faire est d'en limiter la prolifération. «Chacun doit veiller à lutter contre les gîtes larvaires, propices au développement des moustiques, insiste donc le ministère de la santé. Pour cela, il est important de supprimer les eaux stagnantes à l'intérieur et autour des habitats (les dessous de pots, les bâches, les déchets, les gouttières, etc.).»

Cela est vrai sur presque tout le territoire, puisque au 1^{er} janvier, le moustique-tigre était implanté dans 81 départements, les derniers à avoir été colonisés étant la Marne, la Haute-Marne et la Haute-Saône.

«Ce sont les humains qui créent un habitat propice au moustique-tigre, et cela va s'accélérer avec le réchauffement climatique : il va y en avoir plus et plus longtemps», met en garde Mme Failloux. ■

DELPHINE ROUCAUTE

Emissions de CO₂ : viande rouge et voitures creusent l'écart entre les genres

Les émissions polluantes des hommes sont supérieures de 36 % à celles des femmes dans les transports et l'alimentation

Les hommes et les femmes célibataires ont une empreinte carbone plus faible que ceux en couple

ble que l'écart global soit différent», assure Ondine Berland, l'autre coauteur et chercheuse postdoctorante en économie de l'environnement à la LSE. Les émissions de CO₂ concernant les bâtiments semblent peu liées au genre, selon elles.

La structure du ménage joue également un rôle. De manière générale, les hommes et les femmes célibataires ont une empreinte carbone plus faible que ceux en couple. «Notre hypothèse est que ces personnes sont plutôt jeunes ou plutôt âgées et donc ont moins de déplacements contraints», indique Marion Leroutier.

Dans les transports, le *gender gap* (écart entre les genres) s'explique par des facteurs socio-économiques : le type d'emploi (à temps partiel ou complet, par exemple), le lieu de vie ou la catégorie socio-professionnelle. Les hommes parcourent des distances supérieures, notamment pour le travail, et consomment plus de calories – les autorités sanitaires considèrent que leurs besoins nutritifs sont supérieurs de 24 % à ceux des femmes. Mais une fois ces paramètres corrigés, une part de l'écart (38 % dans les transports et 25 % pour l'alimentation) reste inexplicable.

Les chercheuses épinglent deux produits intensifs en carbone et stéréotypés d'un point de vue du genre : la voiture et la viande rouge. «Les hommes consomment plus de viande rouge», qui est jusqu'à sept fois plus émettrice que d'autres viandes, poursuit Marion Leroutier. Ils ne prennent pas plus souvent leur voiture, mais effectuent des trajets plus longs avec des voitures plus émettrices, et un taux d'occupation du véhicule plus faible.

Pour parvenir à ces résultats, les autrices ont décortiqué les émissions générées par l'alimentation de 2100 adultes français et les trajets de 12500 autres, soit près de 15000 personnes analysées. Elles se sont notamment appuyées sur des travaux de référence : d'une part, la dernière étude sur les consommations et les habitudes alimentaires de la population française réalisée par l'Agence nationale de sécurité sanitaire, de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) – dont les données datent toutefois de 2014-2015 – et d'autre part, l'enquête sur la mobilité des personnes, menée en 2018-2019 par le ministère de la transition écologique.

Les autrices n'ont pas pu étudier l'ensemble de l'empreinte carbone, faute de données individuelles dans les autres secteurs. «Mais il est hautement improba-

«Ces écarts sont comparables à la différence d'empreinte carbone entre les 50 % les plus riches et les 50 % les plus pauvres»

MARION LEROUTIER
enseignante-recherche à la London School of Economics

AUDREY GARRIC



Des applaudissements après une question sur le Code noir de Laurent Panifous, à l'Assemblée nationale, à Paris, le 13 mai. LUDOVIC MARIN/AFP

Code noir: «L'abrogation ne doit pas étouffer la question des réparations»

Plutôt que l'abroger, comme l'a promis le premier ministre, il faudrait reconnaître ce texte comme un crime contre l'humanité, estime l'historien Jean-François Niort

ENTRETIEN

Le premier ministre, François Bayrou, interpellé mardi 13 mai, à l'Assemblée nationale, par le président du groupe Liberté, indépendants, outre-mer et territoires, Laurent Panifous, a promis une loi pour abroger «formellement» le Code noir. Historiens du droit et des institutions à l'université de Guadeloupe, Jean-François Niort a notamment écrit *Le Code noir: idées reçues sur un texte symbolique* (Le Cavalier bleu, 2015) et *Du Code noir au chlordécone* (Editions universitaires européennes, 2016).

Quelles sont la nature et la portée du Code noir de 1685 qui avait fait des esclaves des

«biens meubles» dans «les îles de l'Amérique française»?

Le Code noir est une ordonnance royale de 1685 élaborée par Colbert [1619-1683] et promulguée par Louis XIV, destinée à réglementer le statut juridique des esclaves, à l'origine aux Antilles. C'en'est pas un texte qui invente le droit de l'esclavage, car 80 % de ces règles étaient déjà élaborées, localement. Les propriétaires terriens, qui faisaient la loi chez eux, ont continué de le faire.

Tout en portant le discours juridique français sur l'esclavage, le Code noir est en réalité un acte politique d'affirmation du pouvoir monarchique: son préambule rappelle que ces terres d'Amérique vivent sous l'emprise de la souveraineté royale. L'article 43 interdit ainsi aux maîtres

«Il serait plus utile et plus symbolique de placer dans la Constitution la loi Taubira de 2001»

de tuer leurs esclaves, car le droit de vie et de mort appartient au seul monarque, et s'ils le faisaient, ils se placeraient au-dessus de la loi royale. Le texte exprime aussi une nécessité morale et religieuse, celle de se mettre (en théorie) en conformité avec la position de l'Eglise catholique: celle-ci avait en effet donné son accord à l'esclavage à condition que les esclaves soient instruits et

baptisés, et le Code interdit la torture ou les traitements inhumains dans cette optique. Devenu un texte symbolique, il a été suivi de centaines d'autres, qui l'ont complété jusqu'à former un code de plus de 600 pages, au XVIII^e siècle. Cependant, le Code noir est une ordonnance royale totalement illégale. Cette loi viole le droit constitutionnel monarchique coutumier, qui, depuis Louis X, veut que «la terre de France ne peut porter d'esclaves».

Le Code noir est-il aboli de facto avec la République?

Oui. Techniquement, l'abrogation exige le parallélisme des formes – seule une loi peut abroger une loi. En 1794, l'esclavage est aboli par la loi du 4 février pour la première fois, et le droit de l'escla-

vage, implicitement l'est aussi. C'est ce qu'on appelle en droit une abrogation tacite. En 1802, quand [Napoléon] Bonaparte le rétablit en Guadeloupe et Martinique par un arrêté du premier consul, et alors même qu'on venait de donner aux esclaves la citoyenneté, il commet une grave illégalité, car il viole la Constitution de 1799 qu'il avait lui-même instaurée. Bonaparte élude la question en ajoutant une seconde illégalité: il décide de ne pas publier cet arrêté odieux au *Journal officiel*. Dans le même temps, il avait envoyé une armée en Guadeloupe pour rétablir par la force l'esclavage. En 1848, après le décret d'abolition du 27 avril pris par le gouvernement provisoire, l'abolition de l'esclavage est placée dans la Constitution de la II^e République.

Les lois mémorielles ont quand même un rôle?

Oui, bien sûr. Malheureusement, dans toute l'histoire mémoire coloniale française, on a d'abord cherché à lâcher sur le moins important, pour éviter le plus important, la réparation du crime. Plutôt que d'abroger le Code noir, il serait plus utile et plus symbolique de placer dans la Constitution la loi Taubira de 2001 [tendant à la reconnaissance et la traite et de l'esclavage comme crime contre l'humanité]. Il ne faudrait pas que l'abrogation soit une façon, pour le premier ministre, d'étouffer dans l'œuf la question des réparations de l'esclavage, qui réapparaît avec plus de force que jamais en France et dans le monde. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR NATHALIE GUIBERT

En Nouvelle-Calédonie, la justice face au clientélisme présumé

Le parti centriste Calédonie ensemble est accusé d'avoir mis en place un système d'emplois fictifs à visée électoraliste

NOUMÉA - correspondance

Dans cet archipel du Pacifique Sud, la conquête électorale emprunte volontiers les chemins coutumiers. Le procès du parti Calédonie ensemble (CE) a mis en lumière une mécanique bien rodée, avec des chefs de clan recrutés en tant que collaborateurs de la province Sud et du Congrès, sur des contrats morcelés. Selon le ministère public, si les emplois sont fictifs, les salaires sont bien réels. Contrairement à d'autres formations politiques, CE optimise les enveloppes en fractionnant les postes, jusqu'à huit personnes pour un équivalent temps plein.

Tous, ou presque, sont des hommes âgés, parlant peu ou pas le

français, mais jouissent d'une influence considérable dans leur communauté. Celle-ci a transposé en Nouvelle-Calédonie l'organisation coutumière de Wallis-et-Futuna, avec ses chefs de village, ses grands chefs et ses structures familiales. «Cette affaire jette l'opprobre sur la communauté», déplore devant les juges Sutita Sio-Lagadec, l'une des prévenues. Cette ancienne cadre du parti dénonce les stéréotypes de vénalité associés aux Wallisiens et aux Futuniens.

Les pratiques clientélistes sont loin d'être isolées sur le territoire, comme l'illustre la condamnation définitive, en 2024, des maires loyalistes Harold Martin et Willy Gatuhau pour achat de voix, ou encore de l'indépendantiste

Jacques Lalié pour favoritisme, la même année. Avant d'être destitué, le président de la province des îles comptait 105 collaborateurs pour une collectivité de 18 000 habitants. La défense affirme que ces pratiques sont répandues dans tous les partis. CE en aurait simplement rationalisé l'usage.

Une première affaire similaire visant le parti centriste en 2008 avait été classée sans suite. En 2014, une ordonnance de non-lieu était venue clore le dossier relancé par le procureur général. Selon l'avocat de la province Sud, l'une des parties civiles, cette décision aurait conforté CE dans ses pratiques. «Alors que le parti vient de sentir le vent du boulet, au lieu d'arrêter, il étend le système», accuse M. Philippe Reuter.

Mais, en 2018, à la veille des élections provinciales, Silipeleto Muiliakaaka, ancien élu CE recruté par le camp adverse, souffle le mécanisme à sa nouvelle cheffe, Sonia Backès, qui saisit la justice. «Il y a un sport local: en cas d'alternance, on dénonce les sortants», glisse le procureur de la République de Nouméa, Yves Dupas. Les perquisitions et les gardes à vue qui suivent précipitent la chute de CE, qui perd le scrutin au profit de la coalition portée par Mme Backès.

Réquisitions lourdes

M. Muiliakaaka, devenu agent contractuel à la province Sud, est, lui aussi, sur le banc des prévenus. Il bénéficie de conditions professionnelles avantageuses, tandis que sa fille milite désormais chez

les Jeunes Loyalistes. Mme Sio-Lagadec estime que sa dénonciation fut sa «dot» pour intégrer le camp d'en face. Quant à la communauté, elle a obtenu une maison de Wallis-et-Futuna à Nouméa de la part du nouvel exécutif, dont la livraison est prévue pour juin 2025.

La communauté est un «capital électoral recherché», estime l'avocat de la province Sud, Olivier Mazzoli. Pour le représentant de l'association anticorruption Anticor, ce type d'affaire «nourrit la défiance» et «porte atteinte au fondement même de la démocratie».

La défense, elle, contre-attaque. Philippe Gomès, à la tête du parti centriste, assure que «le travail de ces collaborateurs était bien réel». Son avocat, M. Jean-Yves Le Borgne, dénonce une affaire «politiquement orientée». Tous les recrutements étaient validés par l'administration. «Ce n'est pas un tribunal correctionnel de juger la pertinence du travail effectué», plaide-t-il. Il fustige un changement de doctrine «à la veille des élections».

Les réquisitions sont lourdes. Quatre ans de prison, dont deux avec sursis, 5 millions de francs CFP (41 900 euros) d'amende pour M. Gomès. Trois ans pour M. Michel, dont dix-huit mois avec sursis. Pour les deux, il est demandé cinq ans d'inéligibilité avec exécution provisoire. CE pourrait perdre ses sièges au Congrès et la présidence de la commission permanente, en pleines discussions sur l'avenir institutionnel de l'archipel. ■

MATHURIN DEREL

En Saône-et-Loire, des élections à haut risque pour le RN

Pour les législatives partielles du département, deux édiles de droite espèrent déloger l'inexpérimenté député du Rassemblement national

MONTCEAU-LES-MINES,
CHALON-SUR-SAÔNE (SAÔNE-
ET-LOIRE) - envoyé spécial

Souliers et costume noirs devant la cathédrale Saint-Vincent de Chalon-sur-Saône, en Saône-et-Loire, Arnaud Sanvert semble venu assister, vendredi 16 mai, à l'enterrement de son mandat de député, à deux jours de l'élection législative partielle dans la cinquième circonscription du département. Huit mois seulement après son élection, invalidée après des irrégularités ayant pu influencer le résultat du premier tour, l'ex-député Rassemblement national (RN) repart en campagne. Cette fois dans un contexte beaucoup moins favorable qu'en juin 2024 : il avait été propulsé à l'Assemblée nationale par une vague qui imaginait le président du parti d'extrême droite, Jordan Bardella, premier ministre.

Passé de veilleur de nuit à « député fantôme », selon les critiques de ses adversaires, le militant ne part pas avec les faveurs des pronostics pour garder son siège. L'état-major lepéniste prédit, hors micro, une défaite au second tour en duel face à un candidat de droite. En 2024, Arnaud Sanvert avait dominé dans une triangulaire la candidate « insoumise » du Nouveau Front populaire (NFP), Fatima Kouriche, une ancienne « gilet jaune » à nouveau candidate ; et le très droitier maire de Chalon-sur-Saône, Gilles Platret.

Déplacement peu préparé

La liste de départ pourrait désorienter les électeurs les plus politisés. A gauche, le Parti socialiste local a choisi d'investir un jeune ju-

riste, avec l'assentiment de Paris, sur cette circonscription que l'accord du NFP avait accordé aux « insoumis ». A l'extrême droite, un candidat pétainiste a déposé un bulletin visant à tromper les électeurs : il porte l'inscription « Rassemblement national » dans une police très proche de celle du RN, qui a déposé un recours. A droite, la maire (Horizons) de Montceau-les-Mines, Marie-Claude Jarrot, a récupéré la circonscription dévolue au groupe Ensemble pour la République : elle y siégerait au Palais-Bourbon en cas d'élection tout en jurant fidélité au président de son parti, Edouard Philippe. Son suppléant, l'ancien député Louis Margueritte, est directeur de cabinet adjoint du premier ministre, François Bayrou.

Enfin, le président de l'agglomération du Grand Chalon, Sébastien Martin, se revendique « *candidat de la droite et du centre* », sans l'investiture ni de l'une ni de l'autre, et entend siéger dans le groupe Droite républicaine. Pour ajouter au charme de sa candidature tardive, son suppléant n'est autre que l'adjoint au maire de Mme Jarrot. Il est aussi soutenu par Gilles Platret, dont les options politiques sont bien plus radicales. « *Moi, c'est le facho, lui, c'est le gentil* », caricature ce dernier lors d'une réunion dans une salle de Chalon-sur-Saône, jeudi 15 mai, devant plus de 300 têtes chenues. Le duo, soutenu localement par Les Républicains, compte sur son bilan local pour remporter une « *primaire à droite* » face à Mme Jarrot.

Signe du discrédit des partis, aucun candidat n'affiche sur ses tracts la moindre figure nationale, à une exception près : au RN,

« [Arnaud Sanvert] a été propulsé là et n'est pas en mesure de remplir cette fonction»

MARIE-CLAUDE JARROT
maire (Horizons)
de Montceau-les-Mines

Arnaud Sanvert avance couvé par le binôme formé par Marine Le Pen et Jordan Bardella, sans doute la marque la plus efficace du moment. A trois jours du premier tour, le président du RN est venu aider son candidat dans le recouvrage d'un hôtel de la zone artisanale de Montceau-les-Mines. Un déplacement assez peu préparé – la circonscription, fortement ouvrière et urbaine, est décrite comme « *rurale* » –, sans un mot sur les enjeux locaux ; mais grâce auquel le RN peut espérer réveiller son électorat pour ne pas perdre un troisième député en un an (après une exclusion et une démission).

Effondrement du vote

Arnaud Sanvert ne sauvera pas son mandat tout seul. D'un abord agréable, l'ex-député n'en est pas moins timide et tout à fait incapable de dire en quoi ses huit premiers mois de mandat ont été utiles ni d'expliquer les mesures de son parti sur un enjeu majeur de sa circonscription : l'absence de médecins. Le quadragénaire met en avant son assiduité, réelle, à l'Assemblée nationale et

« *300 déplacements sur le terrain* ». Il n'a toutefois jamais eu de permanence parlementaire.

« *Il est un peu perdu* », estime la maire de Buxy, Dominique Lanoiselet, qui l'a croisé sur plusieurs cérémonies. Ses rendez-vous avec le député ont été annulés à quatre reprises. « *Il fait comme il peut, mais il a été propulsé là et n'est pas en mesure de remplir cette fonction* », juge Mme Jarrot, presque compatissante. Le débat électoral sur Ici Bourgogne a tourné à l'embarras pour l'ex-député, montrant les difficultés de l'appareil du RN à préparer ses candidats, y compris pour un scrutin prévu depuis deux mois.

Le statut de député sortant, la dynamique du parti dans l'opinion et la division des autres camps devraient faciliter sa qualification pour le second tour. Mais les quatre élections partielles organisées depuis 2024 ont toutes vu un effondrement du vote d'extrême droite. Le score du RN a systématiquement baissé de 5 à 10 points, et les deux tiers des électeurs de 2024 ne sont pas revenus, soit bien davantage que la baisse de participation dans ces élections partielles. Le NFP subit la même démobilisation. « *Notre électeurat populaire est très fidèle, mais ne se mobilise que lorsque l'enjeu est national* », justifie le député du Pas-de-Calais Bruno Bilde, spécialiste de la carte électorale au RN. « *Lorsque seules les clientèles se déplacent et que l'on n'a ni mairie ni canton sur la circonscription, c'est plus compliqué* ». Cette désaffection n'avait pas été constatée lors des nombreuses élections partielles des deux législatures précédentes. ■

CLÉMENT GUILLOU

ont à choisir entre trois candidats », rappelle Lionel Jospin. « Je ne souhaite pas que, avec la candidature de Rachida Dati, il s'opère un retour en arrière à Paris avec des pratiques anciennes qui ont été abandonnées grâce à Bertrand Delanoë », met-il en avant, toujours aussi vif observateur de la vie politique française à 87 ans passés.

« Je suis très honoré du soutien de Lionel Jospin, il a été au cœur de mon engagement au Parti socialiste [PS] », a réagi sobrement Emmanuel Grégoire, qui bénéficie déjà de l'appui d'autres anciens poids lourds du mouvement. En mars, Bertrand Delanoë avait déclaré que l'ancien premier adjoint d'Anne Hidalgo, désormais en froid avec elle, pouvait compter sur « toute [son] affection » et « tous [ses] encouragements ».

Avant lui, Daniel Vaillant, ancien maire du 18^e arrondissement et Jean-Paul Huchon, ancien président de la région Ile-de-France, ont fait partie de leur préférence pour Emmanuel Grégoire. De son côté, le sénateur de Paris Rémi Féraud, dauphin désigné par la maire sortante, se prévaut du soutien de l'appareil actuel de la fédération parisienne et d'une large majorité des adjoints et des maires d'arrondissement socialistes en poste.

Mais l'appareil ne fait pas toujours l'élection, rappelle Lionel Jospin : « En 1995, il y avait eu une primaire pour désigner le candidat socialiste à l'élection présidentielle. Nombre de cadres soutenaient alors Henri Emmanuelli, mon compétiteur, mais les deux tiers des militants m'ont préféré. Ici, à Paris, en 2025, c'est aux militants socialistes de décider en conscience qui portera le mieux leurs couleurs. » ■

HÉLÈNE BEKMEZIAN

Au Rassemblement national, les Horaces peinent à conserver leur place

Des membres du cercle de réflexion qui conseille Marine Le Pen ont décidé de sortir du secret

Combien faut-il de Horaces pour faire fonctionner un rétroprojecteur ? Sept membres de ce club top secret, regroupant les conseillers de Marine Le Pen, étaient réunis vendredi 16 mai à Paris pour leur première conférence de presse en dix ans d'existence. « *Les Horaces passent de l'ombre à la lumière* », précisait le communiqué.

Dans une salle de réunion de la Société des ingénieurs et scientifiques de France, au deuxième étage d'un immeuble anonyme du quartier des Champs-Elysées, les parlementaires européens André Rougé et Christophe Bay, à l'origine de la création du cercle, ont rassemblé cinq membres du groupe prêts à sortir du bois. En réalité, des élus qui ont déjà franchi le pas depuis plusieurs mois, comme les députés Matthias Renault (Somme) et Guillaume Bigot (Territoire de Belfort), ou leurs collègues à Bruxelles Pascale Piera et Alexandre Varaut. Au-dessus de leur tête, un écran de projection alterne péniblement entre un message d'erreur et les images de leur site Internet flamboyant neuf.

Créé à la fin de l'année 2015, le cercle de réflexion ambitionne de rassembler des hauts fonctionnaires, des chercheurs ou encore des gradés de l'armée, désireux de participer à l'élaboration du projet présidentiel de Marine Le Pen

mais trop frileux pour s'afficher publiquement. « *Les Horaces proposent, Marine Le Pen dispose* », résume Matthias Renault.

Mais « *la fréquence des rendez-vous avec Marine Le Pen n'est plus la même compte tenu de son travail de présidente de groupe parlementaire* », reconnaît André Rougé. Difficile pour les Horaces de trouver leur place depuis l'arrivée de 89 députés du RN à l'Assemblée nationale en 2022, puis de plus de 120 en 2024. Déjà, le groupe parlementaire dispose de ses propres ressources pour élaborer des propositions de loi, qui « *ne passent pas par le filtre* » du think tank, concède Christophe Bay. « *Nous allons pouvoir nous appuyer sur cet énorme travail législatif*, escompte-t-il cependant. Il suffira de mettre en forme tout cela pour disposer d'un projet présidentiel. »

Dans l'entourage de Marine Le Pen, on glose sur « l'âge » de ces hauts fonctionnaires, souvent « en fin de carrière »

Les Horaces doivent aussi composer avec le nouveau premier cercle de Marine Le Pen. Elle a nommé l'énarque Ambroise de Rancourt comme directeur de cabinet. A sa charge de rédiger son programme pour 2027, reléguant le cercle de réflexion à « *une source* » parmi d'autres. La fille de Jean-Marie Le Pen s'est aussi entourée de François Durvye pour la conseiller sur les questions économiques. Ce polytechnicien, par ailleurs directeur général du fonds d'investissement Otium Capital dans l'orbite du milliardaire catho-traditionaliste Pierre-Edouard Stérin, a bien assisté à quelques réunions des Horaces. Mais il dément avoir appartenu à ce groupe.

Retrogradation

Dans l'entourage de Marine Le Pen, on glose sur « *l'âge* » de ces hauts fonctionnaires, souvent « *en fin de carrière* », qui n'ont « *pas vocation* » à intégrer les cabinets ministériels en cas de victoire du RN. L'investiture d'André Rougé, seulement en 31^e position sur la liste des européennes en 2024, a été perçue en interne comme une « *rétrogradation* », tout comme celle de son binôme Christophe Bay à la 33^e place. Les deux hommes ne doivent leur élection à Bruxelles qu'au jeu de chaises musicales qui a suivi la dissolution.

Une candidature de Jordan Bardella, au cas où la condamnation de Marine Le Pen – à quatre ans de prison dont deux ferme et cinq ans d'inéligibilité avec application immédiate dans l'affaire des assistants parlementaires – serait confirmée en appel, les éloignerait sans doute encore plus des responsabilités. Un habitué des réunions des Horaces n'y a jamais croisé l'hypothétique candidat à la présidentielle, qui développe son propre réseau en organisant des rendez-vous individuels avec des experts, plutôt qu'en ayant recours au club de hauts fonctionnaires. « *Pour l'instant, la candidate naturelle est Marine Le Pen* », abonde André Rougé. C'est vrai depuis dix ans, nous avons l'habitude de travailler avec elle, et les habitudes ont la vie dure. »

Ils proposent désormais de partager leurs travaux sur Internet afin de pouvoir « *servir de support à tous les élus et candidats en campagne* », comme l'école des cadres de M. Bardella, à ceci près que le contenu est accessible à tous. Pour inaugurer leur initiative, les Horaces ont mis en ligne une interview de Mme Le Pen, déjà datée puisque enregistrée avant sa condamnation. Leur chaîne YouTube et leur site Internet ont vocation à « *graver dans le marbre numérique [leur] réflexion* ». A moins qu'il ne s'agisse d'une pierre tombale. ■

ROBIN D'ANGELO

Municipales à Paris : Jospin soutient Grégoire pour la primaire socialiste

Selon l'ex-premier ministre, le député de Paris est « le plus apte à convaincre » les électeurs

C''est un appui qui pourrait faire la différence dans le duel qui oppose Emmanuel Grégoire et Rémi Féraud, les deux principaux candidats à l'investiture socialiste pour les élections municipales de mars 2026 à Paris. L'ancien premier ministre socialiste Lionel Jospin a annoncé au *Monde* qu'il apportait son soutien au député de Paris et ancien premier adjoint de la maire Anne Hidalgo de 2018 à 2024, dans le cadre de la primaire prévue le 30 juin. Marion Waller, directrice du Pavillon de l'Arsenal, centre parisien de documentation sur l'urbanisme et l'architecture, est également candidate.

« *Je soutiens Emmanuel Grégoire pour deux raisons principales : la première, c'est qu'il a annoncé sa candidature clairement il y a déjà de longs mois et qu'il s'est bien préparé à exercer cette responsabilité. La seconde est que, dans une élection qui peut être difficile, il est, par sa personnalité ouverte sur les autres et son sens du contact avec les Parisiens, le plus apte à les convaincre* », détaille-t-il, précisant avoir « *de l'estime* » pour les deux candidats, qu'il connaît.

Très honoré

D'une parole plutôt rare, Lionel Jospin a tenu à exprimer publiquement sa « *préférence* » au vu du caractère « *très important* » de cette élection et de la menace de voir la capitale basculer à droite, après vingt-cinq ans de gouvernance socialiste par Bertrand Delanoë puis Anne Hidalgo. « *J'ai soutenu la campagne d'Anne Hidalgo en 2014 et en 2020. Il n'y avait pas eu alors de primaire entre les socialistes pour la désigner. La situation est différente aujourd'hui puisque les militants*

Bataille pour la tête du Parti radical

L'ancienne ministre Dominique Faure est candidate pour la présidence du parti

La lettre est partie comme une bouteille à la mer. Vendredi 16 mai, Dominique Faure, ancienne ministre déléguée à la ruralité, écrit à ses confrères pour leur faire part de son tourment. A l'heure où l'extrême droite séduit chaque jour un peu plus de Français, le plus vieux parti de France, né en 1901, artisan de la loi de 1905 sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat, a les allures d'un astre mort.

Le parti d'Henri Queuille, de Pierre Mendès France et de Jean-Jacques Servan-Schreiber est exsangue. « *Je suis inquiète. Inquiète pour notre parti devenu peu audible, inquiète de voir le nombre de nos adhérents et de nos élus diminuer année après année, inquiète de notre situation financière* », écrit Mme Faure. « *Oui, le Parti radical est en danger de mort* », affirme celle qui est candidate face à la présidente par intérim, Nathalie Delattre, ministre déléguée chargée du tourisme. L'élection pourrait avoir lieu à l'automne.

Les espoirs de Dominique Faure, comme ceux de Nathalie Delattre, imaginant toutes deux refaire du Parti radical un acteur central de la politique, font sourire ceux qui, lassés par les errements du mouvement, ont quitté le navire. « *Le Parti radical émet encore une lueur, mais il est mort depuis des années. On ne parle pas d'un sauvetage, mais d'une résur-*

CLAUDE GATINOIS

«Ce n'était pas un accident, c'est raciste»

Djamel Bendjaballah a été tué par l'ex de sa compagne en août 2024. Sa famille se bat pour obtenir la reconnaissance du caractère xénophobe du meurtre

Le papier peint, le jardin, son chemisier: tout est fleuri chez Zohra Bendjaballah à Grande-Synthe (Nord). A 69 ans, cette mère de quatre enfants met du temps à ouvrir la porte de la maison familiale, mais pas à parler de son fils, Djamel, mort le 31 août 2024. Elle saisit sa cafetière, cherche ses mots – «Je les oublie tout le temps depuis sa mort», verse l'eau frémisseante – «J'ai des flashes, je l'imagine seul, si vulnérable au milieu de la rue avec cette voiture qui lui fonce dessus», s'assoit à la table de la cuisine recouverte d'une toile cirée au motif fleuri lui aussi.

Elle s'interrompt d'un coup pour se relever, pour saisir un colis enroulé de plastique – «avant de commencer, il faut que vous voyez ça» – et en extraire deux petits cochons en chocolat blanc de Pâques. Deux statuettes au sourire benêt, comme autant de preuves du harcèlement raciste que son fils, Djamel, subissait de la part de Jérôme Decofour, ex-conjoint et père des deux enfants de sa compagne, Valérie (son prénom et ceux des mineurs ont été modifiés). «Même les cadeaux pour ses enfants, il les faisait par racisme pour Djamel et pas pour ses enfants», estime-t-elle.

Les cochons en chocolat, la famille de Djamel Bendjaballah les a récupérés dans une grande valise avec ses affaires. A l'intérieur, il y avait aussi les deux plaintes que l'éducateur spécialisé de 43 ans avait déposées pour «injure non publique en raison de l'origine, l'ethnie, la nation, la race ou la religion» en juin et août 2023 contre Jérôme Decofour. Pour autant, le menuisier de 44 ans n'est mis en examen que pour «meurtre», et non pour «meurtre commis en raison de la race, l'ethnie, la nation ou la religion».

«On a tout fait»

Pressée par la famille de la victime, les associations antiracistes et de nombreux politiques, Charlotte Huet, la procureure de la République de Dunkerque réclame du temps et de la sévérité pour les investigations et promet que «l'appréciation de la qualification adéquate» sera réalisée à l'issue des auditions des parties civiles, du mis en cause et de la lecture de la commission rogatoire en cours par le juge d'instruction. «Le parquet est très mobilisé sur cette affaire et est en lien étroit avec le ma-

gistrat instructeur», assure-t-elle. Une réponse insuffisante pour les proches de Djamel: ils ont appelé à manifester devant le tribunal de Dunkerque le 17 mai et le 28 juin.

«Je suis née à l'étranger», démarre Zohra, qui dit souvent «l'étranger» pour ne pas dire l'Algérie. Arrivée dans les années 1960 avec son père embauché chez Usinor, le groupe sidérurgique dont les hauts fourneaux toisent la mer à Dunkerque, Zohra devient agent administratif à la mairie de Grande-Synthe et épouse Djelloul, qui s'occupe de l'accueil à la médiathèque de la ville. L'aîné, Djamel, naît, puis trois filles. Elle tourne les pages de l'album de famille qu'elle a constitué pour qu'Alice, 10 ans, la fille de Djamel, puisse savoir qui était son père.

La famille croit les promesses de l'immigration en France: «décration», prononce Zohra, «intégration, méritocratie républicaine», rajoute Nadia, sa première fille, professeure de musique classique au conservatoire à Paris, dans son salon rempli de percussions. «On a tout fait, on a bien étudié et travaillé, on est tous devenus fonctionnaires et la mort de mon frère et son traitement judiciaire viennent nous rappeler que ce n'est pas suffisant», s'interroge la jeune femme.

Après le bac, Djamel fait des études de biologie, puis devient moniteur éducateur auprès d'enfants en difficulté. Dans l'album que Zohra fabrique pour Alice, il y a des dessins d'enfants dont il s'est occupé: des gros coeurs dessinés au feutre, des «Djamel t'es le meilleur éduc merci». Il devient père, se sépare de la mère de sa fille, puis rencontre Valérie, une assistante d'éducation avec laquelle il se met en couple à l'automne 2021.

A l'époque, Valérie quitte difficilement Jérôme Decofour, avec lequel elle a eu Elliot et Rose, respectivement 11 ans et 7 ans. Les docu-



Zohra Bendjaballah, devant la tombe de son fils, Djamel, à Grande-Synthe (Nord), le 17 mai.

AIMÉE THIRION POUR «LE MONDE»

ments judiciaires conservent les traces de ce conflit de garde d'enfants qui s'enkyste sur le versant raciste. En décembre 2022, une juge aux affaires familiales du tribunal de Dunkerque rend une décision dans laquelle Valérie, la conjointe de Djamel, dénonce les déclarations racistes de Jérôme Decofour à l'encontre de son compagnon, et ce devant les enfants. Son ex conteste: il a bien tenu des propos comme «sale bougnoule» ou «sarrasin» à propos de Djamel, mais jamais devant les enfants. La juge inscrit, elle, dans son jugement les propos déniants et à caractère raciste de Decofour, qui constituent une «problématique familiale grave».

«Je viens de tuer quelqu'un»
Djamel était un homme si discret qu'une partie de sa famille ne découvrira son union avec Valérie qu'à sa mort. Pas querelleur non plus et rompu aux situations compliquées par sa profession d'éducateur, il n'avait sûrement jamais franchi la porte d'un commissariat de sa vie, d'après son meilleur ami, Morad (il n'a pas souhaité donner son nom, comme les autres personnes citées par leur seul prénom). Le 23 juin 2023, il s'y rend et dépose plainte contre Jérôme Decofour pour ses propos racistes. «Il a notamment déjà dit à Valérie au moment de leur séparation devant les enfants qu'elle était un "cul à bougnoule"», avertit-il dans son audition. Il rajoute qu'il est inquiet, car l'ancien compagnon de sa compagne possède des armes à feu.

Le 25 août 2023, Djamel dépose à nouveau plainte. Au retour des vacances d'été chez son père, Elliot avait dans sa valise un sac-çaisson pur porc avec inscrit au marqueur «HALAL» dessus. «J'ai demandé à Elliot et il m'a dit que c'était un cadeau de son père pour

moi», déclare-t-il au policier qui l'entend à nouveau. Auditionné, Jérôme Decofour reconnaît les insultes racistes. Les trois plaintes seront toutes classées sans suite.

L'année suivante, les deux enfants reçoivent les cochons en chocolat pour Pâques. Dans les PV, Valérie mentionne également que Jérôme Decofour les suit avec sa Chrysler. Auprès de Morad, Djamel évoque cet ancien compagnon qui le prend en filature et «ses gamineries de cochons».

«Je vous appelle parce que je pense que je viens de tuer quelqu'un.» Le 31 août 2024 vers 20 h 45, Jérôme Decofour appelle le 17. «Je sais que c'est un peu raide comme annonce, mais j'ai renversé, euh, j'ai renversé... cette personne est passée sur ma voiture et en dessous de ma voiture et, euh..., je ne me suis pas arrêté.» Quelques minutes plus tôt, des photos prises par un voisin infirmier montrent une altercation entre Djamel, Valérie et Jérôme Decofour, qui est au volant de sa Chrysler. En pleine vaisselle du dîner, une autre voisine entend un gros bruit, des hurlements, une enfant qui crie «Papa, papa». Puis elle voit le chauffeur de la Chrysler «faire une marche arrière et rouler sur le corps. Il a enclenché la marche avant et a roulé une seconde fois sur le corps. J'ai bien vu deux fois la voiture sauter au-dessus du corps. J'ai crié à mon mari qu'il était en train de lui rouler dessus.»

L'infirmier et une voisine aidante accourent auprès de Djamel, cherchent son pouls, des signes respiratoires, l'appellent. Il ne répond déjà plus. Ils se lancent dans un massage cardiaque, le temps que les pompiers arrivent. Valérie, ses deux enfants et Alice, ont tout vu. Elle se réfugie chez elle avec les petits. Dans l'intervalle, Elliot appelle son père et lui dit: «T'as merdé, t'as merdé.»

Valérie évoque les fréquentations du père de ses enfants, «des gars qui faisaient des camps de survie»

Jérôme Decofour répond que tout ça, c'est la faute de sa mère et de Djamel, et qu'il va se rendre.

La mère d'Alice contacte Zohra, Zohra contacte Nadia, la famille sidérée court sur les lieux pour avoir des informations. Djamel gît au milieu de la rue, recouvert d'un drap blanc. «Les mots n'ont pas été inventés pour décrire une douleur pareille, ils sont trop petits», se souvient Zohra. Le lendemain, Nadia se rend au service pédiatrique de l'hôpital de Dunkerque où Valérie et ses deux enfants sont hospitalisés. Les deux femmes pleurent dans les bras l'une de l'autre: «Ce n'était pas un accident, c'est raciste», confie Valérie à la sœur de Djamel.

Entendue par les policiers deux jours après les faits, Valérie expose les fréquentations de «groupes bizarres» du père de ses enfants, «des gars qui faisaient des camps de survie, des fachos qui réveillaient de tout faire péter mais, moi, je regardais ça de loin, les camps où il se rend avec sa "brigade", son look de militaire avec ses rangers». En perquisitionnant son domicile, les enquêteurs découvrent un arsenal impressionnant: il y a des armes partout. Des centaines de cartouches, dont plusieurs dizaines de balles de kalachnikov, des cibles et des lunettes de tir.

En fouillant la Chrysler, dont les marques sur la carrosserie et le châssis corroborent le récit des té-

moins, l'attention d'un policier est attirée par une petite sacoche kaki, posée dans le vide-poche. Elle est floquée d'un écusson de la Brigade française patriote, dont l'emblème est une tête de Punisher, un anti-héros de l'univers Marvel incarnant la vengeance et la justice personnelle, sur un Hexagone bleu-blanc-rouge, avec écrit: «Se préparer et résister». Cet écusson, Jérôme Decofour l'a également apposé sur un bonhomme de neige fabriqué avec sa fille, un hiver.

«Des pleurs au combat»

Au cours de sa garde à vue, Jérôme Décofour ironise sur la qualité du matelas de sa cellule, admet sa grande passion pour les armes, plaide l'accident et nie le meurtre: «Là, ce n'est pas volontaire. Si j'avais voulu le tuer, j'aurais pu le faire bien avant.» De sa prison, il écrit à ses enfants des lettres dans lesquelles il leur demande de transmettre à Alice, la fille de Djamel, sa peine, ses condoléances et espère son pardon «d'avoir, malgré [lui], causé cet accident».

A sa sœur, il précise en lettres majuscules «TON FRÈRE n'est pas un meurtrier !! Cependant il a bien fait perdre la vie à un homme malgré tout», avec un smiley au souci inversé en fin de phrase..

«On passe sans cesse des pleurs au combat, mais on ne lâchera pas», conclut Nadia. Avant de l'enterrer, Zohra a tenu à le voir une dernière fois. Elle voulait soulever le drap recouvrant son corps, atteindre sa main et y glisser la photo d'identité d'une fillette souriante vêtue d'un pull à paillettes: Alice. Dans la terre du cimetière de Grande-Synthe, sur la tombe de son fils, Zohra a repiqué des fleurs de son jardin qu'il aimait tant. Elle a aussi planté une bouture de son figuier préféré. Elle n'a pas encore germé. ■

LORRAINE DE FOUCHER

Lors d'un premier dépôt de plainte, Djamel Bendjaballah se dit inquiet car Jérôme Decofour possède des armes

QUESTIONS POLITIQUES
dimanche 12h-13h
CARINE BÉCARD



Patrick Mignola,
ministre délégué chargé
des Relations avec le Parlement



franceinfo:
TV canal 27

avec Alix Bouilbaguet
et Françoise Fressoz

photo : © Christophe Abramowicz / RF

Le Monde

Bande du Petit Bar : la défense fustige « une volonté d'affichage »

Dans leurs plaidoiries, les avocats des prévenus de ce procès fleuve pour blanchiment ont dénoncé, le 30 avril, le réquisitoire massue du parquet

MARSEILLE - correspondant

Au « tous coupables » du parquet de Marseille qui, le 30 avril, a requis un total de près de cent trente ans d'emprisonnement ferme et 17 millions d'euros d'amende contre les 24 prévenus du procès « Email Diamant » - le nom donné par les enquêteurs à ce dossier - , les avocats de la défense ont opposé un quasi « tous innocents ». Après neuf semaines d'audience, le clap de fin de ce procès fleuve, qui a décortiqué les multiples opérations de blanchiment en bande organisée reprochées à l'équipe criminelle du Petit Bar, a retenti, vendredi 17 mai.

Ce procès fait figure de galop d'essai pour une nouvelle stratégie du parquet contre le crime organisé, avec des poursuites pour blanchiment aggravé en bande organisée. A l'image du gangster américain Al Capone, tombé pour fraude fiscale, l'accusation a demandé au tribunal de « sonner le glas de l'emprise malicieuse de cette organisation

criminelle sur la Corse », non pas sur une affaire de sang mais sur les finances du clan. La défense a dénoncé « une volonté d'affichage d'une politique pénale » : « Email Diamant ou comment laver judiciairement plus blanc que blanc », a fustigé M^e Emmanuel Molina, avocat de Pascal Porri.

A la barre, il aura manqué le chef présumé du gang, y compris à l'heure de la défense, alors que la plus lourde peine, quatorze ans de prison et 2 millions d'euros d'amende, a été requise contre lui. Aucune plaidoirie pour Jacques Santoni, non représenté par son avocate. A l'ouverture des débats, le 24 février, le chef de bande de 47 ans, tétraplégique depuis un accident de moto en 2003, avait fait justifier son absence pour des raisons médicales. Il n'a pas obtenu la disjonction de son cas.

« Condamnations sommitales »
Mais l'ombre du commandeur a plané sur bon nombre des plaidoiries de ceux que l'accusation désigne comme le « Club des cinq », reprenant une expression

entendue sur une sonorisation. Dans ce premier cercle, Pascal Porri, qui comparait détenu, concorde un train de vie démesuré au regard de ses revenus. Mais il n'est pas poursuivi pour cette non-justification de ressources. Son avocat, M^e Emmanuel Molina, a demandé sa relaxe, alors que l'accusation a requis contre lui douze ans de prison et 2 millions d'euros d'amende. « Il n'est pas l'homme de main décrit par l'accusation, il n'y a pas une goutte de sang sur son casier judiciaire. »

A l'image de M^e Sondra Tabarki, avocat d'André Bacchialelli, dit

Email Diamant ou comment laver judiciairement plus blanc que blanc

EMMANUEL MOLINA
avocat de Pascal Porri

« Tête tordue », autre proche de Jacques Santoni, la défense a unanimement appelé « à juger, non pas l'équipe du Petit Bar, mais des hommes et des femmes qui demandent au tribunal d'être juste envers eux et attendent une stricte application du droit ».

Les avocats ont dénoncé une volonté du parquet d'obtenir des « condamnations sommitales » pour un dossier de blanchiment et un réquisitoire massue, qualifié d'« accusation mouvante, évolutive », par M^e Margaux Durand-Poincloux, avocate d'un des prévenus concernés par le blanchiment des fonds occultes du Petit Bar dans d'importantes opérations immobilières à Courchevel. « Je ne sais toujours pas d'où viennent les fonds blanchis et où sont les 48 millions d'euros brandis comme un étendard », a-t-elle déploré.

« Délit de parenté »

Les compagnes des membres du premier cercle n'ont pas été épargnées non plus par le parquet, qui a réclamé jusqu'à neuf ans de prison et un mandat de dépôt contre Sonia Susini, ex-épouse de Jacques Santoni, son « égale au féminin », selon la procureure. Avocat de Saveria Lucchini, gérante d'un hôtel ajaccien et mère d'un enfant de 4 ans, M^e Bruno Rebstock a dépeint la compagne de Michaël Ettori - pour l'accusation, le gardien des intérêts du Petit Bar, en fuite -, comme une « femme écrasée par les ombres et par les globalités ». Et d'ajouter : « Si elle est ici et si pèsent sur ses épaules six ans d'enfermement requis avec un bruit de menotte à l'audience, c'est uniquement parce qu'elle est la compagne de l'absent. »

« Délit de parenté » a, dans la même veine, avancé M^e Gaétan

Jean-Charles Vincensini ont tenté de convaincre que « celui qui aux yeux de Jacques Santoni valait des millions », s'est fait gruger. « Riche, fortuné en Afrique, dans le pétrole, en plus il est corse, tout fait de Jean-Pierre Valentini un excellent candidat pour l'accusation », mais, ont soutenu ses conseils, les fonds ciblés par l'accusation sont les siens et chaque euro a été justifié.

Conserver sa liberté
Autre « col blanc » de ce dossier, Antony Perrino, à la tête du plus important groupe immobilier de Corse mais, pour l'accusation, membre à part entière du Petit Bar, a demandé à conserver sa liberté. Neuf ans de prison sont réclamés contre celui que les juges d'instruction ont considéré comme « le cheval de Troie de l'équipe pour pénétrer l'économie réelle ». Mais, une fois encore, pour son avocat M^e Julien Pinelli, cette sévérité ne traduirait qu'« une volonté d'exemplarité ».

« Pour l'accusation, c'est un voyou qui aurait fait le choix d'une carrière dans le crime organisé », a dénoncé l'avocat, avant d'énumérer les autres fonctions de l'homme d'affaires : ex-directeur du quotidien *Corse-Matin*, ancien président de la Fédération du BTP de Corse-du-Sud et du club de football Gazelec.

Expliquant les liens d'amitié noués à l'adolescence entre Antony Perrino et Michaël Ettori, M^e Pinelli a souhaité convaincre que « garder un lien proche avec quelqu'un qui a été condamné n'est pas un délit ». « J'ai le sentiment que le débat a vraiment eu lieu, sentiment que je n'avais pas eu en arrivant ici », a conclu M. Perrino. Le jugement sera rendu le 28 mai. ■

LUC LEROUX

L'Assurance-maladie dévoile une nouvelle convention sur les taxis

Les chauffeurs appellent à la grève pour s'opposer aux nouveaux tarifs présentés par la Caisse nationale de l'Assurance-maladie

Les taxis conventionnés pour les transports sanitaires, qui prennent en charge, chaque année, plus de 3 millions de patients, appellent à la grève nationale, à compter du lundi 19 mai, contre l'évolution de leurs tarifs, après plusieurs mobilisations ces derniers mois. Première revendication de leurs organisations représentatives : le « gel immédiat » de la promulgation de la convention-cadre sur le transport sanitaire, discutée avec la Caisse nationale de l'Assurance-maladie (Cnam) depuis janvier 2024, et dont la publication est attendue à la fin du mois de mai, pour une entrée en vigueur le 1^{er} octobre.

De fait, c'est un chamboulement dans les règles de tarification et de conventionnement qui se dessine. « Il faut adapter le modèle pour le rendre soutenable dans la durée », a fait valoir Thomas Fatôme, le directeur général de la Cnam, jeudi 15 mai, en présentant devant la presse les grandes lignes des évolutions à venir. Ce modèle est censé contribuer aux économies recherchées dans le secteur de la santé : les dépenses de transports sanitaires ont atteint 6,7 milliards d'euros en 2024, dont 3,1 milliards d'euros pour les taxis conventionnés (+ 45 % depuis 2019), les autres acteurs impliqués étant les véhicules sanitaires légers et les ambulances). Le gouvernement a inscrit l'objectif dans la dernière loi de financement de la Sécurité sociale, réclamant au secteur 300 millions d'euros d'économie entre 2025 et 2027.

Pour remplacer « l'usine à gaz » en vigueur, l'Assurance-maladie veut instaurer un « modèle uni-

que », selon Marguerite Cazeneuve, la numéro deux de la Cnam : les taxis seront rémunérés sur la base d'un forfait de prise en charge de 13 euros et d'une tarification kilométrique alignée sur le tarif fixé dans chaque département. Des « suppléments ciblés » seront possibles pour le transport de personnes à mobilité réduite, ou pour tenir compte de spécificités locales, de péages etc. Un virage alors que le pilotage actuel est « majoritairement local », explique-t-on à la Cnam, avec des variations concernant les tarifs kilométriques préfectoraux, les forfaits négociés avec les caisses, des remises locales...

Répartition territoriale inégale
« Le système est devenu globalement illisible », a défendu M. Fatôme. En dix ans, le montant moyen remboursé pour un trajet est passé, selon ses chiffres, de 49 euros à 63 euros. Autre constat avancé par l'Assurance-maladie : la répartition territoriale des taxis conventionnés est très inégale et pas toujours adaptée aux besoins d'une population qui vieillit et dont la part de malades chroniques s'accroît. Dix-sept départements ont une densité de 40 taxis pour 100 000 habitants, quand, dans 13 autres, celle-ci atteint 98 taxis pour 100 000 habitants. Pour réduire ces écarts, argue l'instance, le conventionnement ne sera plus automatique : il faudra dorénavant être en activité depuis au moins trois ans, faire l'essentiel des courses dans son département, et obtenir l'accord d'une commission paritaire locale.

La nouvelle convention entend aussi réduire le « transport à vide », autrement dit les retours de trajet sans patient, les attentes devant les établissements de santé, pour privilégier les « transports partagés ». Le financement de « tout ce qui ne relève pas d'un trajet avec un patient » sera limité, a rappelé Marguerite Cazeneuve. L'autre nouveauté, pour 2027, est la généralisation prévue de logiciels de facturation reliés à des dispositifs de géolocalisation, notamment pour lutter contre la fraude.

Cette nouvelle tarification devrait être « favorable », selon les « simulations » de la Cnam, aux taxis conventionnés « dans deux tiers des départements, notamment ruraux ». Dans le tiers restant, les taxis « pourront être gagnants s'ils font moins de transport à vide », a assuré M^e Cazeneuve.

En face, la colère ne retombe pas. « C'est une décision unilateral de la Cnam, on nous demande un avis, mais on n'en tient pas compte », regrette Dominique Buisson, secrétaire de la Fédération nationale du taxi, qui appelle à la mobilisation pour s'opposer à des tarifs jugés bien trop faibles. « Pour certaines entreprises de taxi, le kilomètre va passer en dessous de 1 euro, dénonce-t-il. Cela ne va pas être possible de tenir. » Dans ce secteur qui représente près de 45 000 entreprises et quelque 30 000 salariés, l'artisan taxi l'assure : « Plus de la moitié des entreprises vont subir les conséquences de ces nouveaux tarifs, et ce sera des licenciements économiques, il n'y aura pas de choix. » Il appelle le gouvernement à nommer un médiateur pour « ouvrir un dialogue », afin d'aboutir à des « solutions viables ». ■

La Poste - SA au capital de 5 857 785 892 € - 356 000 000 RCSP Paris. Siège social : 9, rue du Colonel-Pierre-Avila - 75015 Paris. Crédit photo : Adobe Stock - 75015 Paris. Crédit photo : HAVAS Paris

MATTEA BATTAGLIA ET CAMILLE STROMBONI

Le 21 mai, nous organisons une grande fête. Désolés pour les bruits de pages et de stylos occasionnés.

Parce qu'on a tous quelque chose à écrire, le 21 mai, écrivons avec La Poste.

Découvrez le programme et les animations proposées en bureau de poste sur laposte.fr/actualites

Écrivons avec La Poste

LA POSTE

La Poste. Ça crée des liens entre nous.

Braquage de Kardashian : les accusés en difficulté

La plupart des dix braqueurs présumés de l'Américaine persistent à nier leur implication, sans convaincre

Vus de loin, ils étaient les personnages d'un spectaculaire braquage. Vus de près, ce sont des accusés tentant avec difficulté de se déporter des lourdes charges d'un dossier. De ces trois premiers jours d'interrogatoire au procès des braqueurs de Kim Kardashian restent des aveux en pointillés, des dénégations farouches et des explications embrouillées que la cour et les jurés emporteront dans leur délibéré.

Sur les dix accusés, deux n'ont pas eu d'autre choix que d'avouer. Confondus par leur ADN, Aomar Aït Khedache, présenté comme le cerveau de l'opération, a reconnu être monté à l'étage avec un complice pour séquestrer la star américaine et lui dérober ses bijoux; Yunice Abbas a admis avoir appartenu à l'équipe restée au rez-de-chaussée, après avoir menotté le veilleur de nuit.

Il est le premier à répondre à son interrogatoire. Les caméras de vidéosurveillance ont immortalisé sa chute à vélo à 3 heures du matin, le 3 octobre 2016, avec le sac contenant une partie des bijoux dérobés. Et 65 000 euros en coupures de 50 euros ont été retrouvés en perquisition à son domicile et chez son fils. «Mon vélo avait crevé, le sac ferraient mal, la sangle s'est prise dans la roue avant. J'ai fait un roulé-boulé», dit l'accusé de 71 ans, atteint de la maladie de Parkinson. Il livre un détail qui a échappé aux caméras : «Juste avant, je pédalaïs sur le trottoir

et là, je croise une voiture de police. Je me dis que c'est foutu, je fais un signe, genre, je me rends. Et les policiers croient que je leur dis bonjour, ils me répondent bonjour.»

Mais, pour le reste, silence. Qui étaient les deux autres avec lui au rez-de-chaussée, demande le président, David de Pas? «Je ne sais pas», répond-il. En garde à vue, le braqueur multirécidiviste avait été un peu plus bavard. Au président, qui lui rappelle ses déclarations, il répond : «Franchement, j'ai jamais dit ça.

— Franchement?

— Sincèrement.

D'ailleurs, ajoute-t-il, «pour me préserver, j'avais pas pris d'avocat.

— Pour vous préserver de quoi?, enchaîne le président.

— Ben, parce que quand on prend un avocat, après, on ne peut plus contester ses propos de garde à vue.»

La justice, Didier Dubreucq, 70 ans, connaît bien lui aussi. Il a passé vingt-cinq ans de sa vie en détention pour braquage et trafic

de stupéfiants. L'accusation est convaincue qu'il est monté avec Aomar Aït Khedache dans la chambre de Kim Kardashian. Contre lui, pas d'ADN, pas de témoignage, pas d'argent retrouvé. Mais il figure sur la «photo de famille», prise par les enquêteurs de la brigade de répression du banditisme deux mois après les faits, réunissant, à la terrasse d'un café parisien, Aomar Aït Khedache, Yunice Abbas et Pierre Boulianère. Ce dernier, accusé dans ce procès, est atteint de la maladie d'Alzheimer, il n'est donc pas en état d'être jugé.

Photos de filature Didier Dubreucq nie en bloc : «Il y a erreur sur la personne. Contrairement aux apparences de ce dossier, je n'ai rien à voir.» Quand le président avait demandé à Yunice Abbas si Didier Dubreucq faisait partie de l'équipée, il avait répondu : «Je ne le connais pas, ne l'ai jamais croisé.

— Vous nous diriez si c'était lui?, avait poursuivi David de Pas.

— Je ne crois pas non plus.» Moins aguerri que cet ainé, Marc-Alexandre Boyer, 35 ans, passe un moment difficile à la barre. «Reconnaissez-vous avoir participé au braquage de Kim Kardashian?», questionne M. de Pas. «Non, bien sûr, monsieur le président», répond l'accusé. L'une des images de vidéosurveillance montre un homme d'assez forte corpulence que lui, entièrement vêtu de blanc, marcher à côté d'un autre, plus âgé. Tous deux tentent de jeter un objet dans une

bouche d'égout. Le président demande leur rediffusion au ralenti.

— C'est vous ou ce n'est pas vous?

— Ce n'est pas moi, répond le trentenaire.

— D'accord.»

A l'écran s'affiche la photo d'un pantalon blanc de grande taille, retrouvé en perquisition chez sa sœur. Zoom avant sur le logo Armani floqué sur une poche arrière. «On va revoir un détail de la vidéo», annonce M. de Pas. Zoom sur la poche arrière, même logo. «C'est peut-être un chewing-gum», tente son avocat.

Et voici que s'avance la doyenne des accusés, Christiane Glotin, 79 ans, dite «Cathy». Elle était la compagne d'Aomar Aït Khedache et connaît bien plusieurs de ses voisins de banc. Soupçonnée d'avoir été la «secrétaire criminelle» de l'équipe, elle se décrit comme une «amoureuse» ayant agi «avec beaucoup de légèreté». L'amour lui a déjà coûté deux emprisonnements ferme pour trafic de stupéfiants, aux côtés d'un précédent compagnon, dans les années 1990.

Contre elle, l'accusation dispose d'écoutes téléphoniques et de photos de filature, qui la montrent, dans les jours suivant le braquage, pénétrer dans une bijouterie d'Anvers, en Belgique, avec son compagnon et l'homme accusé d'avoir été le receleur du butin, Marceau Baum-Gertner – décédé deux mois avant le procès. «Aomar a insisté pour que je l'accompagne et j'ai dit oui. J'étais contente de passer une journée avec lui.

Le cerveau présumé du braquage reconnaît à peu près tout, mais il innocenté tous les autres

— Et vous ne posez pas de question?

— Non. C'est ce que je me reproche depuis neuf ans.

Mais, insiste-t-elle, «je n'ai jamais rien su, ni avant ni après, je n'ai vraiment rien à voir avec cette histoire de Mme Kardashian.»

C'est ma trésorerie

L'un des grands amis de Cathy, Florus Herou, 52 ans, se soumet à son tour à l'interrogatoire. Dans son bar du Marais, à Paris, se croisent producteurs de cinéma et de télévision, touristes étrangers et deux personnes qui intéressent au plus haut point l'accusation : Didier Dubreucq et Gary Madar. Il est le frère cadet du chauffeur parisien de Kim Kardashian et de son ex-mari, le rappeur Kanye West. Silhouette élégante et affûtée, parfaitement bilingue, Gary Madar travaille avec son frère pour l'accueil des VIP à l'aéroport et donnait des coups de main à Florus Herou les soirs d'affluence. Il aimait la fête et la cocaïne.

Pour l'accusation, la boucle est bouclée : vraies confidences ou

impétueux bavardage, Gary Madar aurait donné des renseignements précieux sur le séjour de Kim Kardashian à Paris, lesquels auraient ensuite été transmis par Florus Herou à Didier Dubreucq et à Aomar Aït Khedache. Dans sa chambre à coucher, les enquêteurs ont trouvé 140 000 euros en liasses de billets de 50 euros. A l'écran, c'est impressionnant. «J'ai toujours eu des liquidités, c'est ma trésorerie», dit-il sans convaincre.

Il reste le cerveau présumé du braquage, Aomar Aït Khedache, 69 ans. Sourd et muet, il suit sur un écran la transcription des débats par deux sténotypistes. Le frappement de sa canne sur le parquet rythme les heures, une sévère pathologie le contraignant à s'éclipser régulièrement aux toilettes. Pour lui, il reconnaît à peu près tout, mais il innocenté tous les autres, à l'exception de Yunice Abbas, puisqu'il l'a avoué, et de son propre fils, Harminy. Il a été formellement identifié comme étant le chauffeur qui l'a conduit, avec un de ses complices, la nuit du 3 octobre 2016, à proximité de l'hôtel de Kim Kardashian. De ce complice de son père, Harminy Aït Kedhache affirme n'avoir «pas vu» le visage. Il n'a «rien entendu, ça se fait pas», de leur conversation au retour. A-t-il posé des questions à son père ? «Non.» Le jour de leur placement en garde à vue, le père avait croisé son fils dans les locaux du 36, quai des Orfèvres. «Je n'avais pas le choix», lui avait-il dit, en le serrant dans ses bras. ■

PASCAL ROBERT-DIARD

Bonnes adresses

Tarifs 01/01/25

Prix à la ligne: 15,50 € HT - 18,60 € TTC
Autres formats: nous consulter
stephane.pesque@mpublicite.fr

Reproduction interdite

Mobilier de France

LES PRIX DE LANCEMENT

2724€ CANAPÉ GIGI** 1970€ dont 20€ d'éco-part

*Prix de lancement valable du 20/02/25 au 24/05/25 en France métropolitaine, hors livraison. Offre non cumulable avec autres promotions et avantages en cours. ** GIGI - Canapé L 224 x H. 99 x P. 108 cm. Habillage en tissu cat. 5 Krystal 01 ivory, 100% polyester. Structure en traverses de sapin et panneaux de particules. Suspensions avec sangles entrecroisées. Garnissage : assises en mousse polyuréthane HR densité 35 kg/m³, accoudoirs en mousse polyuréthane HR 18 kg/m³, dossier en flocons de polyester. Dossiers avec système avancé / reculé et accoudoirs relevables multipositions. Piétement en fer coloris noir mat. Fabrication italienne. Photo non contractuelle.

MAISON CHARLES ANTIQUE ACHÈTE

SAUTERELLES ET COUVERTURE EN SOIE
ASSIETTES ET PLATS EN ARGENT
LUSTRES ET ETOILES ANCIENS
RECUEILS DE TABLE
COLLIER DE PERLES
SAUTERELLES DE QUALITÉ DÉCORÉES
PIÈCES DE BOIS
TABLES DE REPAS
TAPISSES DE SOIE
TAPISSES ANTIQUES
MORCEAUX DE TOULOUSE
DISQUES VINYLISÉES
TROPHÉES DE CHASSE
BAGUES DE GOLF
PARIS À COUTURE ET PLANCHER D'OSSETTE

La maison recherche également bien d'autres produits.
Déplacements réguliers et gracieux dans toute la France.
Expertises gratuites & paiement immédiat
N'hésitez pas à nous contacter pour tout renseignement
par téléphone au 06 19 89 55 28
email : antique.charles@gmail.com / maisoncharles-antique.fr

Mobilier de France

LES PRIX DE LANCEMENT

2227€ TABLE EXTENSIBLE ROSA** 1595€ dont 12,60€ d'éco-part

*Prix de lancement valable du 20/02/25 au 24/05/25 en France métropolitaine, hors livraison, non cumulable avec autres promotions et avantages en cours. ** ROSA - Table de repas extensible avec 2 allonges escamotables de 40 cm en bout : L 160/240 x H. 76 x P. 95 cm. Plateau en céramique aspect travertin ép. 3 mm collé sur verre ép. 10 mm. piétement en fer finition époxy gris anthracite. Photo non contractuelle.

EspaceTopper®
Maison familiale depuis 1926

Mobilier de France : 63 rue de la Convention Paris 15
7j/7 • 01 45 77 80 40 • M° Charles Michels
Canapés, literie mobilier sur 3000 m²: nos adresses sur www.topper.fr

Le Monde

RUBRIQUE BONNES AFFAIRES
POUR VENDRE, VOULEZ-VOUS LE BON PLAN OU LE MEILLEUR ?
stephane.pesque@mpublicite.fr

ACHAT VINYLES

Disquaire sérieux et passionné.
20 ans d'expérience.
Achète vinyles 33 et 45 tours
Jazz, Pop Rock, Soul Funk, World,
Hip Hop, Classique...
Je me déplace. Paiement comptant.
David B : 06 07 44 03 77

RUBRIQUE IMMOBILIER
(tous les mercredis & samedis)

Vos acheteurs et locataires sont parmi nos lecteurs.

LIGNAGE
Prix à la ligne : 15,50 € HT - 18,60 € TTC

MODULES
Merci de nous consulter

stephane.pesque@mpublicite.fr

Le Monde

RUBRIQUE IMMOBILIER
stephane.pesque@mpublicite.fr

« Donald Trump poursuit des objectifs contradictoires »

Jason Furman, professeur d'économie à Harvard, analyse la politique du président américain

ENTRETIEN NEW YORK - correspondant

Jason Furman, 55 ans, est professeur d'économie à la Harvard Kennedy School et collabore avec le Peterson Institute for International Economics, un centre de réflexion transatlantique de Washington. Ancien président du conseil économique de Barack Obama, de 2013 à 2017, il décrypte les premiers mois de Donald Trump.

Donald Trump est à la Maison Blanche depuis quatre mois. Le pire en matière économique est-il passé ?

La seule chose dont on peut être sûr, avec Donald Trump, c'est que les choses vont changer, et que ce n'est jamais fini. Il y aura probablement un répit pour les deux prochains mois. Mais, dans deux ans, lorsque les Etats-Unis connaîtront toujours un déficit commercial avec l'Europe, instaurera-t-il de nouveaux droits de douane considérables ? Je n'en ai aucune idée.

Avez-vous le sentiment qu'un camp l'emporte au sein de l'administration, entre le secrétaire au Trésor, Scott Bessent, qui tente de trouver des compromis, le conseiller protectionniste Peter Navarro et le président lui-même ?

Donald Trump poursuit des objectifs économiques contradictoires, au gré de la popularité montante ou descendante d'un conseiller. Il veut à la fois contrôler la Fed et que le marché boursier monte. Il veut utiliser les droits de douane comme outil de négociation et comme source permanente d'augmentation des recettes... Cela génère beaucoup d'instabilité.

A-t-il un projet de long terme ? Je ne pense pas. Il a la conviction que les autres pays profitent des Etats-Unis, ce qui se traduit par un important déficit commercial, et que les droits de douane sont une solution à ce problème. Mais cela ne suffit pas à faire un plan.

Jusqu'à présent, chômage et inflation restent très bas, mais d'autres indicateurs, comme la confiance des consommateurs, sont mauvais. Comment expliquez-vous cet écart ?

Les données sur le chômage et l'inflation illustrent la situation passée, les autres donnent un aperçu de ce qu'il va arriver, parfois avec exagération. Certains indicateurs avancés sont une réaction aux niveaux d'incertitude extrêmes que nous avons connus récemment. Toutefois, cette incertitude s'est dissipée, et les droits de douane ne vont pas beaucoup modifier le comportement de la plupart des entreprises.

A combien estimatez-vous le risque de récession ?

Environ un tiers. En temps normal, le risque est plutôt de 15 %. Il est donc plus élevé, mais le commerce représente 10 % seulement

de l'économie américaine : même de très mauvaises politiques commerciales peuvent difficilement provoquer une récession. Je m'attends à ce que cela se traduise par davantage d'inflation que par davantage de chômage.

Jerome Powell restera-t-il à la tête de la Fed jusqu'à la fin de son mandat, en mai 2026 ?

Donald Trump est convaincu qu'il devrait être limogé, mais je ne pense pas qu'il soit réellement en mesure de le faire – et il a intégré à viser quelqu'un d'autre pour les problèmes économiques. Remplacer Jerome Powell coûterait extrêmement cher, et cela n'entraînerait pas forcément de changement majeur de politique.

Donald Trump pourrait-il provoquer une crise de la dette, avec le déficit élevé ?

Le déficit budgétaire est trop important et insoutenable, mais le moment où le problème se manifesterait est totalement incertain. Les Etats-Unis ont acquis une énorme crédibilité au fil des décennies grâce à des marchés financiers très liquides et transparents. Donald Trump l'a peu entamée. Le scénario de base est qu'au cours de la prochaine décennie les taux d'intérêt augmentent sans cesse à cause d'une politique budgétaire intenable. Mais pas que l'on se réveille un jour [avec une crise] soudaine.

Il n'y aura donc pas de crise majeure et brutale, comme en Grèce, dans les années 2010 ?

De telles crises sont engendrées par une combinaison de politiques économiques et de graves problèmes institutionnels. Il y a des raisons de s'inquiéter pour les institutions américaines – je suis donc plus nerveux.

Donald Trump et son ancien conseiller Steve Bannon semblent soudain vouloir augmenter la taxation des plus riches. Y a-t-il un changement de cap dans leur populisme, et est-ce une solution au problème budgétaire américain ?

Donald Trump sait ce qui plaît au public, et il est prêt à rompre avec l'orthodoxie républicaine pour le séduire. Il l'a fait sur le commerce et l'immigration, et il l'a fait en retirant les coupes envisagées dans la Sécurité sociale [la retraite par répartition] et Medicare [la santé des plus de 65 ans].

Le seul point sur lequel il continue de flirter, sans jamais le concrétiser, est l'augmentation des impôts des riches. C'est une mesure qui, même auprès des électeurs

« [Les coupes fédérales d'Elon Musk] vont probablement agraver le déficit, et non le réduire »



L'économiste et professeur à Harvard Jason Furman, à Marrakech (Maroc), le 12 octobre 2023. CHRISTOPHE GATEAU/DPA PICTURE-ALLIANCE VIA AFP

teurs républicains, est populaire. S'il ne rencontrait aucune opposition au sein du Parti républicain, il relèverait la fiscalité des plus aisés. Mais il y a une énorme résistance. Cela changera peut-être un jour, mais, jusqu'à présent, la classe des donateurs, des idéologues et des équipes de la Maison Blanche croit trop, à l'inverse, aux réductions d'impôt pour les riches.

Il a été question d'un accord de Mar-a-Lago, comme ceux du Plaza, qui avaient fait baisser le dollar en 1985. Que veut faire l'administration avec le dollar ?

Elle souhaite à la fois un dollar plus fort pour les consommateurs qui achètent des produits importés et un dollar plus faible pour les entreprises qui exportent, ce qui est impossible. Ainsi, le discours oscille entre les deux. Ce qui compte, ce n'est pas ce que l'administration veut, mais ce qu'elle fait. Les droits de douane et les déficits budgétaires sont favorables à un dollar fort.

La situation est aujourd'hui très différente de celle des années 1980, lorsque les Etats-Unis ont conclu les accords du Plaza. À l'époque, il s'agissait d'un accord avec des alliés, comme l'Allemagne et le Japon. Aujourd'hui, les principaux problèmes de change concernent des pays concurrents comme la Chine.

Où se situe le point d'équilibre dans l'accord commercial avec Pékin ? Il reste encore beaucoup de dossiers sur lesquels trouver un accord.

Les Etats-Unis ont réduit leurs droits de douane de 115 points de pourcentage en échange de très peu de concessions. On ne sait jamais avec Donald Trump : négocie-t-il avec acharnement, ou est-il prêt à crier victoire sur la plus piétre excuse ?

J'espère que la Chine fera quelque chose concernant le fentanyl [une drogue de synthèse très puissante qui fait des ravages aux Etats-Unis et dont des composés sont produits en Chine]. Cela pourrait être une victoire significative. Mais, sur les questions économiques plus larges, je ne pense pas que les Etats-Unis aient l'effet de levier nécessaire pour atteindre ce que Donald Trump rêve d'accomplir [rééquilibrer la balance commerciale des Etats-Unis].

Quel est le bilan d'Elon Musk dans ses coupes fédérales ?

Cela a été horrible pour des postes comme ceux de l'aide internationale, mais l'ampleur globale des dépenses n'a pratiquement pas changé. Si l'on prend en compte des facteurs comme la baisse des recettes fiscales, faute de pouvoir lutter efficacement

contre la fraude [les effectifs du fisc ont été sabrés], cela va probablement aggraver le déficit, et non le réduire. Ils [les membres de l'équipe de Musk, le DOGE, le département de l'efficacité gouvernementale] ont commencé par des déclarations grandioses, et aucun d'entre eux ne savait comment fonctionnait le gouvernement et n'avait la moindre patience. Même si cela continue, le pouvoir est en réalité revenu aux secrétaires d'Etat. A l'aune de leurs pro-

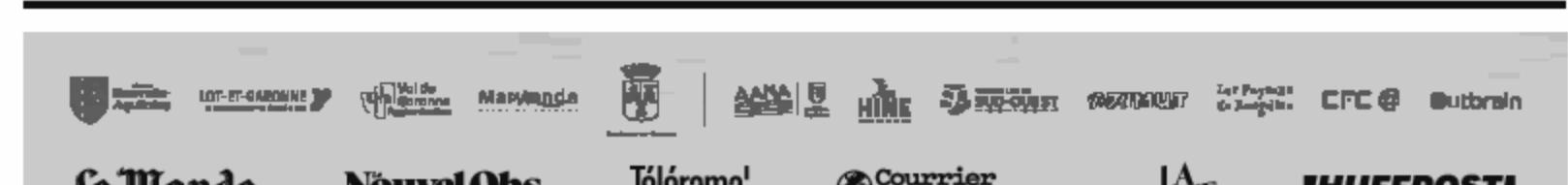
pres ambitions, c'est un échec total, et cela a causé de réels dommages collatéraux.

Peut-on encore faire confiance à la justice et au système américains ?

On se rapproche de « l'Etat, c'est moi » [en français], mais je ne pense pas qu'il y ait lieu de s'inquiéter. Les Etats-Unis ont un système de contre-pouvoirs, notamment judiciaire, très solide. Ce système ne peut pas fonctionner

instantanément, il est contesté sur des centaines de fronts simultanément, Trump va le pousser jusqu'au point de rupture. La situation est difficile. Mais, finalement, même si je ne peux pas le garantir à 100 %, je parie que la Cour suprême fera preuve d'intégrité, gagnera toute bataille qu'elle aura avec l'administration Trump, qu'il y aura une riposte et une victoire [de l'Etat de droit]. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR ARNAUD LEPEARMENTIER



JUILLET 2025
11-12-13

COUTHURES-SUR-GARONNE

FESTIVAL
INTERNATIONAL DE
JOURNALISME

PENSER. DÉBATTRE. CULTIVER. PARTAGER.
L'INFORMATION AU CŒUR DE LA SOCIÉTÉ

ÉNERGIE

Les enjeux d'un pétrole moins cher

Depuis début avril, le baril s'est installé sous les 70 dollars. Une nouvelle donne aux effets majeurs

Eilles aussi, les années 2020, ont eu leur choc pétrolier. Une flambée qui a commencé par le rebond économique post-Covid-19 et qui fut attisée, en 2022, par le conflit en Ukraine. Elle semble désormais derrière nous. Jamais, en quatre ans, les cours du pétrole ne sont descendus aussi bas que ces dernières semaines. Depuis début avril, le prix du baril de brent de la mer du Nord a plongé sous les 70 dollars (environ 63 euros). Voire, fugacement, sous les 60 dollars.

Jusqu'où les cours descendent-ils ? Il y a encore de la marge par rapport à la dégringolade de 2014-2016 (avec le brent au-dessous des 35 dollars), liée à un tassement de la croissance chinoise, ou à celle de 2020 (au-dessous des 20 dollars), en plein confinement dû à la pandémie. Et quand les cours décolleront-ils de nouveau ? Là aussi, il y a un énorme écart par rapport à la flambée de l'été 2008 (147 dollars), sous fond de tensions entre l'Iran et Israël, ou à celle de 2022 (120 dollars), après l'invasion de l'Ukraine par l'armée russe.

Un fait est sûr : en ce début d'année 2025, se joue une nouvelle donne pour le pétrole. L'or noir est entré depuis plusieurs semaines dans une phase baissière. Celle-ci est alimentée par deux phénomènes puissants : d'une part, l'atonie de l'économie mondiale, placée en état de sidération par l'escalade américaine des droits de douane, et, d'autre part, la volonté de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) de lancer une guerre des prix.

Un troisième facteur vient s'ajouter : des signes d'apaisement des tensions au Moyen-Orient. Jeudi 15 mai, des déclarations de fin de matinée, le brent reculait d'environ 4 % (à près de 64 dollars) par rapport à la veille. Le déclencheur : une déclaration de Donald Trump, lors de sa tournée dans le Golfe. Selon le président américain, son pays et l'Iran «se rapprochent» d'un accord sur le nucléaire iranien, lequel accord serait susceptible d'alléger les sanctions sur le pétrole de la République islamique, et donc d'injecter encore plus d'or noir dans le monde en facilitant les exportations iraniennes. Ce paramètre demeure toutefois fragile. Le chef de la diplomatie iranienne, Abbas Araghchi, a indiqué, vendredi, que son pays n'avait pas reçu de «proposition écrite» des Etats-Unis au sujet du dossier nucléaire, ce qui a fait rebondir le cours du brut.

Mais au-delà des soubresauts quotidiens, cette modération des prix a toutes les chances d'être durable, dit un consensus d'experts. «Après avoir atteint une moyenne de 83 dollars le baril au cours des quatre dernières années, les prix du pétrole devraient chuter de plus d'un quart d'ici à 2026, selon les prévisions d'avril de la Banque mondiale», rapporte l'économiste Phillip Kenworthy, qui travaille pour cette institution. Ses perspectives tablent sur un baril de brent à 64 dollars sur l'ensemble de l'année 2025, puis à 60 dollars en 2026. Et ce nouvel état de fait ne peut qu'avoir des conséquences majeures. Tour d'horizon des enjeux liés à un pétrole à moins de 70 dollars.

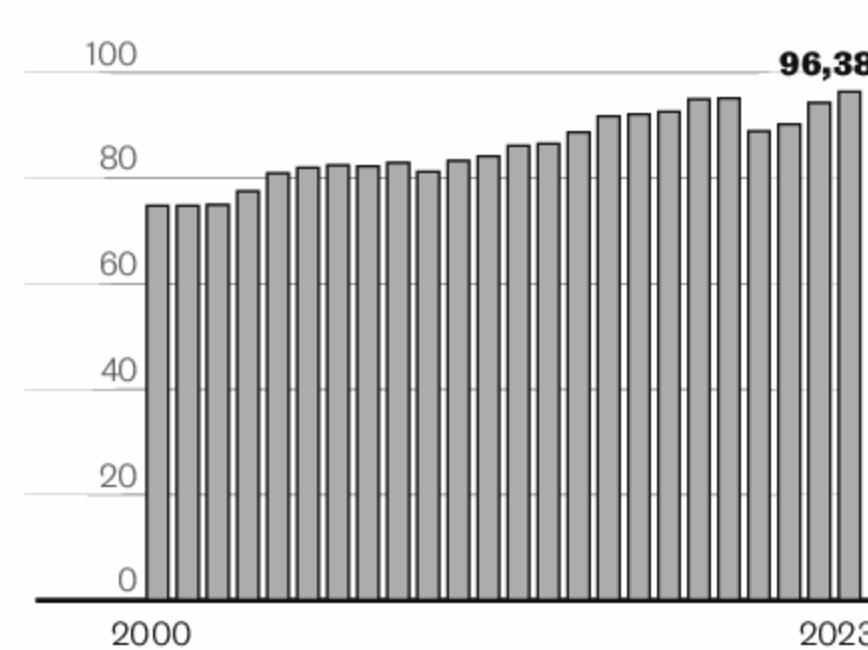
Le coup de poker de l'OPEP
Si le brent a perdu plus de 10 dollars entre le 2 et le 6 avril (-15 % en cinq séances), cela tient certes au chaos commercial provoqué par

Chocs et contre-chocs pétroliers au XXI^e siècle

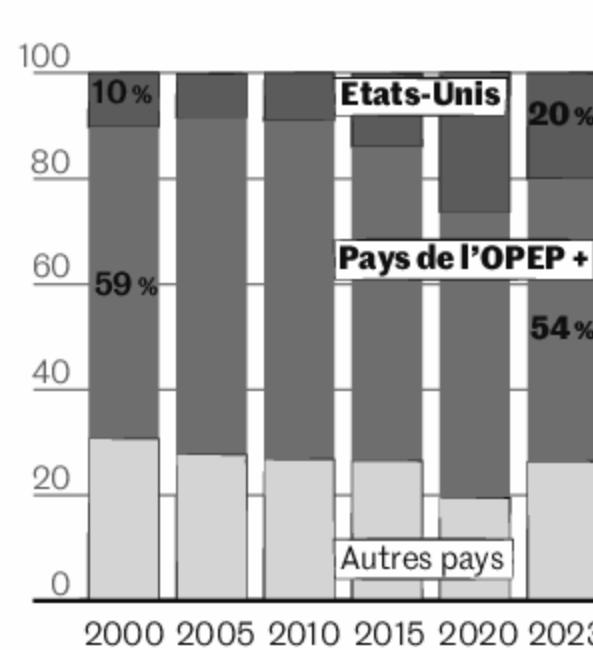
Cours du brent, en dollars le baril



Production mondiale de pétrole en millions de barils par jour

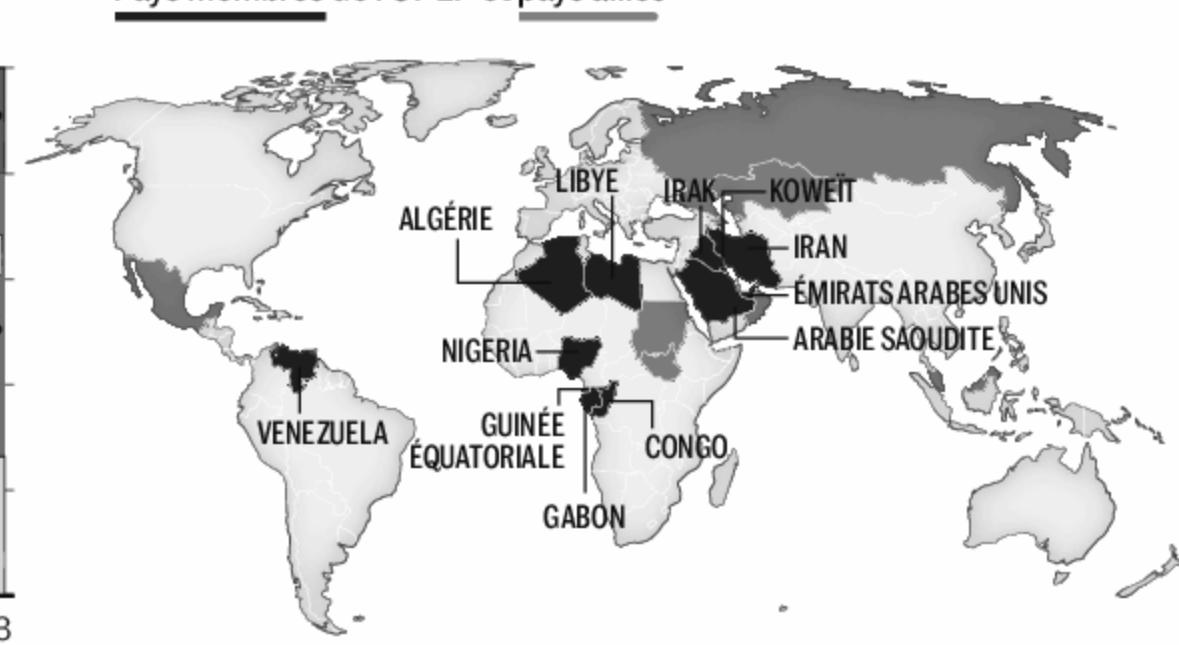


Grands producteurs en % de la production mondiale



Pays de l'OPEP+

Pays membres de l'OPEP et pays alliés



Sources : EIA ; BP Statistical Review ; Energy Institute Statistical Review • Infographie Le Monde

Donald Trump, mais aussi à un revirement stratégique de l'OPEP (douze pays membres, dont l'Arabie saoudite, cofondatrice du cartel en 1960) et de ses alliés (dix pays depuis 2016, dont la Russie, dans le cadre d'un collectif dit «OPEC +»). Classiquement, les pays de l'OPEP ont intérêt à restreindre leur quota de production, pour maintenir des prix élevés et optimiser leurs revenus. D'où des coupes annoncées en 2023 par certains d'entre eux (2,2 millions de barils par jour laissés sous terre), lesquelles s'ajoutaient à des coupes précédentes.

Le 3 avril, surprise : cinq membres de l'OPEP (Arabie saoudite, Irak, Emirats arabes unis, Koweït, Algérie) et trois de leurs alliés (Russie, Kazakhstan et Oman) annoncent des hausses de production trois fois plus importantes que prévu. Soit 411 000 barils en plus par jour dès le mois de mai. Rebelote le 3 mai, pour la production du mois de juin.

Pour nombre d'observateurs, ces deux ouvertures de robinet-coup sur coup trahissent aussi bien une volonté de regagner des parts de marché – à travers une guerre des prix qui finirait par épuiser économiquement les concurrents de l'OPEP – que des dissensions internes à l'organisation. Rien n'a filtré officiellement, mais, selon les observateurs, les Saoudiens ont du mal à dissimuler leur mécontentement d'avoir porté sur leurs épaulles l'essentiel des réductions de production en place avant avril. Leur quota de production pour juin est d'un peu plus de 9,3 millions de barils par jour, et la compagnie nationale Saudi Aramco déclare avoir la capacité d'en extraire 12 millions.

L'Arabie saoudite reprocherait, en coulisse, à certains pays d'aller au-delà de leurs quotas, visant en particulier le Kazakhstan (1,5 mil-

lion de barils par jour pour juin) et l'Irak (4 millions de barils). «A l'intérieur de l'OPEP+, la discipline semble avoir disparu, mais elle reviendra peut-être si les prix baissent», estime Giacomo Luciani, enseignant en affaires internationales à Sciences Po Paris. Il y va de l'avenir de l'OPEP : plus le cartel sera aligné, plus sa voix sera crédible.

La promesse contrariée de Donald Trump

Aux Etats-Unis, c'est bientôt l'heure de la driving season («saison de la conduite»). Celle des week-ends prolongés et des escapades en voiture, à partir du Memorial Day, fin mai. Pour Donald Trump, le prix du pétrole n'est pas un petit enjeu. De retour à la Maison Blanche depuis le 20 janvier, le milliardaire a fait miroiter aux automobilistes des rabais sur les carburants. Son entourage évoque l'objectif de ramener le baril à 50 dollars, et espère bien y parvenir avant les élections de mi-mandat au Congrès, fin 2026.

De prime abord, la stratégie de l'OPEP semble donc faire les affaires de l'administration Trump. Mais la réalité est beaucoup plus contrastée. Initialement, le chef d'Etat comptait surtout sur un nouveau niveau record de production américaine, qui est déjà la plus importante au monde (plus de 13 millions de barils par jour), reprenant un slogan bien connu du Parti républicain, «Drill, baby, drill» («Foré, bébé, foré»).

Or, la conjoncture actuelle fragilise d'abord la rentabilité de... l'industrie pétrolière des Etats-Unis. Ses coûts d'extraction sont en général beaucoup plus élevés que, par exemple, ceux de pays du Golfe. D'après l'Agence internationale de l'énergie (AIE), dans son rapport du mois de mai sur le marché pétrolier, «l'un des impacts les

plus immédiats de la récente chute des prix du pétrole devrait se faire sentir sur la production de pétrole de schiste américain», c'est-à-dire le non-conventionnel.

Qui dit moins de profits, dit aussi moins d'argent pour investir dans de nouvelles extractions. «La production américaine de pétrole brut devrait désormais diminuer en 2026», selon les analystes de S&P Global Commodity Insights. Soit «la première baisse annuelle de la production américaine depuis près de dix ans, hormis la pandémie de Covid-19 en 2020», d'après leur note, publiée en mai. La modélisation table sur 13,46 millions de barils par jour en 2025, puis 13,33 millions en 2026.

Une pression accrue sur la Russie

Pour les pays producteurs, le repli des cours est donc d'abord synonyme d'*«un manque à gagner»*, rappelle Hasni Abidi, cofondateur, à Genève, du Centre d'études et de recherche sur le monde arabe et méditerranéen. Et parmi ceux-ci, la Russie, troisième producteur mondial et deuxième exportateur de brut.

La valeur du pétrole pourrait ainsi, par ricochet, avoir un impact sur la guerre en Ukraine. Toute baisse «limite le financement de la Russie et les revenus de sa machine de guerre», selon Will Hares, analyste pour Bloomberg Intelligence. «La Russie étant un important exportateur de pétrole, la chute des prix pétroliers pourrait pousser le pays à conclure un accord de paix», suppose même Ana Maria Jaller-Makarewicz, de l'Institute for Energy Economics and Financial Analysis, une structure basée aux Etats-Unis.

Le brut russe est placé, depuis fin 2022, sous sanction par l'Union européenne (UE) et le G7.

Outre un embargo de l'UE sur les importations par voie maritime, les ventes par bateau à des pays tiers sont plafonnées à 60 dollars le baril. Mais le dispositif a fini par être largement contourné, au moyen de navires «fantômes». Un cours autour de ce niveau-là, ou en dessous, aurait donc des conséquences plus douloureuses encore que le mécanisme de sanctions visant l'économie et les finances du Kremlin.

Vendredi 16 mai, l'agence russe de statistiques a d'ailleurs annoncé que la croissance du pays avait ralenti à 1,4 % au premier trimestre 2025, son niveau le plus faible depuis deux ans. Et le ministère des finances avait estimé, fin avril, que le déficit budgétaire atteindrait 1,7 % du produit intérieur brut en fin d'année, trois fois plus que prévu dans le budget.

Un facteur de désinflation

Un pétrole en baisse, c'est aussi une bonne nouvelle pour la balance commerciale des pays les plus consommateurs. La tendance actuelle améliore le pouvoir d'achat en Europe, en Amérique du Nord, en Chine ou au Japon.

«Les prix du pétrole exercent une pression déflationniste sur l'inflation globale dans la plupart des grandes économies, souligne Ann-Louise Hittle pour le cabinet Wood Mackenzie. Cependant, d'autres composantes du panier d'inflation restent supérieures aux niveaux cibles.» Par exemple, les coûts de l'alimentation et du logement.

En octobre 2024, dans la présentation de son projet de loi de finances pour 2025, le gouvernement français partait de l'hypothèse d'un baril de brent à 80 dollars pour l'année en cours. Contacté par Le Monde, il n'a pas

fourni de mise à jour de l'impact des cours pétroliers sur ses prévisions financières. Dans la mesure où le pays importe la quasi-intégralité de ses besoins, la facture de la France pour des produits pétroliers (et des biocarburants) avait grimpé, en 2022, jusqu'à 58,6 milliards d'euros.

Un mauvais coup pour l'environnement

Avec un prix du pétrole en recul, les déplacements routiers ou aériens deviennent plus abordables. Les coûts de production de l'industrie reculent, notamment dans la pétrochimie et dans l'industrie plastique. Tout ceci peut contribuer à ralentir la transition vers une énergie moins carbonée. Difficile cependant d'établir un lien de cause à effet, dans un sens ou dans l'autre, entre l'évolution des cours pétroliers et les investissements dans les énergies renouvelables, comme l'éolien ou le solaire, ou l'achat de véhicules électriques.

Il n'en reste pas moins que les énergies renouvelables étant en concurrence avec les énergies fossiles (pétrole, gaz, charbon), toute baisse des prix des fossiles peut s'apparenter à une mauvaise nouvelle pour la décarbonation de nos économies et la lutte contre le dérèglement climatique, estime Christian Gollier, directeur de la Toulouse School of Economics. Dans son rapport de mai, l'AIE s'attend à une croissance de la demande de 740 000 barils par jour en moyenne annuelle pour 2025 (soit un total de 103,9 millions de barils quotidiens), puis de 760 000 barils par jour pour 2026. Et, selon ses projections, l'offre sera encore supérieure à la demande. La soif de pétrole sera très longue à étancher. ■

Moins riche de son brut, l'Arabie saoudite contrainte de s'endetter

Avec un baril autour de 60 dollars, le pays, qui investit massivement dans de grands projets, aggrave son déséquilibre financier

BEYROUTH - correspondante

A près le pétrole, la ruée vers la dette. La baisse du cours de l'or noir, précipitée par la décision des pays de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et leurs alliés, le 3 mai, d'ouvrir les vannes de leur production, pousse l'Arabie saoudite à s'endetter pour financer ses projets pharaoniques, liés au plan de diversification économique Vision 2030. Avec un prix du baril qui devrait passer à près de 50 dollars (45 euros) en 2025 et 2026, selon les prévisions du cabinet Capital Economics, alors qu'il frôlait les 100 dollars en 2022, le royaume doit chercher de l'argent ailleurs.

Avec des recettes fiscales provenant à 61 % de la manne pétrolière, l'Arabie saoudite peut encore s'endetter massivement. En 2024, le pays a déjà emprunté 17 milliards de dollars sur les marchés, par l'émission d'obligations souveraines, soit le montant le plus élevé pour un pays émergent. L'agence de notation S&P Global Ratings estime que l'Etat saoudien et le richissime fonds souverain Public Investment Fund (PIF) vont s'endetter de 60 milliards de dollars supplémentaires chaque année entre 2025 et 2028, soit l'équivalent de 4,9 % du produit intérieur brut (PIB), ce qui va faire bondir la dette extérieure de 29 % du PIB, en 2023, à 45 % en 2028. En 2014, elle n'était que de 1,5 %.

Une augmentation rapide qui ne semble pas inquiéter l'agence de notation. En mars, celle-ci a même relevé la note souveraine du pays de «A» à «A+» au motif que «la forte dynamique de croissance hors pétrole et le développement des marchés de capitaux nationaux compensent les risques liés à l'augmentation de la dette».

Le royaume pourrait financer son développement ailleurs que dans le pétrole. L'ancien chef de mission du Fonds monétaire international (FMI) pour l'Arabie saoudite, Tim Callen, souligne, dans une note pour l'Arab Gulf States Institute, à Washington, publiée le 6 mai, les progrès continus réalisés par le royaume en matière de diversification économique en 2024, notamment la croissance soutenue des exportations non pétrolières – tourisme, équipements, transports.

Pas d'impôt sur les revenus

«Sans la diversification apportée par la forte hausse des recettes touristiques ces dernières années, le déficit commercial aurait été de 33 milliards de dollars au lieu de 6 milliards en 2024», indique-t-il. Le royaume, qui s'est ouvert au tourisme international en 2019, a enregistré 30 millions de visiteurs étrangers en 2024 et s'est fixé l'objectif de 70 millions en 2030.

Avec cette montée de l'endettement, l'Arabie saoudite doit d'autant plus veiller à ne pas creuser son déficit. Or, selon les calculs du FMI, l'équilibre budgétaire du royaume n'est atteint que si le prix du baril dépasse 90,90 dollars. Dans son budget pour l'année 2025, le royaume a prévu un déficit public de près de 27 milliards de dollars, soit 2,3 % du PIB, après avoir atteint 2,8 % en 2024. Mais avec un prix moyen du baril à 62 dollars en 2025, le déficit pourrait se creuser à plus de 6 % du PIB, selon les estimations de la banque Goldman Sachs.

EN 2025, LE DÉFICIT POURRAIT SE CREUSER À PLUS DE 6 % DU PIB, SELON LES ESTIMATIONS DE LA BANQUE GOLDMAN SACHS

Depuis son introduction en 2020, la TVA a tiré à la hausse les recettes non pétrolières. En septembre 2024, le FMI a suggéré au royaume d'augmenter encore sa fiscalité en mettant en place un impôt foncier ou un impôt sur les revenus. Des recommandations qui n'ont pour l'instant pas été suivies. «Comme dans le passé, il est probable que la consolidation fiscale passe principalement par une réduction des dépenses, notamment des investissements en capital», souligne James Swanston, analyste chez Capital Economics. Ce qui pourrait nuire à certains programmes de Vision 2030.» Le budget 2025 prévoit une réduction des dépenses de 6,5 % par rapport à l'année précédente.

Le royaume a revu à la baisse les mégaprojets qui engloutissent des centaines de milliards de dollars. La priorité est donnée aux programmes d'infrastructures prévus pour accueillir les prochains grands événements internationaux, comme l'Exposition universelle de 2030 et la Coupe du monde de football de 2034. Le PIF, qui investit dans ces projets sur capitaux propres, cherche à attirer des capitaux privés et étrangers. A la tête de plus de 700 milliards de dollars d'actifs, il a aussi annoncé qu'il réduirait la part de ses investissements à l'étranger, qui représentent actuellement le quart de son portefeuille.

De nombreux consultants issus de prestigieux cabinets, à l'instar de McKinsey, payés à prix d'or pour donner un sens et trouver une logique économique à tous ces grands chantiers, ont été renvoyés chez eux. Selon le *Financial Times*, qui s'appuie sur les chiffres du cabinet de recherche Source Global, le marché du conseil dans le royaume est en pleine décélération, passant d'une croissance de 38 % en 2022 à 14 % en 2024. Certes, le nombre d'expatriés employés dans le secteur privé a augmenté de 1,4 million en 2024, dont 40 % dans la construction, mais l'arrêt de chantiers commence à affecter les travailleurs migrants.

Lundi 12 mai, le quotidien népalais *Kathmandu Post* rapporte que 469 travailleurs du pays sont bloqués depuis huit mois en Arabie saoudite, sans travail ni salaire, après la faillite de leur employeur, une entreprise de construction. Et le Bangladesh s'inquiète d'un tarissement des offres d'emploi sur place. Selon l'agence gouvernementale Bureau of Manpower, Employment and Training, près de 29 000 Bangladais sont partis travailler en avril, soit une baisse de 63 % par rapport au mois de mars, un chiffre qui n'avait jamais été aussi bas depuis 2021. Plus de la moitié des travailleurs migrants bangladais sont employés en Arabie saoudite et envoient chaque année entre 20 millions et 40 millions d'euros à leur famille. ■

JULIEN BOUSSOU (À PARIS)
ET HÉLÈNE SALLOON

Les Etats-Unis perdent définitivement leur «triple A»

L'agence de notation Moody's a dégradé, vendredi, la note de la dette fédérale, invoquant des déficits budgétaires hors de contrôle

NEW YORK - correspondant

Les Etats-Unis ont définitivement perdu leur «triple A». L'agence de notation Moody's, la dernière à accorder son crédit maximal aux Etats-Unis, a dégradé la note du pays, vendredi 16 mai, invoquant son endettement. L'agence S&P avait agi dès 2011, juste après la grande crise financière de 2008, suivie, en 2023, par Fitch.

«Les administrations américaines successives et le Congrès ne sont pas parvenus à s'entendre sur des mesures visant à inverser la tendance aux importants déficits budgétaires annuels et à la hausse des charges d'intérêts», écrit Moody's dans son communiqué pour justifier le passage de la note AAA à la note AA. Nous ne pensons pas que les propositions budgétaires actuellement à l'étude permettront d'aboutir à des réductions significatives et pluriannuelles des dépenses obligatoires et des déficits.»

Cette décision est un double revers. Pour Elon Musk, qui n'a pas réussi avec ses mesures au sein du département de l'efficacité gouvernementale à avoir un impact macroéconomique sensible sur les dépenses fédérales. Et pour les républicains, le jour où le projet de loi budgétaire présenté au Congrès, et qualifié de «Big Beautiful Bill» («le beau et grand texte») par le président américain, Donald Trump, a été rejeté en commission des finances de la Chambre des représentants, par 21 voix contre 16, cinq élus du Grand Old Party estimant que les coupes proposées étaient insuffisantes.

M. Trump veut pouvoir signer cette loi avant la fête nationale, le 4 juillet. Apprenant cet échec politique, il a posté sur son réseau Truth Social un message éruptif:

«Les républicains doivent s'unir derrière le grand, le plus beau projet de loi!», a-t-il écrit, assurant qu'«il réduit les impôts de tous les Américains». Et d'ajouter: «Sans cette loi, le pays souffrira énormément, avec des impôts en hausse de 65 %. On en accusera les démocrates, mais cela n'aidera pas nos électeurs. Nous n'avons pas besoin de "grands spectacles" au sein du Parti républicain. Arrêtez de parler et agissez! Il est temps de réparer le désordre que Joe Biden et les démocrates nous ont laissé.»

Maintien des baisses d'impôts
Quoi qu'il en soit, le débat est, aujourd'hui, dans l'impasse. M. Biden a, en effet, laissé à son successeur des déficits hors de contrôle, équivalents à 6,4 % du produit intérieur brut du pays. Le président démocrate n'avait pas augmenté les impôts quand son parti contrôlait les deux chambres du Congrès. Les dépenses fédérales, qui ont atteint 6750 milliards de dollars (6050 milliards d'euros) pour l'exercice clos en septembre 2024, sont 37 % supérieures aux recettes (4918 milliards de dollars), en dépit du plein-emploi.

Cette dérive s'accentue sous l'administration Trump, avec un déficit public de 13 % supérieur à celui enregistré l'année précédente pour les sept premiers mois de l'exercice fiscal. Le président républicain va l'aggraver, en voulant prolonger les baisses d'impôts décidées lors de son premier mandat, en 2017, et qui arrivent pour certaines à expiration début 2026. Il veut y ajouter ses promesses de campagne, à savoir la non-taxation des pourboires et des heures supplémentaires. Mais il ne veut pas non plus réduire les dépenses sociales, celles de la retraite par répartition et de la santé pour les

plus âgés. Il ne touche pas non plus sérieusement aux dépenses de défense, contrairement aux annonces de début de mandat. Enfin, il veut investir massivement dans la police des frontières.

Dans ce contexte, le Congrès, lui, veut limiter les baisses d'impôts à 3 800 milliards de dollars sur dix ans, couper dans l'aide alimentaire et les dépenses de Medicaid (réservées aux plus pauvres), dans les aides à l'énergie. Et il table sur les droits de douane pour augmenter les recettes de l'Etat.

Il n'empêche, selon des estimations indépendantes, le déficit augmenterait de 3 300 milliards de dollars sur dix ans. Les élus le savent bien, telle le représentant républicain du Texas, Chip Roy, qui a torpillé le projet à la Chambre des représentants, vendredi: «Ce projet de loi est profondément insuffisant; il ne fait pas ce que nous disons en matière de déficits.»

Dans un feuilleton appelé à durer, la discussion au Congrès achoppe sur trois sujets majeurs: le début de la conditionnalité des aides Medicaid, dont le versement serait soumis, pour le bénéficiaire, au fait que ce dernier a un travail. Mais le projet ne prévoit de le faire démarrer qu'en 2029, ce que n'ont pas accepté les républiques frondeuses.

Selon des estimations indépendantes, le déficit américain augmenterait de 3 300 milliards de dollars sur dix ans

Deuxième sujet, la réduction progressive des aides aux énergies renouvelables sous forme de crédits d'impôts, qui va trop vite ou trop lentement selon les points de vue.

Troisième sujet, plus technique mais fondamental: la possibilité de déduire de l'impôt fédéral sur le revenu les prélèvements locaux et étatiques – ils peuvent atteindre 40 % de l'impôt total sur le revenu dans les Etats les plus socialisés, tel celui de New York, la Californie ou le New Jersey. Cette mesure, accusée les républicains traditionnels, revient à faire subventionner par les contribuables des Etats peu dépendants, comme la Floride et le Texas républicains, qui n'ont pas d'impôt étatique sur le revenu, le train de vie des Etats davantage fiscalisés, plus souvent démocrates. M. Trump avait plafonné, en 2017, la déductibilité de l'impôt local à 10 000 dollars. Entre-temps, la donne politique a changé au sein de son parti: les républicains de l'Etat de New York sont décisifs, en mesure de faire basculer la majorité au Congrès et ils trouvent que le relèvement de ce plafond à 30 000 dollars est encore insuffisant pour leurs administrés.

L'épisode de vendredi n'a pu que conforter Moody's dans sa décision. «Nous prévoyons que les déficits fédéraux vont s'élargir, atteignant près de 9 % d'ici à 2035, contre 6,4 % en 2024, principalement en raison de l'augmentation des paiements d'intérêts sur la dette, de l'augmentation des dépenses sociales et d'une génération de recettes relativement faible», écrit l'agence. Après son annonce, les marchés obligataires se sont brutalement tendus, le rendement des emprunts d'Etat à dix ans passant de 4,44 % à 4,49 %. ■

ARNAUD LE PARMENTIER

ATTRACTIVITÉ 20 milliards d'euros d'investissements annoncés au sommet Choose France

Le 8^e sommet Choose France, prévu, lundi 19 juin, à Versailles et destiné à attirer les investissements étrangers, devrait connaître un nouveau record cette année, avec 20 milliards d'euros d'investissements annoncés (contre 15 milliards en 2024), a révélé Emmanuel Macron, vendredi 16 juin. Il y aura «plus d'une cinquantaine» de projets divulgués, a précisé le président de la République, lors d'une interview à la presse régionale. La France est classée pour la sixième année de suite premier pays européen pour les investissements étrangers par le cabinet EY, avec 1 025 projets enregistrés en 2024, un nombre toutefois en recul de 14 % sur un an. – (AFP)

FINANCES Olivier Sichel proposé à la tête de la CDC

Emmanuel Macron a proposé Olivier Sichel, 58 ans, pour prendre la tête de la Caisse des dépôts et consignations (CDC), une fonction que ce dernier occupe déjà par intérim, selon une annonce de l'Elysée, vendredi 16 mai. M. Sichel avait pris la suite provisoire d'Eric Lombard, nommé ministre de l'économie en décembre. Il doit désormais passer le cap des auditions devant les commissions de l'Assemblée nationale et du Sénat. – (AFP)

En annonçant, mercredi 14 mai, le retour aux bénéfices d'Alstom lors de l'exercice 2024-2025, clos fin mars, son directeur général, Henri Poupart-Lafarge, se félicitait de la «résilience du groupe», fragilisé ces dernières années par l'acquisition coûteuse de Bombardier en 2021. «Ces résultats sont parfaitement en ligne avec notre stratégie. Nous continuons notre progression selon notre feuille de route opérationnelle», se réjouissait-il, avant de préciser l'objectif du groupe qu'il dirige depuis 2016 de réaliser entre 8 % et 10 % de marge opérationnelle à partir de 2026. Jugé décevant par les investisseurs, cet objectif a été sanctionné en Bourse: l'action a perdu 16 % de sa valeur dans la journée de mercredi.

Quarante-huit heures après, Alstom a annoncé que M. Poupart-Lafarge ne solliciterait pas un quatrième mandat à l'issue de celui en cours, qui s'achèvera en 2027, lors de l'assemblée générale prévue après la clôture des comptes annuels, le 31 mars. «Le conseil d'administration se réjouit des très bons résultats annuels qui témoignent de l'excellence du management d'Henri Poupart-Lafarge, lequel conserve la direction générale du groupe jusqu'à la nomination

de son successeur», a écrit le groupe dans un communiqué diffusé vendredi 16 mai. Ce départ est une «volonté» de M. Poupart-Lafarge, est-il précisé. Selon le site *L'Informatif*, M. Poupart-Lafarge a plutôt été poussé vers la sortie par les administrateurs qui lui cherchent un successeur, ce qui devrait «aboutir en juillet».

Trou dans la trésorerie

Lors de la présentation des comptes pour 2024-2025, M. Poupart-Lafarge s'était félicité que le groupe ait enfin «digéré» l'acquisition de Bombardier pour 5,5 milliards d'euros. Pour preuve, le groupe termine la période avec un chiffre d'affaires en hausse de 5 %, à 18,5 milliards d'euros, un carnet de commandes bien garni et une montée en puissance des activités dans la signalisation et les services. Alstom a en outre créé un demi-milliard d'euros de trésorerie après en avoir consommé 557 millions lors de l'exercice précédent. Ce trou dans la trésorerie avait même atteint 1,1 milliard d'euros à l'automne 2023, provoquant un plongeon en Bourse. Après que le groupe a été contraint d'admettre ces difficultés, le conseil d'administration avait dissocié les fonctions de directeur général et de président. M. Poupart-Lafarge a donc partagé le pouvoir avec l'ex-directeur général de Safran, Philippe Petitcolin. «Après le crash de 2023 et l'arrivée du nouveau président, tous les directeurs ont été changés. Le départ d'Henri Poupart-Lafarge n'est donc pas une surprise», note Boris Amoroz, délégué syndical CGT. «Quand Petitcolin est devenu président, il était "juste" directeur général. On s'attendait à un changement plus rapide», abonde le délégué syndical central adjoint FO, Vincent Jozwiak.

Comme le soulignait M. Poupart-Lafarge en présentant ce qui sera probablement son dernier bilan annuel, Alstom, deuxième constructeur mondial de matériel roulant, bénéficie du fort engouement pour le train, particulièrement en Europe. En 2024-2025, le groupe a engrangé des commandes de trains et de métros pour un montant de 19,8 milliards d'euros, notamment grâce à l'Allemagne qui est «désormais le plus gros marché» de l'entreprise. Mais disposer d'un carnet de commandes rempli n'implique pas que les caisses se remplissent au même rythme, à fortiori quand les retards de livraison s'accumulent et que les clients – la SNCF, les régions Ile-de-France ou PACA – s'impatientent et exigent des pénalités. ■

JONATHAN PARIENTÉ

Henri Poupart-Lafarge ne rempile pas à la tête d'Alstom

Le directeur général du groupe ferroviaire, en proie à des difficultés industrielles, ne briguera pas de quatrième mandat

donc partagé le pouvoir avec l'ex-directeur général de Safran, Philippe Petitcolin. «Après le crash de 2023 et l'arrivée du nouveau président, tous les directeurs ont été changés. Le départ d'Henri Poupart-Lafarge n'est donc pas une surprise», note Boris Amoroz, délégué syndical CGT. «Quand Petitcolin est devenu président, il était "juste" directeur général. On s'attendait à un changement plus rapide», abonde le délégué syndical central adjoint FO, Vincent Jozwiak.

Comme le soulignait M. Poupart-Lafarge en présentant ce qui sera probablement son dernier bilan annuel, Alstom, deuxième constructeur mondial de matériel roulant, bénéficie du fort engouement pour le train, particulièrement en Europe. En 2024-2025, le groupe a engrangé des commandes de trains et de métros pour un montant de 19,8 milliards d'euros, notamment grâce à l'Allemagne qui est «désormais le plus gros marché» de l'entreprise. Mais disposer d'un carnet de commandes rempli n'implique pas que les caisses se remplissent au même rythme, à fortiori quand les retards de livraison s'accumulent et que les clients – la SNCF, les régions Ile-de-France ou PACA – s'impatientent et exigent des pénalités. ■

Turquie Le PKK, de guerre lasse

Plus de quarante ans après sa création, le Parti des travailleurs du Kurdistan annonce sa dissolution. Malgré l'échec de la lutte armée, il continue d'incarner la défense de l'identité kurde dans le sud-est du pays

DIYARBAKIR, ÖMERLİ (TURQUIE) - envoyé spécial

Une longue page d'histoire se tourne en Turquie, et c'est toute une région qui retient son souffle. L'annonce du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) de sa propre dissolution, le 12 mai, marque un tournant politique dans le pays et même au-delà des frontières. L'organisation, estampillée « terroriste » par Ankara et ses alliés occidentaux et qui, plus que toute autre, a incarné la rébellion identitaire kurde, a clos – du moins sur le papier – plus de quarante années de lutte armée contre le pouvoir central turc.

Malgré les incertitudes qui planent sur les négociations en cours, le PKK laisse ainsi entrevoir la fin de ce conflit, qualifié par les spécialistes de « sale guerre », en raison de la violence et des graves atteintes aux droits humains dont ont été accusées les deux parties. Le bilan de ces quatre décennies sanglantes est vertigineux : plus de 40 000 morts, majoritairement kurdes, des milliers de disparus, entre 3 000 et 4 000 villages vidés ou rasés, 2 à 3 millions de déplacés et au moins autant de vies brisées.

Il n'existe pas d'estimations précises du coût financier du conflit, mais si l'on se fie à Cemil Çiçek, ancien ministre du gouvernement de Recep Tayyip Erdogan, la répression de l'insurrection kurde aurait coûté, entre les années 1980 et 2010, pas moins de 300 milliards de dollars (265 milliards d'euros) à l'Etat. Autant de chiffres qui témoignent d'une faillite collective : une plaie béante dans le Sud-Est turc, majoritairement kurde, exsangue économiquement et moralement épuisé.

Et pourtant. Malgré les revers militaires et les revirements idéologiques, l'influence de l'organisation paraît intacte dans la région. L'incarcération, depuis vingt-six ans sur l'île-prison d'İmralı, en mer de Marmara, du fondateur et chef historique du PKK, Abdullah Öcalan, n'a pas non plus écorné l'image de celui que l'on surnomme « Apo », en référence à la figure protectrice de l'*« oncle »* dans la culture traditionnelle kurde. Ce dernier est encore perçu comme celui qui a maintenu la cohésion de l'appareil du PKK, contribuant à porter la question kurde au-delà des frontières de la Turquie.

Partout, dans ce Sud-Est turc, les formations prokurdes n'ont cessé de remporter, malgré les poursuites judiciaires et les arrestations d'élus, d'indéniables succès politiques, ces dernières années. Avant la guerre, de telles formations n'existaient tout simplement pas. Aujourd'hui, c'est l'une d'entre elles – le Parti de l'égalité des peuples et de la démocratie (DEM) – qui est au cœur des pourparlers engagés depuis l'automne 2024 entre le pouvoir, le PKK et Abdullah Öcalan. Avec un socle de près de 10 % des électeurs, elle a conquis la place de faiseur de rois sur l'échiquier politique national. « Voilà plus de dix ans que le PKK n'est plus actif militairement en Turquie », rappelle l'historien kurde

Hamit Bozarslan, directeur de recherche à l'Ecole des hautes études en sciences sociales. *Il n'en demeure pas moins un acteur de référence, réussissant au-delà de ce qu'il pouvait espérer : l'espace kurde est réactivé.*»

Selon une autre spécialiste, l'autrice suisse Jacqueline Sammali, la lutte menée par le PKK a permis aux Kurdes de se débarrasser de leur sentiment de honte et d'infériorité. Elle leur a rendu leur fierté, avance-t-elle, après le long processus de « dépersonnalisation » opéré par la République turque qui, dès son avènement, en 1923, avait interdit leur langue et nié leur identité. Le changement est notable, en particulier chez les jeunes. Selon une enquête du centre de recherche Rawest, menée dans la métropole de Diyarbakir, entre 2016 et aujourd'hui, les nouvelles générations s'éloignent d'une certaine forme de radicalité, mais revendiquent leur identité kurde bien plus ouvertement que leurs aînés.

Pour prendre la mesure de l'empreinte laissée par le PKK et son chef historique, il faut rouler à travers le sud-est de la Turquie. Laisser les grandes villes et remonter le fil de cette histoire en commençant par le village kurde de Kirbasi, situé à une demi-heure de Sanliurfa, sur la route de Diyarbakir.

ONDÉ DE CHOC

Ici, tout n'est que poussière et gravats : la terre, les collines et les hommes. Un parfum de désolation flotte autour des rares bâties encore debout, flanquées de quelques arbres, rendus à l'état de tisons par le soleil. C'est dans la grande maison située en bordure du hameau qu'eut lieu la toute première attaque du PKK, il y a quarante-six ans, le 30 juillet 1979. L'organisation, née quatre mois plus tôt, n'est alors composée que d'une dizaine de personnes rassemblées autour d'Abdullah Öcalan. Afin de mettre en application les orientations et principes d'avant-garde révolutionnaire et indépendantiste qu'ils se sont fixés, il leur faut un acte fondateur. Leur choix se porte sur le propriétaire de cette grande maison, un certain Celal Bucak.

Député d'un parti lié au pouvoir turc, l'homme est aussi un « agha », un chef de clan kurde à la tête d'un important réseau criminel et mafieux, tenant sous sa coupe une cinquantaine de villages alentour. Un seigneur local, craint et le plus souvent honni par les villageois. Selon le petit groupe du PKK, l'assassinat d'un « agha » – personification du système féodal opprimant les paysans kurdes – doit conduire la population à prendre conscience qu'il est possible de briser les chaînes de l'oppression en rejoignant les rangs de l'organisation.

Un commando de six hommes est missionné pour kidnapper l'*« agha »* et l'exécuter sur la place publique de Siverek, la ville voisine. Mais rien ne se passe comme prévu. Le pistolet du premier tireur s'enraye. La grenade lancée par un deuxième assaillant n'explose pas. Un troisième tir en rafale provoque une riposte armée. Deux membres du PKK et un



LE COMBAT MENÉ PAR LE PKK A PERMIS AUX KURDES DE SE DÉBARRASSER DE LEUR SENTIMENT DE HONTE ET D'INFÉRIORITÉ

garçon de 9 ans sont tués. Celal Bucak, lui, survit à l'attaque. Si l'opération est un fiasco, elle provoque une onde de choc sans précédent.

Des tracts annonçant la création du PKK sont distribués dans les villes des militants. Le texte évoque pêle-mêle la situation au Moyen-Orient, le marxisme-léninisme et l'importance du rôle de la lutte armée. Avec une étonnante assurance, il met en avant cette identité kurde, complexe et traumatisée, victime d'un déni et d'un écrasement quasi constants depuis la fondation de la République turque. Cette même année 1979, deux personnalités proches du PKK sont élues maires de deux grandes villes kurdes, Batman et Hilvan. L'un sera assassiné quelques semaines plus tard par les services secrets turcs ; le second est emprisonné, remplacé par un administrateur de l'Etat l'année suivante. Il n'empêche, l'époque est bel et bien celle de l'éveil politique des Kurdes de Turquie.

L'étape suivante est celle de la montée de la violence. En 1984, le PKK déclare la guerre à Ankara. Abdullah Öcalan, surnommé le « tueur d'enfants » ou le « parrain du terrorisme », devient l'ennemi numéro un de la Turquie. Les témoignages de certains recrutements forcés, les attentats-suicides et immolations par le feu, glorifiés dans les premiers temps par le PKK, exacerbent les critiques contre l'organisation. Arrêté et condamné à mort, le chef du PKK voit finalement sa peine commuée en détention à perpétuité. A une demi-douzaine de reprises, du fond de sa cellule, il demande un cessez-le-feu. En 2013, il appelle à la fin de la lutte armée. On parle alors d'un « processus de paix kurde », engagé entre Ankara et le PKK, avant que celui-ci échoue deux ans plus tard.

A une heure de route, située à un jet de pierre des gorges de l'Euphrate, Ömerli paraît suspendu dans le vide et dans le temps. Rien ne le différencie des autres villages kurdes, sinon qu'il vit naître Abdullah Öcalan, le 4 avril 1949. Aujourd'hui encore, l'entrée y est surveillée en permanence par deux véhicules de la gendarmerie turque. La petite maison familiale est toujours là, intacte, dans une ruelle poussiéreuse, au milieu d'habitations chancelantes de brique et de béton. Personne n'habite plus derrière le portail ouvert aux vents et aux rares visiteurs de passage. C'est Mehmet Öcalan, le dernier frère vivant du leader du PKK, qui prend soin des lieux. Lui s'est installé un peu plus loin, en bordure de champ. A l'intérieur de la maison ne res-

tent qu'un canapé dans le salon et quelques photos noir et blanc accrochées aux murs.

La voisine, Naile, est l'une des rares habitantes à vivre ici toute l'année. Mère de 11 enfants, elle a emménagé dans le village il y a plus d'un demi-siècle. Elle dit avoir vu « Se-rok », le « chef », comme elle l'appelle, à deux reprises au cours de son existence. Elle sait qu'une des premières réunions du PKK s'est tenue ici. « C'a toujours été dur dans la région : les gendarmes, les militaires, les contrôles permanents... », confie-t-elle, avant de dire, par bribes : « Le pire a été les années 1990, la guerre et les disparaitions. Depuis, nous n'avons jamais reçu aucune aide de l'Etat. » Ce qu'elle souhaite ? « La paix aujourd'hui et maintenant. Il y a eu trop de morts des deux côtés. Ça suffit ! »

Elle veut y croire : « Acter la dissolution, ce n'est pas rien ! Ça peut marcher, s'il n'y a pas de provocation » de la part des militaires, de l'extrême droite ou d'une aile combattante du PKK. En bonne gardienne du passé, elle rappelle que tous les enfants ont quitté le village, y compris les siens. La tendance s'est accélérée au début des années 2020, en raison de la situation économique : un village comme Ömerli n'offre aucune perspective à la jeunesse. Devant la modeste maison de Naile, le chantier d'une nouvelle mosquée est à l'arrêt. Financée avec l'argent collecté par les villageois, elle attend de nouveaux fonds.

« LE PIRE A ÉTÉ LES ANNÉES 1990 »

A moins d'une dizaine de kilomètres de là, la petite ville moderne de Halfeti a célébré Norouz, le Nouvel An kurde. A la faveur des négociations en cours, les autorités avaient autorisé l'étalement de la fête sur plusieurs jours, à la mi-mars. Sur la place centrale, plusieurs centaines d'habitants s'étaient rassemblés pour écouter des représentants du DEM et un groupe de musique kurde. Dans l'assemblée, quelques jeunes avaient même scandé « Vive le chef Apo ! », sous le regard impassible des policiers omniprésents, mais en retrait.

Mehmet, le frère d'Abdullah Öcalan, s'était déplacé pour l'occasion. Avec sa moustache drue et ses traits, l'air de famille est indéniable. Assis à l'ombre de l'estraude, il serre les mains à tout-va. « Le processus en cours est bon pour tout le monde, déclare-t-il alors au Monde. Quand le mot « dissolution » a été prononcé, nous avons tous été surpris. Au début, il y a eu de la colère, oui, nous avons payé tellement cher cette lutte. Et puis, les gens ont compris, ils ont commencé à accepter. » Son fils,



Hakkari, une des plus importantes villes kurdes, dans l'est de la Turquie.

PHOTOS: KURSAT BAYHAN
POUR «LE MONDE»

neveu d'Abdullah Öcalan et député DEM à l'Assemblée nationale, était présent lui aussi. «Un temps, on est considéré comme terroriste; un autre, on est dirigeant politique, plaisante-t-il. Rien n'est définitif ici.»

Militant pour les droits kurdes, âgé de 37 ans, bilingue turc-kurde, diplômé en communication de l'université d'Ankara, Ömer Öcalan appartient à cette génération qui n'a connu que la guerre, ou presque. Une époque durant laquelle la question kurde a été réduite à la criminalisation du PKK et au terrorisme. Où un journaliste a été incarcéré pour avoir écrit «monsieur» devant le nom d'Abdullah Öcalan. Où un maire avait réclamé le changement des couleurs des feux de circulation parce qu'ils représentaient, à ses yeux,

les couleurs kurdes – le rouge, le jaune et le vert. Ecouter Ömer Öcalan, c'est apprendre des éléments de langage au sujet de cette identité kurde qui n'a cessé d'infuser et de transcender le cadre national. «Les Kurdes aiment résister et lutter, mais aussi construire», assure le député. Ce que nous voulons, c'est une démocratisation du Moyen-Orient. Nous sommes forts désormais. Aujourd'hui, le Rojava, dans le Nord syrien [territoire administré par une autorité kurde], est une réalité. Nous pouvons y arriver!»

Au-delà du ton volontaire s'exprime aussi les craintes liées à la situation politique du moment et à la poursuite des négociations entre son parti et le pouvoir, dont rien ne filtre. «Bien sûr qu'il y a des doutes, que l'on se

méfie. Erdogan est d'un genre autoritaire, mais nous trouverons un chemin, affirme Ömer Öcalan. Si le chef de l'Etat réussit à faire la paix avec les Kurdes, il sera une sorte de second Atatürk, le fondateur d'une nouvelle république. Il doit y penser.»

Autre député du DEM, Ferit Senyasar, 42 ans, revient de loin. Longtemps, il a fait la une des journaux locaux. Lors des élections de 2018, au cours d'une distribution de tracts à Suruç, ville kurde de Turquie, frontalière de Kobané, en Syrie, deux de ses frères sont morts sous les balles des gardes du corps d'Ibrahim Halil Yıldız, candidat du Parti de la justice et du développement (AKP, au pouvoir). Son père a été abattu alors qu'il était transporté à l'hôpital. Blessé, Ferit Senyasar s'en est sorti par miracle. Pendant près de deux ans, lui et sa mère, Emine, avaient ensuite manifesté tous les jours, devant le palais de justice de Sanliurfa, puis sur les marches de la Grande Assemblée nationale turque et du ministère de la justice, à Ankara, exigeant que les assassins soient punis. Il a été arrêté à plusieurs reprises. Puis, lors des élections de 2023, il a remporté un siège au Parlement. «Après toutes ces années, nous sommes fatigués, reconnaît-il. Il nous faut faire preuve de bon sens et trouver une issue pacifique.»

«AUCUNE CONFiance»

A l'automne 2024, deux hauts responsables de l'AKP sont venus le voir. Ils lui ont proposé de faire la paix, expliquant que ce geste était important en ces temps de reprise des négociations entre les Kurdes et le pouvoir. «J'ai accepté», murmure-t-il, avant d'expliquer: «M. Öcalan a fait le premier pas. Nous, le peuple, devons désormais nous mobiliser pour mener à bien le processus de paix. La balle est dans le camp de l'Etat.»

Pour la fête de Norouz, à Hilvan, à près de 150 kilomètres plus à l'est, une foule s'était pressée sur le terrain vague aménagé par les autorités locales. Longues robes de couleur, tenues vert kaki traditionnelles, danses et cris de joie: les jeunes étaient venus nombreux devant le podium, où les intervenants s'exprimaient en turc, mais aussi en kurde – chose impensable il y a encore une quinzaine d'années. «Il y a quarante ans, rien n'existed, ni langue ni identité kurde; aujourd'hui, on parle de démocratie et de liberté», s'était réjoui un élue, tandis qu'un autre s'émuait: «Les Turcs et les Kurdes marchent depuis mille ans ensemble, la route est longue, mais nous voulons que cette paix aboutisse. Que Dieu nous protège!»

Parmi les jeunes, Yilmaz, 21 ans, n'a pas poursuivi ses études après le collège, même s'il tient à préciser qu'il lit beaucoup. Travailleur indépendant, il connaît les récits de ceux qui sont «partis à la montagne» (rejoindre le PKK): «Personne n'y allait pour le plaisir, c'est un aller dont on ne revient pas.» Il n'est pas favorable à la dissolution de l'organisa-

tion, «parce qu'il n'a aucune confiance en l'Etat turc». «Qui nous protégera si les négociations échouent de nouveau?», s'inquiète-t-il. Jusqu'à présent, le gouvernement exige que le PKK dépose les armes, sans condition. «Le pouvoir fait comme s'il ne voulait pas donner l'impression de marchander», pense Yilmaz. On dirait qu'il prend le PKK pour un mouvement sacrificiel, tout cela n'augure rien de bon.»

Mehmet Ali, 22 ans, laborantin à l'université d'Adiyaman, a lui aussi célébré Norouz à Hilvan. «Les gens ont soutenu le PKK, même après l'insurrection qu'il a déclenchée dans une dizaine de villes, à l'été 2015», raconte-t-il. Cet épisode, resté connu sous le nom de «guerre des villes», s'était soldé par des destructions massives, et des régions entières étaient passées sous occupation militaire. Le jeune homme admet que beaucoup avaient critiqué cette stratégie désastreuse et que certains avaient pris avec l'organisation une distance qui n'existaient peut-être pas auparavant. «Mais le PKK est toujours dans les têtes, insiste-t-il. Même à distance, replié dans les montagnes du nord de l'Irak, l'organisation est restée notre seule véritable forme de reconnaissance. Les combattants sur le sol turc sont partis, mais l'organisation n'a jamais disparu aussi présente.»

A Diyarbakir, Reha Ruhaftioglu, l'un des fondateurs du centre de recherche Rawest, utilise la métaphore du père de famille: «Pour beaucoup, le PKK représentait la parole la plus importante, la figure tutélaire la plus dynamique, la plus centrale. Avec le temps, les mécanismes d'emprise se sont desserrés, poursuit-il, «mais cela n'enlève rien à la valeur de cette image du père: quand arrive le moment de lui dire adieu, les personnes se remémorent à quel point il a été précieux.»

En quittant Hilvan, il faut reprendre la route pour s'enfoncer dans cet extrême Sud-Est turc où chaque poste de contrôle de gendarmerie renvoie aux meurtrissures d'un passé jamais apuré. Où les miradors plantés sur les bas-côtés ou à flanc de colline rappellent le quadrillage strict d'un territoire déjà accidenté. Et où le délabrement des habitations reflète la mise à l'écart de la région.

Semdinli est un lieu à part. À la frontière de l'Iran et du nord de l'Irak, cette agglomération kurde brûlée par le soleil a vu les guerres passer des collines aux maquis qui l'entourent, dans un enchaînement à donner le tournis. A la fois bastion du PKK et avant-poste de l'Etat turc en région rebelle kurde, elle fut le théâtre de la première attaque revendiquée par l'organisation contre Ankara. C'est ici, en haut de la rue principale, qu'un commando de 21 hommes a pris d'assaut le commissariat de la ville, le 15 août 1984, cinq ans après l'attaque du village de Kirbasi. Cette opération, qui coûta la vie à trois soldats, avait donné le signal de départ de la lutte armée contre le pouvoir central.

Seferi Yilmaz a participé à l'attaque. Grand gaillard, moustache joyeuse et parole nourrie, il avait 21 ans à l'époque. Originaire de Semdinli, c'est lui qui avait tracé le plan de la ville pour le commando. «L'important, c'était la propagande, confie-t-il. J'ai fait partie du groupe qui prévenait les gens dans les cafés. La région est très conservatrice et peu lettrée. Tant que les gens ne te voient pas avec une arme, ils ne te croient pas. On a voulu leur montrer que le PKK existait bien.» Arrêté six mois plus tard, il est d'abord détenu dans la tristement célèbre prison n° 5 de Diyarbakir, où il reçoit une «centaine de coups par jour», témoigne-t-il, en relativisant: «Comparé à ce que les autres avaient subi avant moi, ça allait.» Au procès, le parquet avait requis la peine de mort. Il fut condamné de la perpétuité, avant d'être libéré au bout de quinze ans, à la suite d'une amnistie.

De retour à Semdinli, il avait racheté une petite librairie. En 2005, un individu lance deux grenades dans sa boutique, tuant un client. L'assaillant et ses deux complices sont rattrapés et arrêtés par la foule. Sur les trois hommes, deux s'avèrent être des militaires en civil.

Plus tard, Seferi Yilmaz a été élu maire, puis destitué et emprisonné de nouveau, pour terrorisme. Il passe alors un an derrière les barreaux. Aujourd'hui, il est surtout préoccupé par la réouverture de sa librairie. «Après m'être dévoué pendant tant d'années au PKK, je suis tombé dans le vide le jour de l'annonce de la dissolution, dit-il. Mais, à bien regarder l'histoire, l'organisation a évolué, elle s'est adaptée. Aujourd'hui, la solution démocratique est la seule issue.» Pour la première fois dans l'histoire de la République de Turquie, un soulèvement kurde pourrait s'achever de lui-même. «Ce n'est pas rien», dit-il en souriant. ■

NICOLAS BOURCIER



Seferi Yilmaz, ancien membre du PKK, chez lui, à Semdinli (Turquie), le 17 mars.

Abdullah Öcalan, icône controversée du PKK

Emprisonné depuis 1999, le fondateur du Parti des travailleurs du Kurdistan continue d'incarner les espoirs de nombreux Kurdes

1949-1977 : ENGAGEMENT POLITIQUE PRÉCOCE

Abdullah Öcalan naît, le 4 avril 1949, dans une famille modeste à Ömerli, en Turquie, d'une mère turque et d'un père kurde. Adolescent, il aspire à intégrer une académie militaire, symbole d'ascension sociale. Recalé, il s'intéresse à l'islamisme politique, au nationalisme, avant d'opter pour le marxisme-léninisme.

D'abord fonctionnaire à Diyarbakir, il reprend des études de droit en 1970, à Istanbul, puis de sciences politiques à Ankara, où il milite au sein de l'extrême gauche. Après le coup d'Etat militaire du 12 mars 1971, il est arrêté et purge sept mois de prison pour « propagande communiste ».



1978-1979 : CRÉATION DU PKK

En prison, Öcalan projette de créer une organisation de libération nationale pour mettre fin à la « colonisation du Kurdistan ». Dans les années 1970, il s'entoure d'un groupe de fidèles, les apoculaires – « partisans d'Apo », en référence à la figure protectrice de l'« oncle » –, missionnés (↗) dans les régions kurdes (▣) pour éveiller les consciences politiques.

Son organisation, fondée à Fis en 1978 (▣), est proclamée en avril 1979 à Ankara (▣) : le Parti des travailleurs du Kurdistan (Partiya Karkeren Kurdistan, PKK), marxiste-léniniste, qui s'impose dans les régions kurdes. L'acte fondateur, le 30 juillet 1979, est la tentative d'assassinat (★) d'un député proche d'Ankara et chef de clan kurde, incarnation de la domination féodale.

1980-1998 : EXIL ET LUTTE ARMÉE

Après le coup d'Etat de 1980, le PKK est interdit et entre dans la clandestinité (↗). La Syrie d'Hafez Al-Assad (1930-2000) lui offre l'asile (▣). Le 15 août 1984, le groupe attaque des postes militaires turcs (↗). C'est le début de la « sale guerre » (▣) : plus de 40 000 morts, entre 3 000 et 4 000 villages kurdes vidés ou rasés et 2 à 3 millions de déplacés, entre 1984 et 1999. En 1986, un centre d'entraînement militaire

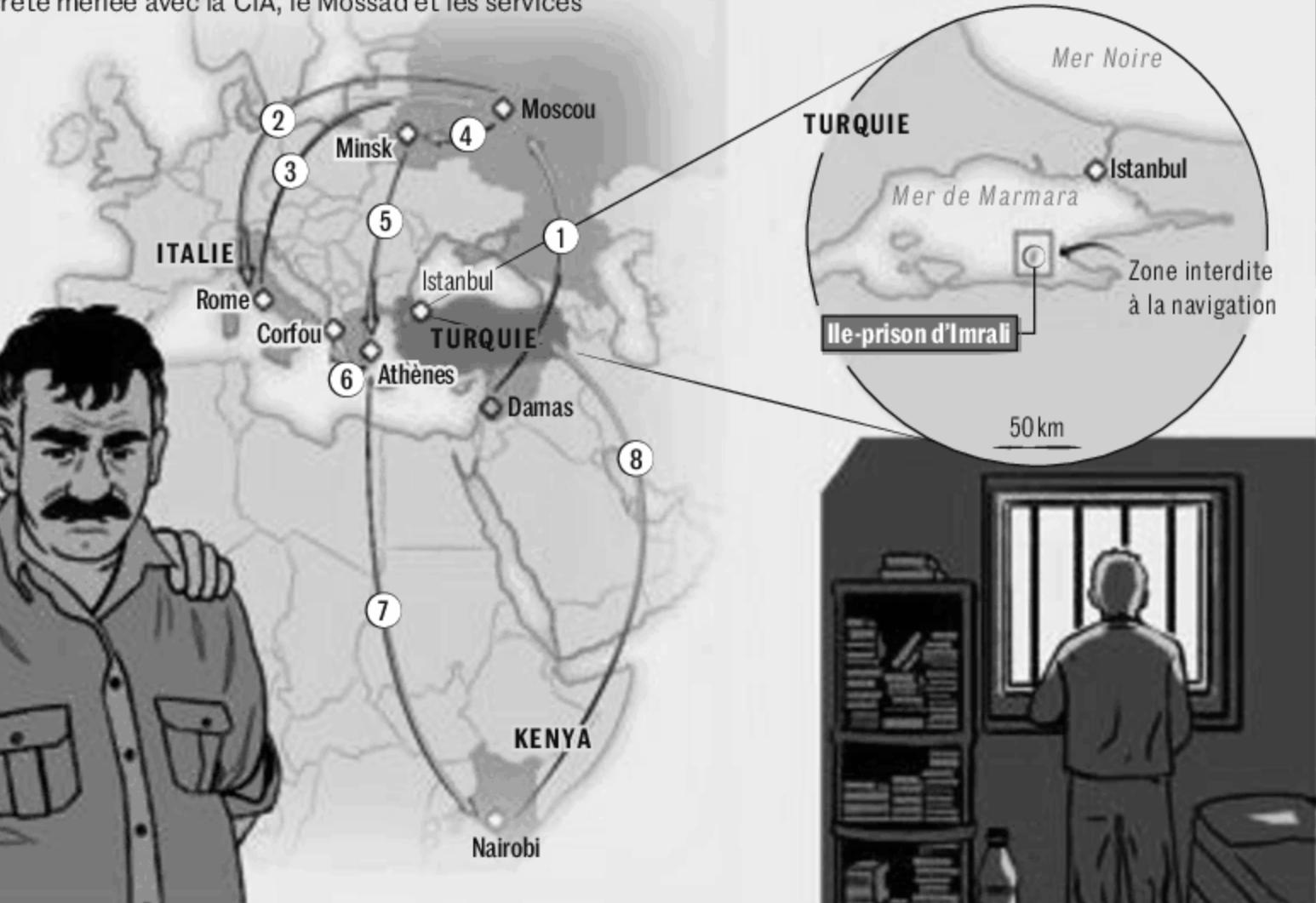
du PKK (▣) s'installe dans le Liban ravagé par la guerre civile. Öcalan y dispense des cours dont l'objectif est de façonnier l'« homme nouveau ». Il prône l'égalité femmes-hommes, mais contrôle ses militants et punit de mort les « déviants ». Après avoir constitué ses propres milices kurdes pour contrer le PKK, Ankara déclare, en 1987, l'état d'urgence (■) dans les provinces majoritairement kurdes. La répression y est féroce.



1998-1999 : CAVALE ET EMPRISONNEMENT

En 1998, la Turquie menace la Syrie de représailles militaires si Damas persiste à abriter le « parrain du terrorisme ». Le chef du PKK s'enfuit. Sa cavale (↗) dure plusieurs mois. Le 15 février 1999, il est enlevé à Nairobi par le MIT, les services de renseignement turcs, dans le cadre d'une opération secrète menée avec la CIA, le Mossad et les services

grecs. Il est incarcéré en Turquie sur l'île d'Imrali (○), transformée en prison, dont il sera l'unique détenu pendant dix ans. Sa condamnation à mort est commuée en détention à perpétuité, en 2002, après l'abolition de la peine capitale. Placé en isolement, il est surveillé par 1 000 militaires.



1999-2024 : UN CHEF MYTHIFIÉ AU SERVICE DU COMBAT TRANSNATIONAL

L'arrestation d'Öcalan déclenche des émeutes et des immolations par le feu de militants en Turquie et en Europe. De sa geôle, il rédige de nombreux écrits sur la liberté, la place des femmes dans la société et le concept de « confédéralisme démocratique » comme stratégie d'action. Figure omniprésente des manifestations prokurdes, il continue de dicter l'agenda politique du mouvement. La guérilla du PKK, inscrite sur la liste des organisations terroristes de la Turquie et de ses alliés occidentaux, se replie (↗) sur les monts Qandil (▣), dans le nord de l'Irak. Exsangue, le mouvement lance des appels à la trêve, en 1999 et en 2013.

Au début des années 2000, le PKK étend son emprise régionale. Des partis affiliés (●) sont créés. Une cellule iranienne, le Parti pour une vie libre du Kurdistan (PJAK), est formée dans le QG des monts Qandil, qui devient la base de lancement (▣) d'attaques visant Téhéran mais aussi Ankara. Le Parti de l'union démocratique (PYD) est fondé en Syrie, en 2003. Durant la guerre en Syrie (2011-2024), celui-ci s'impose auprès des Occidentaux comme rempart indispensable aux djihadistes de l'organisation Etat islamique. En 2013, le PYD déclare l'autonomie de trois cantons (○) dans le nord de la Syrie, connus sous le nom de Rojava.

A l'été 2015, devant ces avancées autonomistes, Ankara renoue avec une guerre frontale contre le PKK, dans une « guerre des villes » (▣) destructrice (plus de 5 000 morts) et lance des offensives (↗) en Syrie et dans le nord de l'Irak.



2025 : DISSOLUTION DU PKK

A l'automne 2024, une médiation est lancée par un allié du gouvernement de Recep Tayyip Erdogan, l'ultranationaliste Devlet Bahçeli. Le 27 février, de son île-prison, Öcalan, entouré de représentants du PKK et du Parti de l'égalité des peuples et de la démocratie (DEM), prokurde, appelle son mouvement à déposer les armes et à se dissoudre. Le PKK annonce un cessez-le-feu immédiat, le 1er mars, puis sa dissolution, le 12 mai.

Dima de Clerck « Au Liban, il règne aujourd'hui une guerre civile sourde »



ENTRETIEN

BEYROUTH - correspondance

Docteur en histoire, Dima de Clerck est chercheuse associée à l'institut français du Proche-Orient. Elle enseigne régulièrement à l'Université américaine de Beyrouth ainsi qu'à l'Université Saint-Joseph de Beyrouth. Elle a coécrit, avec Stéphane Malsagne, *Le Liban en guerre. De 1975 à nos jours*, dont la version revue et augmentée vient d'être publiée chez Folio Gallimard (608 pages, 11,10 euros). A l'occasion des 50 ans du début de la guerre civile libanaise (1975-1990), l'historienne franco-libanaise revient sur le poids du conflit israélo-palestinien dans la déstabilisation du petit pays multiconfessionnel.

La guerre civile libanaise a éclaté le 13 avril 1975. Cinquante ans plus tard, qu'en reste-t-il ?

Les hostilités armées ont pris fin en 1990, mais le spectre de la violence n'a jamais disparu. Le problème de fond, c'est-à-dire la vulnérabilité du Liban aux questions régionales, et en premier lieu au conflit israélo-palestinien, demeure. L'offensive d'Israël au Liban, lancée le 17 septembre 2024, avec les pirates des bateaux du Hezbollah, l'a brutallement rappelé. Une attaque survenue après onze mois d'affrontements à la frontière, menés par la milice chiite libanaise en soutien au Hamas à Gaza.

En quoi le conflit israélo-palestinien a-t-il pesé sur le déclenchement de la guerre du Liban en 1975 ?

La création de l'Etat d'Israël, en 1948, s'est accompagnée de l'expulsion de la majorité des Palestiniens. Plus de 100 000 réfugiés affluent alors vers le Liban, ce qui représente, à l'époque, l'équivalent de 10 % de la population libanaise. Dans le sud du pays, le village de Houla est le théâtre de massacres [une cinquantaine d'habitants sont exécutés] perpétrés, à l'automne 1948, par des soldats israéliens... Les pays arabes signent un accord d'amitié avec Israël, en 1949.

L'année 1967 marque le point de départ de la déliquescence du Liban. Beyrouth ne participe pas à la guerre des Six-Jours, mais la défaite essuyée par les armées arabes face aux troupes israéliennes a de lourdes conséquences. Cet échec pousse les Palestiniens à s'armer pour reprendre leur destin en main, y compris depuis le Liban.

En décembre 1968, un commando israélien détruit la quasi-totalité de la flotte civile libanaise sur l'aéroport de Beyrouth, lors de l'opération « Gif » / « cadeau ». Celle-ci était menée en représailles à l'attaque d'un avion de la compagnie El Al, à Athènes, revendiquée par le Front populaire de libération de la

Palestine [fondé par Georges Habache (1926-2008) au Liban, où il était réfugié depuis 1948].

En 1970, le roi Hussein de Jordanie expulse militairement de son territoire les combattants palestiniens [épisode resté connu sous l'appellation « Septembre noir », qui trouvent alors refuge au Liban. Les journaux libanais du début de cette décennie regorgent de récits de frappes israéliennes sur le sud du Liban, d'où les Palestiniens multiplient les attaques vers Israël.

Le Liban est-il rattrapé par un conflit dont il avait cherché à se tenir à distance ?

Quand les organisations palestiniennes armées s'installent dans le pays, une partie des Libanais se montrent solidaires. Dans l'opinion musulmane, certains espèrent, en outre, tirer parti de cette présence palestinienne pour obtenir un rééquilibrage confessionnel du pouvoir, alors dominé par les chrétiens. La division confessionnelle du pouvoir est l'une des causes internes de la guerre civile. Dans un contexte différent, cette question aurait sans doute pu être négociée. Le pays est capable d'assumer ses contradictions, de faire des « arrangements » pour protéger le vivre-ensemble, selon le sociologue américain Michael Johnson. Mais la fabrique sociopolitique, pluricommunautaire, du pays a ceci de particulier qu'elle risque une déstabilisation complète quand elle est soumise à de très fortes pressions. C'est ce qui se produit, à partir de 1967.

Quelles autres divisions ces pressions vont-elles engendrer ?

L'intensification des frappes israéliennes contre les groupes palestiniens, dans le sud du Liban, a deux conséquences. D'abord, elle creuse le fossé entre les populations du Sud, rurales et à majorité chiite, en première ligne face à Israël, et les habitants de Beyrouth et des régions environnantes qui, eux, vivent alors dans une forme d'insouciance, facilitée par l'économie florissante de la capitale. Ensuite, cette montée de la violence divise la société en deux camps : ceux qui reprochent à l'armée libanaise de ne pas mettre fin aux violences des factions palestiniennes et ceux qui lui reprochent sa passivité face aux attaques israéliennes. L'institution militaire va bientôt se retrouver paralysée. Certains Libanais, estimant que l'armée et l'Etat ne sont pas capables de les protéger, s'organisent alors pour « se défendre » au sein de groupes idéologiques ou de leur communauté religieuse.

D'anciens chefs de guerre libanais sont encore au pouvoir. Auraient-ils pu, de façon réaliste, être écartés de la vie politique au sortir de la guerre ?

Techniquement, ce n'était sans doute pas possible. La Syrie, qui allait mettre le Liban sous sa tutelle jusqu'en 2005, avait compris

« Holding the Fort : 1973 » (« tenir le fort : 1973 »), œuvre issue de la série de collages « A Nation's Inflation », d'Alfred Tarazi (2008).

ALFRED TARAZI/COURTESY OF GALERIE KRINZINGER

Né en 1980 dans la capitale libanaise, Alfred Tarazi est diplômé en design graphique de l'Université américaine de Beyrouth. L'artiste utilise la peinture, la photographie, le dessin et le collage numérique pour évoquer son thème de prédilection, la guerre civile libanaise. Dans sa série « A Nation's Inflation » (« inflation d'une nation »), il utilise des billets de banque libanais de l'époque comme toile de fond des personnages qui ont façonné l'histoire contemporaine de son pays. Cette fresque évoque l'implantation de l'OLP au Liban, le destin de la première Miss Univers libanaise, Georgina Rizk, qui épousa Ali Hassan Salameh, le chef de la faction Septembre noir, à l'origine du massacre d'athlètes israéliens aux Jeux olympiques de Munich en 1972, et le président Sleiman Frangé, qui encouragea la formation des Phalanges libanaises, une milice chrétienne responsable des tueries dans les camps de réfugiés palestiniens de Sabra et Chatila, en 1982.

Dima de Clerck, en 2022. LES CLÉS DU MOYEN-ORIENT/YOUTUBE

qu'il n'y aurait pas de paix sans l'assentiment des chefs de guerre. Car, avec le conflit, les notables traditionnels communautaires avaient perdu de leur influence.

La sortie de guerre prévoyait que les milices rendent leurs armes – les armes lourdes ne seront pas remises à l'armée libanaise, mais à l'armée syrienne, ou elles seront revendues à l'étranger. Des miliciens sont intégrés dans l'Etat, en premier lieu les hommes de Nabih Berri, actuel président du Parlement. Ils investissent les institutions, au sein desquelles ils maintiennent un comportement prédateur. Cette décision va porter un coup durable à ces lieux où des fonctionnaires avaient encore une culture de l'Etat. Dans le même esprit, d'anciens chefs de guerre se voient proposer des postes de ministres ou de députés...

Ils ont connu une longévité considérable...

A l'inverse des notables traditionnels, les anciens seigneurs de guerre ont construit leur légitimité au combat, à travers une propagande selon laquelle ils auraient défendu leur communauté contre « l'ennemi », quand bien même cet ennemi était intérieur. La légitimité actuelle de Samir Geagea, chef du parti Forces libanaises, issu de la principale milice chrétienne du temps de la guerre, ou de Nabih Berri, chef du parti Amal, issu d'une importante milice chiite, découle de leurs faits d'armes. En ce qui concerne Walid Joumblatt, leader de la communauté druze et politicien influent, en plus d'avoir été un chef de guerre, il est issu d'une famille à la légitimité traditionnelle pluriséculaire. Le Hezbollah, né en réaction à l'invasion israélienne du Liban de 1982, revendique, pour sa part, une légitimité liée à son combat contre l'occupation par Israël du Liban sud, qui ne s'achève qu'en 2000.

Les réfugiés palestiniens ont été désignés responsables de quinze ans de guerre fratricide au Liban. Le regard des Libanais à leur égard a-t-il changé ?

La tendance a consisté à externaliser le mal commis entre Libanais afin d'essayer de sortir de la guerre dite « civile », qui a été mise sur le dos des Palestiniens. Il faut dire que leurs factions avaient laissé le souvenir d'exactions et de violences. Mais en faisant d'eux des boucs émissaires, en les réduisant à des fauteurs de troubles, on a oublié les raisons de leur militarisation : l'expulsion de leurs terres. L'Organisation de libération de la Palestine a depuis présenté des excuses officielles pour les torts commis au Liban [en 2008, lors de l'inauguration d'une ambassade palestinienne à Beyrouth]. Aujourd'hui, l'offensive israélienne à Gaza, qui a suivi l'attaque du 7 octobre 2023 perpétrée par le Hamas, est jugée insupportable par beaucoup de Libanais, chez qui elle suscite une compassion, une solidarité morale et éthique envers les Palestiniens.

Le clivage se creuse entre les tenants d'une normalisation des relations avec Israël et les Libanais qui défendent la poursuite d'une résistance face à un voisin menaçant, estime l'historienne franco-libanaise

La guerre de 2024, durant laquelle Israël a fortement affaibli le Hezbollah, a-t-elle exacerbé les divisions internes au Liban ?

Il règne aujourd'hui une guerre civile sourde au Liban. Il y a les tenants d'une normalisation des relations avec Israël, qui argumentent que ce conflit ne les regarde pas ou que l'armée israélienne est trop puissante pour être combattue. Et il y a ceux qui défendent la poursuite d'une résistance, estimant que ceux ayant fait la paix avec Israël [comme le dirigeant palestinien défunt Yasser Arafat] n'ont rien obtenu, ou tout simplement parce que, vivant à proximité d'Israël, ils redoutent d'autres agressions. Aujourd'hui encore, l'armée libanaise est faible : elle n'a pas d'armes qualitatives. Ses baillères étrangers, Etats-Unis en tête, refusent de lui en fournir, considérant qu'elles pourraient être utilisées contre Israël.

Ce clivage est similaire à celui qui a prévalu dans les années d'avant la guerre de 1975. Il a été amplifié, lors du récent conflit, par la stratégie d'Israël consistant à épargner les régions libanaises où il pense pouvoir trouver des alliés. Une partie de la population était visée ; une autre ne se sentait pas concernée. Cette stratégie a contribué à stigmatiser les chiites. Les bombardements israéliens n'ont pas visé les infrastructures sur l'ensemble du territoire, comme lors de la guerre de l'été 2006. Ils sont concentrés dans le Sud, la Bekaa et la banlieue sud de Beyrouth, régions à majorité chiite et zones d'implantation du Hezbollah. A l'exception des assassinats ciblés, qui ont eu lieu partout dans le pays, l'armée israélienne a bombardé des lieux où se trouvaient des familles chiites déplacées, au prétexte qu'un membre du Hezbollah s'y trouvait.

Malgré le cessez-le-feu du 27 novembre 2024, les frappes israéliennes se poursuivent, surtout dans le sud du pays. Le Liban peut-il basculer de nouveau dans une guerre civile ?

Le 8 octobre 2024, le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, a tenu des propos, largement interprétés comme une incitation à la guerre civile, en appelant les Libanais à « libérer leur pays du Hezbollah ». Il les a menacés de « destructions et de souffrances comme celles qu'on voit à Gaza ». N'était-ce pas là une manière de dire : « On a fait le gros du travail, à vous de continuer » ? Partant de là, il y aurait deux options : soit l'armée libanaise désarme le Hezbollah [la remise des armes fait partie des engagements des nouvelles autorités libanaises, favorables à un dialogue], soit des milices se forment pour y parvenir. Je doute que les Libanais qui ont vécu la guerre de 1975 soient prêts à sacrifier leurs enfants. Moins de 2 % de la population a combattu durant la guerre civile, l'immense majorité des civils l'ont subie. Cela signifie-t-il qu'Israël lancera un second round pour « finir le boulot » ? ■

PROPOS RECUEILLIS PAR LAURE STEPHAN

Le cruel regard d'Ari Aster sur l'Amérique

Dans un western halluciné, le cinéaste décrit une société fracturée par le Covid-19 et le conspirationnisme

EDDINGTON
SÉLECTION OFFICIELLE
En compétition

Ari Aster, 38 ans, est l'une des voix les plus singulières du cinéma américain, tentant, et le plus souvent réussissant, des choses qu'on n'y croyait plus possibles de longue date. *Eddington*, à ce jour le film le plus convaincant, le plus fou et le plus noir de la compétition cannoise, le prouve en deux heures trente de plongée dans une Amérique à laquelle, si on l'en croit, il ne reste plus rien à vivre que la guerre permanente de tous contre tous.

Hérité, en 2018, puis *Midsommar*, en 2019, avaient permis de ranger l'auteur, soutenu depuis le début de sa carrière par la prolifique société de production A24, dans le genre du film d'horreur, sans que personne ne soit dupé, devant le subtil brouillage austro-

Le film est peuplé de gens peinant à endiguer la pandémie d'idiotie qui s'est emparée du pays

hongrois (Freud, Kafka et autres puissances de l'opacité humaine) opéré sur celui-ci.

Beau Is Afraid (2023), thriller psychiatrique à tous égards monstrueux, ambitionna de le prouver en s'empâtant quelque peu dans la surenchère d'un trip psychédélique ; *Eddington* le démontre avec toute la précision requise d'un film qui prend place dans le paysage hyperréal (ici, une bourgade du Nouveau-Mexique) et mental (déchaînement des passions les plus sordides) des frères Coen et de David Lynch.

Humour noir garanti, effroi venu de la trivialité même du réel, embarquées dans un imaginaire empoisonné et paranoïaque, projection d'un état de l'Amérique parvenue au stade, longtemps pressenti, aujourd'hui avéré, de sa décomposition.



Le shérif Joe Cross (Joaquin Phoenix) et le maire Ted Garcia (Pedro Pascal). METROPOLITAN FILMS

L'action se déroule donc à Eddington, en 2020, en pleine épidémie de Covid-19 et des contraintes qui y sont liées dans l'espace public. Joe Cross (Joaquin Phoenix, en shérif sans relief ni envergure) s'y impose en pourfendeur tranquille de l'ordre sanitaire, refusant obstinément de porter un masque en raison de son asthme.

Conflagration généralisée

C'est la première incongruité d'un film qui va calmement les additionner, en transformant ledit espace public en territoire, bientôt ingérable, d'affrontements de chacun contre tous. Ari Aster prend un plaisir cruel et outrancier, mais non dépourvu ni de courage ni de lucidité, à en faire le décompte. Sa femme Louise (Emma Stone), ar-

tiste ratée et mutique, qui trouve dans la fabrication de poupées hideuses et invendables un exutoire aux abus sexuels qu'elle aurait subis. Sa mère, qui vit sur le dos du couple, et s'adonne nuit et jour à la consultation et à la propagation de théories conspirationnistes plus stupides les unes que les autres. Un maire libéral, Ted Garcia (Pedro Pascal), qui porte la voix de la haute technologie et de l'économie déconnectées. Un shérif tribal, du peuple pueblo, qui donne bien des soucis à son confrère Cross. Un groupe de jeunes «woke» en mode insurrection violente et constante contre tout ce qui représente la suprématie blanche, y compris, étant donné qu'ils y appartiennent, le fait de prendre la parole pour la dénoncer. Des gens

qui se filment et qui se flintent à tout bout de champ, pour une anicroche. Des «fake news» qui circulent à ne plus savoir qu'en faire. Des activistes ultraviolents, dont il y aurait lieu de supposer qu'ils émergent à Black Lives Matter. Enfin, une police réduite à trois zozos locaux, qui semblent, au départ, relativement débonnaires, mais qu'une sourde réprobation de leur corps constitué ainsi qu'une inflammation des tensions sociales va faire regagner le lit réactionnaire et liberticide dont ils incarnent la tentation.

La conflagration généralisée qui va gagner le film (à l'instar de ce que présentait et mettait déjà en scène, voici trente ans, le Spike Lee de *Do the Right Thing* en 1989) se cristallise lorsque Joe Cross dé-

cide de se porter candidat à la mairie, en face de Ted Garcia. S'ensuit une campagne où les rumeurs et les imputations les plus folles courent sur la Toile, nourrissant les animosités d'une société fracturée, qui semble se résumer à un agrégat fragile d'individus et de communautés victimisées, lesquelles se livrent à une lutte sans merci pour faire triompher leur humiliation et leur souffrance, au détriment de celles des autres.

Ce western halluciné d'une Amérique en débâcle est, pour le reste, peuplé de gens masqués peinant à endiguer la pandémie d'idiotie malveillante qui s'est emparée du pays. Le film adopte à cet effet la forme du désastre en cours. Plans lointains, image sous éclairée, son étouffé : quelque chose ici est en

train de s'éloigner inexorablement dans le feu éteint d'une lumière gagnée par les ténèbres. Appelons cela la civilisation. De sa lente expiration, Joaquin Phoenix, méconnaissable sous sa barbe et son allure de rien du tout, devient le totem asthmatique. Réplique sans grandeur du flic pourri Hank Quinlan dans les *Los Robles de La Soif du mal* (interprété et mis en scène par Orson Welles en 1958), Joe Cross passera ainsi du stade d'ordure au petit pied à celui de légumineuse manipulée par un aide-soignant mexicain. Grandeur et décadence des Empires. ■

JACQUES MANDEBAUM

Film américain d'Ari Aster. Avec Joaquin Phoenix, Pedro Pascal (2h25). En salle le 16 juillet.

Joaquin Phoenix et Ari Aster, en «buddy therapy» sur la Croisette

L'acteur et le réalisateur d'*«Eddington»* partagent cette capacité à passer de l'ombre à la lumière et de l'humour au sérieux

RENCONTRE

Je veux travailler avec Joaquin jusqu'à la fin de mes jours. Je le vois un peu comme ma femme.» Les deux buddy («potes») gloussent comme des collégiens conspirateurs. Joaquin Phoenix, le beau gosse en tee-shirt blanc, polo foncé noué de travers comme l'écharpe d'un élue, se tient les côtes. Ari Aster s'accroche à la table de cuisine en marbre, où git une tasse à café à moitié vide. On pourrait se croire dans le décor d'un de ses films, comme *Eddington*, présenté en compétition officielle au Festival de Cannes, mais on est à l'hôtel Carlton dans une vague suite mise à disposition pour la promotion. C'est plus banal. Moyennant quoi, on rit aussi.

«Quand on s'est rencontrés, en 2020, je n'avais pas vu les films d'Ari, raconte Joaquin Phoenix. Un jour, je vais au cinéma avec ma femme, on est en avance, du coup

on entre dans la salle d'à côté, pour passer dix minutes. On y jouait *Midsommar* [2019]. Je ne savais rien du film ni même qui l'avait fait. Alors que je suis resté debout, je me revois m'agrippant au mur [il mime l'effroi] pour être sûr que j'avais quelque chose à quoi me raccrocher. [Rire à la Joker] Des mois plus tard, mon neveu essaie de nouveau de me le montrer. Jelui dis: «Je ne peux pas, ça fait trop peur.» Mais c'est après cela que tout a commencé. Cela faisait dix ans que le réalisateur voulait travailler avec lui. Après *Beau Is Afraid* (2023), qu'ils vont mettre en chantier à ce moment-là, *Eddington* est la deuxième fois, coup sur coup, que les deux hommes travaillent ensemble. Ari Aster, 38 ans, aurait-il trouvé chez l'acteur de 50 ans son double de cinéma... pour traduire ses névroses?

«C'est bien qu'Ari rigole un peu pour commencer», prévient l'acteur, parce que vous allez voir, il va devenir vachement sérieux. Les

chooses vont devenir très sombres, très vite...» Ils ont douze ans d'écart, et un continent entre eux. Ari vit à New York, et Joaquin à Hollywood, mais, de fait, les deux hommes se connaissent bien. Et se devinent avant même de parler.

Du comique à l'horreur

«Le film est un western. Je le pense en l'écrivant et, dans le même temps, j'essaie de ne pas trop le penser. En aucun cas c'est un pastiche», explique le réalisateur devenu férolement sérieux. J'adore les westerns qui racontent une société en construction, la conquête des territoires, l'arrivée de la loi, les nouvelles frontières. Or, c'est peut-être justement là où on est, notamment sur le champ de l'information et face à la perte du rapport de force social qui fut au centre du fonctionnement des démocraties libérales. Lesquelles ont tendance à disparaître. Chacun vit aujourd'hui dans sa propre réalité, et ne croit rien de ce qui pourrait la contredire. Per-

sonne ne voit réellement le monde dans son ensemble. Il ne voit que son petit monde, auquel il croit, et il est très soupçonneux de tout ce qui sort de sa bulle de certitudes. Le

Ils ont douze ans d'écart, et un continent entre eux, mais les deux hommes se devinent avant même de parler

western semblait un bon véhicule pour le raconter. D'autant que j'ai grandi au Nouveau-Mexique, que c'est là que vivent mes parents et que j'y ai passé le Covid-19.» Joaquin Phoenix nous avait prévenus pour la vision sombre. Il ne nous avait pas dit pour le monologue.

Pendant ce temps, lui est allé, joyeux, se chercher un chewing-gum, qu'il mâchouille avec enthousiasme. Prix d'interprétation à Cannes en 2017 pour *A Beautiful Day*, de Lynne Ramsay, l'homme fait partie de ces comédiens caméléons qui épousent leurs rôles.

Dans *Eddington*, il est Joe Cross, le shérif, «pré-vieillard», comme l'a défini Ari Aster en voyant arriver l'acteur un jour, barbe et cheveux rebelles, lunettes sur le Stetson, affreusement réac et terriblement humain. «Je ne connais pas les westerns, assure Joaquin Phoenix. J'ai beaucoup ri en lisant le scénario, mais, au tournage, il était très important de ne jamais me mouvoir du personnage.»

Un peu comme leur film, qui ne cesse de basculer du comique à l'horreur, du thriller carnassier à la tragédie politique, Ari et Joaquin ont en commun cette capacité à passer de l'ombre à la lumière, de l'humour au sérieux, en allers-retours. Le shérif prévieillard de la

ville d'Eddington, au Nouveau-Mexique, redevenu le séminant acteur vegan hollywoodien qui fait tomber les filles, s'est renversé sur sa chaise et interroge son pote et mettre en scène :

«J'aurais dû regarder des westerns?»

— Non [un "non" sec], répond le réalisateur en frottant sa barbe légère. Ce n'est pas le sujet. L'important était de faire de ce personnage un homme à la riche vie intérieure qui aimera faire les choses bien pour les gens qu'il aime, et pour sa communauté. Parce que déaboliser et déshumaniser ne mènent nulle part. Si on veut pouvoir se rassembler un jour, si on veut pouvoir retrouver un peu d'espoir en quelque chose, quelle qu'elle soit, ça passera par là.»

Thérapie de couple à l'usage du monde. C'est à ce moment de la conversation qu'on se demande si les deux hommes savent qu'onest encore dans la pièce? ■

LAURENT CARPENTIER

«En tant que femme et cinéaste, j'ai besoin de défendre ce type de récit»

La réalisatrice et actrice Hafsia Herzi revient sur la genèse de son film « La Petite Dernière »

ENTRETIEN

On l'avait rencontrée en 2019. Actrice doublure césarisée (en 2008, meilleure espoir féminin pour son rôle dans *La Graine et le Mulet*, d'Abdellatif Kechiche, et en février César de la meilleure actrice pour *Borgo*, de Stéphane Demoustier), elle passait tout juste derrière la caméra pour un premier film, *Tu mérites un amour* présenté à la Semaine de la critique. Deux ans plus tard, son *Bonne mère* était sélectionné à Un certain regard. Cette année, c'est en compétition officielle qu'on retrouve Hafsia Herzi, 38 ans, pour un film audacieux, *La Petite Dernière*, adapté du roman de Fatima Daas (Noir sur Blanc, 2020) sur une jeune musulmane qui s'évade de sa cité pour vivre son homosexualité.

Aborder un tel sujet, est-ce une prise de risque ?

Quand j'ai lu le roman, je me suis dit, ce personnage, je ne l'ai jamais vu au cinéma. Je le connais dans la vie. En tant que fille qui a grandi dans une cité, je l'ai connu, mais je ne l'ai jamais vu représenté. C'est vraiment un personnage qui m'a bouleversée à la lecture, puis quand je le filmais. Plus les jours avançaient, plus je me disais, non, c'est un film important,

il faut aller jusqu'à bout. On a besoin que des personnes qui vivent ça – en l'occurrence, je parle d'une fille mais cela pourrait être un garçon – puissent s'identifier, se sentir moins seules. Si ce film peut ouvrir le dialogue, amener un peu de tolérance... J'étais vraiment triste de finir le tournage, j'aurais aimé continuer.

«L'homosexualité n'a pas de milieu... Mais, en cité, c'est peut-être très difficile à vivre»

L'homosexualité est-elle souvent abordée dans les familles musulmanes ?

L'homosexualité n'a pas de milieu... Mais, en cité, c'est peut-être particulièrement difficile à vivre. Ce que je veux dire, c'est que, dans une cité, parler de ses émotions, échanger, communiquer, c'est déjà compliqué. Alors, «avouer» que l'on est attiré par des filles, c'est carrément tabou. J'ai connu des filles et des garçons homosexuels qui se sont «forcés» à se mettre avec un garçon ou une fille pour faire plaisir à leurs pro-

ches, ou parce qu'ils ne s'aimaient pas intérieurement. Et ça, c'est terrible. Il y a une pression sociale, une surveillance, et puis comment le dire, comment se confier ?

Vous-même avez-vous déjà été attiré par une relation homosexuelle ?

Non. C'est pour ça que je suis allée sur le terrain et que j'ai posé plein de questions, parfois crues, à qui voulait bien me répondre. J'avais besoin de connaître, de savoir. En revanche, je prends beaucoup de plaisir à filmer des corps, mais tout autant ceux des hommes que ceux des femmes.

D'où un cinéma charnel mais avec peu de démonstrations sexuelles...

Avec ce projet, j'ai creusé mon imaginaire pour essayer de filmer le sexe, la sensualité, différemment. Comme cette scène où un des personnages, dans une voiture, décrit ce qui pourrait se passer. Des corps qui font semblant de faire l'amour, ça ne m'intéresse pas. Je préfère filmer de beaux baisers, c'est tellement beau, les bouches, c'est cent fois plus sensuel, un corps de femme, un souffle... J'ai essayé de trouver des endroits un peu érotiques, des dialogues, des mouvements, la chorégraphie des baisers. Et pas

par pudeur ou par crainte de quoi que ce soit.

Etes-vous inquiète des réactions que le film pourrait susciter ?

Non. Parce que ça fait partie de la vie. On me l'a souvent demandé : « Tu n'as pas peur là, homosexualité, religion ? » En tant que femme, en tant que cinéaste, j'ai besoin de raconter, de mettre en valeur ce genre de récit. Si on ne prend pas la décision de faire des films qui peuvent déranger, on a perdu...

La figure de l'homosexuel, c'est aussi celle du transfuge. Ce que, en tournant au cinéma, dans les films d'Abdellatif Kechiche, vous êtes devenue. Quel regard a-t-on porté sur vous dans votre quartier ?

J'ai eu les deux : des encouragements, de la fierté, des gens vraiment très contents. Et puis des insultes, parfois de la part de gens que je considérais comme des amis – de la famille aussi, mais pas mes proches, heureusement. Avec le recul, quand il m'arrive de retourner dans le quartier de l'Olivier, à Marseille, je me dis, waouh ! On ne se rend pas compte quand on y est. Mais, quand on y revient des années après, on se dit qu'on a eu de la chance de s'en sortir. Il y a des séquences dans *Bonnes mères* que j'ai tournées dans des cités qui ont fait, quelques mois après, la une de l'actualité... A mon époque, on jouait en bas, aujourd'hui, ce n'est plus possible. C'est devenu trop dangereux, c'est à l'abandon. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR LAURENT CARPENTIER

Portrait solaire et scolaire d'une jeune musulmane lesbienne

LA PETITE DERNIÈRE

SÉLECTION OFFICIELLE

En compétition

Un, deux, trois, vive Fatima ! On ne peut qu'aimer cette jeune héroïne musulmane (Nadia Melliti) qui, dans *La Petite Dernière*, de Hafsia Herzi, en compétition à Cannes, découvre son attraction pour les femmes et tente de concilier pratique religieuse et rendez-vous lesbiens. Dans le contexte d'homophobie ambiant, ce personnage apporte quelques lueurs, tout en traversant des abîmes de perplexité.

Pourtant, on ne sort qu'à moitié emballé de ce troisième long-métrage de l'actrice et réalisatrice – *Tu mérites un amour* (2019) et *Bonne mère* (2021). Dans

ce récit qui court sur un an, Fatima vit avec sa famille, ses parents et ses deux sœurs, passe son bac, joue au foot, donne le change à son petit copain, sans avoir l'air convaincu. Puis un jour, elle ose et s'inscrit sur une appli pour rencontrer des femmes...

Marges de liberté

Adapté du premier roman du même nom de Fatima Daas (Noir sur Blanc, 2020), *La Petite Dernière* se révèle un peu bancal, d'un côté libre et cru, de l'autre un peu scolaire, avec ses scènes calibrées pour décrire le malaise de l'adolescente en banlieue ou montrer sa libération dans les bars queers de la capitale. «*Un, deux, trois, vive les lesbiennes !*», clament en chœur la DJ et une grappe de filles sur

la piste. Tout cela sent parfois un peu le plaqué, le déjà-vu.

Peut-être est-ce parce que ce film n'est pas l'histoire personnelle de la cinéaste, comme c'était le cas dans ses précédents «longs» ? La réalisatrice s'applique davantage à transmettre une histoire, avec ses dialogues un peu explicatifs, que des sensations. Le coup de cœur pour l'actrice Nadia Melliti, dont c'est le premier rôle au cinéma, est lui évident. Elle a le corps d'une sportive, un port de tête royal. Et quelque chose aussi de Hafsia Herzi, avec ce côté taïsieux, cette façon de parler en desserrant à peine les lèvres.

La réalisatrice réussit aussi à filmer le corps féminin comme on ne s'autorise plus beaucoup à le faire. A la faveur de quelques scènes érotiques, *La Petite Dernière*

pose une question intéressante sur le regard : là où le film d'un réalisateur serait peut-être jugé voyeur, en montrant une actrice dénudée, offrant ses fesses à la caméra, Hafsia Herzi s'autorise un plan sensuel, qui raconte le désir de Fatima. Dans une période où le cinéma pose des garde-fous, à juste titre, lors du tournage de scènes sexuelles, *La Petite Dernière* trouve ses marges de liberté, et quelques bouffées d'humour – lorsque Fatima apprend quelques trucs théoriques sur la sexualité lesbienne, avant de passer à l'acte. ■

CLARISSE FABRE

Film français de Hafsia Herzi.
Avec Nadia Melliti, Ji-Min Park (1h47).
Sortie en salle le 1^{er} octobre.

A Taïwan, le duo gagnant de Shih-Ching Tsou et Sean Baker

Collaborateurs de longue date, la réalisatrice taïwanaise et le cinéaste américain partagent le goût d'un cinéma à vif et attentif aux ambiances

LEFT-HANDED GIRL

SEMAINE DE LA CRITIQUE

En recevant cinq Oscars, en mars, pour *Anora*, Sean Baker avait tenu à se faire, à l'occasion de la cérémonie, le chantre du cinéma indépendant américain. Un an après sa Palme d'or, le réalisateur ne peut donc que se réjouir de faire son retour à Cannes par la petite porte, pour un film qu'il a coécrit, monté et coproduit, présenté à la Semaine de la critique. *Left-Handed Girl* est laboutissement d'une collaboration de longue date. Sa réalisatrice, Shih-Ching Tsou, a coproduit *Starlet* (2012), *Tangerine* (2015), *The Florida Project* (2017) et *Red Rocket* (2021), quatre films de Sean Baker. Surtout, les deux ont coréalisé, en 2004, *Take Out*, l'histoire d'un

immigrant chinois à New York qui, pour payer ses dettes, se tue à la tâche dans un emploi de livreur, vingt ans avant *L'Histoire de Souleymane* (Boris Lojkine, 2024).

Si *Left-Handed Girl* présente quelques familiarités avec l'univers de Sean Baker, à commencer par un génial personnage d'enfant laissé à lui-même, incarné avec beaucoup de naturel par Nina Ye, et une énergie de chaque instant portée par un montage vif, le long-métrage résonne étroitement avec la vie de sa réalisatrice. Shih-Ching Tsou, venue aux Etats-Unis pour poursuivre ses études supérieures et y vivre, est revenue tourner à Taïwan, son île natale. C'est elle, la gauchère, qui donne son titre à *Left-Handed Girl*. Comme dans le film, son grand-père lui répétait que la main gau-

che était celle du diable et qu'il fallait plutôt utiliser la droite.

Left-Handed Girl fait le portrait d'une mère, Shu-Fen (Janel Tsai), et de ses deux enfants, l'une tout juste adulte I-Ann (Shih-Yuan Ma), l'autre, I-Jing, encore très jeune, qui retournent à Taipei après quelques années passées loin de la capitale taïwanaise. La première ouvre un restaurant dans l'un des marchés nocturnes de la ville. Sa fille ainée travaille en petite tenue comme *betel nut beauty* dans une échoppe qui vend cette noix cancérogène, qui, mêlée à de la chaux, présente des effets stimulants permettant, aux travailleurs notamment, de tenir plus longtemps à la tâche. I-Jing, pendant ce temps, va à l'école, passe du temps chez sa grand-mère ou déambule, le soir, dans cet immense marché.

Avec Sean Baker, Shih-Ching Tsou partage cette attention particulière accordée aux lieux. Ici, ce marché nocturne est un personnage à part entière avec ses lumières, ses couleurs, son activité. Il guide l'esthétique pop du film, qui s'ouvre sur une scène où l'on observe la ville à travers un kaléidoscope. *Left-Handed Girl* a ainsi les apparences d'une œuvre joyeuse et colorée, presque enfantine.

Accumulation de saynètes
Shih-Ching Tsou capture ses personnages occupés chacun à leur vie, comme séparés au quotidien les uns des autres. Ils se croisent, se remplacent plus qu'ils ne font les choses ensemble. La narration se construit alors sur une accumulation de courtes saynètes, souvent drôles, mettant en scène

condaire dans les familles. *Left-Handed Girl* fait le portrait d'une société taïwanaise encore engoncé dans des préjugés qui font peu à peu vaciller ses personnes jusqu'à une longue et belle scène d'anniversaire, où explosent tous les non-dits. Si I-Jing et son regard d'enfant donnent au film cet aspect si drôle et attachant, I-Ann, sa sœur aînée, en est l'âme véritable, à la trajectoire bouleversante. Celle qui, dans les dernières minutes, parvient enfin à briser la carapace pour nous toucher en plein cœur. ■

BORIS BASTIDE
Film taïwanais, français, américain, anglais de Shih-Ching Tsou. Avec Janel Tsai, Nina Ye (1h49). En salle prochainement.



Hafsia Herzi, à Cannes, le 16 mai. DEADLINE/GETTY IMAGES GETTY IMAGES

Christian Petzold en métronome du mystère

Le cinéaste allemand sonde les vides et les non-dits de la famille dans un long-métrage à la fois lumineux et obscur

MIROIRS N° 3

QUINZAINE DES CINÉASTES

La présence d'un auteur chevronné comme l'Allemand Christian Petzold, trente ans de carrière, une quinzaine de titres à son actif, vient donner de l'assise à une Quinzaine des cinéastes largement dévolue aux débutants (la moitié de la sélection concourt pour la Caméra d'or, récompense d'un premier film). *Miroirs n° 3* poursuit un travail au long cours avec l'actrice Paula Beer, dont la présence magnétique opère un glissement du réel vers le mythe (*Ondine*, en 2020, se penchait ainsi sur les origines légendaires de Berlin).

Ce quatrième volet de leur collaboration est aussi le plus fort, leur conspiration de part et d'autre de la caméra atteignant ici un vrai sommet de mise en scène, de clarté et de mystère mêlés. Le chiffre apposé sur le titre, signe aussi énigmatique que le film, lui donne d'emblée l'allure d'une œuvre musicale, comme on numérotait une suite ou un concerto – et la musique aura de fait une importance décisive. Pour les « miroirs », c'est plus clair, puisqu'il ne sera ici question que de hantise, de dédoublement, de répétition, comme dans tout conte moderne qui se respecte, révélant les structures inconscientes enfouies sous la réalité.

Une clarté équivoque

Tout s'installe effectivement à la manière d'un conte : une maison fait signe au milieu de nulle part, une porte s'ouvre, un rideau se soulève, au milieu d'une pièce une chaise vous attend, et vous voilà en train d'occuper une place comme préparée pour vous. Cette situation, c'est celle que rencontre Laura (Paula Beer), une jeune pianiste en formation à l'université des arts de Berlin. Alors qu'elle est partie en virée pour le week-end avec un petit ami qui lui est devenu odieux, un accident de voi-



Laura (Paula Beer). LES FILMS DU LOSANGE

ture survient, au cours duquel ce dernier trouve la mort. Juste en face d'une maison habitée par une femme d'âge mûr (Barbara Auer), qui la recueille le temps que les pompiers interviennent.

Laura décide de rester, un jour, puis deux, enfin indéfiniment. Le temps de découvrir la famille de cette femme : un mari (Matthias Brandt) et un grand fils (Enno Trebs), garagistes qui gardent étrangement leurs distances. Peu à peu, un foyer commence à se reconstituer autour de cette place libre que Laura est venue occuper.

Miroirs n° 3 fonctionne ainsi sur un nombre d'éléments restreints,

avec son périmètre réduit (de la maison au garage, du garage à la maison) et sa poignée de personnages assemblés comme un quatuor de musique de chambre, entre lesquels s'installe une combinaison de duos et solos.

Cette simplicité restitue au moindre événement sa valeur de signe : les regards, les silences, les gestes, les objets qui circulent (un vélo à réparer qui fait le lien entre les décors, une machine à laver explosive), jusqu'aux couleurs, tout prend une dimension extraordinaire, tout scintille d'une clarté équivoque. Celle-ci va de pair avec la progression du film, lumineux

mais obscur (splendide densité de la photographie de Hans Fromm), le trait sûr traçant un horizon indécidable.

Petzold compte parmi ces cinéastes pour lesquels la fiction a partie intimement liée avec le secret. Ainsi avance-t-il à pas de loup, sans trop en dire sur les motifs symbiotiques qui animent ces deux femmes en miroir. L'hôtesse montre trop de prévenance, l'invitée trop de facilité à négliger sa tragédie pour qu'entre elles n'advienne pas quelque obscur transfert. Ce transfert est le véritable objet du film : n'y aurait-il pas dans cette rencontre une sorte de dévo-

ration, de vol, de rapt ? De qui envers qui ? Qui manipule qui ? Les hypothèses affluent : on croit un temps que la mère est folle, qu'elle a tout inventé, puis qu'une romance naît entre Laura et le grand fils taiseux. Le drame recule tant qu'il peut, dans un hors-champ de plus en plus envahissant. Et à un moment, le fin mot est lâché, c'est un prénom en angle mort, le cinquième terme qui manquait à sa place : Yelena.

Si le film se présente sous des airs simples, l'écriture, elliptique, fait preuve d'une grande sophistication, d'un délié limpide mais joueur. Petzold s'affirme ici en mé-

tronome du plan : il fixe des impressions, avance en pointillé, crée des effets de suspension par le montage, caresse des seuils plutôt que de grandes affirmations – un « debussysme » cinématographique, en somme. Quand Laura joue du Chopin sur le vieux piano désaffecté qui trône au milieu du salon devant la famille réunie, le cinéaste coupe à la lisière de l'émotion, lui préférant le mystère. Plus d'une fois, la musique, classique ou pop, sera investie de ce qui circule d'af-fects entre les personnages, mais ne peut s'énoncer.

Petzold fait partie de ces réalisateurs pour lesquels la fiction a partie intimement liée avec le secret

Miroirs n° 3 parle du deuil, mais pas à la façon d'un récit positif qui mettrait les pieds dans le plat. Le deuil est approché «en négatif», par le creux et le vide, le non-dit et l'informulé, par la place vacante qu'il laisse au cœur de l'intrigue. Chez Petzold, le récit ne progresse pas, il s'approfondit. Derrière le sujet du deuil s'en cache un autre, «en miroir» lui aussi : la famille, que Petzold décrit en termes quasi mythiques comme une machine toujours en panne de quelqu'un. En son sein, les fonctions – «père», «mère», «fils» ou «fille» – sont autant de postes potentiellement vacants, et dans le fond peu importe qui les occupe. L'important est qu'ils soient pourvus. ■

MATHIEU MACHERET

Film allemand de Christian Petzold. Avec Paula Beer, Barbara Auer, Matthias Brandt (1h 26). Sortie en salle le 27 août.

La comédienne Galatéa Bellugi, madone des montagnes dans « L'Engloutie »

A 28 ans, la jeune actrice aux origines italo-danoises élargit la palette de son jeu dans le film de Louise Hémon présenté à la Quinzaine des cinéastes

RENCONTRE

On la vue passer dans *Tralala* (2021), d'Arnaud et Jean-Marie Larrieu, s'installer dans *Chien de la casse* (2023), de Jean-Baptiste Durand, enfin tenir tout un film sur ses épaules dans *La Fille d'Albino Rodriguez* (2023), de Christine Dory. Galatéa Bellugi, 28 ans, jeune comédienne aux origines italo-danoises, issue du sérial, s'impose pas à pas depuis son premier rôle à 8 ans dans *Les Yeux clairs* (2005), de Jérôme Bonnell. Traits juvéniles, voix de velours, accents de communia, quelque chose de mystique s'attache à sa présence, comme en témoignent des rôles « inspirés » : fillette visitée par la Vierge dans *L'Apparition* (2018), de Xavier Giannoli, puis Vierge elle-même dans *Tralala*, enfin jeune fille à l'enfant dans *Keeper* (2015), de Guillaume Senez.

Dans *L'Engloutie*, le premier long-métrage de Louise Hémon, présenté à la Quinzaine des cinéastes, elle joue une autre sorte de « sainte », laïque cette fois : Aimée, institutrice républicaine à l'orée du XX^e siècle, partie faire classe dans un village reculé des Hautes-Alpes. « C'était impression-

nant, raconte l'actrice. D'abord parce que le rôle était très fort : une institutrice idéaliste, déterminée, mais pleine de failles, qui peut se tromper, glisser. Elle est complexe, c'était un vrai cadeau. »

Aimée débarque dans le village en pionnière investie d'une mission, dure comme le roc. « C'est un personnage qui cherche à garder le contrôle, commente son interprète, mais la nature, la montagne imposent autre chose. On perd le contrôle, forcément. Et puis, il y avait des acteurs du coin, pour qui c'était le premier film, mais qui connaissaient très bien la montagne. Cette rencontre de deux mondes – le cinéma et la vie locale – a vraiment nourri le tournage. »

L'aventure filmique en immersion dans les hauteurs n'est pas allée sans contrainte : « On a tourné à 2 000 mètres d'altitude, parfois en pleine neige, avec des demandes physiques très précises. Monter, redescendre, sans trop laisser de traces dans la neige, ça devenait sportif. Mais justement, ça nourrissait le jeu, ça lui donnait une densité physique. » Entre la cheffe opératrice Marine Atlan, la productrice Margaux Juvelnat, la décoratrice Anna Le Mouél, l'équipe était majoritairement féminine. « C'était impression-

nant, une énergie très collective, décrit la comédienne. Tout le monde portait beaucoup, au sens propre comme au figuré : les costumes lourds, les sacs, le matériel. Il faisait froid, c'était dur, mais on se sentait portés, soudés. »

« Un rythme intérieur »

Reste qu'on n'avait pas encore vu Galatéa Bellugi se frotter à un tel réalisme tellurique, si rude qu'il tire presque sur l'horreur. « Louise a une approche très singulière, raconte-t-elle de la réalisatrice, de quinze ans son aînée. Elle vient du théâtre et du documentaire, et ça se sent. On a beaucoup répété, exploré différentes intentions pour une même scène : chuchoter, inverser les émotions attendues. Même dans les scènes d'intimité, elle nous poussait à chercher ailleurs que dans la simple expression du plaisir – parfois par la douleur, le doute. Elle joue avec ce que le spectateur projette, et ça, c'est passionnant. Elle propose une direction, puis la déplace. On est sans cesse surpris. »

Ici comme ailleurs, le jeu de Galatéa Bellugi semble habité par une musique interne, une façon mélodieuse de faire sonner les mots et les phrases. « J'ai fait un

stage au Théâtre du Soleil avec Ariane Mnouchkine quand j'étais plus jeune, et elle parle beaucoup de musique dans le jeu. Ce n'est pas forcément une musique littérale, mais un rythme intérieur. Je n'y pense pas tout le temps en tournage, mais ça peut revenir, surtout quand je bloque : trouver le bon rythme, la bonne respiration. »

La langue normative que son personnage vient enseigner dans *L'Engloutie* se froisse d'ailleurs au patois local, « propre à cette région entre la France et l'Italie ». « Certains acteurs le parlent réellement, précise-t-elle. Le petit garçon, par exemple, dans une scène, me raconte une blague qu'il tient de son grand-père. Il y a quelque chose de très vivant dans cette transmission, et le film en rend compte. »

Quand on demande à l'actrice ce qu'elle a dû endurer pour jouer Aimée, elle répond : « L'autorité, cette rigueur qu'elle a, cette façon de se tenir toujours droite, d'affronter tous ces hommes sans ciller. » Et d'ajouter : « Moi, je n'ai pas ça dans ma vie, j'ai dû aller le chercher en profondeur. » Dans la rudesse de l'altitude, l'icône diaphane des débuts est allée chercher une note minérale. ■

MA. MT.

SÉLECTION OFFICIELLE

Promis le ciel

Un certain regard

La cinéaste franco-tunisienne Erige Sehiri aime rendre compte de la complexité des liens tissés au sein de petites communautés pour raconter son pays d'origine. Après un *Sous les figues* remarqué à la Quinzaine des réalisateurs, en 2022, qui plantait sa caméra au cœur d'un verger, là voici avec *Promis le ciel*. C'est à Tunis que vivent, sous le même toit, Marie (Aïssa Maïga), une ex-journaliste devenue pasteur, Naney (Deborah Naney), qui a laissé les siens derrière elle en quête d'une vie meilleure, et Jolie (l'artiste contemporaine Laetitia Ky), venue poursuivre ses études. Quand le film s'ouvre, elles ont recueilli Kenza, une petite fille de 4 ans rescapée d'un naufrage. *Promis le ciel* jette une lumière crue sur la politique de répression menée par le président Kaïs Saïed à l'égard des migrants subsahariens. Affaibli par une écriture très inégale, le film touche toutefois à quelque chose de fort dans l'extrême précarité des liens que nouent les personnages. Face aux menaces qui s'accumulent, tout semble inexorablement voué à se déliter dans une mélancolie infinie. ■ BORIS BASTIDE

Film tunisien, français et qatari d'Erige Sehiri (1h 32). En salle prochainement.

SEMAINE DE LA CRITIQUE

Reedland

Reedland, premier long-métrage du Néerlandais Sven Bresser, s'ouvre par quelques minutes esthétiquement impressionnantes pendant lesquelles Johan, un vieux fermier, travaille à couper ses roseaux, avant de brûler des broussailles. Le vent, le feu, la nature omniprésente, le soleil qui se couche... Cadré en plan très large, le personnage mutique semble être comme englouti par le paysage. Le film n'est jamais aussi fort que quand il touche à cette abstraction donnant presque des airs mythologiques à la campagne flamande, dans laquelle un corps de jeune fille va être retrouvé, entraînant toute une série de dérèglements. Malheureusement, Sven Bresser ouvre une multitude de pistes, de l'enquête policière à l'analyse socio-économique, pour rendre compte parfois de manière très triviale de la vie de cette petite communauté rurale. Le réalisateur joue à faire peur au spectateur à l'aide d'effets qui finissent par apparaître artificiels, ne touchant jamais tout à fait au trouble qu'il voudrait atteindre avec cette figure ambiguë d'un veuf, accueillant sa petite-fille pendant quelques jours de vacances. ■ BO. B.

Film néerlandais et belge de Sven Bresser (1h 52). En salle prochainement.

La Villa Noailles en proie aux dérives financières

Le centre d'art varois, l'un des plus subventionnés de France, est critiqué pour une gestion calamiteuse

ENQUÊTE

Je pense qu'on a rempli une mission de service public, une mission culturelle et aussi une mission professionnelle envers l'industrie du luxe et de la mode», se félicitait, en 2023, Jean-Pierre Blanc dans *Les Inrocks*. Le satisfecit du directeur de la Villa Noailles, à Hyères (Var), qui organise chaque année deux prestigieux festivals, l'un consacré à la mode et à la photo, l'autre au design, masque toutefois une gestion calamiteuse dont l'ampleur a été révélée, jeudi 8 mai, par Ici (nouveau nom de France Bleu), citant un audit de l'inspection générale des affaires culturelles (IGAC).

Les chiffres sont parlants : des frais de déplacement et de réception somptuaires de plus de 1,2 million d'euros, des dettes fournisseurs chiffrées à 2,7 millions d'euros. Et un cumul de déficit qui frise les 4 millions d'euros. L'affaire fait d'autant plus de bruit que la Villa Noailles est l'un des centres d'art les plus subventionnés de France – les collectivités locales et l'Etat apportent 60 % de son budget de 6,5 millions d'euros, les 40 % restants provenant du mécénat.

Comment est-on arrivé là ? Excès de confiance et insouciance ? Ambition d'en faire toujours plus ? Personnalisation du pouvoir ? «On est passés d'une petite structure associative à une immense auberge espagnole hors de contrôle», résume un familier du dossier. Jean-Pierre Blanc n'a pas répondu aux questions du *Monde*, pas plus que la présidente de la Villa Noailles, Pascale Mussard.

On ne peut contester à Jean-Pierre Blanc d'avoir réussi le pari fou de placer la petite commune varoise sur la carte de la mode et du design. A tout juste 20 ans, l'autodidacte lance, en 1986, le Salon des créateurs de mode, l'ancêtre du Festival international de mode, de photographie et d'accessoires, à Hyères. L'enfant du pays a de l'intuition, du charme. Les plus grands stylistes se laissent séduire. John Galliano débarque à Hyères en 1991, suivi l'année suivante par Martin Margiela.

Voix discordantes évincées

Dans le milieu de la mode, on se passe le mot : Hyères est la pépinière des jeunes talents, là où se repèrent les stars de demain. A partir de 1996, le festival, en plein essor, occupe le cadre idyllique de la Villa Noailles, construite dans les années 1920 par l'architecte Robert Mallet-Stevens (1886-1945) pour un couple de mécènes originaires, Charles et Marie-Laure de Noailles. En 2003, un centre d'art y est implanté, toujours sous la direction de Jean-Pierre Blanc.

Jamais à court d'idées, ce dernier lance, trois ans plus tard, un deuxième festival, Design Parade, conçu avec l'historienne Catherine Geel. Succès immédiat de nouveau. «Jean-Pierre avait construit un terrain joyeux, c'était excitant. Il y avait des problèmes structurels, mais on se disait que c'était normal», rapporte cette dernière. «On ne gagnait pas d'argent, mais c'était passionnant, on y croyait», abonde Michel Mallard, qui fut, pendant plus de dix ans, le directeur artistique du festival de photo et de mode.

Tout va bien, jusqu'à ce que l'ego s'en mêle. Jean-Pierre Blanc écartera un à un tous ceux qui ont contribué à son succès. En 2012, Michel Mallard est débarqué par un simple e-mail. «J'en ai fait une dépression, confie-t-il. C'est pourtant moi qui ai fait la première exposition de Guy Bourdin, j'ai montré Steven Meisel, Steven Klein, j'ai fait venir Jean Paul Gaultier dans le jury. Mais à un moment, Jean-Pierre a commencé à avoir la



La Villa Noailles, à Hyères (Var), en mars 2024. MAGALI COHEN/HANS LUCAS VIA AFP

La structure dirigée par Jean-Pierre Blanc présente un cumul de déficit qui frise les 4 millions d'euros

grossesse, il a voulu s'approprier mon travail, signer à ma place.

Diane Pernet, qui, durant neuf ans, documentait le making of du festival de mode, a connu pareille disgrâce. «J'ai dit un jour à Jean-Pierre qu'on devait trouver une autre équipe vidéo, pour se réinventer. Je n'ai eu aucune nouvelle jusqu'à ce que j'apprenne qu'il avait recruté mon ancien assistant sans me le dire», raconte la blogueuse américaine.

Les relations se tendent vite aussi avec Catherine Geel, qui jette l'éponge au bout du cinquième Design Parade. «A un moment, il n'y a plus eu de discussion possible sur les contenus, rembobine l'historienne. Je ne voulais plus être le prête-nom de ce qui n'a plus de sens, d'autant qu'un rapport de domination commençait à s'établir.» En interne, les voix discordantes sont évincées. «Jean-Pierre fonctionne à l'affection et au charme avant de maltraiter et de placardiser si on n'est pas d'accord», résume une ex-salariée qui tient à l'anonymat – un témoignage confirmé par plusieurs anciens collaborateurs interrogés par *Le Monde*.

Les jeunes assistants que les festivaliers croisaient dans le sillage de Jean-Pierre Blanc ont aussi déchanté. «La puissance imaginaire que dégageait la Villa Noailles a attiré de jeunes hommes qui se sont vite crus sous-directeurs avant de se prendre des vents énormes», rapporte un ex-employé. «On avait beau les avertir qu'après une phase merveilleuse, où ils allaient partout, Jean-Pierre allait se lasser, ils ne voulaient rien entendre.»

Les équipes toussent surtout quand Jean-Pierre Blanc, qui s'était entiché de l'artiste Marc Turlan, avec lequel il est en couple désormais, décide de l'exposer à chaque festival. «C'était ridicule, car Turlan n'était pas à la hauteur des artistes qu'on montrait. Quand je l'ai dit à Jean-Pierre, j'ai signé mon arrêt de mort», soupire Michel Mallard. De la dérivation égotique au dérapage financier, il n'y a

qu'un pas. Pour éviter les sorties de route, une poignée d'agents avaient bien tenté d'endiguer l'insatiable appétit de projets de Jean-Pierre Blanc. Mais les vannes ont sauté, voilà une dizaine d'années.

Protégé par l'ancien maire de Toulon Hubert Falco, lui-même condamné en 2024 à cinq ans d'inéligibilité pour détournement de fonds publics, Jean-Pierre Blanc étend son emprise. La métropole Toulon-Provence Méditerranée rachète, en 2018, la Villa romaine, une coquette demeure du XIX^e siècle dans le quartier Chateaubriand, à Hyères, et l'affecte à la Villa Noailles pour y abriter un centre de conservation et de documentation qui n'a jamais vu le jour.

L'entrepreneur de Jean-Pierre Blanc séduit aussi les mécènes, qui accourent. Avec ce paradoxe : plus les grandes marques de luxe comme LVMH puis Chanel finissent le festival de mode, plus le trou se creuse. «Quand Jean-Pierre recevait 10, il en dépensait 20», résume un ancien de la maison. Le train de vie de l'association, calé sur le monde du luxe, devient vite ingérable. «Il arrosoit les gens avec des cadeaux, des nuits d'hôtel, des repas. Son téléphone, son essence, absolument tout passait en notes de frais, pendant que certains jeunes artistes se retrouvaient à acheminer eux-mêmes leurs œuvres parce qu'il n'y avait plus d'argent dans les caisses», détaille une ancienne salariée.

Les dépenses s'emballent au moment où la Villa Noailles se dédouble à Toulon, où se tiennent désormais le volet architecture d'intérieur de la Design Parade ainsi que des expositions à l'Hôtel des arts. Mais c'est surtout la célébration en grande pompe, en 2023, du centenaire de la Villa Noailles, notamment la commande d'un opéra avec la chanteuse Camélia Jordana en guest-star, qui, malgré l'important soutien de Chanel, plonge les comptes dans le rouge.

François Carrassan, l'adjoint à la culture du maire d'Hyères, s'en agace, dans un livre publié la même année, *Si Noailles m'était contée. Retour au réel* (2023, Les Cahiers de l'Egaré). «On a divinisé les anciens propriétaires de la Villa. Le lieu est devenu accaparé par la mode, aussi déconnecté des habitants d'Hyères qu'il l'était à l'époque des Noailles», déplore Michel Mallard. De la dérivation égotique au dérapage financier, il n'y a

roce, il n'en a pas moins signé chaque année une subvention d'environ 150 000 euros à l'association. Jusqu'en avril, l'élu bénéficiait d'un siège au conseil d'administration, même s'il n'y participait plus depuis dix ans – «C'était ma façon de signifier ma désapprobation», dit-il.

Année après année, épataées par le rayonnement du centre d'art et ses 280 000 visiteurs annuels, toutes les collectivités remettent au pot sans discuter ou presque, l'Etat a même quasi doublé sa contribution voilà deux ans pour la porter à 650 000 euros. «Le fonctionnement de la Villa, parfois à la limite de la légalité, était connu d'un grand nombre. Cependant, en raison de son impact sur la vie culturelle et économique de la région, certains ont préféré fermer les yeux et laisser faire des années durant», résume Natasha Ciavaldini, qui a travaillé trente-cinq ans avec Jean-Pierre Blanc.

Refonte de la gouvernance

Embarrassés, l'Etat comme les collectivités invoquent des circonstances atténuantes. «Tout le monde savait qu'il y avait un déficit de 300 000 euros par an, mais personne ne voyait que ça s'accumulait», plaide Edward de Lumley, nouveau directeur régional des affaires culturelles en PACA, qui souligne l'«inflation des coûts de production». «Il n'y a pas eu d'alerte du commissaire aux comptes ou de l'expert-comptable», défend, de son côté, Jean-Pierre Giran, maire Les Républicains d'Hyères et président de Toulon-Provence Méditerranée.

«Quand on reçoit les demandes de subventions, on nous soumet les bilans à n-2 : pour les subventions 2025, on a les comptes 2023. On n'a pas accès au détail de la comptabilité», contextualise Valérie Paecht, directrice générale des services à la métropole, ayant de s'emporter : «Vous croyez vraiment que, si on avait vu que ça partait en vrille, on n'aurait rien fait ? Que quatre collectivités auraient cherché à étouffer les choses ?»

En novembre 2024, les bailleurs de fonds finissent par donner l'alerte. La Rue de Valois dépêche avant Noël des enquêteurs de l'IGAC. L'audit flash partiellement dévoilé par Ici se révèle accablant. Rien ne va. Entre autres anomalies, aucun financement n'est en mesure d'exercer de contrôle : ni l'Etat, ni les collectivités, ni les partenaires privés ne

L'inspection générale des affaires culturelles a préconisé d'en finir avec la gratuité

L'IGAC préconisait aussi d'en finir avec la gratuité, en instaurant une billetterie pour augmenter les recettes. Une refonte de la gouvernance a aussi été engagée dans l'urgence. Un directeur général sera nommé dans les prochaines semaines pour redresser la barre. Pour l'heure, Jean-Pierre Blanc reste aux manettes, mais au poste de directeur artistique. «Il a été de notre responsabilité, depuis le 1^{er} janvier, de prendre des décisions immédiates pour assurer la pérennité du lieu, des festivals et des emplois liés», s'est borné à déclarer l'association.

L'affaire éclate au pire moment, économique et politique. Le ministère de la culture, privé de réserves en raison de coupes budgétaires, n'a pas les moyens de rétablir les finances. Un an avant les élections municipales, le déficit alimente l'extrême droite, qui quadrille le Var et veut marginaliser la création.

En décembre 2023, l'élu Rassemblement national Amaury Navaranne avait appelé à couper les subventions de la Villa Noailles, en dénonçant une «culture confisquée, boboïsée, idéologisée». «L'extrême droite préfère les temples grecs à une culture progressiste», riposte Jean-Pierre Giran, en dénonçant les «récupérations politiciennes». Le maire d'Hyères admet une «trop grande liberté, pas assez de rigueur». «Mais il ne faut pas jeter le bébé avec l'eau du bain, s'empresse-t-il d'ajouter. Le festival de mode est numéro un dans le monde, je veux le maintenir.» ■

ROXANA AZIMI

sont représentés au sein du conseil d'administration.

Début avril, lors de l'assemblée générale de l'association, les partenaires sifflent la fin de la récré. Une ancienne de la direction générale des affaires culturelles (DRAC) PACA, Bénédicte Lefebvre, vient d'être missionnée pour examiner les comptes. En attendant son rapport, qui doit être livré dans deux mois, un plan de remboursement des dettes de 845 000 euros par an a été mis en place depuis le début de l'année. «Il faut modifier les circuits de dépenses, recentrer la Villa sur ses fondamentaux, à savoir les festivals, et réduire le reste de la programmation et les réceptions», égrène Edward de Lumley.

création graphique
© Brest Brest Brest

DIJON

2025

théâtre
en mai
FESTIVAL

THÉÂTRE DIJON BOURGOGNE
CENTRE DRAMATIQUE NATIONAL

TDB-CDN.COM
INFO'S RIESA 03 80 30 12 12

TDB
CDN
23.05 → 01.06
DIJON

théâtre

Illustration : Guillaume © Marin Lévy

**PETER DOHERTY**
Felt Better Alive

On a enterré un peu trop vite – et un peu trop souvent – Peter Doherty. Après les errances des années 2010, l'ex-trublion rock, désormais assagi et père de famille expatrié en Normandie, négocie remarquablement cette dernière décennie.

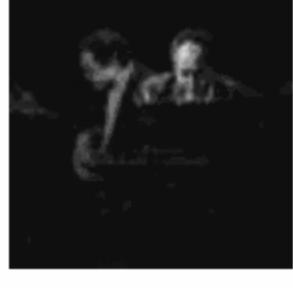
En attestent le notable retour des Libertines (*All Quiet on the Eastern Esplanade*, 2024) ainsi qu'une classieuse collaboration avec Frédéric Lo (2022). La santé fragile mais l'inspiration regonflée à bloc, le chanteur et guitariste signe un honorable troisième album solo (en omettant celui avec The Puta Madres) au titre rédempteur, *Felt Better Alive* (« je me sentais mieux vivant »). Le musicien apaisé aligne onze morceaux alternant rock bastringue, pop orchestrale et folk dégingandé sous la houlette du producteur et musicien Mike Moore (Baxter Dury, Liam Gallagher). Son charme désinvolte finit par l'emporter, même lorsque *Empty Room* emprunte sa mélodie insouciante au *Mamunia* des Wings. Parmi les réussites, *The Day the Baron Died*, *Calvados* et *Poca Mahoney's* (en duo avec l'Irlanaise Lisa O'Neill), tandis que l'enlevé *Stade Océan* honore les couleurs footballistiques du Havre. ■ FRANCK COLOMBANI

Strap Originals/The Orchard.

**COCOON**
What We Leave Behind

Seul à bord de son groupe au départ formé avec la chanteuse Morgane Imbeaud, après les succès de leurs deux premiers disques, *My Friends All Died in a Plane Crash* (2007) et *Where the Oceans End* (2010), le musicien Mark Daumail ne cesse depuis dix ans de faire des expérimentations entre pop et douce électro. Il triture ses bandes, les passe au four puis au frigo puis les jette d'un balcon. Il cherche l'accident dans sa production quand d'autres comme l'ingénieur King Tubby découvraient le dub par hasard. Ses trouvailles finissent, par exemple, sur le morceau *Beautiful Things*. Dans ce cinquième album, *What We Leave Behind*, il fait l'éloge de la destruction et prie les personnes toxiques qui l'entourent de sortir de sa vie dans le morceau du même nom. Ce sont ses titres pop folk et très doux comme *Good Night* ou *Pizza Beer* qui ont notre préférence, plus qu'un *Nevermore*, assez sinistre. ■ STÉPHANIE BINET

Yum Yum Records.

**ALAIN JEAN-MARIE ET MARIO CANONGE**
Con Alma

Olympia (Paris), 30 janvier 2009, première soirée et première édition du festival de jazz caribéen, Carib'in Jazz. Deux pianistes sont sur scène, deux champions.

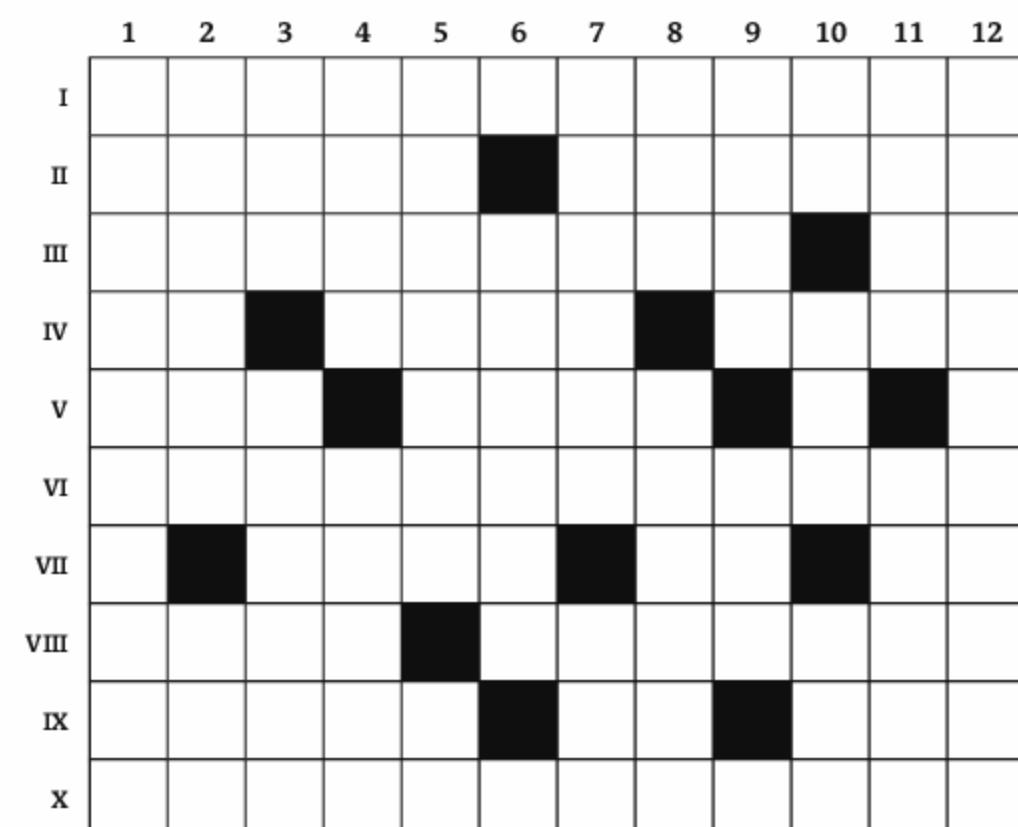
Des maestros de l'impro et d'habiles compositeurs, des sommités de la musique au piano. L'aîné, Alain Jean-Marie (né en 1945, à Pointe-à-Pitre, Guadeloupe), a joué avec Chet Baker, Max Roach, Lee Konitz, Abbey Lincoln, Dee Dee Bridgewater. Le cadet, Mario Canonge (né en 1960 à Fort-de-France, Martinique), a accompagné Chico Freeman, Manu Dibango, Michel Jonasz, a brillé dans les groupes La Manigua, Ultramarine, Sakiyo. Ils ont en partage une même fidélité à leurs racines caribéennes, un égal amour pour le jazz, ont donné ce soir-là un époustouflant moment de musique, dont témoigne cet album paraissant seulement aujourd'hui (la bande avait été oubliée dans un tiroir). Ils ont réinventé à quatre mains leurs propres compositions et se sont emparés de celles d'autres grands messieurs : *Ana Maria* (Wayne Shorter), *Ka ifé-w* (Robert Mavounzy), *Con Alma* (Dizzy Gillespie). Avec du souffle et du style, une irrésistible vivacité. Virtuosité ? Non, juste du grand art. En toute simplicité. ■ PATRICK LABESSE

■ Lire aussi sur [LeMonde.fr](#) les critiques de l'album du pianiste Alexandre Tharaud consacré à Bach et de l'album de la compositrice Apolline Jesupret.

MOTS CROISÉS

GRILLE N° 25 - 115
PAR PHILIPPE DUPUIS

Retrouvez l'ensemble de nos grilles sur [jeux.lemonde.fr](#)

**SOLUTION DE LA GRILLE N° 25 - 114**

HORIZONTALEMENT I. Enchaînement. II. Foraine. Amie. III. Fuiter. Vie.

IV. Rime. Ariette. V. Alésates. Sua. VI. Clé. Lapis. Eq. VII. Té. Tubages.

VIII. Le. Lyon. Pé. IX. Osé. Méat. Elu. X. Neurasthénie.

VERTICALEMENT 1. Effraction. 2. Nouille. Se. 3. Crimée. Leu. 4. Hâtes. Té.

5. Aïe. Alu. Ma. 6. Inratables. 7. Ne. Repayât. 8. Visigoth. 9. Maie. Sen.

10. Ermets. En. 11. Ni. Tue. Pli. 12. Tête-à-queue.

HORizontalement

- I. Euphémisme pour un importun.
- II. Dialecte chinois. Prise de très haut.
- III. Création et réalisation. En long et en large. IV. Rayonne sur le Nil. Mauvais, il peut être jeté. Suivi sans discuter.
- V. Équipe policière. Unité au Cambodge. VI. Manifestaient une passion débordante. VII. De même dans le texte. Pour les amateurs de toiles venues d'ailleurs. Précieux et malléable.
- VIII. Rendu. Exprimée avec délicatesse. IX. Font les innocents. Bonne mine. Se lance. X. Sales coups pour les arpions.

VERTICAMENT

1. Dépasse la mesure et les bornes.
2. Un sein très familier. Entra en relations. 3. Ses feuilles sont bonnes à mâcher. Vocaliser comme un Tyrolien. 4. Ecrivent l'histoire au jour le jour. Solides dans les bonnes relations. 5. Préférât ne pas voir. Consolide le montage. 6. Fait sonner sa trompe en nageant. 7. Employer très souvent. Un gros coup de chaleur protecteur. 8. Enfant de Cadmos et d'Harmonie. Prière du prêtre à l'office. 9. Compositeur italien. Particule chargée. 10. En ébullition. L'oseille du céréalier. Tranquille et silencieux.
11. Cours africain. Acte de pensée. 12. Publiées et insérées.

SUDOKU

N°25-115

5	8	2	7	3	1	6	4	9							
7	3	4	9	6	5	1	8	2							
9	6	1	2	4	8	3	5	7							
6	7	3	1	9	4	6	2	5							
1	5	9	6	8	2	7	3	4							
4	2	8	3	5	7	9	6	1							
8	9	7	5	2	6	4	1	3							
2	1	6	4	7	3	5	9	8							
3	4	5	8	1	9	2	7	6							

Expert

Complétez toute la grille avec des chiffres allant de 1 à 9. Chaque chiffre ne doit être utilisé qu'une seule fois par ligne, par colonne et par carré de neuf cases.

	4							8							
		5	1					2							
		7		6				4							
		8					2	5	7						
		4		7	5			1							
		5	9		8				4						
		8				3		6	9						

Réalisé par Yan Georget (<https://about.me/yangeorge>)

**Chaque jeudi,
le meilleur
de la presse
étrangère**

**CHEZ VOTRE MARCHAND
DE JOURNAUX**



Le Monde est édité par la Société éditrice du Monde SA. Durée de la société : 99 ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 124.610.348,70 €. Actionnaire principal : Le Monde Libre (SCS).

Rédaction 67-69, avenue Pierre-Mendès-France, 75013 Paris. Tél. : 01-57-28-20-00

Abonnements par téléphone au 03 28 25 71 71 (prix d'un appel local) du lundi au vendredi, de 9 heures à 19 heures, et le samedi, de 9 heures à 17 heures. Depuis l'étranger au : 00 33 32 28 71 71. Par courrier électronique : abojournaux@lemonde.fr. Tarif 1 an : France métropolitaine : 399 €

Courrier des lecteurs

Par courrier électronique : courrier-des-lecteurs@lemonde.fr

Internet : site d'information : [www.lemonde.fr](#); Emploi : [www.talents.fr](#)

Collection : Le Monde sur CD-ROM : CEDROM-SNI 01-44-82-66-40; Le Monde sur microfilms : 03-88-04-28-60

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0727 C 81975 ISSN 0395-2037

ACPM
PRINTED IN FRANCE
Directrice générale
Elisabeth Cialdella

L'Imprimerie, 79, rue de Roissy, 93290 Tremblay-en-France
Midy-Print, Gallargues le Montueux

FÊTE DE L'ÉCRIT

Réconcilier les Français avec l'écrit

La première Fête de l'écrit a lieu le 21 mai. L'occasion de faire appel à sa créativité lors des nombreux ateliers

Faire du 21 mai la Fête de l'écrit. Cette ambition, portée par La Poste et à laquelle *Le Monde* a choisi de s'associer, relève à la fois de l'évidence et de l'oxymore.

De l'évidence, tant notre pays entretient un lien intime avec les formes les plus nobles d'écriture – la littérature, la poésie. Ce lien est ancré dans la toponymie de nos villes et villages, avec pour principale incarnation Victor Hugo. Le rituel de la rentrée littéraire, suivi par la non moins rituelle révélation des lauréats de prix qui assurent à leurs réci-

piendaires des ventes confortables, constitue une autre spécialité nationale.

De même la propension des femmes et hommes politiques à exposer leurs visions dans des livres considérés comme un préalable à toute entrée en campagne électorale, quand ils ne s'aventurent pas du côté de la littérature (comme Bruno Le Maire). Notre pays s'est même doté, en 2023, d'une Cité internationale de la langue française, sise à Villers-Cotterêts (Aisne), où François I^e signa en 1539 une ordonnance rendant le français obligatoire pour la rédaction de tous les actes du royaume. Son inauguration fut l'occasion pour Emmanuel Macron d'affirmer que « la langue française bâtit l'unité de la nation ».

L'oxymore renvoie, lui, au caractère inquiet du rapport qu'entretiennent les Français avec la langue et l'écriture. Cette inquiétude se cristallise dès les premières années d'école, autour de l'obsession nationale pour la dictée qui, de l'avis des chercheurs et pédagogues, ne constitue pourtant qu'une modalité, parmi d'autres, d'acquisition de l'orthographe, et pas forcément la plus efficace.

La place de l'écriture créative dans l'enseignement est réduite à la portion congrue. Il faut attendre les études supérieures pour la rencontrer, dans quelques masters pionniers qui ont permis l'élosion de plumes remarquées – celui de Paris-VIII, qui a inauguré cette filière, a vu passer Fatima Daas, Prix du premier roman des Inrockuptibles en 2020 pour *La Petite Dernière* (Noir sur blanc, 2020), Anne Pauly, lauréate du prix du livre Inter 2020 pour *Avant que j'oublie* (Verdier, 2019), ou Lucie Rico, Prix du roman d'écoologie 2021 pour *Le chant du poulet sous vide* (P.O.L, 2020).

Popularité de la correspondance

Chaque entrée de mots nouveaux dans le Larousse suscite des tribunes enflammées, dénonçant des atteintes à la « pureté » de notre langue – la linguiste Laélia Véron fait remonter ces déplorations au XVI^e siècle ; à l'époque, pas d'anglicismes mais des italianismes à foison. C'est le revers de notre attachement à l'écriture : elle endosse une part de notre rapport à la notion d'identité nationale.

Ces tourments atteignent jusqu'au geste scriptural, qu'il s'agisse du recul regretté de l'écriture manuscrite ou du re-

fus de renoncer à l'apprentissage de l'écriture en lettres cursives. Sans parler des sombres prédictions qui accompagnent la diffusion massive des outils d'intelligence artificielle (IA) générative (ChatGPT, Claude, etc.) dans l'éducation et l'enseignement supérieur (plus de 80 % des jeunes de 18 à 21 ans auraient recours aux IA génératives dans le cadre de leurs études, selon un rapport sénatorial d'octobre 2024).

Pour libérer l'envie d'écrire du plus grand nombre, la Fête de l'écrit a choisi de privilégier la forme de la correspondance. Au-delà du clin d'œil autoréfé-

rencé de La Poste, ce choix pourrait se révéler fertile. Par l'inscription dans notre Panthéon littéraire de la forme de la correspondance depuis le XVII^e siècle et les lettres de Madame de Sévigné. Par sa pertinence pour déclencher le désir d'écrire, popularisé dès l'après-guerre par la correspondance scolaire du pédagogue Célestin Freinet. Par ses échos avec la forme de l'écriture de soi, omniprésente dans la production littéraire contemporaine. Par son évidence et son caractère populaire et déramatisant (vous pourrez envoyer des cartes postales gratuitement). Outre les ateliers d'écriture créative qui

vous seront proposés dans cinq villes par le Labo des histoires, *Le Monde* ouvrira le 21 mai sur son site un appel à contributions qui vous proposera de reprendre au vol quelques correspondances (de Frida Kahlo, George Sand, Simone de Beauvoir). Une sélection de vos textes sera publiée dans un dossier spécial début juin. Alors à vos plumes (et à vos claviers) ! ■

EMMANUEL DAVIDENKOFF

Cet article est publié à l'occasion de la Fête de l'écrit, événement organisé par La Poste, en partenariat avec « Le Monde » et le Labo des histoires.



MAGUELONE DU FOU

AU PROGRAMME

Pour prendre part à la Fête de l'écrit, le 21 mai, il y a deux possibilités. Vous pouvez participer gratuitement, de 10 heures à 17 heures, sans inscription, à des ateliers d'écriture et de calligraphie dans des bureaux de poste à Paris (50, rue du Louvre), à Lyon (10, place Antonin-Poncet), à Nice (18, rue de l'Hôtel-des-Postes), à Toulouse (1, place Roquelaure) et à Lille (square du Peuple-Polonais). Les ateliers d'écriture vous proposeront trois activités encadrées par des autrices et auteurs : écrire « la lettre qui vous ferait du bien », participer à un « cadavre exquis » géant ou prolonger une correspondance littéraire. Vous pourrez aussi, dans ces bureaux, envoyer des cartes postales gratuitement. *Le Monde* ouvrira toute la journée un appel à contributions sur son site. Il vous sera proposé, comme dans les bureaux de poste, mais en autonomie, de vous immiscer dans des correspondances littéraires – de Frida Kahlo à Diego Rivera, de George Sand à son fils Maurice, de Simone de Beauvoir à Nelson Algren, et de Mélissa Da Costa. Une sélection de vos textes sera publiée dans un dossier spécial du *Monde*, début juin.

Popularité de la correspondance

Chaque entrée de mots nouveaux dans le Larousse suscite des tribunes enflammées, dénonçant des atteintes à la « pureté » de notre langue – la linguiste Laélia Véron fait remonter ces déplorations au XVI^e siècle ; à l'époque, pas d'anglicismes mais des italianismes à foison. C'est le revers de notre attachement à l'écriture : elle endosse une part de notre rapport à la notion d'identité nationale.

Ces tourments atteignent jusqu'au geste scriptural, qu'il s'agisse du recul regretté de l'écriture manuscrite ou du re-

« Dans un monde qui s'accélère, écrire est un geste d'avenir, essentiel et rassembleur »

Nathalie Collin, directrice générale adjointe du Groupe La Poste, plaide pour le maintien de l'écriture manuscrite, dans une ère du tout-numérique où nos échanges sont brefs

Al'heure où l'instantanéité numérique règne sur nos échanges, l'écrit s'impose plus que jamais. Ecrire nous façonne, nous relie. C'est un patrimoine vivant, un socle commun. Célébrons ensemble ces valeurs, et redécouvrons le plaisir d'écrire. La lettre manuscrite, c'est celle que l'on confie à La Poste pour dire l'essentiel, c'est celle que l'on garde et que l'on relit des années plus tard. Elle impose son propre rythme, donne corps au lien, s'inscrit dans la durée. Ce geste devenu rare – et pourtant si structurant pour notre pensée – mérite d'être remis à l'honneur.

A l'ère du tout-numérique, nos communications deviennent brèves, utilitaires. Ecrire une lettre, c'est ralentir. Choisir ses mots. Les habiter. Imaginer leur effet sur celui ou celle qui les recevra. Ce geste simple est aussi une exigence : celle de l'attention, du soin, de l'écoute. Une forme de don.

Recevoir une lettre, c'est suspendre le temps, lire avec lenteur

et attention les mots que l'on reçoit, les émotions couchées sur le papier. L'enveloppe, le timbre, l'écriture : chaque détail transforme l'échange en un moment unique. Précieux.

Outil d'inclusion

Depuis toujours, l'écrit rapproche. Les grandes correspondances ont nourri l'histoire, la pensée, les émotions. Aujourd'hui encore, écrire – et recevoir – une lettre, c'est créer un lien direct, intime, entre générations, entre territoires. Accessible à tous les âges, en tout lieu, le courrier est un puissant outil d'inclusion. Il ouvre un espace d'expression authentique, inscrit dans nos racines culturelles.

A La Poste, nous ne faisons pas qu'acheminer des lettres : nous cultivons le lien. Cet engagement est au cœur de notre mission, pour que l'écrit soit à la fois mémoire partagée et promesse d'avenir. La Fondation La Poste incarne pleinement cette vocation. Elle soutient la création littéraire,

l'écriture de soi, les échanges épistolaires ; elle remet chaque année des prix littéraires et accompagne de nombreux projets à dimension sociale, pédagogique et inclusive. C'est cette conviction que l'écrit a un rôle majeur à jouer dans nos vies qui nous pousse à organiser, le 21 mai, l'événement « Ecrivons avec La Poste ». Dans cinq bureaux emblématiques, à Paris, Nice, Lille, Lyon et Toulouse, chacun est invité à écrire des cartes postales, à participer à des ateliers d'écriture, à découvrir les calligraphies du monde.

Le 21 mai, c'est une journée pour remettre l'écriture au cœur du quotidien. Une fête ouverte, intergénérationnelle, vivante. C'est aussi une façon de réaffirmer le rôle de La Poste comme acteur de proximité, plus essentiel que jamais face aux grandes transitions : numérique, écologique, démographique, territoriale et sociale. Car, dans ce monde en mutation, c'est le lien humain qui fait la différence. Et ce lien, l'écrit le porte.

Alors que l'intelligence artificielle transforme nos usages et nos relations, prendre le temps d'écrire devient un acte d'engagement. Retrouver l'écrit, c'est retrouver du sens. C'est se dire, se comprendre, se transmettre.

C'est aussi se retrouver soi-même. Le 21 mai, La Poste vous donne rendez-vous pour célébrer ce geste essentiel, sensible, universel. La Fête de l'écrit n'est pas un regard tourné vers le passé : c'est une invitation à croire en l'avenir. Parce qu'écrire, c'est transmettre. Parce qu'écrire, c'est relier. Parce qu'écrire, c'est croire en demain. Ecrivons pour créer du lien. Pour mieux nous comprendre. Pour mieux nous projeter. L'écrit nous rapproche et, s'il est mémoire, il est aussi promesse. ■



Nathalie Collin est directrice générale adjointe du Groupe La Poste, chargée de la branche Grand public et numérique

« Ecrire pour construire une société plus juste »

Laurent Keiser, président du Labo des histoires, rappelle les vertus de l'écriture

Depuis 2011, le Labo des histoires, association nationale d'intérêt général, a organisé pour les enfants, les adolescents et les jeunes adultes plus de 3 000 ateliers d'écriture par an. Ces ateliers, qui ont déjà réuni 400 000 jeunes, démontrent que l'écriture peut briser les barrières sociales et donner une voix en particulier à ceux qui sont éloignés des pratiques culturelles.

Le Labo des histoires est fier de célébrer la Fête de l'écrit qui promeut l'écriture comme un outil puissant d'expression et de transformation sociale. Nous croyons que la voix de chaque jeune, quel que soit son niveau de langue, mérite d'être entendue. L'écriture créative favorise la connaissance de soi et la compréhension des autres, des éléments cruciaux pour construire une société plus juste et plus ouverte.

Chaque jeune qui écrit dans un atelier du Labo des histoires est le reflet de notre société : habitants en zone rurale, en quartier prioritaire, dans l'Hexagone ou en

outre-mer ; écoliers, étudiants, jeunes en parcours de soins ou sous main de justice, en situation de décrochage scolaire ; passionnés d'écriture ou réfractaires.

L'écriture leur permet de verbaliser leurs émotions, d'échanger des points de vue, d'évader et de renouer avec un moyen d'expression crucial pour bâtir des ponts avec le monde qui les entoure et celles et ceux qui le peuplent.

Nous appelons chacun à rejoindre ce mouvement pour une société plus inclusive, où l'écriture est un outil de confiance et d'émancipation. Ensemble, nous pouvons faire une différence et construire un avenir où chaque jeune est valorisé. Et je formule un voeu : que la Fête de l'écrit trouve durablement sa place dans nos caillidriers, car elle est celle d'une valeur fondamentale de notre pays : la liberté d'expression. ■



Laurent Keiser est président de l'association Labo des histoires

A Florence, Gucci renoue avec la flamboyance

En attendant l'arrivée de Demna, son nouveau directeur artistique, le studio de la maison italienne a présenté, jeudi 15 mai, sa collection croisière dans son palais florentin. Revisitant son histoire, dans un défilé de couleurs, de broderies et d'imprimés

MODE

FLORENCE (ITALIE)

Chaque printemps, ça recommence. Les principales marques de luxe organisent un défilé pour mettre en scène leur «croisière», une des collections les plus importantes en matière de chiffre d'affaires. Tous les ans, elles élisent une nouvelle destination. Leurs choix sont souvent éclectiques, menant leurs invités en Asie, aux Etats-Unis ou en Europe. Mais pas en 2025, où presque toutes se sont tournées vers l'Italie.

Le pays coche nombre de cases : il constitue un environnement relativement sûr dans un contexte international tendu ; avec ses pierres antiques (Dior défilera à Rome), ses palais baroques (Max Mara à Naples) et ses villages de pêcheurs (Pucci était à Portofino), il offre des décors variés mais toujours photogéniques ; il permet à certaines marques de dévoiler les coulisses de leur production made in Italy, comme Chanel au lac de Côme ; d'autres en profitent pour raconter leur histoire. C'est le cas de Gucci, qui y a reçu ses invités dans sa ville natale de Florence, le 15 mai.

Là-bas, difficile d'ignorer la présence de la marque, installée près de la Galerie des Offices, sur la piazza della Signoria, dans un bâtiment réunissant à la fois un petit musée à la gloire de la griffe, une boutique, un restaurant et une librairie. En plus de ce «Palazzo Gucci», inauguré en 2011, elle possède une adresse plus discrète, le Palazzo Settimanni, qu'elle a choisi pour accueillir son défilé croisière.

Situé dans une ruelle tranquille du centre de Florence, ce noble édifice du XV^e siècle est acheté en 1953 par la famille Gucci pour en faire un atelier de maroquinerie. En 1995, le directeur artistique Tom Ford le transforme en espace d'exposition, puis il devient un espace destiné aux archi-

ves, accessible aux employés de Gucci, aux étudiants et aux historiens de mode, aux très bons clients et, ponctuellement, à la presse.

Les anciennes collections ont rarement l'honneur d'être conservées dans un lieu d'apparat. La plupart des marques préfèrent les garder cachées (pour des raisons de sécurité) dans des entrepôts sans charme en banlieue ou en province. Est-ce qu'avec le Palazzo Settimanni, admirablement restauré, Gucci cherche à montrer qu'elle joue dans une autre catégorie que la concurrence ? C'est possible. En tout cas, avec sa marquerie fleurie, ses lustres de Murano et ses jolies armoires vitrées qui abritent toutes sortes de produits Gucci, il offre un parfait écrin à un défilé.

Manteau or en brocart de soie

Présenté en petit comité à quelque 300 personnes, ce show a été réalisé par le studio, qui n'a plus de directeur artistique depuis le départ de Sabato de Sarno en février 2025. Demna, le Géorgien depuis dix ans à la tête de Balenciaga, qui appartient comme Gucci au groupe Kering, a été nommé en mars pour le remplacer, mais son transfert n'est prévu que pour juillet. Que montrer en attendant le messie ? L'exercice n'est pas aisés, mais Gucci, marque locomotive du groupe, ne pouvait pas faire l'impasse sur son défilé croisière. Sa défection aurait été interprétée comme un signe de faiblesse dans un contexte défavorable : ses ventes ont reculé de 24 % au premier trimestre 2025, alors que son chiffre d'affaires avait déjà dégringolé de 21 % en 2024.

Malgré la pression, le studio s'en sort bien. En prenant le parti d'aller piocher dans toute l'histoire de Gucci, du porno chic de Tom Ford jusqu'au romantisme baroque d'Alessandro Michele, que Sabato de Sarno avait mis au placard, il propose une collection riche dans tous les sens du terme. Riche de références,



Collection croisière 2026 de Gucci. ALENA ZAKIROVA/GETTY IMAGES/GUCCI

Une blouse au motif seventies à un col lavallière si long qu'il frôle le sol

de couleurs, d'imprimés, de broderies, mais aussi de produits : de la veste croisée aux épaules larges à la robe midi en soie ceinturée, il y a dans cette collection beaucoup de pièces faciles à porter, capables de susciter le désir. Et peut-être de relancer la machine.

Alors que Sabato de Sarno s'accrochait à une épure qui confinait au vide, Gucci renoue avec une forme de générosité bien maîtrisée. C'est un manteau or en brocart de soie

orné d'un col duveteux, porté avec une sobre jupe beige et un corsage immaculé ; un tailleur un peu ample, où le gris souris de la veste répond au gris-bleu du pantalon ; une blouse au motif seventies où le col lavallière est si long qu'il frôle le sol. Le studio flirte habilement avec le mauvais goût, associe des mules rose fluo à un manteau peignoir en fausse fourrure, mélange le rouge vermillon au bleu électrique sur une jupe en dentelle. C'est un peu trop, mais, sur le podium, c'est ce qu'il faut, et c'est aussi en adéquation avec l'ADN de Gucci.

On pourrait reprocher à cette collection d'être proche du travail d'Anthony Vaccarello chez Saint Laurent, une autre marque de Kering, dont Francesca Bellettini, qui est aujourd'hui directrice générale adjointe du groupe, a été la PDG pendant dix ans : les carrures larges, les jupes crayon taille haute, les blouses en soie, le jeu sur les couleurs dissonantes sont autant d'éléments qui font la signature du Belge. Mais cette contiguïté stylistique ne concerne pas tous les looks, et n'enlève pas l'essentiel : cette collection reste estimée Gucci, et elle est réussie.

De son côté, Demna devrait montrer une première mouture de son travail à la fashion week de Milan en septembre 2025, dans un format qui n'a, pour l'instant, pas été précisé. De son succès dépend l'avenir de la maison florentine, et donc de Kering. Quand le futur est aussi incertain, quoi de plus raisonnable que de se concentrer sur son brillant passé ? ■

ELVIRE VON BARDELEBEN

Quand les étudiants en mode réfléchissent au développement durable

«INSISTEZ SUR LA QUALITÉ des produits que vous proposez, c'est votre meilleur atout !», explique Eric Dupont, directeur du département de développement durable de Chanel, au petit groupe d'étudiants de l'Institut français de la mode (IFM) qui lui fait face, ce jeudi 15 mai, dans une salle de réunion du groupe Kering, à Paris. Le moment est important : ces élèves de première année de master, en création de mode ou management, présentent leur projet de fin d'année, dans le cadre du certificat en développement durable IFM-Kering, à des professionnels du secteur. Parmi lesquels se trouvent Anouck Duranteau-Loeper, présidente d'Isabel Marant ; Sophie Hersan, cofondatrice du site de seconde main Vestiaire Collective ; ou bien encore Marie-Claire Daveu, directrice du développement durable chez Kering.

Depuis 2019, le groupe de luxe propriétaire de Gucci, de Bottega Veneta

ou de Saint Laurent s'est associé à l'IFM, une école qui forme les créateurs et les dirigeants du luxe de demain, en lançant une chaire d'enseignement consacrée à l'écoresponsabilité dans la création. Ce sont donc cinq groupes d'étudiants qui se sont succédé et ont présenté des projets aussi divers que variés. Parmi eux, on retiendra Let's Go Change the World : un kit de quatre accessoires (un sac pour ranger des papiers importants, une écharpe cagoule, un porte-bébé et une capuche antipluie) à destination des personnes sans abri, fabriqué à partir de stocks dormants de tissus récupérés auprès de différentes marques de luxe. Une centaine de kits ont déjà été distribués à Paris.

Autre projet : BioFluff, mené par quatre étudiants, en association avec la start-up du même nom. L'idée ? Une collection pour femme à partir de Savian, matière alternative à la fourrure, conçue à 100 % à base

de plantes. A voir les jupes virevoltantes et les pulls courts aux découpes sur les épaules, difficile d'imaginer que cela n'est ni de la vraie fourrure, ni une matière synthétique l'imitant. «La fourrure revient en force dans les collections. Cela pose évidemment des questions éthiques et écoresponsables», insiste Kate Lyttle, étudiante en master «management du luxe et de la mode».

Un jeu de cartes pour enfants

«Ces projets se font sur la base du volontariat et sont réalisés sur six mois, en plus du cursus habituel. Nous avons eu énormément de candidatures et avons sélectionné 30 étudiants», explique Andréanne Lemieux, directrice de la chaire Développement durable IFM-Kering.

Le vêtement en tant que tel semble

ne pas être une finalité en soi pour cette génération. «Les Petits Héros

durables» l'illustre parfaitement. Imaginé par trois étudiantes, il s'agit d'un jeu de cartes à destination des enfants – mais pas uniquement – qui a pour vocation d'éduquer à l'impact environnemental des vêtements, de leur fabrication à leur usage quotidien. Et si l'on pioche la carte «machine à laver», la sentence tombe : on doit passer son tour ! Si le jeu en est encore au stade du prototype, ses créatrices espèrent le faire entrer dans les écoles primaires.

«Le niveau est élevé, non ?», se réjouit, quant à elle, Marie-Claire Daveu, enthousiasmée par les idées et propositions passées en revue. Ces élèves seront demain aux commandes dans les maisons du luxe, chez Kering ou ailleurs. Les enjeux sont trop grands pour que l'on joue ici la carte de la compétition entre marques.» La relève semble en effet assurée, avec les meilleures intentions. ■

MAUD GABRIELSON

Marie-Pierre Pruvot, alias Bambi

« Je voulais être Mme Tout-le-Monde »

On s'attendait à trouver des robes pailletées et des photos de music-hall, mais il y a des livres partout dans son petit appartement, à Pantin. A près de 90 ans, jolie, fine et souriante, Marie-Pierre Pruvot ressemble bien plus à la professeure de lettres qu'elle a été pendant plus de quarante ans qu'à Bambi, cette danseuse de cabaret qui l'a rendue célèbre et lui a permis de vivre enfin ce qu'elle était : une femme, elle qui était née garçon à une époque où l'on ne parlait pas encore de transidentité. *Une vie ordinaire*, c'est le titre qu'elle a choisi pour ses Mémoires, publiés chez Denoël (246 pages, 20,90 euros). En vérité, son parcours ne ressemble à aucun autre.

Je ne serais pas arrivée là si...

... Si je n'avais pas vu, un soir, au Casino de la corniche, à Alger, le spectacle de Coccinelle. Elle chantait et dansait dans une revue, sa tournée avait un succès fou, c'était surtout la première fois que je voyais des travestis. Elle avait l'air heureuse et on l'applaudissait. Depuis l'enfance, il était parfaitement clair dans mon esprit que j'étais une fille dans un corps de garçon, mais je faisais très attention à ne pas le montrer. Je jouais sans cesse un rôle. Voir soudain cette artiste m'a aidée à prendre la décision capitale qui m'a permis de vivre : assumer d'être enfin ce que j'étais.

Votre famille, jusque-là, ne s'était doutée de rien ?

En tout cas, c'était un non-dit absolu. Je suis née en novembre 1935, aux Issers, en Kabylie, où mon père était garagiste. Enfant, je mettais les robes de ma sœur ainée. Je détestais mon prénom, Jean-Pierre, je ne voulais pas être ce prénom masculin. Lorsque je jouais avec la petite voisine à la marchande ou à la maîtresse, je m'appelais d'ailleurs toujours Mme Pruvot. Mais, à 6 ans, au moment d'entrer à l'école, ma mère m'a fait jeter toutes mes robes, m'a coupé les cheveux, un déchirement. Je me suis regardée dans la glace et j'ai vu le désastre.

En même temps, à partir de ce moment-là, j'ai cessé de me regarder comme on me percevait : on voulait me voir garçon, mais je me voyais fille. Je me suis mise à haïr l'école justement parce que je ne pouvais pas y être moi-même. Je ne voulais pas jouer au foot, je manquais les cours de gym parce que je ne voulais pas être dans le vestiaire avec les garçons. Au collège, le professeur de français était homosexuel, probablement en couple avec le professeur d'histoire. Cela se savait sans qu'aucun d'eux s'affiche. Un jour, alors que je devais réciter un poème, il a lancé : « Voilà ce que j'appelle être efféminé ! » devant toute la classe. Il y a eu un silence absolu. Je me suis sentie profondément humiliée.

De fait, étiez-vous « efféminée » ?

Je cousais, je brodais. Toute mon enfance, j'ai entendu ma mère me dire : « Mais pourquoi ne joues-tu pas avec la voiture à pédales ? Et avec les jouets de ton cousin ? » Mais elle n'a jamais abordé la question. Mon père me demandait : « Est-ce qu'on t'ennuie à l'école ? », comme s'il se doutait de quelque chose. Pourtant, rien n'était dit. C'était un formidable secret dans la famille, cela ne pouvait pas être possible. J'avais été obèse et il m'était resté, jusqu'à 14 ans et demi, des petits seins. Mais à 15 ans, avec la puberté, je n'avais qu'une angoisse, c'était de voir mon corps changer. Je lisais *Jocelyn [1862]*, d'Alphonse de Lamartine, l'histoire d'un père qui, pour protéger sa fille, la déguise en garçon. Cette histoire, c'était moi ! Ma chance a été d'aller à Alger, après la 3^e, parce qu'il n'y avait pas de lycée aux Issers. Le frère de ma mère avait une maîtresse, Rosette, qui y tenait un café, et c'est chez elle que je devais loger. Lorsque j'y suis arrivée, elle m'a tout de suite dit : « Je vais vous appeler Jean-Pi. » Avait-elle perçu quelque chose ? Là encore, cela n'a jamais été formellement exprimé.

Vous n'aviez aucune vie sentimentale ?

Si. Rosette m'avait proposé de l'aider à faire le service dans son café, dont l'un des piliers était Ludo. Il avait plusieurs années de plus que moi et chantait : « Un amour vient de naître en mon cœur... », en me regardant. Un jour, ma mère m'a proposé de revenir quelques jours aux Issers – mon père était mort quelques années plus tôt. Je lui ai dit que je venais avec un camarade et je suis arrivée avec Ludo. Le lendemain matin, elle est entrée dans ma chambre et nous a trouvés dans le même lit. « Tu m'as fait ça ! », m'a-t-elle lancé, en se mettant à pleurer. C'était comme



A Pantin (Seine-Saint-Denis),
le 31 janvier.
ÉRIC GARAU/TASSO & CO

JE NE SERAIS PAS ARRIVÉE LÀ SI... Chaque semaine, « Le Monde » interroge une personnalité sur un moment décisif de sa vie. L'ex-danseuse de cabaret revient sur le jour où elle s'est assumée comme femme

une rupture. Ludo m'a dit : « Au fond, c'est mieux, comme ça, elle sait ce que tu es. » Comme si j'étais un homosexuel.

Mais vous l'étiez ?

Justement, non ! Et il était hors de question que je sois homosexuel. Etre homosexuel, c'était encore être un homme. Or, je suis une femme ! Il fallait que je trouve une solution.

Comment vous retrouvez-vous à rencontrer Coccinelle et des travestis en pleine Algérie française ?

Le café de Rosette était situé à côté du Casino, sur la corniche, et c'est là que venaient tous les artistes. En 1952 est arrivée la troupe du Carrousel de Paris, et Rosette nous a emmenés voir ce spectacle. C'était incroyable ! Une sorte de défilé de mode, avec des travestis dotés de seins, d'une taille fine, de jambes galbées. Soudain, j'ai vu ma voie s'ouvrir devant moi. Je m'imaginais déjà m'habiller enfin en femme et vivre avec Ludo. Il a refusé. Alors, j'ai décidé de partir à Paris.

Seule ?

Oui. Je n'avais pas encore 18 ans, mais je savais que Coccinelle faisait son spectacle au Carrousel, rue du Colisée, dans le 8^e arrondissement, et dès mon arrivée, j'ai prié le taxi de m'emmener jusqu'à un hôtel à proximité. Puis j'ai cherché le Carrousel et demandé à rencontrer le patron. Quand il m'a vue, il m'a dit : « Qu'est-ce que tu sais faire ? » Je ne savais ni chanter ni danser, mais il voulait bien que j'aille me former chez Madame Arthur, un autre cabaret avec un spectacle de travesti. Seulement, la majorité à l'époque était encore à 21 ans et, pour que je puisse travailler, il fallait impérativement que ma mère m'émancipe. Donc j'ai dû retourner en Algérie, la mort dans l'âme. Trois mois durant, j'ai travaillé à la Tabacoo kabyle pour me refaire un petit pécule et repartir. Cette fois, j'ai parlé à ma mère : « Je ne suis pas un garçon, je le sais depuis toujours. Si tu ne veux pas qu'il y ait un scandale

rivée ! Là encore, Coccinelle m'a conseillée : « Ecoute, tu vas t'acheter un soutien-gorge seins nus, cela fait des seins comme des obus. Lorsque tu seras devant le médecin militaire, tu te déshabilleras dos à lui puis soudain tu te retourneras et il verra tes obus et tu lui diras qu'il y a eu une erreur dans l'état civil. » Le médecin m'a dispensée de service militaire.

Vous continuiez cependant à vous appeler Jean-Pierre sur vos papiers ?

Oui, je passais les frontières avec mon nom d'état civil et personne ne me posait jamais de question. Coccinelle voulait absolument se faire opérer et elle a sérieusement étudié la question. Elle avait croisé à Nice une jeune fille qui s'était approchée d'elle et lui avait dit : « Vous savez, je suis comme vous. » Cette jeune fille était électricienne. Elle avait fait une vaginoplastie à la Clinique du parc de Casablanca.

On faisait des vaginoplasties au Maroc dans les années 1950 ?

Oui, c'était même un cas quasi unique. Coccinelle s'est fait opérer en 1958. Moi, j'étais hésitante, j'avais peur de perdre toutes mes sensations sexuelles, de ne plus jamais connaître d'orgasme. Mais l'ami avec qui je vivais a accepté que je me fasse opérer et je l'ai fait en 1961. En 1968, j'ai finalement changé d'état civil, à Alger. J'y suis née deux fois, en quelque sorte. J'ai opté pour Marie-Pierre, à la place de Jean-Pierre, parce que je voulais changer le moins possible ce nom que mes parents avaient choisi pour moi.

Pourquoi avez-vous finalement abandonné le cabaret ?

Je savais que je ne pouvais pas vieillir sur scène. Après 35 ans, c'est difficile... Alors, j'ai décidé de passer mon baccalauréat et de reprendre des études de lettres. Je faisais chaque soir mes deux passages au Carrousel, un chez Madame Arthur, un chez Elle et lui, je terminais à 5 heures du matin, je dormais, puis j'allais en cours. Mon professeur m'a proposé de faire un mémoire. En 1972, c'était le cinquantenaire de la mort de Marcel Proust et j'ai proposé un sujet sur les invertis dans *A la Recherche du temps perdu*. Et ils sont nombreux, au-delà de Gilberte et Albertine... Enfin, j'ai eu mon Capes et j'ai été nommée professeure dans la banlieue de Cherbourg [Manche]. J'avais 36 ans.

Cette fois, personne ne connaît votre passé...

Non, et je n'ai rien dit. Je voulais absolument être Mme Tout-le-Monde. Personne n'aurait imaginé une seule seconde que je sortais du Carrousel mais pendant quelques années, j'ai eu peur d'être reconnue. En 1976, j'ai été nommée dans un collège à Garges-les-Gonesse [Val-d'Oise] où je suis restée jusqu'en 2001. Mon passé m'a rendue plus attentive aux élèves, je voyais ceux qu'il fallait protéger. Je garde le souvenir triste, dans une classe de 4^e, d'un élève, assez gros, avec des seins, que j'ai pris pour une fille un peu lesbienne. Je me suis adressée à lui comme à une fille et toute la classe a éclaté de rire. J'étais très embêtée de l'avoir mis en difficulté.

Quel regard portez-vous sur les mouvements en faveur des personnes transgenres aujourd'hui ?

Quand je vois ces mouvements, j'ai un peu peur. Peur que les scandales aient un effet contraire à ce que nous voulons. Nous, nous avons résisté aux descentes de la brigade mondaine ou aux décisions qui voulaient interdire aux hommes de s'habiller en femmes, y compris sur scène, en les contournant et en agissant pour être ce que nous étions. Le mariage de Coccinelle, en 1962, a cependant eu un effet négatif. À l'époque, elle était défendue par Robert Badinter, qui avait plaidé pour son changement d'état civil avant qu'elle n'épouse en robe et voile blanc son premier mari. Après ce mariage très médiatisé, il y a eu un retour de bâton très rude, notamment pour changer d'état civil. C'est cela qui me fait peur dans les mouvements trop radicaux : le retour de bâton.

Votre mère est venue vivre près de vous, les dernières années. Elle avait donc accepté ce que vous étiez...

Elle ne m'a jamais dit ce qu'elle avait dû entendre sur moi, ni si elle en avait parlé avec mon père. Elle a supporté le regard des autres et de la famille. Je ne sais même pas ce qu'elle a compris, mais elle a admis ce que j'étais. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
RAPHAËLLE BACQUÉ



SALAUN JAOUEN

Pourquoi les services publics se dégradent, alors que les dépenses publiques croissent ?

Pour la haut fonctionnaire **Lucie Castets** et la directrice des études France de l'Institut Montaigne, **Lisa Darbois**, le vieillissement de la population a accru les besoins de services publics. Mais l'une juge inévitable d'augmenter les impôts sur le patrimoine et l'héritage, tandis que l'autre estime possible de baisser la dépense publique en la réorganisant

ENTRETIEN

De 1973 à 2023, les dépenses publiques sont passées de 40,9 % à 57 % du produit intérieur brut (PIB). Malgré cette hausse, la justice est plus lente que chez nos voisins, la France a dégringolé depuis 2008 dans le classement du Programme international pour le suivi des acquis des élèves et les services d'urgence sont saturés dans les hôpitaux... Pourquoi? Lucie Castets et Lisa Darbois en débattent pour *Le Monde*.

La première est devenue une personnalité publique après les élections législatives de 2024, lorsque le Nouveau Front populaire a proposé son nom pour Matignon. Haut fonctionnaire, cofondatrice de l'association Nos services publics, elle est l'autrice d'un vibrant plaidoyer pour ces derniers, *Où sont passés nos milliards* (Seuil, 180 pages, 14,90 euros). La seconde est directrice des études France à l'Institut Montaigne, un cercle de réflexion d'inspiration libérale. Elle est une spécialiste de l'efficacité de l'Etat, des finances publiques et des classes moyennes.

Pourquoi la qualité des services publics baisse-t-elle, malgré des financements en hausse?

Lucie Castets : La première explication, c'est que les besoins augmentent fortement. Le vieillissement de la population

et l'explosion des maladies chroniques ont conduit à davantage de demande de services de santé. L'accès au baccalauréat de plus de 80 % d'une classe d'âge a accru la pression sur l'enseignement supérieur. L'augmentation des déplacements a mis en tension les transports publics. On peut aussi citer des évolutions sociétales bienvenues : depuis #MeToo, le recul de la tolérance vis-à-vis des violences faites aux femmes a, par exemple, gonflé le nombre de plaintes pour viol que la justice doit instruire.

La deuxième explication, c'est qu'une très grande partie de la hausse de la dépense publique n'a pas servi à financer les services publics. Parmi ces dépenses, on constate notamment une augmentation significative des aides aux entreprises : entre 1979 et aujourd'hui, elles sont passées de 3,1 % à 6,2 % du PIB. Cela représente 186 milliards d'euros par an ! On répète que la France est une « championne de la dépense publique », mais on oublie de dire qu'elle est aussi la championne du monde de la stimulation de son économie par l'argent public !

« TROP SOUVENT, LA CONFIANCE EN L'ÉTAT MANQUE, COMME EN TÉMOIGNE L'APPEL ABUSIF AUX CABINETS DE CONSEIL »

LUCIE CASTETS

Lisa Darbois : En France, le niveau des dépenses publiques se situe bien au-dessus de la moyenne de nos voisins : elles sont massives, elles irriguent tous les pans de la société. L'intervention de l'Etat est systématisée, ce qui se traduit par une dette publique très importante et coûteuse. Et, pourtant, on constate la défaillance des services publics prioritaires. C'est un constat d'échec collectif : il est imputable aux erreurs des gouvernements qui se sont succédé, à notre manière de faire nos budgets et à notre culture de la dépense.

Vous avez raison de rappeler que les aides aux entreprises ont augmenté, mais il ne faut pas oublier qu'en France les impôts de production représentent 106 milliards d'euros, bien au-dessus de la moyenne européenne en pourcentage de PIB. Ils pèsent non pas sur les bénéfices, mais directement sur la production réalisée sur le territoire national. Je pense qu'on peut aborder toutes ces questions sans idéologie : qualité de la dépense publique, efficacité de la fiscalité, organisation des services publics,

gestion des collectivités locales... Il faut ouvrir tous les tiroirs !

Je partage avec vous le constat que les besoins ont augmenté avec la chronicité des maladies et le vieillissement de la population, mais il faut avoir conscience qu'une grande partie de la hausse des dépenses publiques a été absorbée par les retraites : aujourd'hui, elles représentent 25 % du total ! Quand on fait le choix politique – ou plutôt le non-choix – de laisser les dépenses dynamiques gonfler – je pense à la protection sociale, aux retraites ou à la santé –, il reste peu de marge de manœuvre pour investir dans les services publics.

L.C. : Il est vrai que les retraites et la santé pèsent lourd dans nos dépenses publiques. C'est ce qui explique que ces dernières atteignent 57 % du PIB en France, contre environ 50 % dans les autres pays industrialisés. Mais la prise en charge socialisée de ces deux postes correspond à un choix de société que nous avons fait. Et, pour ma part, je m'en réjouis !

En matière de santé, ce choix est non seulement le plus juste, mais aussi le plus efficace. Et, d'ailleurs, quand, pour faire des économies, le gouvernement baisse les remboursements des médicaments ou des consultations, il se livre à un mauvais calcul : cette politique pousse certains patients à renoncer aux soins et augmente les tarifs des mutuelles, qui ont des frais de gestion plus élevés.

vés que la Sécurité sociale. Finalement, la dépense privée augmente donc plus que ne baisse la dépense publique. Le citoyen est perdant.

L. D. : Les coups de rabot budgétaires, ce n'est effectivement pas la bonne méthode. Il vaudrait mieux réfléchir à l'organisation du secteur public et se demander en quoi telle ou telle dépense publique favorise la croissance et bénéfie aux citoyens. Nous savons tous, par exemple, que les dépenses dans la recherche, l'innovation et l'investissement sont meilleures que celles qui financent la consommation : elles sont davantage susceptibles de générer de la richesse à long terme et donc de préserver notre modèle social !

Reprenez l'exemple de la santé, qui représente 12 % du PIB, ce qui est énorme. Cette dépense permet de protéger les citoyens, ce dont nous pouvons être fiers, mais il n'est pas interdit d'améliorer le système. Nous avons, à l'Institut Montaigne, chiffré le coût de la désorganisation de la santé entre 2 milliards et 3 milliards d'euros. Nous manquons, en outre, en France, d'une culture de la prévention, ce qui nous coûte très cher : dans certains pays, les médecins ont des incitations à garder leurs patients en bonne santé. Nous proposons d'introduire dans le paiement à la performance des médecins généralistes des mesures de dépistage.

Lucie Castets, n'y a-t-il pas un déni, à gauche, concernant l'efficacité des dépenses publiques ? Des pays comme la Suède ou le Canada n'ont-ils pas réussi à les réduire sans dénaturer leur Etat-providence ?

L. C. : S'il y a un déni, je n'y participe pas. Je consacre une partie de mon livre à expliquer qu'il faut non seulement plus de moyens, mais aussi une allocation plus efficace et plus cohérente de ces derniers. L'un des problèmes que nous avons en France est l'incapacité de penser à long terme – d'où l'insuffisance de la prévention. A court terme, elle a un coût budgétaire et politique qu'il faut accepter.

L. D. : Bien sûr.

L. C. : A l'inverse, chercher à réaliser des économies immédiates en réduisant les budgets de l'éducation, de la recherche ou de la santé a des conséquences négatives durables. Agir sur le long terme demande du courage politique. L'Etat stratège doit s'imposer, non seulement pour la planification de la transition écologique, mais aussi pour l'ensemble des politiques publiques. Cela passe par des moyens, mais aussi par la confiance que l'on place en lui et dans les femmes et les hommes qui le servent. Or, trop souvent, cette confiance manque, comme en témoigne l'appel abusif aux cabinets de conseil.

L'une des critiques qui sont souvent faites aux services publics français, que ce soit la police, l'éducation ou la santé, c'est que la proportion des agents sur le terrain est plus faible que dans les autres pays : il y aurait trop de fonctionnaires dans les bureaux. Est-ce vrai ?

L. C. : Cette opposition n'a pas lieu d'être. Le travail des agents de bureau est fondamental si l'on veut assurer la qualité de celui des agents de terrain. A l'hôpital, les agents administratifs déchargeant le personnel soignant de certaines tâches, ce qui lui permet de consacrer plus de temps aux patients. Dans la police, les agents sur le terrain, notamment pour lutter contre le trafic de drogue, sont de plus en plus nombreux, mais on manque de fonctionnaires, dans les bureaux, pour les enquêtes complexes visant les têtes de réseaux du narcotrafic ou la criminalité financière. C'est l'« administration administrante », comme la désignait avec dédain Valérie Péresse [présidente *Les Républicains de la région Ile-de-France*] ; c'est elle qui négocie les contrats pour faire valoir les droits de l'Etat ; c'est elle encore qui défend les intérêts du public dans l'élaboration de la norme et qui fait face aux lobbys...

L. D. : Opposer l'« administration administrante » aux agents de terrain est stérile : il vaudrait mieux s'interroger sur la répartition des compétences entre la fonction publique d'Etat et la fonction publique territoriale. Entre 1997 et 2022, les effectifs de la seconde ont explosé par rapport à ceux de la première : + 46 % (560 000 agents supplémentaires), contre + 7 % (170 000 agents). Cette question mérite d'être posée, aussi bien pour des raisons démocratiques que pour des

« UNE GRANDE PARTIE DE LA HAUSSE DES DÉPENSES PUBLIQUES A ÉTÉ ABSORBÉE PAR LES RETRAITES : AUJOURD'HUI, ELLES PRÉSENTENT 25 % DU TOTAL »

LISA DARBOIS

raisons de finances publiques. Une clarification s'impose.

Evalue-t-on correctement, en France, l'efficacité des dépenses publiques ?

L. D. : Nous ne prenons pas assez au sérieux l'enjeu de l'évaluation de la dépense publique et des mesures fiscales. Prenez la loi Climat et résilience : l'étude d'impact fait 645 pages, mais seules quelques lignes portent sur l'impact social et financier de la mise en place des zones à faibles émissions. C'est un peu léger, pour une mesure qui affecte directement près de 1 million de Français !

Quand on se livre à une évaluation, il faut se garder d'avoir des œillères idéologiques. La suppression de la contribution sociale de solidarité des sociétés (C3S), cet impôt de production qui a rapporté 4,8 milliards d'euros en 2023, et qui finance l'assurance-vieillesse, me paraît, par exemple, justifiée, car c'est l'un des pires impôts qui existent : il décourage la production, il augmente les coûts des intrants et il subventionne indirectement les produits importés...

L. C. : Il faut, en effet, évaluer l'efficacité des dépenses publiques, car cela contribue à l'acceptabilité de l'impôt. Dans ce travail, nous devons certes nous garder de tout dogmatisme, mais l'idéologie ne me fait pas peur : il faudrait même la réhabiliter, car elle est importante dans la façon dont nous choisissons nos objectifs. Mon corpus idéologique me conduit à considérer que la réduction des inégalités est un objectif de premier rang et qu'il doit donc présider à certaines décisions.

Peut-on améliorer la situation des services publics tout en diminuant les prélèvements obligatoires ?

L. D. : Oui. C'est une question d'organisation, d'évaluation de la dépense et de méthode.

L. C. : Je ne le pense pas, pour ma part. Au-delà du nécessaire financement de la transition énergétique, de nombreux besoins, qui sont parfois sous les radars, méritent des réponses. Prenez la question des accompagnantes d'élèves en situation de handicap : ces personnes, qui travaillent à l'école, n'ont pas de statut, alors qu'elles ont un rôle fondamental dans la vie de l'école et donc dans la société. C'est l'un des très nombreux chantiers dont l'ouverture est indispensable. Mis bout à bout, ces chantiers coûtent beaucoup d'argent à court terme, mais ils permettraient, à long terme, des économies.

L. D. : La hausse de la pression fiscale n'est pas la bonne réponse aux problèmes de notre modèle social. Dans un contexte de diminution de la productivité globale, nous n'éviterons pas une réflexion sur l'efficacité des dépenses, voire sur leur réallocation, pour faire face au vieillissement démographique, à la diminution du taux d'emploi, au financement de nos retraites, à l'augmentation inéluctable des prestations de santé, à l'enjeu de la dépendance – et je ne parle même pas de l'environnement géopolitique !

L. C. : Vous dites qu'on ne répondra pas aux questions liées au vieillissement de la population par un financement socialisé. Je suis en désaccord. Le scandale qui a eu lieu dans les Ehpad de la société Orpea [en 2022] montre bien les limites du système qui consiste à demander à des entités privées, qui ont parmi leurs objectifs le profit, de prendre en charge des besoins humains très basiques, comme celui de vivre dans des conditions décentes.

On peut toujours réguler et contrôler davantage ces entreprises, me direz-vous. Je pense, moi, que le financement du grand âge par une imposition plus

intelligente, soit du patrimoine, soit de l'héritage, est une meilleure piste. Et qu'il est à la fois plus efficace et plus juste d'organiser une réponse socialisée au vieillissement de la population et à l'accroissement de la dépendance que de les laisser au hasard des situations individuelles de chaque famille.

La dépense publique est-elle plus efficace que la dépense privée ?

L. C. : Sur des besoins ponctuels très techniques, un ministère doit pouvoir recourir au privé, mais il ne faut jamais oublier qu'il y a une grande différence entre l'acteur public et l'acteur privé : le premier est constitué pour servir l'intérêt général, le second pour être rentable – et ce n'est pas neutre sur le résultat. C'est même pour cela qu'on a créé des services publics !

Je conteste la présomption d'efficacité des entreprises privées. Elle a conduit à importer dans l'administration des méthodes de management contestables. Le fameux « new public management » a ainsi fait exploser les activités de reporting dans les hôpitaux : au lieu d'être devant leurs patients, les soignants passent des heures à remplir des tableaux. Dans de nombreux cas, la gestion publique fonctionne d'ailleurs mieux que la gestion privée : en matière de santé, les Américains ont dépensé, en 2022, 12 500 dollars [11 200 euros] par an et par habitant, soit près de deux fois plus qu'un Français (6 600 dollars, soit 5 900 euros), et ce, pour un résultat sanitaire nettement plus mauvais.

L. D. : Sur ce sujet, la comparaison avec les Etats-Unis ne joue vraiment pas en leur faveur, c'est vrai. Mais face aux enjeux colossaux qui s'annoncent, on ne pourra pas s'appuyer uniquement sur la dépense publique. La mobilisation de la dépense privée peut avoir des effets de levier, par des incitations, par exemple. Il ne faut ni enjoindre le recours au privé ni le diaboliser. Il est souvent plus intelligent d'externaliser certaines tâches très techniques. Dans le cas de la transition environnementale, où les besoins sont énormes, le privé doit être impliqué : ce sont des concessions privées qui ont permis d'équiper le pays de plus de 150 000 bornes de recharge électrique pour les véhicules et d'atteindre les objectifs que nous nous étions fixés.

L'enjeu n'est pas tant le statut des opérateurs finaux – public ou privé – que la responsabilité de l'Etat dans le pilotage de l'ensemble : c'est à lui qu'il revient d'organiser les mesures. Les Australiens ont ainsi mobilisé de nombreuses données sur le vieillissement, la dépendance de la population et la chronicité des maladies, et leurs modèles sont capables de prédire combien de personnes souffriront du diabète dans vingt ans et combien coûteront les soins. En France, on a tellement fragmenté la responsabilité sur ces sujets que personne n'a de vision globale. Dans le cas des concessions d'autoroutes, l'Etat doit, par exemple, imposer des critères précis au moment du renouvellement des contrats.

Faut-il revoir le périmètre de l'Etat ?

L. D. : L'Etat-providence s'est étendu à de très nombreux aspects de nos vies, mais nous ne nous interrogeons jamais vraiment sur son périmètre, alors que nous devons faire face à des défis énormes – démographiques et environnementaux, notamment.

L. C. : Le périmètre de l'Etat peut être revu à la hausse !

L. D. : Pourquoi pas. L'important, c'est de se poser des questions plutôt que de subir et de laisser filer des dépenses. Dans les années 1990, la Suède était au pied du mur – chômage, inflation, dette. Une commission a tracé un chemin en définissant les secteurs où l'Etat devait être fort et en réévaluant les niveaux d'indemnité en matière d'assurance sociale. Après quelques années politiquement difficiles, la Suède a rejoint, aux côtés du Danemark ou de la Finlande, la liste des pays qui sont aujourd'hui cités en exemple...

L. C. : Nous partageons le souhait d'avoir collectivement une grande discussion sur l'efficacité de la dépense publique et sur son périmètre, mais je ne soutiens pas cette solution qui passe par la réduction concomitante des prestations sociales et des prélèvements obligatoires. Nous sommes en désaccord total sur ce point. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR PASCAL RICHÉ



LA CHRONIQUE DE PATRICK ARTUS

Dette américaine : la confiance sous tension

Les Etats-Unis ont un déficit structurel de leur balance commerciale des biens et services qui a atteint 918 milliards de dollars (820 milliards d'euros) en 2024, soit 3,2 % du produit intérieur brut (PIB), et le déficit de leur balance courante (qui inclut les transferts divers de revenus : profits rapatriés, aide internationale...) est encore plus élevé (304 milliards de dollars pour le seul quatrième trimestre 2024). Ce déficit extérieur est aujourd'hui financé sans difficulté majeure grâce aux entrées de capitaux à long terme aux Etats-Unis (achats d'actions, investissements d'entreprises, achats de dette du Trésor). Ce financement ne pose aucune difficulté, comme en témoigne le niveau des taux d'intérêt à long terme sur la dette publique : autour de 4,5 %, il reste inférieur à la croissance nominale des Etats-Unis (5,2 % en 2024).

Mais ce modèle repose sur la confiance que les investisseurs étrangers portent à la qualité de la dette émise par les Etats-Unis. Fin 2024, la dette du Trésor américain détenue par les non-résidents s'élevait à 8 500 milliards de dollars. Si la qualité perçue par les investisseurs non américains venait à se détériorer, cela entraînerait des ventes de titres du Trésor, une difficulté plus grande à financer le déficit extérieur des Etats-Unis et, par conséquent, une hausse des taux d'intérêt à long terme, le ralentissement de la croissance et une dépréciation du dollar.

Une interprétation maximaliste des pouvoirs du président
Plusieurs évolutions pourraient provoquer un recul de la qualité perçue de la dette publique des Etats-Unis. La première est le maintien d'un déficit public élevé et la hausse continue du taux d'endettement public des Etats-Unis. D'après les dernières prévisions du Congressional Budget Office de janvier, le déficit public devrait rester compris entre 6 % et 7 % du PIB d'ici à 2034, et le taux d'endettement public devrait progresser de 100 % à 122 % du PIB. De quoi inquiéter les marchés. En 2024, le Canada, Singapour, Taïwan, Hongkong, la Corée du Sud, les pays européens, et le Mexique ont accru leur détention de titres du Trésor, mais elle diminue au Japon, en Chine, au Brésil et en Inde.

La deuxième tendance est la volonté affichée par Donald Trump d'obtenir une dépréciation du dollar, car il pense qu'un dollar faible améliorera la compétitivité des produits américains, ce qui permettrait de réduire le déficit extérieur. En réalité, puisqu'il est difficile de substituer des productions domestiques aux biens importés, la faiblesse du dollar – cumulée à la hausse des droits de douane – aurait surtout comme effet d'accroître l'inflation aux Etats-Unis. Mais normalement, les investisseurs étrangers ne sont pas sensibles à l'inflation américaine. Ils font leurs calculs en fonction de l'inflation de leur pays de résidence. Toutefois, l'inquiétude sera forte à l'approche de mai 2026, quand Donald Trump sera en mesure de remplacer Jerome Powell à la tête de la Réserve fédérale, la banque centrale américaine.

Troisième facteur menaçant la perception de la qualité de la dette : le risque de remise en cause de l'Etat de droit aux Etats-Unis, et notamment de la séparation des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire. Ainsi, dans le « Project 2025 » préparé par le think tank conservateur Heritage Foundation, source d'inspiration des conseillers de Trump, il est prévu d'interpréter de manière maximaliste les pouvoirs du président américain sur l'administration et le Congrès. Donald Trump a aussi politisé la justice en nommant, lors de son premier mandat, un grand nombre de juges fédéraux et trois juges à la Cour suprême. Les craintes portent également sur le maintien de l'indépendance de la banque centrale.

Enfin, la méfiance pourrait être accrue par une quatrième cause, si d'aventure certaines propositions bizarres de manipulation financière, touchant la demande de dollars par les non-résidents, étaient mises en place. Ainsi, Stephen Miran, le président du conseil de conseillers économiques de la Maison Blanche, préconise une dépréciation forte du dollar et suggère la vente d'obligations en dollars détenues par le reste du monde et la substitution d'une dette à cent ans des Etats-Unis à la dette souveraine existante. L'idée est d'imposer des ventes de dollars et cet échange de dette aux autres pays, sous la menace de droits de douane et de l'arrêt de la protection militaire des Etats-Unis.

Si ce projet devait voir le jour, la demande pour les obligations en dollars chuterait. Le taux de change du dollar se déprécierait certes, mais l'effet essentiel serait une hausse des prix des produits importés, le retour de l'inflation, et une déterioration de la balance commerciale des Etats-Unis. Dans ce cas, la qualité perçue de la dette souveraine en dollars s'effondrerait et les Etats-Unis ne pourraient pas éviter une forte hausse des taux d'intérêt, voire une récession.

Maintenir une haute qualité de la dette en dollars est primordial pour les Etats-Unis, afin de compenser par des entrées de capitaux leur déficit commercial. Ce dernier est structurel, car il provient de la faiblesse du taux d'épargne des ménages, de celle des compétences de la population active et enfin des avantages comparatifs des Etats-Unis qui favorisent la production de services sophistiqués, au détriment de produits manufacturés. ■

Il avait conquis les progressistes et les traditionalistes : qui était Léon XIII ?

Samedi 10 mai, devant les cardinaux, Léon XIV a confirmé avoir choisi son nom de règne en référence à son lointain prédecesseur Léon XIII (1810-1903), qui a régné sur le trône de Pierre de 1878 à 1903. Un choix stratégique pour celui qui va devoir apaiser une curie divisée entre prélates d'ouverture, partisans du pape François et cardinaux conservateurs, qui ont ferraillé douze ans contre lui.

De fait, Léon XIII est une référence à la fois pour les catholiques progressistes et pour les plus traditionalistes. Mais cette double appropriation cache une réalité assez différente, car Léon XIII s'est constamment inscrit dans la tradition catholique. S'il fallait définir deux grands axes de son pontificat, qui parfois se sont croisés et chevauchés, il s'agirait plutôt d'une intransigeance doctrinale et d'un sens aigu de la stratégie. On retrouve ces deux éléments à la lecture de son encyclique la plus célèbre, *Rerum novarum* (« Des choses nouvelles »).

Quand il la publie, en 1891, Léon XIII a derrière lui treize ans de pontificat et une légitimité déjà bien installée. Ce qui n'était pas évident au moment de son élection, intervient dans une période de grands troubles pour l'Eglise catholique. En 1870, cette dernière a, en effet, perdu ses Etats pontificaux, qui ont été intégrés au royaume d'Italie, notamment celui de Rome, qui devient la capitale du pays.

Le pape Pie IX et les cardinaux se replient sur les 44 hectares du Vatican, où ils se considèrent comme assiégés. « Non seulement Rome est désacralisée, mais le pontife n'est plus souverain », écrivent les historiens Philippe Levillain et Jean-Marc Ticchi (« Léon XIII : une vision du monde entre deux siècles », Publications de l'Ecole française de Rome, n° 368, 2006). « Léon XIII est le premier pape qui n'exerce plus de pouvoir temporel. »

En 1878, l'Europe est, pour ailleurs, sujette à la montée de mouvements anticlériaux. Ils s'expriment aussi bien dans la rue que par la voix de leaders politiques, à l'exemple de Léon Gambetta, qui s'écrit, en mai 1877, devant l'Assemblée nationale : « Le cléricalisme, voilà l'ennemi ! » Cet anticléricalisme trouvait en partie sa source dans les actes du prédecesseur de Léon XIII.

Le pape Pie IX avait, en effet, publié, en 1864, le *Syllabus errorum* (« Syllabus des erreurs »), une liste sèche de tout ce que condamnait l'Eglise catholique (rationalisme, socialisme, liberté de culte, divorce, etc.), avant d'instaurer, en 1870, l'infâbilité pontificale, dogme selon lequel le Saint-Père est capable de définir des vérités s'imposant à tous les catholiques de façon absolue et irréversible – dans des conditions et des domaines cependant très encadrés.

Issu d'une famille de la noblesse italienne, brillant élève des jésuites puis de l'Académie des nobles ecclésiastiques, qui forma aux relations internationales, Vincenzo Gioachino Peccia démontre rapidement une forte curiosité intellectuelle alliée à un talent diplomatique certain. Nommé nonce en Belgique à 33 ans, il est témoin des premiers pas de l'indépendance du pays, consécutifs à la révolution de 1830.

Une expérience qui le marque pour la suite. Le jeune prélat retourne dans la péninsule italienne en 1846, où il est nommé archevêque de Pérouse puis cardinal, et où il publie, en 1877 et 1878, deux pastorales sous le titre *L'Eglise et la civilisation*, qui préfiguraient *Rerum novarum*. Cette encyclique marque un tournant majeur sur plusieurs plans.

Sur la forme, Léon XIII a radicalement rompu avec le mode d'expression de son prédecesseur, volontiers préemptoire et accusateur. Ses encycliques sont imprégnées de pédagogie. Léon XIII est un intellectuel passionné d'histoire, qui veut comprendre son époque et qui restitue ce qu'il en saisit d'essentiel. Sur le fond, c'est le premier grand texte pontifical à traiter de questions économiques et sociales.

Dans un langage clair et parfois direct, *Rerum novarum* dénonce la condition des salariés pauvres et pointe la responsabilité des patrons. Deux extraits en donnent la tonalité parfois singulière : « Les travailleurs isolés et sans défense se sont vus, avec le temps, livrés à la merci de maîtres inhumains et à la cupidité d'une concurrence effrénée » ; « Les fortunés de ce monde sont avertis que les richesses ne les mettent pas à couvert de la douleur, qu'elles ne sont d'aucune utilité pour la vie éternelle ».

Léon XIII illustre son propos de façon concrète en soulignant la nécessité, pour les ouvriers, d'avoir un salaire décent et un jour de congé hebdomadaire. Il les invite à s'organiser dans des corporations ou des syndicats. De ce point de vue, *Rerum novarum* participe à l'impulsion de la démocratie chrétienne, qui aura une place centrale dans la vie politique et syndicale de l'Europe au XX^e siècle.

Loi naturelle et loi républicaine

« Le pape invite à la construction d'un lien social compatible avec la doctrine chrétienne, les évolutions de la société, l'industrialisation, le développement d'un prolétariat opprimé et la vivacité des affrontements entre classes antagonistes », analyse l'historien Christophe Bellon (« La démocratie d'inspiration chrétienne », *Etudes*, décembre 2015) : « L'idéal de réconciliation entre le capital et le travail est ainsi promu, ouvrant la voie à l'organisation d'un mouvement ouvrier et d'un syndicalisme chrétien. »

Mais cette incursion nouvelle de l'Eglise dans la question sociale s'inscrit dans un discours loin d'être révolutionnaire. D'une part, *Rerum novarum* condamne les socialistes, décrits comme ceux qui « poussent à la haine jalouse des pauvres contre les riches », et affirme « l'inviolabilité de la propriété privée », qui, par ailleurs, ne doit pas être « épousée par un excès de charges et d'impôts ». Socialistes qu'il estime être sous l'influence d'une « secte » aux « opinions perverses » qu'il avait dénoncée dans l'encyclique *Humanum genus* de 1884 : la franc-maçonnerie.

D'autre part, et surtout, Léon XIII rappelle dans cette encyclique que la loi naturelle, telle que voulue par Dieu, est au-dessus des autres lois et que la République ne saurait empêtrer sur la morale catholique. C'est bien cette même conception qui sera développée, approfondie

SI LE PAPE LÉON XIII A SEMBLÉ DONNER DES GAGES À LA MODERNITÉ, C'ÉTAIT SURTOUT PAR STRATÉGIE

Léon XIV a choisi son nom en référence à l'un de ses prédecesseurs. Célèbre pour avoir fondé la doctrine sociale de l'Eglise, l'ancien pontife, mort en 1903, a su comprendre son époque tout en restant intransigeant en matière de spiritualité

et parfois modifiée dans la doctrine sociale de l'Eglise, dont *Rerum novarum* est l'acte fondateur.

Contrairement à ce que son nom suppose, la doctrine sociale aborde de nombreux domaines de la vie personnelle et collective, aujourd'hui détaillés dans un document appelé *Compendium* et traversé par six grands principes : la dignité de la personne humaine, le bien commun, la destination universelle des biens (qui invite à un partage radical des richesses), la subsidiarité (selon laquelle les questions doivent être traitées à plusieurs niveaux d'organisation et non par une seule autorité centralisée, par exemple sur le plan politique), la participation, la solidarité. C'est, par exemple, au nom de la « dignité de la personne humaine » que l'Eglise catholique condamne aujourd'hui aussi bien la peine de mort que le droit à l'avortement ou celui à l'euthanasie.

« Un sens rare de l'arrangement »

Léon XIII a été un pape en prise totale avec son époque lorsqu'il a abordé de front la question sociale, préparé les catholiques à accepter la République (notamment avec son encyclique « Au milieu des sollicitudes » de 1892, adressée aux catholiques français), ou bien encore lorsqu'il participe à la résolution de conflits (entre l'Allemagne et l'Espagne, entre la Grande-Bretagne et le Portugal ou entre le Pérou et l'Espagne).

Il l'a même devancée sur un sujet particulier : l'antisémitisme. Dans une époque où la haine des juifs était répandue, notamment au sein de l'Eglise catholique, Léon XIII a fermement refusé d'accréder les opinions catholiques qui accusaient le capitaine Dreyfus, particulièrement celles tenues par le quotidien *La Croix*, avec lequel il a vivement ferraillé sur ce sujet (*L'Affaire Dreyfus et l'opinion publique*, collectif, Presses universitaires de Rennes, 2000).

Mais, à l'exception peut-être de ce dernier sujet, si Léon XIII a semblé donner des gages à la modernité, c'est essentiellement par stratégie, comme le souligne

l'historien Emile Poulat : « Léon XIII maintient le cap de ses prédecesseurs, mais avec un sens rare de l'opportunité, de la diplomatie et de l'arrangement » (*Rerum novarum : Réflexions sur un centenaire*, Publications de l'Ecole française de Rome, n° 232, 1997).

Car Léon XIII est resté un catholique parfaitement traditionnel, dont la spiritualité était très imprégnée de dévotion mariale et de démonologie. Il a consacré 12 encycliques à la Vierge Marie et créé la prière à saint Michel, qui lui aurait été inspirée après un épisode sumamente pendant lequel il aurait eu une vision de démons chassés par l'archange Michel. Il s'est, par ailleurs, agacé de l'érection d'une statue à la mémoire de Giordano Bruno sur le Campo de' Fiori, à Rome, où le moine scientifique avait été brûlé vif par l'Inquisition en 1600, considérant la pose de cette statue comme un acte de « lutte contre la religion catholique ».

Dans sa lettre apostolique *Testem benevolentiae nostrae* de 1899, il a par ailleurs dénoncé les dérives de l'Eglise américaine organisée en communautés nationales (italienne, irlandaise, allemande), cultivant des particularités culturelles et un pouvoir autonome du Vatican, et, à travers le terme d'« américanisme », le libéralisme et le relativisme. Tendances que Léon XIV a commencé à cibler lui aussi. Reste à savoir quelle sera son attitude vis-à-vis des prétentions à l'autonomie du clergé américain, dont une partie importante a défié le pape François et qui aurait contribué, autour du très conservateur cardinal Burke, à son élection le 8 mai.

Pour Philippe Levillain et Jean-Marc Ticchi, Léon XIII témoigne, en somme, d'une « alliance de fermeté doctrinale inébranlable sur les principes, qui le rapproche de l'intransigeant contemporain, et de compréhension de son temps ». Si c'est bien à cette lecture que Léon XIV a voulu se référer en choisissant son nom, cela n'annonce pas forcément de bonnes nouvelles pour les héritiers de François. ■

LUC CHATEL

Léon XIV : « Je suis un fils de saint Augustin »

EN PLUS DE SE RÉFÉRER à son prédecesseur Léon XIII, le nouveau pontife a passé toute sa vie religieuse dans l'ordre de saint Augustin, dont il s'est réclamé dès son élection. « Je suis un fils de saint Augustin », a déclaré le nouveau pape, Léon XIV, lors de sa première apparition publique au balcon de la basilique Saint-Pierre, le 8 mai. Robert Prevost a en effet passé toute sa vie religieuse au sein de l'ordre fondé en 1243 et dont il a été le prieur général de 2001 à 2013.

Saint Augustin, l'inspirateur de cet ordre religieux, a eu une vie mouvementée. Né en 354, il a été marié, père à 18 ans et a mené une vie d'errance et de plaisir avant de se convertir au christianisme à 33 ans et de devenir évêque d'Hippone (aujourd'hui Annaba, en Algérie). Il a écrit de très nombreux ouvrages, dont *Les Con-*

fessions et *La Cité de Dieu*. Il est le théoricien du concept de péché originel, qui fait pleuvoir sur l'humanité une honte héritée d'Adam et Ève.

« Le docteur de la grâce »

Si plusieurs ordres suivent la règle du saint d'Hippone, celui dont est issu Léon XIV, l'ordre de saint Augustin, fait partie, avec les franciscains, les dominicains et les carmes, des quatre ordres mendians, basés sur un retour à la pauvreté et un apostolat tourné vers les villes. La règle de vie des augustiniens tourne autour de la notion de grâce, par laquelle Dieu accorde le salut aux humains – saint Augustin est également appelé « le docteur de la grâce ».

Contrairement à la vocation des jésuites, qui était celle du pape François, très axée autour du travail

intellectuel et de la rencontre culturelle – ce qui les a parfois amenés à sortir du rang et à être critiqués des autorités catholiques (en Amérique du Sud, notamment) –, les augustiniens sont plus tournés vers une vie de dénuement, de prière et de contemplation, qu'ils réalisent également par l'activité missionnaire.

Aujourd'hui peu nombreux, avec environ 3 000 religieux à travers le monde, les augustiniens sont surtout implantés en Afrique, en Asie et en Amérique du Sud. En soulignant son appartenance à cet ordre, Léon XIV a sans doute voulu affirmer deux orientations particulières qu'il souhaite donner à son pontificat, à la fois tourné vers les régions du Sud et vers un réarmement spirituel des catholiques. ■

LUC.C.



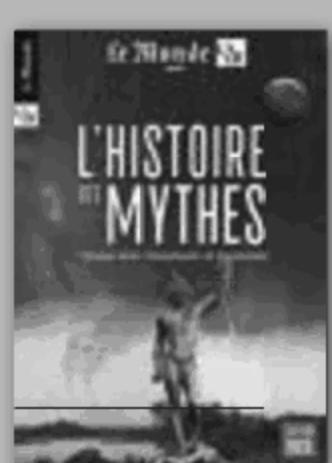
■ En kiosque



Hors-série



Hors-série



Hors-série



Le livre
BLAKE ET MORTIMER

Nos services

Lecteurs

■ Abonnements

Sur abo.lemonde.fr
Par tél. au 03 28 25 71 71
(prix d'un appel local) du lundi au vendredi, de 9 heures à 19 heures, et le samedi, de 9 heures à 17 heures.

■ Le Carnet du Monde

carnet@mpublicite.fr



Le Monde
Le Carnet

Vous pouvez nous faire parvenir vos textes

soit par e-mail :
carnet@mpublicite.fr
(en précisant impérativement votre numéro de téléphone et votre éventuel numéro d'abonné ou de membre de la SDL)

soit sur le site :
<https://carnet.lemonde.fr>

L'équipe du Carnet reviendra vers vous dans les meilleurs délais pour vous confirmer la parution.

■ carnet@mpublicite.fr
<https://carnet.lemonde.fr>

AU CARNET DU «MONDE»

Naissance

Rueil-Malmaison.

Arielle est très heureuse d'annoncer la naissance de sa petite-sœur

Juliette,

le 14 mai 2025.

Décès

Carcassonne. Nîmes. Revel. Cahors. Toulouse.

M. François Bellion, son fils, Mme Nadège Dupont-Bellion, sa fille, Mme Julie Vatonne, sa fille, Nina et Joy, ses petits-enfants, M. Sylvain Bellion, son frère, Mme Anne Bellion-Legrand, son ex épouse, Mme George Marie-Nelly, sa compagne, Les familles parents et amis,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Dominique BELLION, préfet de Mayenne, Aude, Martinique, Allier, Dordogne, Gard et Meurthe-et-Moselle, chevalier de la Légion d'honneur et de l'ordre national du Mérite,

survenu le dimanche 11 mai 2025, à l'âge de soixante-seize ans.

Les obsèques religieuses auront lieu le mercredi 21 mai, à 15 heures, en la cathédrale Saint-Michel de Carcassonne, suivies de l'inhumation au cimetière de Levallois-Perret (Hauts-de-Seine), qui se déroulera le vendredi 23 mai, à 11 heures.

M. Dominique Bellion repose en la chambre funéraire du Trapel, rue du Pic de Nore, à Villemoustaussou (Aude), où un registre de condoléances est ouvert.

PF du Carcassonnais, Tél. : 04 68 47 81 29.

Mme Claudine Billault, son épouse, Claire et Olivier, ses enfants, Sa famille,

ont la douleur de faire part du décès de

Alain BILLAUT, professeur émérite de grec ancien des universités Paris IV-Sorbonne et Lyon III-Jean Moulin, ancien maître de conférences de l'université d'Angers, chercheur, auteur,

survenu le 9 mai 2025, dans sa soixante-seizième année.

Les obsèques auront lieu le mardi 20 mai, à Paris 18^e.

La cérémonie religieuse sera célébrée à 14 h 30, en l'église Saint-Jean de Montmartre, suivie à 16 h 15, de l'inhumation au cimetière de Montmartre, Paris 18^e.

Nicolas Bouchet, Jean-Pierre Bouchet, ses neveux et leurs enfants, Élisabeth et Joël Burel, ses cousins, leurs enfants et petits-enfants, Josette Daquo, sa compagne, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Michel BOUCHET.

Un dernier hommage aura lieu le mercredi 21 mai 2025, à 9 h 30, à la chambre mortuaire de l'hôpital Paul Brousse, à Villejuif.

La cérémonie religieuse sera célébrée à 14 heures, en l'église de Ligny-le-Ribault (Loiret), suivie de l'inhumation au cimetière de Ligny-le-Ribault.

Mme Denise BOUCHET-KERVELLA, sociétaire de la Société psychanalytique de Paris, est décédée le 7 mai 2025, à Paris.

Resquiescat in pace.

Mme Annette Bouju, née Cartan, son épouse, Caroline et Emmanuel, ses enfants et leurs conjoints, Ses petits-enfants Et ses arrière-petits-enfants, ont la profonde tristesse d'annoncer le décès de

M. Guy BOUJU, ancien professeur de lettres au lycée Henri IV,

survenu le 10 mai 2025, à l'âge de cent ans.

Une cérémonie civile sera célébrée le 19 mai, à 11 heures, au crématorium de Clamart.

Nil fleurs ni couronnes.

Des dons peuvent être faits au profit du Secours populaire.

Joëlle, son épouse, Antonin, Clémence, Jeanne, ses enfants et leurs conjoints, Emma, Anthony, Alex, ses petits-enfants, Martin, Luce, Céleste, Aurélien, La famille Fouquier d'Hérouë, Les familles Vinot, Gillet et Bogenez, ont la tristesse de faire part du décès soudain, survenu à l'âge de quatre-vingts ans, de

M. Jean-Claude BRUNIER,

à Fabrèges, le 4 mai 2025.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

Annick Courteille, son épouse, Eric, Claire et Loïc, ses enfants, leurs conjoints, Ses petits-enfants, Manon, sa belle-fille, Loup, son petit-fils,

ont la douleur de faire part du décès de

Michel COURTEILLE,

survenu le 13 mai 2025, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

Une cérémonie religieuse sera célébrée le 23 mai, à 14 h 30, en l'église Saint-Pierre-Saint-Paul, 5, place Ferrari, à Clamart (Hauts-de-Seine).

Cet avis tient lieu de faire-part.

courteille@gmail.com

Martigues.

Marinette Gouiran, veuve Gindro, sa sœur, Guy Gindro, son neveu et sa famille,

Ses neveux et nièces Gouiran, ont la douleur de faire part du décès de

M. Gérard GOUIRAN, professeur émérite d'occitan à l'université Paul-Valéry-Montpellier III, membre du laboratoire langues, littératures, arts et cultures des Suds,

survenu le 14 mai 2025, à l'âge de soixante-dix-neuf ans.

Les obsèques auront lieu le jeudi 22 mai, rendez-vous à 9 h 30, à la chambre funéraire municipale de Châteauneuf-les-Martigues, suivies de la cérémonie civile à 11 heures, au crématorium de Martigues.

Nil fleurs ni couronnes.

Pompes funèbres Bartolini, Tél. : 04 42 07 84 12.

Mme Muriel Ladrière, sa sœur, Ses nièces et neveux, font part du décès de

Mme Françoise KOSTOLANY.

La crémation aura lieu le mercredi 21 mai, à 14 heures, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, Paris 20^e.

mladriere@aol.com

Marylise Léon Et la Commission exécutive de la CFDT,

ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Jeannette LAOT,

survenu le 14 mai 2025, à l'âge de cent ans.

Ils saluent la mémoire d'une figure marquante de l'histoire de la CFDT.

Jeannette Laot a mené un long combat pour les droits des travailleurs et des travailleuses au sein de la CFTC puis de la CFDT, d'abord dans son entreprise, puis à la Fédération nationale de la SEITA et à la Confédération dont elle a été membre de la Commission exécutive.

Elle a défendu sans relâche les droits des femmes, à la CFDT et comme vice-présidente du Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception (MLAC).

Ses obsèques sont prévues le mercredi 21 mai, à 15 h 30, en l'église Saint-Pierre-Le-Jeune catholique de Strasbourg et l'inhumation au cimetière de Landerneau, le vendredi 23 mai, à 11 heures.

Ses enfants, Ses petits-enfants, font part du rappel à Dieu de

Jacques LERIDON,

le samedi 10 mai 2025.

La messe d'obsèques sera célébrée le mardi 20 mai, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-de-la-Résurrection, au Chesnay (Yvelines).

L'inhumation aura lieu le mercredi 21 mai, à 11 h 30, au cimetière de Verneuil-sur-Vienne (Haute-Vienne).

Annie LESCH, de son nom de plume Anne LOESCH, autrice de *La Valise* et *Le Cercueil* (Plon 1962),

nous a quittés, s'est envolée, ce jeudi 15 mai 2025.

Famille Gagliardi.

Paris. Caen.

Mme Marie-Paule Favier, son épouse, Julien Montesse Laurent Montesse, ses fils, Manon, sa belle-fille, Loup, son petit-fils,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Alain MONTEsse (Matou),

survenu le 11 mai 2025, à l'âge de soixante-dix-neuf ans.

Les obsèques se dérouleront le mardi 20 mai, à 14 heures, au crématorium de Caen, 15, chemin de l'Abbaye d'Ardenne.

Un moment de convivialité en son souvenir sera prochainement organisé à Paris, à une date qui sera communiquée ultérieurement par la famille.

Condoléances sur registre.

Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.

On nous prie d'annoncer le décès de

Michael PEIRCE, Harvard class of 1953, photographe,

survenu le 10 avril 2025, à Paris 16^e, dans sa quatre-vingt-quinzième année.

De la part de Cécile Dargnies-Pearce, son épouse, William Capp Pearce, son fils,

Anna-Gabrielle Gezalyan Pearce, sa fille Cameron Pearce et Auguste-Henry Gezalyan, ses petits-fils.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale, le 24 avril, au cimetière du Montparnasse, Paris 14^e.

France Duclos, sa compagne, Gilles et François Quétin, ses fils, Elodie, Tristan, Lélio, Emma, Mathéo et Maxime, ses petits-enfants,

ont la profonde tristesse d'annoncer le décès de

Michel QUÉTIN,

conservateur aux Archives nationales, ancien élève de l'Ecole nationale des chartes, survenu le 13 mai 2025, à Paris, à l'âge de quatre-vingt-dix ans.

Il fut toute sa vie animé par la passion du patrimoine, de l'histoire et de la photographie.

Une cérémonie d'A-Dieu sera célébrée le mercredi 21 mai, à 14 h 30, en l'église Notre-Dame-des-Champs, 91, boulevard du Montparnasse, à Paris 6^e.

L'inhumation aura lieu le vendredi 23 mai, à 10 heures, au cimetière de Croumaly, à Auriac (Cantal).

Adeline et Charles Barucq, David Kenig et Cécile Espérance-Kenig, Sylvie et Louis Dessau, Fabien et Tatiana Kenig, ses enfants et leurs conjoints, Lise et Brice, Hélène et Dimitri, Laurent et Viviane, Adrien, Gabriel, Judith et Ezra, ses petits-enfants et leurs conjoints, Sybille, Domitille, Florence, Tristan et Solveig, ses arrière-petits-enfants, Michel et Anne Thomas, son frère et sa belle-sœur et leurs enfants,

ont la tristesse d'annoncer le décès de

Brigitte THOMAS-KENIG,

magistrate honoraire,

survenu le 12 mai 2025, à l'âge de quatre-vingt-seize ans.

Ils rappellent le souvenir de son époux

Eddy KENIG

(1926 - 1998).

adsf.kenig@gmail.com

Anniversaire

Hommage à Benjamin SZWARC, il aurait eu trente ans le 16 mai 2025.

L'âge de tous les possibles, celui d'être libre. Sa voix éternellement cristalline, son audace, et sa créativité sont des trésors, épargnés avec poésie.

Je souhaite, ici, inscrire ton nom au Monde et entourer de tendresse mes proches.

De Myriam pour Daniel, Nicole, Jonathan et Illona.



PLANÈTE | CHRONIQUE
PAR STÉPHANE FOUCART

L'écologie, priorité politique portée disparue

Chroniquer l'absence, ce n'est pas facile. La question environnementale a occupé exactement cinq des cent quatre-vingt-dix minutes de l'intervention d'Emmanuel Macron, mardi 13 mai sur TF1. Si ce n'est pas du vide, cela s'en rapproche de près, et remplir deux colonnes du *Monde* à partir d'un matériau aussi tenu semblerait, à première vue, relever de la gageure. Il y a en réalité bien des choses à en dire.

En elle-même, la séquence ouverte vers 23 h 06 avec une question enregistrée du fondateur de l'association Banlieues Climat, Féris Barkat, appelle peu de commentaires. Le président a pu y réagir en s'adressant de multiples satisfecit sur l'exemplarité supposée des entreprises ministérières tricolores, sur la baisse des émissions de gaz à effet de serre intérieures de la France, sur son engagement à protéger les grands fonds marins lors de la prochaine Conférence des nations unies sur l'océan.

Contrairement à bon nombre des autres thèmes abordés – la guerre, les retraites, le déficit, etc. –, la question environnementale n'a fait l'objet d'aucune confrontation de points de vue ou d'analyses, ni d'aucune critique à laquelle M. Macron aurait eu à répondre. Les questions ne manquaient pourtant pas : les politiques agricole et forestière qui consternent les scientifiques, le reflux de l'agriculture bio, l'abandon des objectifs de réduction d'usage des pesticides instaurés en 2008, le retour dans les champs de substances interdites, les pressions politiques sur les agences d'expertise, l'accélération de la destruction des paysages (mesurée en linéaire de haies arrachées chaque année), les cadeaux aux chasseurs, le recul de la protection de certaines espèces, l'augmentation de la population qui ne reçoit plus d'eau potable conforme à la réglementation, etc.

L'environnement est ainsi demeuré pour M. Macron ce qu'il n'a jamais cessé d'être depuis 2017. Mardi soir sur TF1, il est resté un matériau de communication, qui permet de lancer des slogans (« Make our planet great again », « Planter un milliard d'arbres en dix ans »), de convoquer des sommets internationaux scandés par de vibrantes déclarations ou de prendre des engagements suffisamment vagues pour que leur oubli ou leur révocation ne prête jamais trop à conséquence.

Raisonnement circulaire

« La politique que je mènerai dans les cinq ans à venir sera écologique ou ne sera pas », affirmait pourtant M. Macron il y a seulement trois ans, quelques jours avant le second tour de l'élection présidentielle. La question écologique est incontestablement importante, puisqu'elle devait structurer le quinquennat. Or, il est manifeste qu'elle a immédiatement disparu des priorités. Ce qui était fondamental s'est brusquement évaporé. N'y avait-il pas matière à placer, dans l'espace ouvert par un tel hiatus, autre chose que cinq minutes de communication – c'est-à-dire de

CETTE ABSENCE PROCÈDE D'UNE CONSTRUCTION ET D'UN TRUCAGE DU DÉBAT DÉMOCRATIQUE

**SUR TF1,
L'ENVIRONNEMENT
EST DEMEURÉ
POUR MACRON
CE QU'IL N'A JAMAIS
CESSÉ D'ÊTRE:
UN MATÉRIAU
DE COMMUNICATION**

vide –, sur plus de trois heures d'émission ?

Interrogée, TF1 se défend de n'avoir pas traité le sujet puisque, « sur les sept vidéos d'interpellation, l'une porte sur l'écologie ». En outre, dit la chaîne, il y avait « plus de 3 millions de téléspectateurs vers 23 h 06 », preuve d'une « grande exposition ». Il était pourtant prévu qu'il ne se dise à peu près rien, ce soir-là, sur l'écologie.

Avant l'émission, la chaîne avait mis en ligne un formulaire à l'attention des téléspectateurs, afin de recueillir leur évaluation de « l'action d'Emmanuel Macron sur les sujets suivants » : l'immigration illégale, l'action sur la scène internationale, les services publics, la protection des Français contre « les crises », le trafic de drogue, la réforme des retraites, le déficit et la dette. L'environnement ? Ce n'est pas un sujet.

La chaîne demande ensuite aux téléspectateurs de choisir, parmi ces thématiques, les priorités pour les deux années à venir. Ni le climat, ni la biodiversité, ni la santé publique ne sont dignes d'une case à cocher. Interrogée, TF1 fait valoir que sa consultation « rejoignit » les inquiétudes exprimées par les Français dans un sondage commandé par la chaîne à l'IFOP. Ce sondage demandait aux personnes interrogées de classer par ordre de préoccupation : l'immigration clandestine, les tensions sur la scène internationale, les services publics, le risque terroriste, le trafic de drogue, les risques des écrans, le chômage et la dette. L'environnement ? Ça n'existe pas. La chaîne assure que le cadrage de l'enquête s'est fait en collaboration exclusive avec l'IFOP.

Il reste qu'en résumé, un sondage excluant l'environnement des sujets de préoccupation est utilisé pour justifier d'exclure l'environnement des questions posées aux téléspectateurs. La circularité du raisonnement atteint ici une sorte de perfection. Pour mémoire, l'enquête « Fractures françaises », réalisée par Ipsos pour *Le Monde*, le Cevipof, la Fondation Jean Jaurès et l'Institut Montaigne, indiquait, en décembre 2024, que la protection de l'environnement comptait au deuxième rang des préoccupations des Français (23 %), derrière le pouvoir d'achat (38 %), mais devant la délinquance (22 %), l'immigration (21 %), le système de santé (19 %), les inégalités sociales (13 %), la dette (13 %), etc.

Au total, l'émission du 13 mai montre sans ambiguïté que la disparition de l'écologie de la conversation publique n'est pas une fatalité. Cette absence procède d'une construction et d'un trucage, délibéré ou non, du débat démocratique. Elle tend à la société un miroir déformant, car ce sur quoi on n'interroge pas le chef de l'Etat ne saurait revêtir d'importance ; elle a aussi un pouvoir désinhibant sur les élus et les responsables politiques. Quelque décision insensée qu'ils puissent prendre sur l'environnement ou la santé, ils savent qu'ils n'auront pas à en répondre. ■

LES LEÇONS DU RENDEZ-VOUS MANQUÉ D'ISTANBUL

ÉDITORIAL



Il a fallu moins de deux heures, vendredi 16 mai, pour dresser le constat de l'échec des premières négociations directes entre Ukrainiens et Russes, à Istanbul, depuis celles, infructueuses, d'avril 2022. Cet échec – malgré un accord sur l'échange de 2000 prisonniers – était attendu. Ces négociations ne relevaient en effet que d'une tactique d'évitement. Vladimir Poutine en avait émis l'idée pour faire diversion, après une proposition de cessez-le-feu de trente jours avancée lors d'un sommet, à Kiev, rassemblant les principaux responsables européens autour de Volodymyr Zelensky. Sous la pression de Donald Trump, ce dernier avait pris au mot le maître du Kremlin, le mettant au défi de le rencontrer en Turquie. Le prési-

dent des Etats-Unis n'avait pas exclu de profiter de sa tournée dans la péninsule Arabique, au même moment, pour rejoindre les deux présidents si d'aventure un tel sommet se matérialisait.

En refusant finalement de se rendre en Turquie et en décidant d'envoyer à la place une délégation de second rang, Vladimir Poutine a pourtant fait œuvre utile. Il a prouvé qu'il n'accordait aucun intérêt à des discussions visant à mettre un terme à la guerre qu'il a lui-même déclenchée et dans laquelle il s'estime, non sans raison, en position de force. C'est précisément ce que le président ukrainien avait expliqué dans le bureau Oval de la Maison Blanche, le 28 février, lors d'une réception orageuse au cours de laquelle il avait été humilié publiquement par son homologue américain et surtout par le vice-président, J. D. Vance.

En bonne logique, Donald Trump devrait être conduit à tirer les conséquences de l'échec d'Istanbul et des semaines qui l'ont précédé. S'aligner sans aucune réserve sur les positions de l'agresseur aux dépens de l'agressé n'a produit jusqu'à présent aucun résultat. Confier ce dossier complexe au parfait néophyte qu'est son émissaire, le richissime promoteur immobilier Steve Winkoff, a également montré ses limites. Sur son réseau social, le président de la première puissance militaire mondiale s'est même exposé au ridicule, le 24 avril, en im-

plorant vainement le maître du Kremlin de mettre fin aux pilonnages non discriminés qui continuent de tuer des dizaines de civils ukrainiens.

Pour tirer la Maison Blanche de cet embarras, le sénateur républicain de Caroline du Sud Lindsey Graham défend la nécessité de nouvelles sanctions « dévastatrices » visant à priver la Russie de la rente pétrolière qui permet de financer cette guerre, si le Kremlin continue de repousser la perspective de négociations de paix. Il ne s'agit pas du seul moyen dont dispose le président des Etats-Unis, qui pourrait compliquer la position de la Russie sur le terrain en reprenant les livraisons d'armes à l'Ukraine. L'Union européenne, engagée dans cet effort à la mesure de ses moyens limités, vise, elle, la « flotte fantôme » que la Russie utilise pour contourner les sanctions qui frappent une partie de ses exportations de pétrole.

Rien ne garantit pourtant un tel revirement. Il contraindrait la Maison Blanche à reconnaître que sa vision qui fait de l'Ukraine et de l'Union européenne, et non de la Russie, la source de tous les maux est erronée. M. Trump a affirmé, jeudi 15 mai, qu'« il ne se passera[it] rien » tant que Vladimir Poutine et lui-même ne se rencontreraient pas, mais il s'est bien gardé de dire quel était son plan pour mettre un terme aux combats si un tel sommet russe-américain avait lieu. ■

Le Monde EN PARTENARIAT AVEC **LA VIE**

Le Danube musical

UNE CROISIÈRE AU COEUR DE L'EUROPE

Du 6 au 13 novembre 2025

AVEC :
Henrik Lindell, journaliste spécialiste de l'Europe, chef de rubrique « société » au magazine *La Vie*.

ITINÉRAIRE Paris (France) – Munich – Passau (Allemagne) – Melk – Vienne (Autriche) – Budapest (Hongrie) – Bratislava (Slovaquie) – Linz (Autriche) – Passau – Munich – Paris

Entre histoire, culture et intermèdes musicaux, quel regard porter sur ces nations européennes, influentes face aux enjeux actuels ?
C'est en naviguant jusqu'à Budapest que vous participerez à une véritable traversée de l'Histoire contemporaine de cette région.

Réservez votre brochure gratuite auprès de Rivages du Monde au **01 83 96 83 43** ou à croisiere-lvlm@rivagesdumonde.fr (réf. LMDAN25).

RIVAGES DU MONDE

Licence : IM 075 100 099



ENQUÊTE

2

Le surf est-il réac?

Si le sport de glisse bénéficie d'une image de liberté et d'ouverture d'esprit, des surfeurs dénoncent les discriminations qu'ils subissent. En France, aux Etats-Unis et en Australie, des initiatives se multiplient pour l'égalité face à la vague

l'époque
Le Monde

4

DARONS DARONNES

Papy et mamie font de la résistance

Pour les grands-parents, respecter les exigences des enfants tout en comblant les désirs des petits-enfants n'est pas toujours chose aisée

5

JEUNESSE

«Teens parties» campagnardes

En Maine-et-Loire, des «discos» permettent aux ados, en transition vers le monde adulte, de rompre l'ennui du samedi soir

8

UN APÉRO AVEC...

Anne Depetrini

Celle qui publie son premier roman revient sur ses débuts à Canal+ et confie les doutes et les angoisses qui l'animent depuis toujours

«Tout le monde devrait se sentir bienvenu dans l'eau»
Sexisme, racisme, transphobie...
Des surfeurs brisent le mythe de la coolitude de ce sport de glisse plus conservateur qu'il n'y paraît.

ENQUÊTE



La surfeuse transgenre australienne de 46 ans, Sasha Jane Lowerson, au Queen Classic Surf Festival, à Biarritz (Pyrénées-Atlantiques), le 14 septembre 2024. MARINE BURUOA POUR « LE MONDE »

Par Hélène Brunet-Rivaillon

On se sent relouées comme des bouts de viande», résume Léana (les personnes citées par leur prénom ont requis l'anonymat), surfeuse bretonne de 29 ans, pour décrire le sentiment qu'elle partage avec son groupe d'amies lorsqu'elles arrivent sur la plage, planche sous le bras, dans la baie de Trestel, dans les Côtes-d'Armor. «Et puis, en tant que fille, tu dois supporter des préjugés sur ton niveau, ajoute-t-elle. Régulièrement, des mecs qui sont en vacances et qui surfent trois fois par an se permettent de me donner des conseils, alors que je surfe toute l'année depuis presque quinze ans!» Mylène, la petite trentaine et une tignasse blonde relevée en chignon, ajoute : «Les gars, même débutants, ont souvent un complexe de supériorité vis-à-vis de nous, estime-t-elle. Et si tu es le malheur d'être lesbienne ou racisée, c'est encore plus dur de s'imposer.»

En entendant cela, Marc, son compagnon, qui écoutait d'une oreille en regardant des surfeuses sur le pic, la partie la plus haute de la vague, rejoint la conversation. Il ne se reconnaît pas du tout dans ce qui lui semble être une grossière caricature du «mâle alpha». Ce qu'il pense des remarques désobligeantes subies par Mylène et les autres ? «Globalement, le niveau est meilleur chez les hommes», affirme-t-il, sous le regard éberlué de la jeune femme. Et quid de la sous-représentation des personnes racisées dans le surf ? «J'avoue que je n'ai pas le souvenir d'avoir croisé de surfeuse noire en France, en vingt-cinq ans de pratique. Et, honnêtement, je suis incapable de citer de surfeur pro racisé ou queer, c'est vrai. On a certainement des progrès à faire là-dessus», admet-il.

Dans le milieu du surf, de plus en plus de voix s'élèvent pour dénoncer des discriminations. Sous-représentation des minorités, sexismes, racisme, homophobie, transphobie, grossophobie... Loin du mythe de la communauté ouverte, tolérante et avant-gardiste, la planète surf est-elle plus réactionnaire qu'il n'y paraît ? C'est, en tout cas, l'avis de trois surfeuses basques : Amaya Gomis, fille de Franck Gomis, surfeur pro des années 1980, 32 ans, et les sœurs Aimée et Margaux Arramon-Tucou, 25 ans et 33 ans.

Elles sont à l'origine du Queen Classic Surf Festival, un événement inclusif qui réunit, depuis 2020, des free-surfeuses (hors compétitions) en longboard (les planches les plus longues) du monde entier à Biarritz (Pyrénées-Atlantiques), au mois de septembre. «Le surf est un sport essentiellement représenté par des hommes blancs, hétérosexuels et privilégiés», affirment les organisatrices, réunies sous un drapeau oriflamme flottant au-dessus des rochers de la Côte des Basques. «Nous avons voulu montrer une autre image que celle du blondinet aux abdos luisants généralement accolée à ce sport, explique Amaya Gomis. Et lutter contre les différences de traitement et l'invisibilisation des minorités dans la culture surf.» En plus des sessions dans les vagues et des DJ sets, le festival comprend des débats et des initiatives de sensibilisation à l'inclusivité, des initiations aux jeux basques traditionnels et un tournoi de... bras de fer.

Jihane Alami Badissi, confie avoir ressenti beaucoup de gêne à l'époque où elle commençait à surfer avec sa copine. «Les gens nous prenaient pour des sœurs ou des cousines et avaient systématiquement des priorités sur notre niveau», se rappelle-t-elle. Elle a donc créé le Club de surf queer, avec lequel elle organise «des sessions de surf en non-mixité choisie pour donner de l'assurance et de la visibilité aux queers sur l'océan».

Chez les surfeuses professionnelles, aussi, on appelle à en finir avec les inégalités de traitement. Lee-Ann Curren est ancienne championne de surf d'Europe. Elle est aussi la petite-fille de Pat Curren, l'un des pionniers du surf de grosses vagues à Hawaï dans les années 1950, et la fille du Californien Tom Curren, triple champion du monde de surf, et de Marie-Pascale Delanne, surfeuse biarrote, journaliste sportive, puis communicante chez l'équipementier australien Rip Curl. Elle connaît donc parfaitement le milieu et ses travers. «Tout le monde devrait pouvoir se sentir le bienvenu dans l'eau. Il faut soutenir toutes les femmes, cis ou trans, nous sommes toutes dans le même bateau», poursuit-elle.

Elle a elle-même fait son coming out il y a quelques années. Elle est sponsorisée par Vans, une des rares marques de sport de glisse à s'engager ouvertement en faveur de l'inclusivité, notamment en soutenant des athlètes LGBTQIA+. Du côté des hommes, l'homophobie n'est pas en reste. Le longboardeur queer philippin Rafael Nogalo, originaire de l'île de Siargao, sélectionne les festivals auxquels il participe pour se protéger : «Je priviliege les événements où je peux être moi-même sans me sentir jugé. Dans une compétition traditionnelle, j'ai toujours peur que l'on critique ma façon de surfer et le fait que je sois gay.»

A 46 ans, l'Australienne Sasha Jane Lowerson se présente comme «la première surfeuse transgenre à avoir concouru dans les compétitions de la World Surf League» (WSL), l'organisation chargée du circuit professionnel mondial. Première planche à 7 ans, elle est entrée dans la compétition à 13 ans, en s'entraînant sur les point breaks, des spots où les vagues se brisent sur le sable ou la roche du Queensland, sur la côte est australienne, où elle a grandi. Elle a d'abord participé aux compétitions chez les hommes, puis chez les femmes, après une transition commencée il y a quatre ans.

A la suite de ses nombreuses opérations, elle a dû adapter sa pratique. «Toute ma façon de surfer a changé», confie-t-elle, sans s'attarder sur les douleurs postopératoires. Lesquelles ne l'ont pas empêchée de se remettre à l'eau, à chaque fois, au bout de quelques mois seulement. Depuis, elle s'est sentie blacklisted de certains événements de surf, et elle gagne sa vie comme shaper, fabricante artisanale de planches, après avoir été lâchée par ses sponsors. «Avec du recul, je me dis que c'est juste l'histoire de quelques personnes sans éducation qui ne sont pas prêtes pour le changement», dit-elle. Elle évoque aussi une communauté évangélique assez influente : les Christian Surfers.

Cette ramifications de l'Eglise pentecôtiste née en Australie dans les années 1970 est présente dans une trentaine de pays, et ses adeptes sont réputés pour faire du prosélytisme à travers le surf. Ils organisent des surf trips et des surf camps, des week-ends «girls only», des séjours de formation biblique, des prières sur Zoom et même des compétitions : la Jesus Surf Classic et la Jesus Pro Am. Et ils comptent dans leurs rangs la surfeuse hawaïenne Bethany Hamilton, dont le bras gauche a été arraché par un requin-tigre lorsqu'elle avait 13 ans.

En 2023, Bethany Hamilton s'était insurgée contre la décision de la World Surf League d'autoriser la participation des sportives transgenres aux épreuves féminines – à condition qu'elles puissent justifier d'une concentration de testostérone inférieure à un certain niveau pendant douze mois. La marque Rip Curl avait alors publié des vidéos de Sasha Jane Lowerson sur ses réseaux sociaux, témoignant son soutien à la politique d'ouverture de la WSL.

Et cela n'avait pas manqué de scandaliser de nombreux internautes, certains bombardant la Toile de hashtags tels que #BoycottRipCurl ou #RIPcurl. L'un d'entre eux était allé jusqu'à se filmer en train de brûler ses vêtements de la marque. Pour tenter d'éteindre l'incendie, l'équipementier australien avait supprimé les vidéos à l'origine du tollé. Un coup dur pour l'athlète transgenre. «Je n'ai pas été sponsorisée par Rip Curl», tient-elle à préciser.

Sasha Jane Lowerson a également reçu des attaques émanant d'un sous-courant du féminisme : les «terf», pour «trans-exclusionary radical feminists», qui excluent les femmes trans des luttes féministes. Notamment de la part de la légende du surf Keala Kennelly, l'une des premières femmes à surfer sur l'immense vague de Teahupo'o, à Tahiti, et la première surfeuse célèbre à avoir fait son coming out, il y a une vingtaine d'années. Cette figure du surf au féminin avait affirmé publiquement son désaccord avec la participation d'une athlète dans la catégorie féminine.

Sasha Jane Lowerson a contribué à l'élaboration de la nouvelle politique d'inclusivité de Surfing Australia, la fédération de surf australienne. Sur le site de cette dernière, on peut désormais lire : «La participation au sport est un droit humain. Nous sommes tous nés libres et égaux en dignité et en droits.» Et : «Surfing Australia s'engage à fournir un environnement ludique, sûr et inclusif pour toutes les personnes, y compris les personnes trans-

genres et non binaires. Etre une organisation inclusive reflète non seulement nos valeurs de soins, mais aussi la diversité de nos communautés locales.» Un positionnement sans ambiguïté, donc.

Anne Schmitt est sociologue du corps, du genre et du sport, enseignante et maîtresse de conférences à l'université Paris-Saclay. «Le surf est ancré dans des valeurs de virilité et de masculinité», estime-t-elle. Si cela est vrai dans bien d'autres sports, celui-ci a la particularité de se pratiquer dans un environnement propice au dénudement des corps et au port de tenues qui en soulignent les formes. «Les femmes ont intégré la compétition dans les années 1980, avec énormément de freins, rappelle la sociologue. Et quand elles y sont entrées, elles se sont retrouvées réduites à des corps sexualisés et façonnés pour le désir masculin.»

Cette interminable quête pour l'égalité des droits est racontée dans le documentaire *Girls Can't Surf* (2021), de Christopher Nelius. On y voit notamment l'Américaine Lisa Anderson, quadruple championne du monde de 1994 à 1997, qui avait fugué de chez ses parents à 16 ans pour se consacrer à sa passion. Cette pionnière du surf féminin est aussi la première «Roxy girl», soit la première égérie de la griffe de Quicksilver.

Anne Schmitt mentionne justement une étude intitulée «Marketing en ligne du surf et pouvoir érotique : le cas Roxy», réalisée en 2019 par les chercheurs Fatia Terfous, Ludovic Falaix et Jean Corneloup. «Dans la publicité des marques de surf, les hommes incarnent l'excellence sportive, tandis que les femmes exhibent un corps idéalisé, explique

maintenant 36 % de licenciées, contre 32 % il y a dix ans et 25 % en 2008.»

Fatia Terfous, Ludovic Falaix et Jean Corneloup, qui ont analysé le marketing en ligne de Roxy, soulignent aussi l'invisibilisation des personnes racisées dans la communication de la marque – un constat qui se vérifie, d'ailleurs, dans d'autres enseignes : «Malgré l'hétérogénéité culturelle des ambassadrices, originaires de l'Australie, d'Hawaï, de l'Afrique du Sud, de La Réunion et de la France métropolitaine, la norme culturelle est celle de la "blancheté".» Un combat pour un sport inventé à Hawaï par des peuples polynésiens.

La série documentaire *Black Surfers Matter*, de Cécile Delarue et Hélène

«Quand les femmes sont entrées en compétition, elles se sont retrouvées réduites à des corps sexualisés et façonnés pour le désir masculin»

Anne Schmitt, sociologue du corps, du genre et du sport

vagues sont également apparues, parfois inspirées par le parcours de l'actrice Sharon Schaffer, considérée comme la première surfeuse professionnelle noire. Ainsi, l'association Textured Waves milite pour visibiliser les surfeuses noires et métisses. Et l'Américaine Rhonda Harper a créé la Black Girls Surf, une école présente dans une dizaine de pays.

Pour justifier la moindre présence dans les vagues des femmes et des personnes racisées ou des LGBTQIA+, un argument revient assez régulièrement. C'est aussi celui qu'avance Jean-Pierre, un ancien coach de surf : «J'avoue qu'on ne les laisse pas toujours prendre les vagues quand ils ou elles ont un niveau faible, ce qui peut s'avérer dangereux pour les autres pratiquants.» On se demande alors comment progresser si l'accès aux vagues est réservé aux meilleurs. «Je serai un jour un surfeur?», demande Brice de Nice dans la comédie culte du même nom. «Ouais, dans une autre vie!», se moque Bodhi, en soulignant sa vanne avec le célèbre geste «cassé!».

Anne Schmitt remet les pendules à l'heure : «On a souvent l'idée que la performance sportive renvoie uniquement à des critères biologiques, innés. Mais c'est un énorme travail qui suppose des conditions structurelles et culturelles ainsi que des moyens financiers!» En d'autres termes, pour bien surfer, il faut avoir la possibilité de s'entraîner. De plus, la sociologue dénonce les injonctions contradictoires faites aux surfeuses, dont on attend qu'elles soient à la fois mannequins et sportives de haut niveau. «On leur demande d'être performantes, donc d'avoir le corps d'une athlète, c'est-à-dire



Lors du Queen Classic Surf Festival, à Biarritz (Pyrénées-Atlantiques), le 14 septembre 2024. MARINE BURUOA POUR «LE MONDE»



Lors du Queen Classic Surf Festival, à Biarritz (Pyrénées-Atlantiques), le 14 septembre 2024. MARINE BURUOA POUR «LE MONDE»

l'étude. *Les gros plans sur la poitrine et les fesses résument bien l'intention de mettre en avant l'aspect charnel et érotique.»*

Ce sexisme structurel se traduit évidemment, aussi, par d'importants écarts de rétribution de la part des sponsors. Il a fallu attendre 2019 pour que les primes des compétitions soient identiques pour les hommes et les femmes dans le circuit de la WSL. Une avancée que l'on doit, pour beaucoup, à la persévérance de l'organisation Surf Equity et au combat de personnalités engagées, dont Cori Schumacher, surfeuse lesbienne retirée du circuit depuis une dizaine d'années, triple championne du monde.

Du côté de la Fédération française de surf (FFS), les équipes ont établi un plan pour suivre la feuille de route du ministère des sports visant à accélérer la politique d'égalité entre les sexes dans la pratique sportive. Nadia Ghali, vice-présidente chargée de la commission mixité et de la commission violences et discriminations, se dit «très confiante» sur les évolutions dans ce domaine. La stratégie de la FFS comprend, entre autres, la formation de femmes juges et encadrantes et la lutte contre la communication stéréotypée, les discriminations et les violences liées au genre dans le sport. Cependant, ses chiffres montrent que la féminisation de la pratique est encore timide : «Il y a

Eckmann, diffusée en 2024 sur Arte, doit son titre à un hashtag qui a envahi le Web il y a quelques années, dans le sillon du mouvement Black Lives Matter. En quatre épisodes, elle raconte l'histoire de la ségrégation raciale dont sont victimes les surfeurs afro-américains sur les côtes des États-Unis, depuis les années 1950 et jusqu'à nos jours. Croix gammées, insultes et violences en tous genres : les témoignages sont glaçants.

Les combats antiracistes dans le surf ne sont pas nouveaux. La Black Surfing Association a vu le jour aux États-Unis en 1974. Depuis 2010, à Los Angeles, le Black Surfers Collective permet à des personnes noires de surfer ensemble et en sécurité. En Afrique, le Juju Surf Club, fondé par le surfeur sud-africain Michael February, lui-même fils d'un surfeur noir professionnel victime de l'apartheid, se démène pour promouvoir la pratique sur le continent.

En 2021, une centaine de personnes s'étaient, par ailleurs, réunies pour une session de paddle à Santa Monica, en Californie, pour protester pacifiquement contre le racisme. Et, en 2023, une compétition réservée aux surfeurs noirs a été organisée sur la plage de Huntington Beach, à Los Angeles, dans ce même Etat américain. Des initiatives pour encourager les femmes noires à prendre des

muscles et des dos proéminents, récapitule-t-elle. Mais un corps entraîné peut être marqué par des chutes, des blessures. Et cela les éloigne des idéaux de beauté féminins. Finalement, on leur demande d'être des sportives sans en avoir l'air.»

Elisa Routa, journaliste et surfeuse, rappelle aussi que «le surf a lieu sur la plage, qui est un lieu d'inégalités». «À la plage, le corps est soumis au regard, et il peut être considéré comme non adapté», estime-t-elle. Elle illustre son propos en citant le cas de la surfeuse brésilienne Silvana Silva, double vice-championne du monde, qui a affirmé ne pas avoir été sponsorisée en raison de son physique trop distant des critères établis par les marques. «Elle a dû élire des bulldogs français pour vivre et payer ses déplacements en compétition», explique la journaliste. Sans surprise, les pratiquantes en surpoids sont totalement invisibilisées. Et cette grossophobie dans le surf a entraîné l'émergence du mouvement body positive Curvy Surfer Girl, à Hawaï, en 2020, avec l'émergence d'un hashtag associé dans les réseaux sociaux.

Léana et Mylène, les surfeuses bretonnes, rêvent du jour où elles pourront «surfer peinardes, peu importent les bourselets, la couleur de peau et le sexe de la personne avec laquelle on fait la sieste en rentrant de la plage». Léana et Mylène, les surfeuses bretonnes, rêvent du jour où elles pourront «surfer peinardes, peu importent les bourselets, la couleur de peau et le sexe de la personne avec laquelle on fait la sieste en rentrant de la plage».

LA FRANCE BUISSONNIÈRE

Le pumptrack qui pompe l'air, au Bourg-d'Iré

Frédéric Potet

Dans ce village du Maine-et-Loire, des riverains sont vent debout contre l'implantation d'un pumptrack, une piste cyclable composée de bosses et de virages, qui abîmerait l'image de « carte postale » de la bourgade

Au Bourg-d'Iré (Maine-et-Loire), une culture de la contestation imprègne les vieilles pierres de ce village d'environ 900 habitants rattaché, depuis 2016, à la commune nouvelle de Segré-en-Anjou-Bleu. A la fin des années 1980, la bourgade s'était fortement mobilisée contre la création d'un centre d'enfouissement de déchets nucléaires. Plus récemment, c'est un miniparc éolien qui souleva la colère de la population.

Un nouveau projet d'aménagement est aujourd'hui vivement contesté par une partie des habitants : un pumptrack. Sans équivalent en français, ce terme désigne une piste de vélo, composée de bosses et de virages relevés, destinée à une pratique très œcuménique, de la draisiennne pour débutants au BMX pour ados. L'équipement n'est pas encore sorti de terre qu'il déchire Le Bourg-d'Iré, où plusieurs banderoles clamant « Non au pumptrack » ont été accrochées.

En cause : l'emplacement retenu, dans un petit parc au charme indéniable. Les riverains sont furax : ils estiment que la piste en boucle, longue de 75 mètres et en partie bétonnée, défigurera l'image de « carte postale » du village et affectera la vocation de l'ancien parc du presbytère où barbecues, parties de pêche et moments de convivialité font bon ménage lors des beaux jours. Ils en veulent à la maire déléguée, Magali Boultoreau, de ne pas les avoir consultés en amont et d'avoir appris l'existence du projet en visionnant la retransmission d'un conseil municipal sur YouTube.

Les habitants auraient préféré que soient installés des jeux d'extérieur classiques (toboggan, araignée), voire un city-stade (équipement sportif public) à l'emplacement du vieux terrain de basket situé dans un autre parc. « Nous étions jusque-là engagés dans une politique d'embellissement qui nous a valu d'obtenir en 2019 notre première fleur. L'étape d'après aurait pu être de postuler un jour au label Villages de charme. Ce n'est pas en coulant du béton qu'on y arrivera », maugrée Sonia Renault, une coach en développement personnel, à la tête de la fronde.

Une réunion publique quelque peu houleuse s'est tenue dans la salle communale, le 26 avril. Cible de la vindicte, Magali Boultoreau, 38 ans, paient-elle le fait de n'avoir pas été élue maire déléguée par les habitants de Bourg-d'Iré, mais par le conseil municipal de Segré-en-Anjou-Bleu, à la suite du décès prématuré de son prédécesseur, il y a deux ans ?

L'édile n'est pas loin de penser que plusieurs anciens conseillers municipaux, proches d'un ex-premier adjoint ayant

vu l'écharpe lui échapper, œuvraient en douce en vue des élections municipales de 2026. Sa « supérieure », Geneviève Coquereau, maire de Segré-en-Anjou-Bleu, met en avant la « rancœur » des détracteurs du projet, qu'elle qualifie d'« enfants gâtés » : la collectivité se propose, en effet, de rénover le terrain de basket, en plus de créer ex nihilo un pumptrack.

La piste en question ne serait pas aussi pénalisante que cela pour l'environnement, selon l'équipe municipale : « Il n'existe pas d'action humaine sans impact. Ici, l'impact sera compensé par l'implantation de jachères fleuries sur les bords de la piste et en son milieu, qui amélioreront la biodiversité », plaide Magali Boultoreau. L'équipement aura, par ailleurs, vocation éducative : il pourra être utilisé par l'école dans le cadre du dispositif « savoir rouler à vélo », mais aussi par les adhérents handicapés de l'association locale de sports et loisirs adaptés. L'idée est aussi d'attirer des familles des autres communes déléguées et de revivifier un village ayant perdu coup sur coup sa boulangerie, son épicerie et une classe de primaire.

Sauf que les opposants n'en démordent pas. Non contents d'avoir rassemblé plus de 200 signatures sur une pétition, ils ont fait bloquer l'accès au parc du presbytère par un tracteur et une remorque agricole appartenant à un éleveur ami, ceci afin d'empêcher le début imminent des travaux. Pas en reste, la municipalité a envoyé sur place les gendarmes, qui ont pris des photos des banderoles dénonçant le projet. La bataille du pumptrack ne fait que commencer.



ALE GIORGINI

L'idée est de revivifier un village ayant perdu coup sur coup sa boulangerie, son épicerie et une classe de primaire

vu l'écharpe lui échapper, œuvraient en douce en vue des élections municipales de 2026. Sa « supérieure », Geneviève Coquereau, maire de Segré-en-Anjou-Bleu, met en avant la « rancœur » des détracteurs du projet, qu'elle qualifie d'« enfants gâtés » : la collectivité se propose, en effet, de rénover le terrain de basket, en plus de créer ex nihilo un pumptrack.

La piste en question ne serait pas aussi pénalisante que cela pour l'environnement, selon l'équipe municipale : « Il n'existe pas d'action humaine sans impact. Ici, l'impact sera compensé par l'implantation de jachères fleuries sur les bords de la piste et en son milieu, qui amélioreront la biodiversité », plaide Magali Boultoreau. L'équipement aura, par ailleurs, vocation éducative : il pourra être utilisé par l'école dans le cadre du dispositif « savoir rouler à vélo », mais aussi par les adhérents handicapés de l'association locale de sports et loisirs adaptés. L'idée est aussi d'attirer des familles des autres communes déléguées et de revivifier un village ayant perdu coup sur coup sa boulangerie, son épicerie et une classe de primaire.

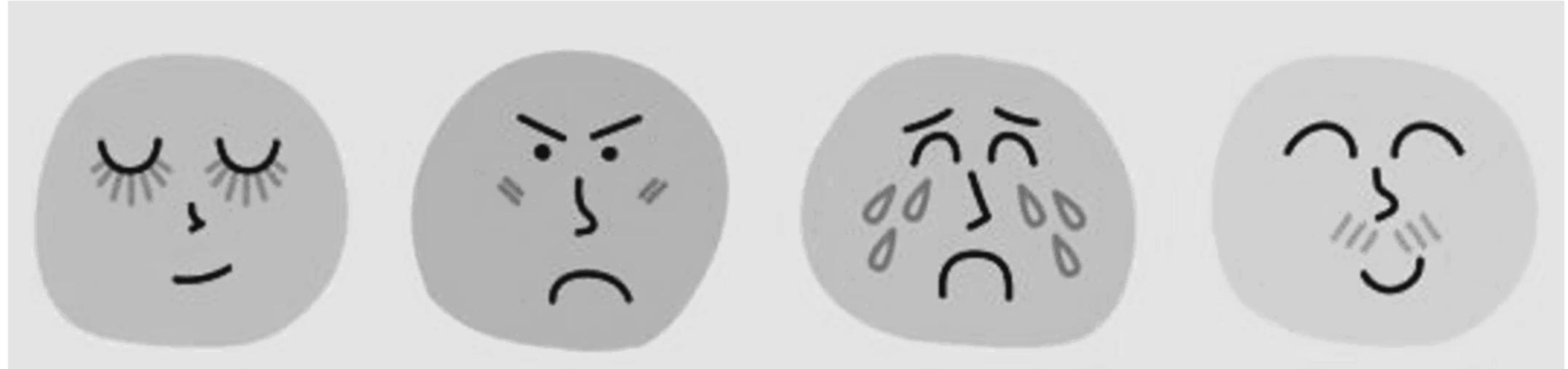
Sauf que les opposants n'en démordent pas. Non contents d'avoir rassemblé plus de 200 signatures sur une pétition, ils ont fait bloquer l'accès au parc du presbytère par un tracteur et une remorque agricole appartenant à un éleveur ami, ceci afin d'empêcher le début imminent des travaux. Pas en reste, la municipalité a envoyé sur place les gendarmes, qui ont pris des photos des banderoles dénonçant le projet. La bataille du pumptrack ne fait que commencer.

LA FRANCE BUISSONNIÈRE

Les grands-parents doivent-ils être des nounous dociles ?

DARONS DARONNES

Pas facile, quand on garde ses petits-enfants, de naviguer entre les exigences de leurs parents et le plaisir de s'autoriser quelques libertés, constate Clara Georges



BENJAMIN CARROT

moins de 6 ans sont occasionnellement confiés à leurs grands-parents, d'après une étude du ministère de la santé de 2018. Enfin, la moitié des grands-parents consacre huit heures par semaine et au moins vingt et un jours de vacances par an à leurs petits-enfants, selon un sondage réalisé par l'Ifop en 2021.

Ces sollicitations diffèrent selon le milieu social, car tous les grands-parents ne peuvent pas s'investir de la même façon, comme l'explique le chercheur Morgan Kitzmann dans un article de *L'Ecole des parents* (2021) : tandis que l'on fait plus facilement appel aux grands-parents dans les familles les plus diplômées, il s'agit dans ces cas-là plutôt d'une garde ponctuelle et de loisirs. Dans les familles modestes, la garde sera plus souvent régulière, voire intensive.

Comment ces grands-parents vivent-ils les demandes, voire les exigences de leurs enfants ? Comment faire en sorte que tout se passe bien ? J'ai posé la question à Régine Florin, la présidente de l'Ecole des grands-parents européens (EGPE) Paris Ile-de-France, un espace de discussion et de rencontres, ainsi qu'une ligne d'écoute, « Allô grands-parents » (01-45-44-34-93). Elle est résolument rassurante. Son credo tient en trois points :

1. *On admire nos enfants. Ils ont des vies prenantes, ils doivent composer avec des conseils éducatifs venus de toutes parts. Souvent, ils sont très investis dans leur parentalité, parce qu'ils ont eu des enfants plus tard et moins nombreux. Ils font des choses qu'on n'a jamais faites nous-mêmes. Donc bravo !*

2. *Tout ce qu'ils donnent comme consignes, on les reprend, on verbalise leurs angoisses.*

3. *On fait au mieux, et si on est pas à côté de certaines demandes, on n'en parle pas.*

Régine Florin donne quelques astuces pour diminuer les inquiétudes : lorsque les enfants sont petits, demander aux parents de ne pas téléphoner le soir, car « le bout de chou qui allait parfaitement bien se met à pleurer ». Suggérer à la place un appel en journée, lorsque les bambins sont en pleine activité ; voire proposer d'envoyer un petit film quotidien plutôt qu'un appel vidéo pénible pour tous.

« Etre grand-parent, c'est une ascèse, Vous ne vous substituez pas aux parents, ils sont l'autorité suprême »

Régine Florin
présidente de l'Ecole
des grands-parents européens
Paris Ile-de-France

On peut aussi s'autoriser quelques libertés, me dit-elle en évoquant une amie grand-mère qui envoyait chaque jour des photos des enfants à leurs parents. Un jour, elle a reçu un message courroucé de la mère, qui s'était aperçue que son fils portait deux jours de suite le même jean. Après un moment de déculement (« si ça continue comme ça, je vais arrêter de les garder »), la grand-mère a trouvé une ruse : envoyer des photos en pyjama, ou bien à d'autres moments – plutôt que de tout passer à la machine chaque jour.

La présidente de l'EGPE ajoute que, bien souvent, ces tensions s'apaisent avec le temps : les parents sont plus stressés de confier leur premier enfant que les suivants, et les petits que les grands. Quel que soit l'âge, insiste-t-elle, il y a cependant bien des frontières à ne pas franchir. « *Etre grand-parent, c'est une ascèse* », dit-elle. *Vous ne vous substituez pas aux parents, ils sont l'autorité suprême. Je n'achète pas un vêtement non validé par les parents, ni un portable, ni rien. Cela n'empêche évidemment pas de proposer aux parents d'emmener les petits-enfants dans une boutique pour un petit cadeau. Mais on ne s'immisce pas dans les choix éducatifs.* »

C'est également ce que me dit au téléphone Marie-Claude Mietkiewicz, enseignante-rechercheuse en psychologie, coauteure de *Grands-parents et grands-parentalités* (Erès, 2005) : « *Les grands-parents sont en seconde posture donc ce n'est pas à eux de décider. Ils peuvent contribuer, ils peuvent aider. Si une situation est vraiment grave, ils ont le droit ou le devoir d'intervenir, mais ils n'ont pas à tenir les rôles. Pour que les relations restent fluides et qu'il n'y ait pas d'affrontement.* »

A l'attention des parents, elle rappelle que découvrir d'autres façons de faire est une richesse pour les enfants. « *Les enfants très jeunes savent très bien faire la différence : dans quelle maison ils peuvent garder leurs chaussures, dans laquelle ils doivent débarrasser, etc.* » Cela m'a rappelé notre stupéfaction lorsque mon fils, qui était vissé à sa tétine chez nous, entrait chez ses grands-parents et allait immédiatement la déposer sous son oreiller jusqu'au soir. « *C'est là-dedans qu'ils se construisent, dans cet espace de liberté entre les règles* », ajoute Régine Florin.

Conclusion : il faut une dose de souplesse de part et d'autre. Et, comme le formule Marie-Claude Mietkiewicz, espérer que, consciemment ou non, chacun ne soit pas trop tenté de « chercher la bagarre » – car bien des rivalités se réactivent entre les générations à la naissance des petits-enfants.

En 2012, des sociologues néo-zélandaises ont observé l'attitude de 29 grands-parents, un savant équilibre entre investissement et réserve qu'elles ont nommé « implication sans interférence ». Régine Florin le résume d'une formule choc : « *Etre grand-parent, c'est apprendre à se taire !* » Etre parent aussi, un peu.



L'étrange ballet a commencé à la nuit tombée. Alors que le premier vrai samedi de printemps de l'année se termine et que les vacances scolaires commencent, des voitures surgissent des routes sinuées des Mauges, une zone bocagère et rurale du sud-ouest de Maine-et-Loire, à équidistance de Nantes, d'Angers et de Cholet (Maine-et-Loire), pour rejoindre la salle de basket-ball de La Salle-et-Chapelle-Aubry, une commune déléguée de 1300 habitants rattachée à Montrevault-sur-Evre.

Trois adolescentes apprétées, de 14 à 15 ans, Zoé, Marie et Justine, descendant de la voiture de la mère de cette dernière. Manuela (qui n'a pas donné son nom), 47 ans, ne s'inquiète pas outre mesure de laisser sa «petite dernière» dans cette soirée réservée aux ados, elle en a vu d'autres. Mais, déjà, elle doit céder la place aux autres véhicules qui se pressent derrière elle.

Alexis, 14 ans, part, lui, rejoindre Tom, Ilan, Augustin, Adam et les autres. Le programme de la soirée est clair: «Les filles, la musique et l'alcool!» Les adolescents évoquent le surnom de l'un d'eux («Pisse-partout junior!»). Un jour, son grand frère a pissé partout pendant une disco!». Sneakers aux pieds, ils se marrent, assez fiers de leur coup. Devant la salle de sport, il n'est pas encore 22 heures qu'une file se forme déjà entre les barrières qui mènent à la salle, où le silence règne encore.

Du sud de Maine-et-Loire au nord de la Vendée et des Deux-Sèvres, les «discos» (au féminin) occupent les samedis soir des jeunes du coin depuis une trentaine d'années. Un véritable particularisme local que personne ne

JEUNESSE

Pour Boris, 14 ans, c'est soirée disco

En Maine-et-Loire, des «teens parties», entre boum et discothèque, occupent les samedis soir des jeunes de 14 à 18 ans. Au menu, son, bar, danse et premiers baisers

Maxime Pionneau

« JE NE SAIS PAS
CE QUE JE FOUS
LÀ, MAIS JE SUIS
LÀ, ON N'AVAIT
PAS GRAND-
CHOSE À FAIRE »

Robin, 18 ans

semble trop expliquer. Vivacité du tissu associatif? Eloignement des centres-villes et des boîtes de nuit? «Une sono et un bar.» C'est ainsi que Corentin Bidet, 30 ans, résume l'essence de ces soirées. «C'est pour les jeunes de 14 à 18 ans, avant qu'ils aient l'âge d'aller en boîte de nuit», explique le président de FDJ Sonorisation Eclairage Vidéo, une association chargée de sonoriser ces soirées qui peuvent être organisées par des clubs sportifs, des comités des fêtes ou des foyers de jeunes.

Ce soir, c'est l'Aubry Chaudron Football Club, dont les terrains jouxtent la salle de basket, qui s'y colle. «Ça sert à faire parler du club et à apporter des finances pour améliorer nos infrastructures, payer nos éducateurs, du matériel», dit Thibaut Oger, 22 ans, en alternance dans le club. «L'entrée sera autorisée aux personnes nées jusqu'en 2010», précise la publication Instagram de l'événement, dont l'entrée coûte 7 euros. Histoire de bien situer le contexte, le DJ de la soirée, Valentin Philippot, alias «DJ Van», synthétise: «Ce sont des mini-boîtes de nuit temporaires pour les jeunes.»

A l'intérieur de la salle de basket aux paniers relevés, le parquet a été recouvert de moquette.

Comme si l'il s'agissait de retenir le temps, le tableau d'affichage du score indique l'heure avec cinq minutes de retard. Sur une estrade devant laquelle un parquet a été installé pour danser, DJ Van, 20ans, est fin prêt à accueillir les 500 fêtards du soir. «Dans les petits villages, où il n'y a pas grand-chose, ça réunit les jeunes», assure-t-il. «C'est un peu l'échappatoire», ajoute Florian Allaire, un menuisier de 30 ans, responsable de l'animation du club. Quand Corentin Bidet a quitté les Mauges pour étudier l'audiovisuel à Biarritz (Pyrénées-Atlantiques), où lui a demandé, un brin goûteux: «Mais y a quoi à faire chez toi le week-end?» «Bah, y a les discos! Y a pas un week-end dans ma jeunesse où je me suis fait chier», a-t-il répondu.

Même expérience pour Dorothée Fonteneau, une éducatrice spécialisée de Mazières-en-Mauges (Maine-et-Loire). Le jour où cette quadragénaire a parlé de ces soirées à ses collègues angevines, elles n'ont pas bien compris de quoi il retournait. «Pour moi, si je parlais de "discos", tout le monde comprenait, mais en fait non», constate-t-elle. Corentin Bidet ajoute: «Ce qui est assez étrange, c'est que les gens du côté d'Angers ne connaissent pas.»

Pour Steven Da Silva, 27 ans, cogérant du Dream Club, une boîte de nuit située à La Cha-

pelle-d'Aligné (Sarthe), dans la campagne, ce particularisme local est un exemple à suivre. Alors qu'il a repris l'ancienne discothèque Aqualimba en 2024, l'idée d'organiser des «teens parties» dans sa boîte lui est apparue comme une possibilité de «chiffre d'affaires supplémentaire».

Il a déjà organisé une dizaine de soirées réservées aux 13-17 ans, de 19 heures à 1 heure. A chaque fois, c'est un succès, avec jusqu'à 600 jeunes par soirée. Mais, dans ce lieu festif plus «officiel» et donc contrôlé, aucun alcool n'est vendu. «Quand on dit que la fête est plus drôle sans alcool, c'est une réalité! Les jeunes ont envie de se défouler, ils attendent ces soirées-là.» Il se rappelle avoir participé, à Angers, à des soirées pour adolescents quand il avait 17 ans. «Quelqu'un avait lancé ce phénomène qui existait essentiellement à Paris. A Angers, ça n'a pas plus marché que ça, il y a eu trois ou quatre éditions et c'est tombé à l'eau.»

Dans les Mauges, les discos semblent mener une existence parallèle et presque souterraine. Le genre d'actualité qui trouve rarement sa place dans les pages communales de la presse locale, dont le lecteur vieillissant est plus intéressé par la date du prochain concours de belote. L'actualité des discos se trouve essentiellement sur Instagram.



A l'intérieur et à l'extérieur de la salle de basket de Montrevault-sur-Evre (Maine-et-Loire), où s'est tenue une «disco», samedi 6 avril.
THÉOPHILE TROSSAT
POUR «LE MONDE»



Les plus petits regardent les plus grands se foncer dessus dans un joyeux pogo. Les plus chanceux glissent leur main dans un dos ou s'embrassent avec ardeur le long des grilles de fer qui barrent l'accès aux gradins. L'air de rien, les discos incarnent à la perfection ce moment où les corps basculent – quelque part entre la boum et la discothèque, entre l'enfance et l'âge adulte. Dans ce fracas se jouent et se dénouent une multitude de drames que les adultes ignorent. Trop petits et trop immenses pour eux.

Peu avant minuit, Maxence, 17 ans, s'esquive dans la nuit de printemps, alors que les boums et les bangs s'échappent de la porte d'entrée gardée par les agents de sécurité. «Ce n'est plus de notre génération, il y a des jeunes de 14 ans», dit-il en soufflant. Robin, 18 ans, lunettes de soleil coincées dans les cheveux, sourit: «Je ne sais pas ce que je fais là mais je suis là, on n'avait pas grand-chose à faire. Il y a des [jeunes nés en] 2010 qui peuvent venir. Nous, on est de 2007.» A cet âge, quelques années d'écart sont comme un gouffre immense.

A 18 ans, une fois le permis en poche, les jeunes se tournent vers les boîtes de nuit du coin, comme le Cara Club, situé à une dizaine de kilomètres. Ou partent étudier ailleurs. Pour Corentin Bidet, ces soirées font office de rituel: «Les jeunes sentent qu'ils vont devenir adultes. C'est la fin d'une époque. Après ça, on voit beaucoup de groupes qui se séparent parce qu'il y a des idées différentes, on ne veut pas construire sa vie de la même façon.» Dans l'espace fumeurs, Lenny, Lucas et Evan parlent de leur recherche d'une alternance. L'inquiétude pointe au milieu de cet océan d'insouciance.

A l'entrée, Valentine Libaud, une bénévole du club de 28 ans, évoque avec nostalgie ses années discos. «C'est un lieu de rencontre hyperconvivial», dit-elle.

Maintenant, ça s'agglutine, mais ça n'ose pas fouler le parquet. Ça sirote des verres, ça discute dans les toilettes, ça part fumer une clope dans l'espace réservé aux fumeurs. A 22 h 54 (plus cinq minutes): première tentative sur la piste de danse. Alors que les enceintes de DJ Van crachent du reggaeton, une dizaine de garçons se meuvent un peu et finissent par lâcher l'affaire au bout d'une trentaine de secondes. Trop tôt. Tylouan, 14 ans, attend assis, presque sage. Il dit ne pas s'inquiéter, que la soirée va enfin se lancer. C'est sa première disco.

Emile, un jeune Maugeois de 14 ans, raconte sa première disco, en mars: «J'ai vu des camarades de classe plutôt sérieux en cours boire plein de bières. Tu te dis que c'est ça la vie! Ça fait un peu bizarre, mais bon, ils sont jeunes!»

Une dizaine de minutes plus tard dans la salle de basket, l'heure est venue pour les grosses basses, quelques jets de fumée et un remix techno d'ABBA. Sur la piste de danse, on forme de grands cercles, on saute, on danse, on tombe et l'on se relève.

Ci-contre, un portrait de Rosa Bonheur réalisé par la peintre américaine Anna Klumpke en 1899. Ci-dessous, l'atelier de Rosa Bonheur, au château de By, à Thomery (Seine-et-Marne). CHÂTEAU DE ROSA BONHEUR



ESCAPADE

TROIS AUTRES RAISONS D'Y ALLER

POUR EXPLORER LA FORÊT DE FONTAINEBLEAU
Comme les peintres de Barbizon (Seine-et-Marne), Rosa Bonheur s'engagea très tôt pour la préservation de la forêt de Fontainebleau. «Voyez ces feuilles, devenues lumineuses sous les derniers rayons du soleil. N'ont-elles pas la transparence des vitraux les plus magnifiques?», dit-elle dans un livre d'Anna Klumpke. Depuis la gare de Thomery, située en pleine forêt, de nombreux sentiers de randonnée permettent d'explorer le plus grand espace boisé d'Ile-de-France.

POUR DÉCOUVRIR LE VIEUX VILLAGE
Ancêtre de nos fruits et légumes du bout du monde, le chasselas de Thomery était considéré il y a cent ans comme un raisin de luxe, dégusté jusqu'au printemps. Au cœur du village, depuis l'église Saint-Amand, du XIII^e siècle, une promenade mène aux jardins Salomon, où le cépage était cultivé le long de murs en pierre et sous serre. A quelques rues de là, le port d'Effondré ouvre sur la Seine, où le raisin embarquait sur des péniches vers Paris. De très jolies maisons s'alignent devant le fleuve, comme le chalet du Clos-

Bon-Dieu, à pans de bois et en brique polychrome. Se renseigner sur les visites guidées autour du vin auprès de l'office du tourisme de Moret Seine et Loing. Tourisme@ccmsl.com

POUR NAVIGUER SUR LA SEINE... ET LE LOING
Rien de plus apaisant que de naviguer à 5 kilomètres-heure en bateau électrique (silencieux) sur la Seine champêtre. Les petits bateaux rouge et blanc d'Ambiance Seine se conduisent très facilement, comme des jouets de manège. En amont, la ville batelière de Saint-Mammès (Seine-et-Marne) apparaît, avec de nombreuses péniches à l'amarre. On peut bifurquer sur le Loing, s'arrêter pour se rafraîchir dans l'eau, tout en faisant attention au courant, ou simplement admirer les cygnes et quelques belles maisons sur la rive. Un studio et trois appartements sont disponibles au gîte d'Ambiance Seine pour qui veut s'attarder par ici. Ambiance Seine, 36, chemin des Roches-Courteaux. 40 € l'heure de navigation pour cinq personnes. Studio à partir de 80 € la nuit. AmbianceSeine.com

Vous aimez Rosa Bonheur, vous aimerez Thomery

Julien Thèves

Peintre animalière riche et célèbre de son vivant, Rosa Bonheur quitte en 1860 son atelier de la rue d'Assas, dans le 6^e arrondissement de Paris, où les importuns se font chaque jour plus nombreux, pour se réfugier à la lisière de la forêt de Fontainebleau (Seine-et-Marne). Elle jette son dévolu sur le château de By, à Thomery, une demeure du XVII^e siècle, puis commande à Jules Saulnier, architecte de la chocolaterie Menier à Noisy-le-Sec (Seine-et-Marne), une dépendance dans le même style (brique et colombages) où elle pourra créer à loisir.

L'artiste emmène sa chère Nathalie Micas, rencontrée dans l'enfance, et la mère de celle-ci, ainsi qu'une nombreuse ménagerie : vaches, moutons, chevaux, biches, sangliers... Plus tard, un couple de lions s'ébattaient aussi dans le parc de 4 hectares ! Mademoiselle Bonheur mène sa vie comme elle l'entend. Habillée en homme pour

fréquenter plus facilement les abattoirs et les marchés aux bestiaux, elle fume, fait des affaires – ses tableaux s'arrachent outre-Atlantique – et reçoit amis et relations jusqu'à sa mort, en 1899, à l'âge de 77 ans.

Racheté en 2017 par l'entrepreneuse bellifontaine Katherine Brault, le domaine vibre encore de la présence de l'artiste. «La maison était très préservée. Dans le grenier, j'ai trouvé des trésors», raconte cette femme passionnée, qui s'enorgueillit de présenter une grande étude du monumental *Marché aux chevaux* (1852-1855) conservé au Metropolitan Museum of Art, à New York.

Rosa Bonheur, qui a donné son nom à la guinguette queer ouverte en 2008 dans le parc parisien des Buttes-Chaumont – avec de nombreuses autres depuis –, mérite ce détour par la Seine-et-Marne. Chez elle, les animaux naturalisés sont nombreux. Les esquisses abondent. Des objets significants sont exposés dans une grande salle. On découvre les gants blancs qui

serrèrent la main de l'impératrice Eugénie lui remettant la Légion d'honneur. Mais aussi son éventail, son porte-monnaie, une facture de la Belle Jardinier, son parfum à l'opopanax de Sicile, sa gibecière – car mademoiselle chassait en forêt –, son carnet à dessin, sa carte de la Société protectrice des animaux (numéro 579)... Ça et là, de petits tableaux figurent un chien au regard espiègle ou un mouflon qui semble sourire.

Dans le grand atelier, «inchauffable l'hiver», précise Katherine Brault, c'est comme si rien n'avait bougé. *Les Chevaux sauvages fuyant l'incendie* (1899) sont inachevés. Cette grande toile donne le ton, mais le regard du visiteur vagabonde : d'autres animaux empêtrés, un mannequin pour remplacer les modèles vivants, une étude de lions, le portrait d'un cheval de dos, queue relevée, prêt à lâcher du crottin...

Le château fait aussi chambre d'hôte. On peut dormir dans

celle de Rosa Bonheur. «Au grand étonnement de qui pénétrait dans cette chambre pour la première fois, la pièce était encombrée de volières. (...) Il y avait là plus de soixante petits pensionnaires ailés», précise l'Américaine Anna Elizabeth Klumpke, dernière compagne de l'artiste, dans *Rosa Bonheur. Sa vie, son œuvre*, le livre qu'elle fit paraître en 1908 chez Flammarion – il a été réédité chez Libretto en 2024 sous le titre *Rosa Bonheur & Anna Klumpke. Souvenirs de ma vie*.

Les vestes de travail de la peintre s'empilent dans une armoire. On a changé le lit et retapisé la chambre dans le ton «framboise écrasée» en vogue à l'époque. Deux autres très belles chambres, toujours dans le goût du XIX^e siècle, proposent une nuit singulière au milieu de la verdure. En s'égarrant dans le parc, on tombe sur l'atelier champêtre de l'artiste, en réfection depuis qu'un arbre est tombé sur le toit, ou sur le pas de tir où Rosa Bonheur voulut entraîner les Thomeryens à l'approche de la guerre de 1870.

Heureusement, son château fut préservé par les Prussiens et sa mémoire est toujours vivace, dans cette demeure savamment entretenue par Katherine Brault. «Je suis très heureuse que cette femme nous donne la possibilité de la connaître toujours mieux. Ici, je ne cesse de faire des découvertes.» Au pied d'un escalier, son portrait par Anna Klumpke est saisissant. Palette à la main, elle nous observe de son regard impérieux, nous qui pénétrons chez elle...

Château de Rosa Bonheur, 12, rue Rosa-Bonheur. Du mercredi au dimanche, de 10 heures à 18 heures. Visite guidée uniquement. 18 €. Chateau-rosa-bonheur.fr

ACTU HAÏKU L'Exorciste

Nicolas Santolaria

Composé à partir de la titraille de la presse papier, ce cut-up transforme les événements journalistiques en matière poétique. Cette semaine, un poème inspiré par «L'Equipe» du 7 mai 2025, n° 25831.



LOISIRS

Des petits sur le tatami

Des parents encouragent leurs enfants à pratiquer une activité physique dès leur plus jeune âge. Mais gare à la pression que cela peut engendrer

Assia Hamdi



Lors du cours de judo des 4-5 ans, au Judo Club de Villepinte (Seine-Saint-Denis), le 12 février.
Pénélope Hubert pour « Le Monde »

Spiderman, la Reine des neiges, Pat'Patrouille... Ce mercredi après-midi, dans le dojo du complexe sportif de Villepinte (Seine-Saint-Denis), tous les héros des maternelles sont sur les Crocs. Qu'importe que Tasnime, 5 ans, soit trop jeune pour faire une prise ou une clé de bras à Imran. Parés d'un kimono un poil trop grand, les 30 petits s'alignent, comme le leur demande Soufiane Chebbi, « coach Soufiane ». « Les enfants, je compte jusqu'à 10, et quand je dis "hajime" [au judo, signal de départ du combat], le dernier qui s'allonge est éliminé. » Trois minutes plus tard, c'est l'heure du jeu du chat et de la souris, et les petons frappent les matelas dans un fracas attendrissant.

Judo, volley ou même gym et football... En France, de plus en plus de clubs proposent des sections « baby » et attirent des enfants à peine aptes à porter une raquette de tennis ou à monter sur une poutre au sol. « On a eu un effet Jeux olympiques, certes, mais la demande augmente depuis quelques années », remarque Samir Nsar, le président du club de judo de Villepinte, qui a 30 ans, le même âge que cette section consacrée aux 4-7 ans. En France, précise la fédération française, 80 % des clubs animent un créneau d'éveil au judo, à partir de 4 ans. « On se sert de jeux éducatifs, pédagogiques, pour leur faire découvrir des techniques, décrit Ghislain Cole, l'un des deux coachs. En même temps, cela entraîne leur coordination et leur motricité à un âge crucial. »

A 600 kilomètres de Villepinte, en Gironde, le club de volley de Parempuyre connaît le même succès, avec son nouveau créneau pour les 5-7 ans. Ici, pas de leçon de smash ni de tournoi, on apprend à attraper la balle et à faire équipe. « On a choisi de commencer à 5 ans, car l'enfant a déjà une sensibilisation à l'espace qui l'entoure et il commence à avoir une vraie coordination et de réelles interactions », justifie Laurence Cagny, la présidente. Parmi les 30 recrues, Céleste, 6 ans, vient d'entrer au CP et rejoint au club sa sœur Agathe, 9 ans. « On souhaitait qu'elles fassent un sport collectif pour découvrir l'entraide, développe le papa, Christophe Diot. J'ai suggéré le volley, et l'idée a plu à Agathe et sa sœur a suivi. »

Selon le sociologue du sport Seghir Lazri, de plus en plus de personnes pratiquent dans les salles privées ou les salles d'escalade. « Et plus on évolue en âge, moins on se licencie. Ces sections permettent donc aux fédérations de capturer un public de plus en plus jeune. » Dans le handball, depuis 2020-2021, les licenciés « baby » sont passés de 7 863 à 25 198. Mais pour coacher des maternelles, il faut des adaptations.

Alors qu'il enseigne tout de suite « la technique des gestes et des chutes aux plus grands », Soufiane Chebbi prend son

temps avec Maeva, 7 ans, et ses camarades, qui ne savent pas encore tomber. « C'est dangereux à cet âge, donc on ne commence qu'en milieu d'année, et petit à petit. D'abord, les chutes latérales puis les chutes arrière, etc. En parallèle, on leur parle avec les mots du judo. » Pour porter la ceinture jaune, il faut savoir ce qu'est un tatami ou un ippon, le score le plus élevé

Il y a ces parents dans les gradins qui donnent des consignes à leurs petits de 5 ans en criant

Samir Nsar,
président du club de judo
de Villepinte (Seine-Saint-Denis)

du judo (attribué lorsqu'un adversaire est projeté sur le dos ou immobilisé).

A Villepinte, Maeva est fière de montrer son coloriage, sur lequel sont dessinés des personnages qui miment les huit valeurs-clés du code moral du judo. « Alors, il y a le courage, le respect, la politesse, le contrôle en soi... », liste la petite fille, au club depuis 2022. Il y a trois ans, quand Laëtitia Pereira, la maman, déposait au judo sa plus grande, Alisson, 12 ans, Maeva faisait des crises de larmes sur le parking du dojo. « Elle criait : "Moi aussi, je veux aussi faire du judo!" », se rappelle la maman. Ma fille est speed, même caractériel, et là, au moins, elle peut se défouler, mais avec un cadre. »

Toujours à Villepinte, Karen (qui n'a pas donné son nom) vient déposer son benjamin, Kyan, 5 ans. « Il passe son temps à sauter d'un meuble à un autre et à jouer à la bagarre, donc il fallait le canaliser. » Deux heures de judo, deux de natation, comme plusieurs de ses copains,

Kyan est à l'image de Céleste, la petite Gironde qui fait du volley, mais aussi de l'escalade et de la danse. Professeure de psychologie de l'éducation et experte des rythmes biologiques de l'enfant, Claire Leconte constate ce phénomène croissant « de parents qui inscrivent leurs enfants dans plusieurs activités extra-scolaires dès la maternelle ». Un cumul « logique » pour Christophe Diot, le papa de Céleste, qui a pratiqué, enfant, le volley, le foot et le tennis. « Tant que nos filles s'épanouissent et que ça suit à l'école, on n'a pas de raison de s'alarmer. »

Mais, parfois, à l'inverse, l'attente est démesurée. « Il faut voir en compétition, il y a ces parents dans les gradins qui donnent des consignes à leurs petits de 5 ans en criant, se désole Samir Nsar. A 4 ans, ce sont encore des bébés, il ne faut pas être trop exigeant. » Alors, si Soufiane Chebbi demande d'effectuer un fauchage avec la jambe droite, mais qu'un petit fait tout l'inverse, son geste sera quand même accepté, « s'il respecte les règles ».

Surtout, Soufiane Chebbi met un point d'honneur à s'adapter à « ces piles électriques, qui courent partout » avant même que le cours ne commence. « C'est important de ne pas les dégoûter, donc j'imagine des déplacements variés pour utiliser cette énergie. Ils doivent faire le serpent, le chien, des roulades... » Pour leur faire travailler leur équilibre, Soufiane Chebbi les fait jouer à chat glacé, en se tenant sur une jambe. « Ce n'est pas scolaire, et sans s'en rendre compte, ils assimilent des petits positionnements du judo. »

Dans le baby hand, les entraînements sont construits avec des personnages. « L'enfant aime s'amuser avec des crocodiles, avec des clowns, donc on imagine des histoires autour du jeu de ballon », décrit la référente du BabyHand à la fédération française, Vanessa Patucca-Bourgeois. Au préalable, il a fallu sensibiliser des coachs « qui écartaient des petits de 4 ans » à cause d'une passe ratée. « Un enfant, peu importe son âge, il ne comprend rien si on le met de côté, il faut lui expliquer », se désole Soufiane Chebbi. Surtout, les sections baby n'ont pas cette vocation à former des champions. « L'important, c'est qu'ils apprennent des notions-clés comme le fair-play, le respect de l'autre et le travail en équipe », énumère Laurence Cagny. « Et même si l'enfant ne reste pas au handball, il aura acquis pour toute sa vie une bonne image de notre sport », conclut Vanessa Patucca-Bourgeois.

Alors que les enfants se désaltèrent, « coach Soufiane » resserre la ceinture d'un apprenti, pendant que son collègue Ghislain Cole aide une petite à refermer sa gourde Stitch. A la fin de l'entraînement, Maeva se chamaillent avec Alisson, sa grande sœur de 12 ans venue en spectatrice. « On peut s'affronter, mais on utilise des techniques du judo et on respecte les règles », recadre Soufiane Chebbi. Très vite, Maeva tente sur Alison un o-soto-gari, une projection au sol. Allez, encore un peu d'entraînement, et ça passera.



HENRY HARGREAVES POUR « LE MONDE ». STYLISTE CULINAIRE CHARLOTTE OMNÈS

LE PRÉNOM

Lucille

Par Djaid Yamak

Lucille est née en 1994 à Suresnes (Hauts-de-Seine). Ses parents, Christine et Xavier, sont sensibles à la prononciation et à l'étymologie des prénoms. Dans leur liste finale, ils retiennent Cécile et Lucille. Cécile vient du latin *caecīta*, qui a donné « cécité », alors que Lucille vient de *lux*, « lumière ». Cette signification mais aussi la parenté sonore entre Lucille et l'adjectif lucide les déclinent. A l'école primaire, à Neuilly-sur-Seine, Lucille côtoie des élèves aux prénoms classiques. La plupart sont issus du calendrier chrétien. « Aucun prénom bizarre ou étonnant » ne se distingue dans le préau. Au milieu des Alice, des Pierre et des Arthur, le double « l » de Lucille (qui se prononce comme s'il était unique) sonnerait presque comme une originalité. « Je vivais mon prénom comme

une petite transgression par rapport à Lucile et Lucie. » Dans la cour de récréation, cette double lettre lui sert de carte de visite. « Enchantée, moi c'est Lucille avec deux "l" », dit-elle. En France, les Lucille sont moins nombreuses que les Lucile. Mais les deux prénoms ont connu leur heure de gloire la même année, en 1990, où 421 Lucille et 1 292 Lucile ont vu le jour. Les deux courbes de popularité déclinent ensuite lentement à partir de cette année-là. Plus tard, Lucille est scolarisée dans un lycée de la ville voisine, Levallois-Perret, qui réunit des élèves de différentes communes du département des Hauts-de-Seine. Les prénoms y sont moins uniformes, moins courants, et le double « l » perd un peu de sa singularité. Lucille rencontre aussi

d'autres Lucille. « J'étais super intriguée. Je me disais : "Mince, est-ce qu'on va nous comparer ?" Je me demandais presque à qui notre prénom allait le mieux. » Aujourd'hui, faire la rencontre d'une autre Lucille est un événement. « Ça me procure de la joie. Quand j'écris un mail à une autre Lucille, je ne peux pas m'empêcher de faire une remarque. Il faut que je le signifie. » Très tôt, Lucille a intériorisé l'intérêt de ses parents pour l'étymologie et la prononciation des prénoms. Pour elle, le prénom n'est pas seulement une étiquette que l'on appose sur le visage de son interlocuteur. C'est aussi un rappel du sens dont on l'a investi. « J'ai tellement aimé que mes parents me parlent de mon prénom plus jeune que, quand je l'entends, j'entends aussi leurs choix et leurs préférences. » Depuis son enfance, elle cultive une curiosité pour le prénom des autres. « Je ne pars jamais d'une soirée sans connaître le prénom des gens avec qui j'ai parlé. Je suis terrorisée à l'idée d'oublier le prénom de quelqu'un ou de mal l'orthographier. » Pour faciliter une conversation ou une rencontre, Lucille n'hésite pas à traduire son prénom dans toutes les langues. « Au Mexique, je ne m'appelle pas Lucille, mais Lucila. » La jeune femme est attentive à la façon dont son prénom est utilisé. « Ne pas bien le prononcer,

quand il est possible de faire l'effort, est un manque d'attention à l'autre. » Elle a remarqué à plusieurs reprises que des hommes se permettent de la corriger sur la prononciation de son prénom. « On dit bien bille, il faut donc dire Lucille [prononcer "ye"] », lui dit-on régulièrement. Lors d'un séjour professionnel à l'étranger, Lucille est victime d'une agression dans la rue. Un matin, elle se réveille allongée contre le sol, le visage défiguré. Le patron de la société française pour laquelle elle travaille, qu'elle connaît à peine, lui téléphone. « La première chose qu'il a trouvé à me dire c'est : "Lucille, vous auriez dû faire attention", puis "Lucille, vous allez occasionner un surcroît de travail à nos collègues". » S'adresser à quelqu'un par son prénom – marque de proximité – tout en le vouvoyant – marque de distance – constitue, selon elle, une forme de « paternalisme » déguisé en bienveillance. Comme si, même correctement prononcé, son prénom avait ce jour-là sonné faux à ses oreilles.

UN APÉRO AVEC... ANNE DEPETRINI

Chaque semaine, « L'Époque » paie son coup. L'ex-Miss Météo publie son premier roman et joue au Point-Virgule. Celle qui prend le rire au sérieux se confie sur ce sentiment d'imposture et d'étrangeté qui l'a longtemps freinée



La folie, je peux lui donner la main.
J'ai souvent marché à côté

Magali Cartigny

Anne Depetrini, au café
La Perle, à Paris 3^e,
le 29 avril. IORGIS MATYASSY
POUR «LE MONDE»



PLAYLIST

> DERNIER ARTISTE
ÉCOUTÉ

Doechii (Anxiety)

> DERNIER SPECTACLE VU

Aymeric Lompret

> DERNIÈRE SÉRIE
REGARDÉE

«The Last of Us»

> DERNIER FILM VU

«L'Amour, c'est surcoté»,
de Mourad Winter

> DERNIER LIVRE LU

«Mémoires d'un vieux
crocodile»,
autobiographie
de Tennessee Williams

> DERNIÈRE INFO
MARQUANTE LUE

«C'est plutôt une somme
d'infos concernant
la montée de l'extrême
droite en France
et dans le monde.»

> DERNIER COMPTE SUIVI

Victoria Dauberville, «su-
blime danseuse classique»

Ille s'est longtemps sentie à côté. De l'image qu'elle renvoie, de ses ambitions, du monde réel. «Toujours dans le regret d'avant, ou la crainte d'après», dit la narratrice dans son premier roman, *Tous les moments* (Flammarion, 216 pages, 20 euros). A côté de ses pompes, pour résumer. Ce soir-là, à La Perle, son QG du 3^e arrondissement de Paris, la comédienne-écrivaine-réalisatrice porte justement des santiags qui jurent élégamment avec sa robe imprimée (la Depetrini est souvent fleurie). L'ancienne Miss Météo surdiplômée ne compte pas en euros ou en KF, mais en étonnantes (en gros 2500 euros, c'est 15 paires). Elle aime bien dire ça pour paraître plus inconséquente qu'elle ne l'est. Te la raconte pas trop.

Comme quand elle était préado, poussée d'un coup, trop grande, trop spectaculaire, trop de cheveux (bouclés en plus) et des fesses qu'on planque sous le pull noué à la taille, et, du coup, on ne voit que ça. Anne Depetrini a longtemps eu peur de déborder. D'où cette phobie du vomi (elle n'est pas de celles à tenir les cheveux d'une copine penchée sur la cuvette). Elle a même une appli qui liste les scènes à risque dans les films : «Ça dit beaucoup sur mes angoisses, cette peur qu'elles se déversent», dit-elle avant d'aider un jeune homme qui cherche désespérément ses gouttes pour les yeux sous la table d'à côté.

À côté, c'est aussi le titre de son seule-en-scène, qu'elle joue jusqu'au 28 juin au Point-Virgule (d'abord mis en scène par Alex Lutz en 2023, puis réadapté par Benjamin Guedj). Le spectacle est tiré de son premier livre, *La Quête* (Flammarion, 2021), où elle racontait, entre autres, ses expériences ésotériques, voire franchement zinzins, pour réussir à se lever le matin. Pas de «saut du lit», quand l'angoisse plombe jusqu'à la pointe des pieds. Une voyante lui a expliqué que, dans une autre vie, au Moyen Age, elle n'était pas farouche et guérisait avec les plantes – «Une naturopathe», résume-t-elle. Un marabout, qui lisait dans les bassines de plomb (comme dans le marc de café), lui a promis l'amour retrouvé. Un exorciste du Doubs l'a purifiée en visio. Elle n'y croit pas vraiment, évidemment, mais ça la fait marrer.

Dans *Tous les moments*, Anne Depetrini invente une histoire d'emprise. C'est lors d'un stage de récupération de points de permis que l'idée lui est venue. «On a eu un cours sur l'accidentologie. Comment survient l'accident? Est-ce que c'est la seconde avant où t'as voulu régler l'auto-radio, ou la veille où tu n'as pas dormi, ou encore le mois d'avant, lors d'un autre événement?» Tous ces moments qui finissent insidieusement par te mener au crash.

Et si c'était pareil pour l'emprise, s'est-elle dit ? Qu'est-ce qui nous conditionne à accepter l'inacceptable ? A ne pas avoir confiance en nous ? Comment se retrouve-t-on comme son héroïne, piégée dans son appartement, avec le dégoût de soi-même, mimant la

normalité pour le bien de son enfant de 4 ans, en attendant le retour de monsieur, qui nous rabaisse, nous traite de folle et nous trompe avec «Serge» – le meilleur ami-alibi –, qui s'appelle en vrai Sabrina ou Cheyenne ? Pourquoi on ne réagit même pas, lorsque, rentrant de soirée, il nous demande d'endosser à sa place un accident de voiture, car il est visiblement percuté quelqu'un, qu'il s'est enfui, alors qu'il était ivre et n'a plus le permis ? Et pourquoi, bien avant, pour un connard, on a largué un gentil ? «Les filles doivent se déconstruire aussi», avance-t-elle.

Même si cette histoire n'a rien à voir avec la sienne, Anne Depetrini a quelques points communs avec la narratrice. Une certaine éducation à la soumission («Il suffisait d'un regard de mon père pour que je me taise»). Et des doutes sur sa santé mentale : «La folie, je peux lui donner la main. J'ai souvent marché à côté. Mon grand-oncle est mort dans un asile. Cette menace planait dans la famille.» Une enfance solitaire. Fille unique, elle n'a qu'un vague cousin et a à peine connu ses grands-parents. Son père, ingénieur aux Ponts et Chaussées, et sa mère, professeure d'allemand, la poussent à l'excellence. «C'était un peu "marche ou crève"», lâche-t-elle, puis de relativiser la seconde d'après.

A 9 ans, elle tombe sur un faire-part de naissance avec une cigogne : le bébé s'appelle Johanna. Elle se met alors à écrire les aventures d'une petite fille – Johanna se rebiffe, Johanna dans l'espace... – qu'elle vend pour 5 francs aux voisins. Pas de quoi vraiment épater les darons : «Aujourd'hui, ton gamin va sur le pot, tu fais une cérémonie. Nous, on aurait pu peindre la chapelle Sixtine, ils s'en foutaient.»

Là voilà donc à 18 ans en prépa HEC, à Paris. «C'était l'école de l'humiliation, où on nous répétait pourtant qu'on était l'élite.» Excellente élève depuis toujours – «c'était non négociable», elle réussit le concours pour Sup de Co, puis obtient, trois ans plus tard, un master aux États-Unis. «Je ne sais toujours pas équilibrer un

« CHAQUE FOIS
QUE JE BADGEAIS
À CANAL, J'ÉTAIS
SOULAGÉE.
J'AVAIS PEUR
QU'ILS SE
RENDENT COMPTÉ
QUE J'ÉTAIS
NULLE »

bilan, mais je ne me demandais même pas à l'époque à quoi ça allait me mener.» Un stage à la Défense la convainc de ne jamais rejoindre un cabinet d'audit. «Je voulais écrire, donc je suis devenue journaliste au Revenu financier.»

Problème, Anne a toujours «voulu montrer sa tête à la télé». Elle qui, enfant, restait plantée des heures devant son miroir, car elle n'était pas sûre d'être réelle, avait peut-être besoin d'un écran qui la réfléchissait. «Quand je voyais Les Nuls ou Dechavanne, je me disais : "Dès, eux, ils sont payés pour faire ça, rigoler toute la journée." Plus tard, chaque fois que je badgeais à Canal, j'étais soulagée. J'avais peur qu'ils se rendent compte que j'étais nulle. Travailler avec Philippe Gildas, Alain Chabat, pour moi c'était lunaire.»

A 27 ans, en 1996, elle avait passé son premier casting pour la météo à Canal+ en disant à son rédac-chef qu'elle allait à une conférence Rhône-Poulenc. «J'étais face à un aréopage de bombasses, je n'avais aucune chance.» Mais son ode à Evelyne Dhéliat et son minois de gamine joviale à deux doigts de sortir une énormité séduisent la casteuse. Deux mois après, la voilà déguisée en abeille ou en dresseuse d'ours, en direct le midi, pour «La Grande Famille», sur le toit de la chaîne alors la plus cool de France. «Mon père était au bout de sa vie. Tout ça pour ça.» Elle coprésentera ensuite «Un autre journal» aux côtés de Gildas, puis «Burger Quiz». Dans les dîners, son père dira qu'il est fier de sa fille. Mais jamais à elle. Il est mort en 2014.

De quoi, d'ailleurs, la chroniqueuse chez «Quotidien» depuis quatre ans est-elle la plus fière ? «Je devrais dire mes enfants, non?» – ses deux filles, Ava (17 ans) et Ella (22 ans), qu'elle a eues avec le comédien Ramzy Bedia, dont elle est séparée depuis un bail. Une source d'inspiration précieuse pour ses pastilles «A l'usage des parents qui n'ont pas la ref» sur Instagram, qui décryptent ces expressions nées sur les réseaux sociaux que les plus de 20 ans ne peuvent pas piger. Fière de ses trois films, peut-être ? Le premier, *Il reste du jambon* (2010), avait réuni plus de 800 000 spectateurs. Cette admiratrice de Capra et de Lubitsch réalisera ensuite *L'école est finie* (2018), avec Bérangère Krief, et *Belle Belle Belle* (2020).

Alors qu'on parlait transmission et féminisme – «mes filles sont plus révoltées que moi, mais je les comprends, nous, on avait intégré ce qui n'était pas normal» –, elle cite cette essayiste dont elle a oublié le nom : «Quand on dit bravo à une femme, elle va dire trois choses : "J'ai beaucoup travaillé, j'ai eu de la chance et j'ai eu une super équipe."» Un homme va juste dire merci. Une heure plus tard, alors qu'elle raconte comment elle s'est retrouvée «par hasard» réalisatrice du premier film qu'elle avait écrit, elle dira : «J'ai lu tous les livres possibles sur le cinéma et la réalisation. Sur ce tournage, le chef opérateur, Christophe Offenstein, m'a aidée à chaque étape. L'équipe, c'étaient des gens incroyables.» On ne se refait pas.